LES
CRISES ÉCONOMIQUES

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Wirtschaftskrisen und Ueberkapitalisation. München, 1907.

Geschichte der Handelskrisen in England, im Zusammenhang mit der Entwicklung des englischen Wirtschaftslebens, 1640-1840. München, 1907.

Les Crises économiques (En russe). Moscou, 1915.

Fixation des prix du coton et l'industrie cotonnière (*Un chapitre sur la politique économique de guerre*). En collaboration avec M. KIPPEN (En russe). Moscou, 1916.

LES CRISES ÉCONOMIQUES

ESSAI
DE MORPHOLOGIE ET THÉORIE
DES CRISES ÉCONOMIQUES PÉRIODIQUES
ET DE THÉORIE DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

PAR

MENTOR BOUNIATIAN

PROFESSEUR A L'INSTITUT POLYTECHNIQUE DE TIFLIS

TRADUIT DU RUSSE PAR

J. BERNARD

et revu et mis à jour par l'Auteur

PARIS (5^e)

MARCEL GIARD

LIBRAIRE-ÉDITEUR

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

—
1922

178594

13.3.

PRÉFACE

Le problème des crises économiques périodiques reste le grand problème, on pourrait même dire le « problème » de la science économique qui n'en a pas encore donné une explication généralement acceptée. Cependant la solution définitive de ce problème est d'une importance incalculable, tant pour l'économie politique théorique que pour l'économie appliquée. Nous parlerons plus loin, dans l'introduction, de son importance pour la théorie. Ici nous voudrions simplement montrer que jamais une claire compréhension des questions économiques soulevées par les crises ne pourraient avoir plus de portée pratique ni être plus utile que dans les circonstances actuelles.

La guerre mondiale a bouleversé la vie économique des peuples de fond en comble et a posé une multitude de problèmes économiques aussi difficiles qu'importants au point de vue pratique. Le rétablissement rapide de la vie économique mondiale désorganisée, la réparation des ruines accumulées, l'assainissement des finances publiques compromises, l'apaisement des conflits sociaux aigus qui ont surgi à la suite de la guerre, voilà des problèmes pratiques d'une ampleur telle qu'on n'en avait jamais vus. Mais de tels problèmes demandent avant tout une intelligence exacte de la situation actuelle ainsi que du mécanisme de la vie économique et de ses organes. Or, le manque d'une telle compréhension se dégage à l'évidence tant des opinions régnantes que de maintes mesures prises. La crise économique proprement dite est venue com-

pliquer encore une situation déjà déconcertante, et le monde est resté confondu devant des phénomènes économiques d'une envergure inaccoutumée.

En effet, la hausse extraordinaire et générale des prix pendant et surtout après la guerre, puis leur chute brusque et profonde ont été d'une ampleur sans précédent dans l'histoire et constituent les phénomènes les plus saillants du bouleversement économique des dernières années. La hausse des prix a affecté surtout la grande masse des consommateurs et provoqué un malaise général. Or, des mouvements de prix d'une telle amplitude ne pouvaient trouver une stricte explication dans la théorie existante des prix qui attribue leurs variations aux changements des rapports quantitatives entre les marchandises et la monnaie ; aussi l'opinion publique a-t-elle été portée à en attribuer une part trop large à des causes occasionnelles, surtout à la mauvaise volonté des spéculateurs, sans se rendre compte que les prix sont les résultats naturels de l'état économique tout comme les indications du thermomètre résultent de la température ambiante. De cette conception est née une politique de réglementation et de taxation, le plus souvent mal conçue et qui n'a pas peu contribué à désorganiser davantage encore la vie économique.

Une juste théorie des prix acceptée par la doctrine régnante a donc fait défaut comme base de toute politique économique. Que la hausse des prix ait été l'indice de la hausse générale de la valeur intrinsèque des biens (hausse causée par la guerre prolongée qui a absorbé toutes les forces productives disponibles), cette idée était trop opposée à la notion que la doctrine courante et l'opinion générale ont de la valeur des biens qu'elles considèrent comme une chose purement relative. Comme on a, de plus, méconnu les lois qui régissent le mouvement des prix, on n'a pu donner une base scientifique à l'opinion

d'ailleurs assez répandue et suivant laquelle l'élargissement de la circulation des billets de banque à cours forcé n'était pas toujours, dans les circonstances actuelles, la cause de l'élévation générale des prix, mais, souvent et dans une certaine mesure, sa conséquence.

La surproduction générale qui s'est manifestée dès les premiers mois de l'année 1920, après cinq années de destructions, a été un autre fait qui a déconcerté le monde. Car à l'issue de la grande guerre on était persuadé que la société ruinée avait avant tout besoin de reconstituer le capital dissipé et de rééquiper l'économie mondiale épuisée. Le mot d'ordre fut de prêcher la nécessité d'une production intensifiée, d'une sévère économie dans les dépenses et d'une accumulation aussi grande que possible. Mais à peine se fut-on mis au travail après cinq ans de dévastations, à peine eût-on commencé à réparer les ruines causées par la guerre, qu'on se vit au milieu d'une surabondance de marchandises de toutes sortes qui ne trouvaient pas d'acheteurs, d'usines et de fabriques qui, faute de débit, devaient ralentir leur marche et diminuer leur rendement, d'une masse de chômeurs qui ne pouvaient trouver à employer leur force de travail. Comment expliquer cette abondance de biens au milieu de la misère, ce superflu de forces productives à côté des ruines des régions dévastées et de l'outillage national délabré? N'y aurait-il pas des limites déterminées à l'accumulation et un rapport défini entre la capitalisation et la consommation sociales? Mais ici nous nous heurtons de nouveau à une notion qui est étrangère à la doctrine acceptée et aux conceptions courantes.

A ceci est venu s'ajouter un troisième fait non moins suggestif. La victoire des Alliés a imposé aux puissances centrales la réparation des dommages occasionnés par la guerre aux personnes et aux biens, par suite le paiement d'une indemnité qui, tout en ne correspondant pas à l'im-

portance des pertes subies, représente néanmoins une somme immense. Il aurait dû être évident que cette indemnité, quoique calculée en or, ne devait représenter en fin de compte qu'une quantité correspondante de biens matériels appelés à passer, directement ou indirectement, des pays imposés dans les états alliés. Il aurait dû être non moins évident que, puisque avant la guerre les marchés des pays alliés (les Etats-Unis exceptés mais la Russie comprise) absorbaient près de la moitié des exportations allemandes, la façon la plus rationnelle, sinon la seule, de toucher cette indemnité consistait à accepter une grande part de prestations en nature. Mais il fallut trois ans pour qu'on se rendit à cette évidence et qu'on renoncât au paiement uniquement en numéraire. Ce retard s'explique du fait que le paiement en nature devait mettre fin à l'espoir d'ailleurs irréalisable de trouver dans l'œuvre des réparations un champ d'emploi et de développement pour l'industrie indigène. Car, quel avantage, disait-on, à recevoir de l'Allemagne des biens matériels pour les réparations au moment même où le pays regorge de biens de toutes sortes ne trouvant pas d'acheteurs et où les forces productives chôment? Le pays ne pouvait-il pas produire lui-même tous les biens qu'on lui offrait pour la réparation des dommages de guerre et dont l'importation devait entraîner, de plus, une aggravation de la surproduction et de la dépression industrielle existantes?

Mais alors faut-il s'étonner que certains alliés de la France, qui ont à toucher une part relativement minime de l'indemnité totale prévue, paraissent attacher moins d'importance à l'obtenir qu'au danger de voir le flot des produits allemands représentant l'indemnité inonder les marchés où ces alliés eux-mêmes écoulaient les produits de leur industrie? Plus nettes encore sont les appréhensions que l'on exprime dans certains milieux alliés au sujet des prestations en nature. Il est cependant évident que si

L'on considère l'économie mondiale dans son ensemble, l'indemnité de guerre ne peut être payée par l'Allemagne que si elle exporte ses marchandises, soit directement dans les pays à indemniser, soit dans les autres pays en échange d'argent et d'autres valeurs nécessaires au paiement de l'indemnité en espèces. Dans ces conditions un ancien chancelier de l'Échiquier anglais n'a-t-il pas même été jusqu'à affirmer que l'Angleterre, ne songeant qu'à sa situation économique et industrielle, aurait intérêt à renoncer aux réparations de guerre et aux créances qu'elle possède sur ses anciens alliés ?

Ce n'est pas ici la place pour examiner quant au fond les considérations et assertions mentionnées plus haut. Mais ces manifestations instinctives de la vie réelle, quoiqu'inspirées souvent par les intérêts particuliers de certains milieux, démontrent en tout cas une chose, à savoir que le transfert d'une importante quantité de biens matériels d'une économie nationale à une autre n'est pas comparable au transfert d'une somme ou d'un ensemble de biens d'un individu à un autre. Il y a là, au contraire, deux phénomènes essentiellement différents. Un particulier qui voit s'ajouter une certaine somme à sa fortune, peut augmenter sa consommation d'une manière correspondante ou constituer un fond pour l'élargissement futur de cette consommation. Mais quand il s'agit d'un ensemble social, l'augmentation de la consommation ou des fonds accumulés (capitalisation) est organiquement liée aux procès de production et de répartition sociales et à toute l'organisation économique en général. Elle ne peut avoir lieu qu'en s'adaptant à celles-ci et en les modifiant en conséquence. En effet, l'introduction subite dans l'économie nationale d'une très grande quantité de biens matériels autrement que par le jeu naturel des facteurs économiques, peut facilement engorger, directement ou indirectement, tous les canaux de la circulation des biens

et obstruer toutes les voies de l'activité économique.

Il y avait donc là un problème insoupçonné. On a beaucoup parlé des difficultés pour l'Allemagne à trouver les sommes ou les moyens nécessaires aux réparations. Mais la question de l'utilisation de l'indemnité ne semblait pas se poser. Or, il s'agit en l'espèce d'un procès extrêmement délicat et compliqué, et une opération de cette nature ne peut être menée à bien qu'avec beaucoup de prudence et qu'en toute connaissance du mécanisme de la vie économique.

Ainsi se pose une question encore plus grave et plus large mais aussi peu éclaircie que la précédente, celle des rapports organiques existants entre la production, la consommation et la capitalisation, tant dans l'économie nationale que dans l'économie mondiale.

L'augmentation énorme de la dette publique, en premier lieu dans les états belligérants, est un autre fait caractéristique de l'économie sociale d'après guerre. D'environ 200 milliards de francs, les dettes d'état du monde entier ont passé à près de 1.500 milliards. Ceci implique un changement considérable dans les conditions de la répartition sociale. Indiquons simplement qu'en France, par exemple, les arrérages annuels de la dette intérieure d'état ont passé d'un milliard de francs en 1913 à plus de 10 milliards en 1921, et cette énorme somme doit être prélevée sur l'ensemble de la population pour être distribuée comme rente à une partie de cette même population. Sans parler de l'aspect financier de cette question, il est clair qu'un tel changement dans les conditions de la répartition sociale ne peut manquer d'avoir de grandes répercussions sur la vie économique, sur les conditions de la consommation, de la production et de la capitalisation. Mais quelles seront précisément ces conséquences? Il s'agit ici de la question de l'extension de la capitalisation privée et de son action sur l'évolution de la vie économique, questions mal

étudiées, surtout dans certaines de leurs conséquences.

Bornons-nous aux quelques questions qui précèdent et qui sont nées de l'état économique créé par la grande guerre. La formation des prix, la question monétaire, les limites de l'accumulation sociale, les rapports entre l'accumulation privée, la capitalisation sociale et la production, les effets de l'extension de la capitalisation privée en obligations d'état, voilà les graves problèmes qu'il a soulevés. Les questions concrètes posées par la vie ne peuvent être résolues d'une manière adéquate que si les problèmes fondamentaux dont elles ne sont que des aspects accidentels sont complètement élucidés. Ceci est surtout vrai quand il s'agit des questions économiques où l'antagonisme des intérêts et la force des préjugés de la masse, préjugés provenant surtout de son ignorance en matière économique, faussent si souvent le jugement et prédisposent aux solutions erronées. En effet, que de fautes, grosses de conséquences, auraient pu être évitées depuis le début de la guerre, si on avait eu conscience de certaines lois économiques, si on avait eu soin de baser les solutions isolées des questions concrètes sur une juste conception de l'ensemble des faits économiques ?

Or, les questions mentionnées sont précisément de celles que soulève le problème si compliquée des crises économiques périodiques et qui font l'objet de la présente étude. Ce problème ne peut être résolu définitivement que si l'organisation et le mécanisme de la vie économique sont pleinement élucidés. Et c'est aussi le seul moyen de comprendre la grande « crise économique » dans laquelle se débat le monde entier du fait de la guerre, ainsi que de trouver les meilleurs moyens d'y remédier.

On est d'accord sur ce que, dans les circonstances actuelles, les questions économiques doivent occuper la première place parmi les préoccupations publiques. De là ressort le rôle important qui à l'heure présente incombe à

la science économique. Or, l'insuffisance, les lacunes de cette science sont trop évidentes. N'est-ce pas un fait caractéristique qu'elle a manqué jusqu'à présent de la base solide que devrait être une théorie complète de la valeur? Ebauchée par les théoriciens de l'école subjective, cette théorie attend toujours son achèvement. Y a-t-il lieu de s'étonner que la science ne puisse expliquer la vie économique dans ses diverses manifestations quand elle manque d'une théorie satisfaisante de la formation et du mouvement des prix, ces vrais régulateurs de la vie économique? N'est-il pas surprenant que l'explication des phénomènes économiques les plus importants se heurte à un manque complet de compréhension du procès de la reproduction sociale, notamment du procès de l'épargne et de la capitalisation, ainsi que des rapports organiques entre les procès de capitalisation, de production, de répartition et de consommation? La science économique ne peut avoir une portée vraiment pratique, ne peut servir de guide sûr dans la politique économique, que si elle résout d'une façon claire et définitive ces problèmes fondamentaux.

L'évolution de la science économique était étroitement liée à celle de la vie économique. Ne pouvons-nous pas espérer que le bouleversement gigantesque produit par la guerre mondiale dans l'histoire de l'humanité fera sortir la science économique de l'état de stagnation et de débilité théorique dans laquelle elle est restée depuis les grands travaux de Gossen, Stanley Jevons, Karl Menger et Léon Walras, et qu'il lui fera faire un pas décisif en avant?

Si le présent ouvrage, fruit de longues études, peut, par les réponses qu'il donne aux questions indiquées plus haut, contribuer quelque peu à ce résultat, il aura atteint son but.

Paris, novembre 1921.

Le livre que nous présentons aujourd'hui au public est basé sur des recherches historiques concernant les crises économiques, entreprises depuis l'année 1899 et exposées en partie par nous dans un autre ouvrage sur l'histoire de crises économiques en Angleterre (1). L'étude détaillée des manifestations des crises à différentes époques et dans différents pays nous a paru une condition indispensable pour l'étude du problème si complexe et si difficile des crises économiques périodiques. Nous avons abordé l'étude de ce problème, qui est comme un centre de controverse entre les différents systèmes économiques et s'éclaire généralement du point de vue de ces systèmes, sans idée préconçue. Et, en fait, nous sommes arrivés à des conclusions qui étaient tout d'abord bien loin de nous et que nous nous sommes efforcés de développer aussi objectivement que possible. Dans le présent ouvrage nous avons essayé de montrer leur concordance avec la réalité, de leur donner une base théorique et de les réunir en une théorie complète des crises et des cycles économiques. Afin de permettre au lecteur de saisir complètement le problème, il nous a paru commode de réunir la morphologie et l'analyse des manifestations des crises avec un essai de théorie des crises. Comme base de cette dernière nous avons pris la théorie subjective de la valeur, qui seule permet de donner un fondement théorique à la notion de « dépréciation générale des richesses » et, par conséquent, à celle de « surproduction générale », ainsi que d'expliquer la formation et le mouvement des prix en même temps que les variations connexes de la répartition des richesses, en tant que bases indispensables de la théorie de la conjoncture.

Le présent ouvrage est le résultat d'un remaniement for-

(1) *Geschichte der Handelskrisen in England, im Zusammenhang mit der Entwicklung des Wirtschaftslebens, 1640-1840*. München, 1907.

tement étendu d'un livre paru en 1907 à Munich, sous le titre de « *Wirtschaftskrisen und Ueberkapitalisation. Eine Untersuchung über die Erscheinungsformen und Ursachen der periodischen Wirtschaftskrisen* ». Les années qui se sont écoulées depuis la première édition n'ont pas modifié nos vues sur les questions traitées ; seulement beaucoup de thèses exposées brièvement dans la première édition ont reçu un nouveau développement sur les mêmes bases dans la mesure où cela était compatible avec notre but et le souci d'une exposition claire et concise. Une place particulière a été donnée dans cette édition au développement de la théorie de la formation et des mouvements des prix, comme base de notre théorie de la conjoncture. L'importance de la théorie de la formation des prix pour le problème qui nous occupe et l'insuffisance de l'étude de cette question dans la science actuelle, expliquent l'attention que nous y avons apportée dans le présent ouvrage. Nous avons mis à la base de notre théorie des prix et de la conjoncture la célèbre loi de Gregory King concernant la formation des prix du blé en fonction de la récolte, une loi dont l'importance pour la théorie de la valeur et des prix en général rehaussée surtout par la loi fondamentale psycho-physique de Weber-Fechner, n'a été que trop longtemps ignorée ou négligée. L'expérience exceptionnelle de la grande guerre qui créa des conditions dans lesquelles la loi de King trouva d'une façon concrète application à la formation des prix d'un nombre considérable de produits divers, facilitera, sans doute, l'acceptation de notre théorie à ceux pour qui l'argumentation théorique ne suffisait pas. Nous espérons aussi que notre théorie des prix et de la conjoncture remplira la lacune qui privait la science économique d'un critérium sûr pour l'explication des phénomènes et des oscillations de la vie économique. La théorie de la capitalisation a été également développée autant que les limites de l'ouvrage le

permettaient, mais elle est susceptible d'un développement plus détaillé. Ainsi cet ouvrage donne, à part une nouvelle théorie de crises, une théorie des prix et de la conjoncture de même qu'une théorie, nouvelle sous plusieurs aspects, du capital. Une introduction contenant une étude sur les origines et l'évolution de la théorie de la surproduction a été ajoutée. La présente édition française contient, par rapport à l'édition russe de 1913, plusieurs additions de moindre importance.

Une critique systématique des théories des crises des autres tendances n'entrait pas dans notre dessein. Mais l'exposition même de notre théorie a été orientée de manière à rencontrer les points de vue opposés des autres théoriciens et on peut dire, par suite, qu'elle contient la critique des principales thèses des théories adverses (1).

La première édition de cet ouvrage a paru en octobre 1907 et constituait un premier essai pour établir la théorie des crises sur celle de la valeur de l'école subjective. Au milieu de l'année 1909 parut l'ouvrage du professeur Albert Aftalion : « La réalité des surproductions générales. Essai d'une théorie des crises générales et périodiques ». En note à la Préface, l'auteur, en faisant mention de notre travail, dit : « J'ai connu ce livre trop tard pour pouvoir l'utiliser. J'ai pu constater cependant que je me rencontre de façon curieuse avec M. Bonnia-tian sur plusieurs points malgré les divergences d'ensemble qui nous séparent » (p. 8). En effet, le travail lumi-

(1) Pour la critique systématique des autres théories, nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage de WALTHER FISCHER, *Das Problem der Wirtschaftskrisen im Lichte der neuesten nationalökonomischen Forschung* (Freiburger volkswirtschaftliche Abhandlungen, édité par Prof. Karl Diehl et Prof. Gerhard v. Schultze-Gavernitz), 1911, où l'auteur, qui accepte dans son ensemble notre théorie, soumet à une critique appropriée les principales théories des crises.

neux de M. Aftalion présente en beaucoup de points une ressemblance frappante avec la partie théorique de notre ouvrage, ressemblance qui ne se borne pas aux détails et aux coïncidences dans le développement de toute une suite d'idées exposées pour la première fois dans notre ouvrage, mais s'étend jusqu'à quelques thèses fondamentales de notre théorie. La théorie de M. Aftalion est fondée sur deux idées, qui sont, en même temps que d'autres, à la base de notre théorie, à savoir : 1^o l'idée que la modification de l'utilité sociale des richesses à la suite des changements de rapport entre la quantité de ces dernières et le besoin qu'on en a, est une cause de l'élévation générale des prix dans la période d'essor de la vie économique et de leur baisse en temps de crise ; 2^o l'idée que la durée du processus de production capitaliste exigeant la création de toute une série de richesses intermédiaires pour la production des richesses de consommation finale, est la base de la période d'essor. La divergence commence entre nous pour ainsi dire là où se termine la théorie de M. Aftalion. Car, tandis qu'il considère les deux phénomènes indiqués ci-dessus comme conditionnant entièrement le cycle de la vie économique, ils semblent n'être pour nous, de même que le mécanisme correspondant de la formation et du mouvement des prix exposé par nous, que des conditions indispensables, grâce auxquelles la tendance constante vers l'accumulation excessive, inhérente à l'organisation capitaliste, mène aux accès périodiques de surproduction. Seule une telle force constamment agissante peut entraîner le mécanisme organisé d'une manière correspondante de la vie économique dans le mouvement cyclique qui caractérise le développement de l'économie capitaliste.

La coïncidence des idées de M. Aftalion avec les nôtres est remarquable en ce qu'elle montre que ces idées semblent être la conséquence naturelle de l'emploi de la théorie de la valeur de l'école subjective pour l'explication

du problème des crises et des questions qui s'y rattachent. Dans son article : « La théorie de l'épargne en matière de crises périodiques de surproduction générale et sa critique » (dans la *Revue d'histoire des doctrines écon., et soc.*, 1909) M. Aftalion se rallie également à notre doctrine sur l'indissolubilité de l'accumulation et du placement du capital (1).

(1) A côté de M. AFTALION, parmi les autres économistes auteurs de travaux spéciaux sur les crises économiques et se rattachant à notre théorie des crises et à la théorie de la conjoncture dans son ensemble ou dans ses parties essentielles, nous remarquons : J. LESCLERC qui, dans la deuxième édition de son ouvrage : *Crises générales et périodiques de surproduction*, 1910, passe de la théorie de TOREAX-BARASOWSKI à des points de vue plus rapprochés des nôtres (Voir également son article « Les hausses et les baisses générales des prix » dans la *Revue d'Econ. pol.*, 1912) ; le professeur ESSELEX (*Konjunktur und Geldmarkt*, 1902-1908, 1909) ; W. FISCHER (*Das Problem der Wirtschaftskrisen im Lichte der neuesten Nationalökonomischen Forschung*, 1911)

INTRODUCTION

LA THÉORIE DE LA SURPRODUCTION GÉNÉRALE ET SES BUTS

Les crises économiques qui affligent périodiquement l'économie nationale sont la plus grande calamité de la vie économique des peuples. Elles contrarient l'ordre de production établi et causent aux capitalistes et à la classe ouvrière des souffrances et des pertes incalculables. Ceci explique l'intérêt tout particulier que les économistes attachent au problème des crises. La solution de ce problème et la connaissance des causes des crises sont indispensables pour pouvoir prendre des mesures en vue de les éviter ou de les atténuer.

La solution du problème des crises a aussi une importance considérable pour la science économique en général, car il est en étroite liaison avec toute une série de questions des plus importantes de l'économie politique. On comprend dès lors l'influence décisive que peut avoir telle ou telle explication des crises sur la solution d'une série d'autres questions et sur les bases mêmes de l'économie politique.

Cependant, il n'y a pas en économie politique de question plus controversée que celle des crises économiques. L'existence même du problème des crises montre que celles-ci ne s'accordent pas avec les doctrines de l'économie politique actuelle basée dans ses traits généraux sur les enseignements de l'école classique. Bien que les

doctrines de cette école aient été révisées au cours du temps, bien que ses méthodes aient été améliorées et qu'on ait introduit dans sa teneur d'importantes modifications, ses bases sont, en général, restées les mêmes. La théorie de la valeur de l'école classique a continué de régner jusqu'à l'époque très récente où elle a, peu à peu, fait place à la théorie de la valeur de l'école subjective. Mais cette nouvelle théorie de la valeur, c'est-à-dire de la notion la plus importante de toute la science économique, ne s'est pas encore reflétée dans tout le système de l'économie politique. La théorie du marché fondée sur la théorie classique de la valeur, telle qu'elle a été formulée par James Mill et Say, garde sa place dans l'enseignement régnant. La théorie du capital de l'école classique maintient sa situation prépondérante, bien que ses adversaires en aient fait le principal objet de leurs critiques et qu'elle ait provoqué des doutes chez quelques-uns de ses adeptes mêmes. L'économie politique continue à rester essentiellement la science de la production et de la circulation des richesses, et n'accorde pas l'attention qui convient aux questions de consommation et de répartition non plus qu'à l'étroite dépendance réciproque existant entre elles et la production. On est encore assez convaincu de l'harmonie générale existant entre les intérêts économiques privés et celui de la société sous le régime de la liberté économique, bien qu'on reconnaisse la nécessité de quelques limitations de la liberté individuelle.

Les crises économiques se présentent avant tout sous la forme d'une stagnation aiguë dans l'écoulement des marchandises après une période d'essor industriel, et d'une chute brusque de leurs prix. Quelle est la cause d'un tel phénomène ? L'explication la plus immédiate eût été de considérer la baisse générale de la valeur des richesses comme une conséquence de la non-concordance de la production avec la consommation courante, c'est-à-dire

comme une conséquence de la surproduction générale. Mais une telle explication aurait été en contradiction avec la doctrine régnante. Car celle-ci niait la possibilité d'une surproduction générale, en arguant de ce que les richesses sont produites pour les échanger contre d'autres et que la production des unes crée d'elle-même le débouché pour les autres (théorie des débouchés de JAMES MILL et de SAY). En effet, la production et l'échange des richesses ont pour but ou la consommation ou l'accumulation du capital, c'est-à-dire des moyens nécessaires à une nouvelle production. Si la répartition de la production pour l'un et l'autre but a lieu proportionnellement, c'est-à-dire conformément à la demande, toutes les richesses doivent trouver leur écoulement. En ce qui concerne l'accumulation du capital, la doctrine régnante n'a pas établi un lien défini entre cette accumulation et la consommation : elle reconnaît pour la société, dans son ensemble, la possibilité d'une accumulation illimitée, même aux dépens de la consommation. Conformément à cette doctrine, l'économie nationale s'enrichit absolument à la façon d'un particulier qui augmente sa fortune par voie d'épargne. L'école classique ne pouvait pas non plus voir dans la baisse générale des prix pendant les crises une baisse générale de la valeur des marchandises, car elle entendait par valeur uniquement le rapport d'échange des biens. La question du fondement de la valeur, et par là on entendait le coût de production ou la quantité de travail employé, se ramenait à proprement parler à la recherche du fondement extérieur des rapports numériques entre les objets échangés. Par suite, admettre une baisse ou une hausse générale de la valeur des richesses paraissait une *contradictio in adjecto* (1). Conformément à cette doctrine, il ne restait plus à expliquer la dépression générale des

(1) J. ST. MILL, *Principles of Political Economy*, t. III, ch. 4, § 4.

prix en temps de crise que comme une modification des rapports d'échange en faveur d'une richesse — l'argent — et aux dépens d'autres richesses — les marchandises, et à rechercher la cause de ce phénomène dans les erreurs des entrepreneurs qui, dans le mécanisme compliqué de la vie économique, ont peine à adapter la production à la demande, dans les abus du crédit et, par suite, dans l'ébranlement de ce dernier, qui constitue, à côté de la monnaie, un instrument puissant de circulation.

Tel est dans son essence, avec quelque divergences de détail, le point de vue auquel se tiennent tous les partisans de la théorie économique régnante. Rejetant la possibilité d'une surproduction générale, ils considèrent la possibilité de surproductions partielles comme conséquence d'une production non proportionnée, c'est-à-dire ne correspondant pas à la demande de telle ou telle marchandise, et ils y voient la cause principale des crises économiques. Toutefois ceux à qui la doctrine ne fermait pas les yeux à la réalité ne pouvaient se contenter d'une telle explication. En outre, la périodicité des crises, qui se manifesta peu à peu, montra qu'elles sont liées organiquement aux fondements de la vie économique sociale et exigent une explication en relation avec ceux-ci. Voilà pourquoi nous rencontrons les tentatives les plus sérieuses d'explication des crises économiques chez les critiques de l'école classique tels que SISMONDI, chez les économistes de tendance socialiste tels que ROEBERTUS et MARX, ou chez les éclectiques tels que MALTHUS, CHALMERS, VON KIRCHMANN et d'autres. Ce qui est commun à tous les théoriciens ci-dessus c'est avant tout qu'ils voient dans les crises économiques un produit organique de la structure capitaliste contemporaine. Ils voient dans les crises le résultat d'une surproduction générale des richesses, conséquence de leur production excessive ou de l'accroissement excessif du capital et de l'insuffisance de la consommation. Enfin ils

considèrent l'inégalité de la répartition des richesses comme la cause initiale de l'insuffisance de la consommation ou comme une circonstance qui favorise la non-concordance de la production et de la consommation.

L'idée de la possibilité d'une surproduction générale concordait avec les vues économiques des mercantilistes, qui avaient souligné l'étroite dépendance réciproque de la production et de la consommation et préconisé la nécessité d'un élargissement de la consommation, en particulier de celle des objets de luxe, pour le développement des forces productives du pays. Les physiocrates formulèrent encore plus nettement le rapport existant entre la consommation et la production et considérèrent comme nuisible à l'économie nationale toute épargne du revenu comme diminuant la consommation et, consécutivement, la production (1). Nous trouvons une analyse plus approfondie des rapports entre la production, la consommation et l'accumulation chez les critiques de l'école classique, qui avait fait de la production le principal objet de sa doctrine.

La théorie d'Adam Smith sur la possibilité d'une accumulation illimitée, qui conduisait logiquement à la théorie de l'indépendance de la capitalisation et de la production de la consommation, rencontre un adversaire énergique en la personne de LAUDERDALE (2). Partant de ce que la valeur des richesses est déterminée par leur utilité et leur rareté, Lauderdale en conclut que les critères qui permettent de déterminer l'importance des fortunes particulières et de la richesse nationale sont différents et même opposés. La richesse nationale comprend « tout ce qui est utile et agréable à l'homme », tandis que la fortune des particuliers est déterminée par la valeur de leurs

(1) QUESNAY, *Œuvres*, p. 474-475.

(2) LORD LAUDERDALE, *Inquiry into the nature and origin of public wealth*, 1^{re} éd., 1804; 2^e éd., 1819.

biens. D'ailleurs la valeur des richesses dépend du rapport entre la demande et la quantité de ces richesses. Cette valeur augmente avec la diminution de leur quantité et l'accroissement de la demande, elle diminue dans les cas contraires. Il s'ensuit que la réunion des fortunes particulières ne représente pas exactement la richesse nationale et que leurs mouvements sont ordinairement divergents (1).

Passant aux moyens d'accroître la richesse nationale, Lauderdale range parmi eux, en même temps que la terre et le travail, le capital, qui supplée à ce dernier ou lui vient en aide. Reconnaissant que le capital s'accumule par voie d'épargne, Lauderdale s'élève néanmoins contre l'opinion généralement admise d'après laquelle l'épargne, moyen d'enrichissement pour le particulier, enrichit la société. Bien au contraire, à toute époque donnée, suivant l'état de la technique, la société ne peut employer avantageusement qu'une certaine quantité de capital. Toute accumulation dépassant cette norme peut servir de moyen de transfert de la propriété d'un membre de la société à un autre, mais ne peut pas être un moyen d'accroissement de la richesse nationale. Détournant le pouvoir d'achat des objets de consommation pour le reporter sur les moyens de production, elle doit déprécier les premiers et provoquer par suite la surproduction et la dépréciation des seconds (2). En d'autres termes, l'accumulation excessive doit mener obligatoirement à l'affaiblissement de l'activité économique et à la diminution de la production dans son ensemble.

Lauderdale ne s'arrête pas spécialement sur les crises économiques, qui n'attirèrent d'ailleurs l'attention des théoriciens qu'après celles de 1815 et de 1825. De plus Lauderdale admet qu'en fait et pour le bonheur de

(1) *Op. cit.*, 2^e éd., p. 49.

(2) *Op. cit.*, p. 217-224.

l'humanité, le mécanisme social est constitué de telle sorte que le dommage que pourraient causer la soif d'accumulation et l'esprit d'économie des uns se trouve conjuré par la prodigalité correspondante des autres (1). Mais la doctrine de Lauderdale sur la nécessité d'une certaine correspondance entre la capitalisation et la consommation était pour lui comme pour les économistes qui suivirent un argument précieux contre la théorie du capital de Smith et de son école.

SISMONDI fut le premier économiste ayant porté une sérieuse attention aux crises économiques et donné à l'explication de ces dernières la place qui lui convient dans l'économie politique (2). Les côtés sombres du rapide développement de la production industrielle et les crises de 1813 et 1818, qui ébranlèrent la vie économique de l'Angleterre et des pays continentaux, étaient en contradiction flagrante avec la théorie libérale des économistes de l'école classique enseignant l'harmonie des intérêts économiques des particuliers et de la société ainsi que les bienfaits de la libre concurrence. Sismondi — historien par vocation et observateur avisé de la réalité — fit valoir ces contradictions avec une extraordinaire éloquence. Il montra la situation misérable de la classe ouvrière et présenta les crises économiques comme des faits organiquement liés à notre vie économique fondée sur la libre concurrence. Dans l'explication de ce lien se concentre pour Sismondi tout l'intérêt de l'économie politique (3).

Sismondi regarde l'engorgement des marchés comme le « fait le plus démontré de tous dans l'histoire du com-

(1) *Op. cit.*, p. 226.

(2) SISMONDE DE SISMONDI, *Nouveaux principes d'Economie politique*, 1819. Du même, *Etudes sur l'Economie politique*, éd. Bruxelles, 1837-1838. Introduction et Etudes 1, 2, 13, 14.

(3) Cf. GIDE et RIST, *Histoire des doctrines économiques*, 1909, p. 200.

merce » (1). Cette surproduction n'est pas partielle et consécutive à une production mal réglée, mais générale par rapport à la demande des richesses : « L'Europe, dit-il, est arrivée au point d'avoir dans toutes ses parties une industrie et une fabrication supérieures à ses besoins » (2). Mais comment expliquer une semblable disproportion entre la production et la demande ? Sismondi voit avant tout la cause de ce phénomène dans l'extraordinaire augmentation de la production. Grâce au perfectionnement de la technique et à l'introduction des machines, la production des richesses s'est accrue d'une manière considérable. Mais les produits par eux-mêmes ne représentent pas de la richesse tant qu'ils sont entre les mains des producteurs ou des commerçants ; c'est seulement leur débit à ceux qui en ont besoin qui leur donne le caractère d'une valeur et ce débit dépend de deux causes indépendantes de la production : les besoins des acheteurs et leurs moyens d'achat (3). Les besoins sont, d'une manière générale, limités et se développent lentement. Les ouvriers, principaux consommateurs des produits de l'industrie, par la force de l'habitude et en vertu de leur éducation et même de leur travail, ne peuvent élargir leur consommation au delà d'une certaine limite, assez restreinte, « lors même qu'on réussirait à leur réserver une plus grande part dans les richesses qu'ils créent » (4). La consommation par les classes riches des produits fabriqués est également limitée ; leur demande se tourne davantage vers les objets de luxe que produisent les artistes et les artisans ou bien vers les produits étrangers. De sorte que la production des fabriques, prévue pour un large cercle de consommateurs, ne dispose que

(1) *Nouveaux principes*, t. I, p. 341.

(2) *Nouveaux principes*, t. I, p. 337.

(3) *Etudes*, t. II, p. 164, 221.

(4) *Nouveaux principes*, t. I, p. 79-80 ; t. II, p. 333.

d'un marché assez limité qui peut se saturer rapidement (1).

Toutefois, dans la réalité, la consommation sociale n'atteint même pas ce maximum possible grâce à une croissance insuffisante des revenus et aux conditions défavorables de leur répartition. Le revenu c'est le fruit annuel de la richesse et du travail pouvant être consommé sans détriment de la situation pécuniaire de son possesseur. C'est pourquoi la consommation normale de chaque membre de la communauté est limitée par son revenu. De même, la consommation globale de la nation, pour autant qu'elle puisse se prolonger d'une année à l'autre sans diminuer la richesse nationale, a pour limite le revenu global de tous ses membres. Le revenu global annuel de la nation, perçu sous forme de rente de la terre, d'intérêt du capital et de salaires, est destiné à être échangé contre la production globale de l'année suivante. « Par cet échange, chacun pourvoit à sa consommation, chacun remplace un capital reproducteur, chacun fait place et cause une demande pour une reproduction nouvelle. Si le revenu annuel n'achetait pas la totalité de la production annuelle, une partie de cette production resterait invendue, elle obstruerait les magasins des producteurs, elle paralyserait leurs capitaux et la production s'arrêterait » (2). C'est ce qui arriverait si la production nationale s'accroissait trop rapidement en comparaison des revenus de l'année précédente (3).

Cependant l'organisation économique contemporaine amène, d'un côté, une croissance rapide de la production et, de l'autre, une diminution du revenu social. Sous le régime de la libre concurrence les producteurs tendent à rendre leurs produits meilleur marché et à élargir leur

(1) *Nouveaux principes*, t. I, p. 333-336.

(2) *Nouveaux principes*, t. I, p. 104-106.

(3) *Nouveaux principes*, t. I, p. 120-121.

production. Pour cela ils s'efforcent d'introduire des perfectionnements dans leur fabrication et de remplacer la force ouvrière par des machines, provoquant ainsi le chômage et la baisse du prix de la main-d'œuvre. De cette manière, tandis que la production s'accroît, les revenus et la consommation de la classe ouvrière diminuent (1). La conséquence en est une chute excessive des prix des produits de la grande production, qui diminue également le revenu de la classe capitaliste. Ainsi, en raison de l'amélioration constante de la technique, la production sociale surpasse notablement le revenu social de l'année précédente contre lequel elle devait s'échanger, et cette non-concordance augmente de plus en plus, par suite de la diminution constante du revenu social. Un tel état de choses conduit aux résultats qui caractérisent les crises économiques, c'est-à-dire, d'une part, à l'engorgement des marchés, à une forte diminution des prix et, d'autre part, à une situation précaire aussi bien des travailleurs que des capitalistes. Les mêmes résultats peuvent être amenés par une accumulation excessive du capital provoquant un accroissement excessif de la production de toutes les richesses (2). C'est seulement lorsque de nombreux entrepreneurs, après s'être ruinés, se voient contraints de suspendre leur activité, que la production rentre dans ses limites normales. Sismondi recommande l'élévation des salaires des travailleurs comme un moyen susceptible d'augmenter la capacité du marché intérieur, ce qui est profitable aux capitalistes eux-mêmes (3). Il n'espère une complète concordance entre la production et la consommation que par la limitation de la production et l'introduction des perfectionnements de la technique dans la

(1) *Nouveaux principes*, t. I, p. 314 ; t. II, p. 312.

(2) *Nouveaux principes*, t. I, p. 289.

(3) *Etudes*, t. II, p. 222.

mesure seule où les besoins et la consommation de la communauté se développent (1).

La théorie des crises de Sismondi — remarquable observateur mais très faible théoricien — ne se distingue ni par la clarté ni par la solidité. Sans parler d'une série de contradictions et d'absurdités manifestes dans son exposé, qui témoignent de la façon peu claire dont il concevait le processus de reproduction des richesses, il convient de signaler avant tout l'inconsistance de sa théorie du revenu, servant de base à sa théorie des crises. Le revenu de la société ne peut être séparé, comme le pense Sismondi, du produit social ; le revenu social, c'est le produit social, mais considéré au point de vue de la répartition. Cela rend d'autant plus inexacte son affirmation d'après laquelle le produit social d'une année serait acheté par le revenu de l'année précédente et d'après laquelle l'augmentation du premier par rapport au second serait la cause de la surproduction. En réalité, les différentes richesses s'échangent l'une contre l'autre au fur et à mesure de leur introduction sur le marché. En outre, le problème de la surproduction n'est pas posé logiquement par Sismondi. Quand il parle de la surproduction générale il a proprement en vue la surproduction des produits de la grande industrie par suite du perfectionnement de la technique. D'ailleurs, dans sa polémique avec Ricardo, Sismondi a dû reconnaître qu'on pouvait théoriquement éviter les crises dues aux perfectionnements de la technique en faisant passer une partie des forces productives du domaine de la production des objets de grande consommation dans celui de la production des objets de luxe destinés aux capitalistes, dont les revenus augmentent du fait de l'introduction de procédés perfectionnés de production. Toutefois, il considère un tel passage d'une branche de la

(1) *Nouveaux principes*, t. I, p. 369. *Etudes*, t. II, p. 233.

production dans l'autre comme impossible pratiquement par suite de difficultés d'ordre technique (1). Cette dernière supposition pourtant n'est pas conforme à la réalité. Les perfectionnements de la technique sont appliqués graduellement, en particulier à la faveur de nouveaux placements de capitaux, et un renforcement simultané de la production des objets de luxe, quand on les demande, ne peut rencontrer de difficultés. Il y a donc lieu de chercher ailleurs la cause de l'insuffisance de la consommation et de la non-concordance entre la production et la demande.

Malgré la faiblesse des constructions théoriques de Sismondi, l'importance de son rôle dans l'étude du problème des crises est considérable. Tout d'abord, il a fait des crises économiques l'objet d'un examen sérieux et approfondi comme d'un fait de première importance. Le premier, il a fait voir le caractère général de la surproduction. Sa tentative pour en donner une explication théorique complète, si infructueuse qu'elle ait été, a néanmoins rendu un service considérable. Son indication de l'importance de la répartition, non seulement pour le bien des différentes classes de la population, mais encore pour le développement de l'économie nationale, est particulièrement importante (2). Certes, Sismondi n'établit pas suffisamment sa thèse et n'explique pas exactement pourquoi la concentration du revenu doit raréfier la demande, alors que sa diffusion est plus favorable au développement de la production. Mais l'idée même du lien étroit existant entre la consommation peu élastique des grandes masses de la population et l'apparition des crises économiques a été féconde pour les recherches ultérieures concernant cette question.

(1) *Etudes*, t. I, p. 55-62, remarque.

(2) *Nouveaux principes*, t. I, p. 334. *Etudes*, t. II, p. 222.

On trouve un reflet des idées de Lauderdale et de Sismondi chez MALTHUS, un des fondateurs de l'économie politique classique. Malthus, sur beaucoup de questions importantes, se sépare de Smith et de Ricardo, surtout sur la théorie de la valeur. Sur cette matière il se rapproche beaucoup de Lauderdale. Suivant Malthus, la valeur des richesses est déterminée exclusivement par l'offre et la demande. Etant donné que la valeur des richesses apparaît comme le principal régulateur de la distribution et de la production, Malthus fait une analyse des facteurs qui influencent la formation des prix tant du côté de l'offre que du côté de la demande. A l'augmentation de la richesse nationale et, par suite, à celle de l'offre contribuent avant tout la fertilité du sol, les inventions, qui épargnent le travail, et l'accumulation du capital. Mais ces facteurs ne peuvent se manifester dans la production qu'à la condition d'une répartition sociale judicieuse ; car seulement alors les besoins de la population peuvent se faire jour par une demande de richesses et augmenter leur valeur. Ce dernier point est nécessaire afin de donner la possibilité d'utiliser les forces productives de la nature, de faire naître les inventions et de donner au capital la possibilité de s'accumuler. « La production et la distribution, dit Malthus, sont les deux éléments de la richesse ; combinées dans des proportions convenables, elles sont susceptibles, dans un court espace de temps, d'augmenter la richesse ainsi que la population du pays jusqu'à leurs dernières limites. Mais séparés ou imparfaitement combinés, ces deux éléments n'amènent au bout de milliers d'années qu'à la richesse et à la population restreinte, que nous observons actuellement » (1).

Ainsi Malthus attribue à la consommation le rôle de la force motrice principale de l'activité économique réglant

(1) MALTHUS, *Principles of political economy*, 1820, p. 426.

la production et l'accumulation, et il établit une relation intime entre la consommation et la distribution des richesses. Il marque en même temps l'étroite dépendance où est l'accumulation de la consommation. D'après lui, « tandis qu'une tendance normale vers la consommation peut maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande, une passion immodérée d'accumuler doit inévitablement conduire à la production de quantité de richesses surpassant la consommation qui est possible étant donné les habitudes et l'organisation sociale actuelles », en d'autres termes, à la surproduction générale. Cette dernière se manifeste en ce que la valeur des richesses par rapport au travail tombe en abaissant le profit presque jusqu'à néant et en arrêtant ainsi, pour un certain temps, toute nouvelle production (1). Par conséquent, entre la production, la consommation et l'accumulation il existe des relations réciproques qui déterminent leurs rapports pour la marche régulière de la vie économique. Considérant une distribution judicieuse comme favorable à la consommation et à la production, Malthus ne voit pourtant pas dans l'élévation des salaires le moyen d'accroître la production : abaissant le profit de l'entrepreneur elle peut même empêcher l'accroissement de l'accumulation (2). De même il n'attend pas de la consommation des entrepreneurs et des capitalistes un stimulant pour le développement de la production : car leur principal but est d'accumuler une fortune par voie d'épargne et, effectivement, ils épargnent relativement plus que ne doit s'accroître le capital social. Dans cette question, sans être aussi optimiste que Lauderdale, qui admettait que la parcimonie des uns était compensée par la prodigalité des autres, Malthus considère qu'il y a vraiment accumulation exagérée et que cette

(1) *Principles*, p. 334-335.

(2) *Principles*, p. 471-472.

accumulation fait obstacle au développement de la production (1). Pour maintenir l'équilibre entre la production et la consommation, Malthus considère comme indispensable l'existence d'une classe nombreuse de consommateurs non-producteurs (2).

D'après Sismondi, la cause immédiate de la surproduction seraient les perfectionnements de la technique de production, qui ne peuvent être suivis par le développement de la consommation, à cause d'une distribution du revenu social peu favorable pour les grandes masses de la population. Par contre, suivant Malthus (3), les perfectionnements de la technique sont une conséquence du besoin de nouvelles forces productives et, par suite, dépassent rarement ce besoin. L'accumulation intensive paraît être pour lui la cause de l'augmentation exagérée de la production. Ainsi, Malthus met le problème de la surproduction en relation avec l'accumulation excessive. Mais les moyens de résoudre le problème ne sont chez lui qu'indiqués. Sa théorie de la surproduction n'est pas basée sur une théorie solide de la valeur. Il est caractéristique que la surproduction lui apparaisse sous l'aspect d'une baisse de la valeur des richesses par rapport au travail alors que, dans une période de crise, on observe une dépression simultanée des prix des marchandises et des salaires. Son explication des tendances à la surcapitalisation ne tient pas suffisamment compte des particularités de l'organisation capitaliste qui les rendent inévitables. Enfin, tout en faisant valoir l'importance considérable de la distribution et de la consommation pour le développement de la production, il n'a approfondi pas suffisamment la relation réciproque qui existe entre elles et il se contredit lorsqu'il oppose le salaire au

(1) *Principles*, p. 475, 478 s.

(2) *Principles*, p. 465, 466, 477 s.

(3) *Principles*, p. 401-402.

profit de l'entrepreneur et voit dans le relèvement du premier un obstacle au développement de la production (1).

La théorie de Sismondi sur la consommation insuffisante des masses ouvrières et la théorie de Malthus sur l'accumulation excessive, comme facteurs provoquant les crises, se fondent harmonieusement dans la théorie des crises de von KIRCHMANN. Cet auteur voit « dans l'écoulement insuffisant des produits la cause de la plus grande partie des malheurs sociaux ». La raison de cet écoulement insuffisant est double : la répartition inégale et la tendance à l'accumulation. Grâce à la rente — rente foncière et rente du capital — les masses ouvrières reçoivent une partie relativement insignifiante du produit social et, par suite, ne peuvent développer leur consommation. D'autre part, les propriétaires et les capitalistes s'appropriant une partie importante du produit social et ayant, par suite, la possibilité d'une large consommation sous forme d'objets de luxe, n'en profitent pas, mais s'efforcent d'épargner une partie de leurs ressources et de les placer dans la production afin d'augmenter leurs revenus. Une nouvelle augmentation de la production peut avoir trait soit aux objets de consommation pour les ouvriers soit aux objets de consommation pour les capitalistes et les propriétaires fonciers. Mais comme les ouvriers n'ont pas les moyens d'augmenter leur consommation et que les capitalistes et les propriétaires n'ont pas le désir d'étendre la leur, les produits doivent se trouver en excès. La tendance prépondérante à l'accumulation, du côté des classes possédantes,

(1) A côté de Malthus, THOMAS CHALMERS est un des plus violents adversaires de la théorie de la possibilité de la production et de l'accumulation illimitées (THOMAS CHALMERS, *On political economy in connexion with the moral state and moral prospects of society*, 2^e éd. 1832). Sa critique de cette théorie abonde en remarques justes, mais apporte peu de nouveau à l'éclaircissement théorique de la question.

doit donc mener à l'engorgement des marchés et à une recrudescence de misère chez les ouvriers. L'augmentation constante de la rente foncière, diminuant la part du produit social revenant aux ouvriers et aux artisans, accentue, suivant von Kirchmann, la tendance à la surproduction.

Les opinions de von Kirchmann sur les crises, exposées par lui dans un article de journal (1) et conservées dans les « Lettres sociales à von Kirchmann » de Rodbertus (2), constituent le schéma ingénieux d'une théorie de la surproduction chronique, supérieure par son ensemble à celles de Sismondi et de Malthus, mais leur restant inférieure quant à l'effort fait pour approfondir la question.

La pensée de Sismondi relative à l'étroite relation existant entre l'inégalité de la répartition et les crises économiques se trouve formulée d'une manière plus précise chez Rodbertus (3).

Reconnaissant l'existence réelle de crises générales périodiques de surproduction (4), Rodbertus pense qu'il faut en chercher la cause non dans les erreurs commises par les entrepreneurs ou dans la sphère de la circulation monétaire ou dans celle du crédit (5), mais dans l'organisation même de l'économie nationale, fondée sur la

(1) Article *Tauschgesellschaft* dans les *Demokratische Blätter*, Breslau, 1849.

(2) Surtout dans la deuxième lettre. C. RODBERTUS-JAGETZOW, *Schriften*, t. II, 1899, p. 46-36.

(3) C. RODBERTUS-JAGETZOW, *Soziale Briefe an von Kirchmann* (Lettres I-III éditées en 1850-1851. Rééditées sous le titre : *Zur Beleuchtung der sozialen Frage*, 2 tomes, 1899. Lettre IV éditée après la mort de l'auteur sous le titre : *Das Kapital*, 1884). Article du même : *Die Handelskrisen und die Hypothekennoth der Grundbesitzer* (1858). Réédité dans le recueil de ses articles : *Kleine Schriften*, 1890.

(4) *Kleine Schriften*, p. 216.

(5) *Zur Beleuchtung der soc. Frage*, t. II, p. 128.

propriété privée du sol et du capital et sur la libre concurrence. Cette cause consiste en ce qu'avec l'organisation actuelle de l'économie nationale, « à mesure que s'accroît la productivité du travail, la rémunération de la classe ouvrière constitue une part de plus en plus petite du produit social » (1). Se distinguant de Sismondi et de von Kirchmann, Rodbertus insiste particulièrement sur cette diminution relative de la part des ouvriers et sur sa faible importance absolue. Cette conclusion est déduite de sa théorie de la distribution. Conformément à cette théorie, le produit social est partagé tout d'abord en rente — rente foncière et rente du capital — et en rémunération du travail, en tant que parts indépendantes du produit social. Il s'en suit que l'augmentation de la rente doit entraîner la diminution correspondante de la part de la classe ouvrière et vice-versa (2). Une augmentation absolue simultanée de la rémunération du travail, de la rente foncière et de la rente du capital n'est possible que par l'augmentation de la productivité de travail (3). Seulement, dans les conditions actuelles de la répartition, la part de la classe ouvrière, comme la part des autres classes de la population, est déterminée lors de l'échange par les lois du marché, c'est-à-dire par celle de l'offre et de la demande. Le salaire est établi par libre consentement sous la pression de la concurrence. En raison de la faiblesse économique de l'ouvrier et de sa moindre capacité de résistance par rapport à l'entrepreneur, son salaire tend vers le coût de ses dépenses minima, c'est-à-dire la somme indispensable à son entretien. Il est donc déterminé indépendamment du degré de productivité du travail. Avec une telle répartition du produit social, à mesure que s'ac-

(1) *Op. cit.*, I, p. 37, 39.

(2) *Op. cit.*, I, p. 52.

(3) *Op. cit.*, I, p. 50-51.

croît la productivité du travail, la part de ce produit échéant aux ouvriers doit relativement diminuer (1).

Dans notre organisation économique, les conditions de la répartition ont un rapport très étroit avec la production. Les produits sont fabriqués pour le marché et sont vendus conformément à leur utilité sociale à ceux qui peuvent les acheter. C'est pourquoi les entrepreneurs ne peuvent produire que conformément au pouvoir d'achat de la société à un moment donné (2). Le pouvoir d'achat de chaque classe de la population est déterminé par sa part dans la répartition de la valeur du produit social. Si la part de valeur revenant à chaque classe était équivalente à sa part dans la production, son pouvoir d'achat équivaldrait à la valeur marchande de sa production et l'une couvrirait l'autre. Dans ces conditions il n'y aurait pas possibilité de surproduction ni partielle ni générale tant que tous les besoins des membres de la société n'auraient pas reçu entière satisfaction (3). Mais comme la classe qui produit, à savoir celle très nombreuse des ouvriers, ne reçoit du propriétaire foncier ou du capitaliste qu'une partie de la valeur du produit social, et qu'en outre la part reçue par cette classe dans la répartition diminue à mesure qu'augmente la productivité de son travail, il en résulte une non-concordance entre le pouvoir d'achat de la majeure partie de la population et la productivité sociale. Rodbertus reconnaît que « ce qui diminue la part des ouvriers s'ajoute à celle des propriétaires de la rente et, par suite, d'une manière générale, le pouvoir d'achat reste en fin de compte égal à lui-même » (4). Pourtant cette dernière circonstance ne fait pas disparaître la non-concordance

(1) *Zur Beleuchtung der soc. Frage*, I, p. 70-73. *Das Kapital*, p. 482-484.

(2) *Zur Beleuchtung der soc. Frage*, I, p. 69.

(3) *Zur Beleuchtung der soc. Frage*, I, p. 69-70, 75, 88.

(4) *Das Kapital*, p. 206, Rem.

existant à un moment donné entre le pouvoir d'achat des différentes classes et la production. La répartition du pouvoir d'achat entre les différentes classes de la population détermine l'état de la demande et les prix, sur lesquels se guident les producteurs. Mais la diminution de la part des ouvriers, quand la productivité du travail augmente, modifie la composition de la demande, alors que la production continue de se mouvoir dans les mêmes cadres, c'est-à-dire reste invariable. Il s'ensuit que l'augmentation constante de la productivité du travail, dans les conditions actuelles de la répartition, entraîne une divergence entre l'offre et la demande et prive les producteurs d'une base solide pour faire concorder la production avec la demande qui varie (1). La diminution du pouvoir d'achat de la majeure partie de la population conduit de cette manière à une stagnation dans l'écoulement et dans la production, atteignant les entrepreneurs aussi bien que les ouvriers (2). D'où la relation étroite existant entre les crises et le paupérisme, conséquences des mêmes défauts de l'organisation économique (3). Suivant Rodbertus, les crises économiques ne peuvent être évitées que dans un mode de répartition dans lequel les parts relatives du produit social attribuées aux différentes classes de la population restent invariables quelle que soit la productivité du travail et où, conséquemment, la part de la classe ouvrière croît en valeur absolue proportionnellement à l'augmentation de cette productivité (4).

Se distinguant seulement par une ordonnance un peu plus belle de celle de Sismondi, la théorie des crises de Rodbertus ne soulève pas moins d'objections. En définitive elle ramène la cause des crises à la non-concordance de

(1) *Das Kapital*, p. 53.

(2) *Das Kapital*, p. 206-208.

(3) *Zur Beleuchtung der soc. Frage*, I, p. 94, 99, 176.

(4) *Zur Beleuchtung der soc. Frage*, I, p. 75-76.

l'offre et de la demande lors d'une productivité croissante du travail, en d'autres termes, à une surproduction partielle et à une production insuffisante correspondante dans diverses branches de la production. Pourtant, en admettant même avec Rodbertus que le développement de la productivité du travail influe sur la répartition, on ne peut pas convenir que la diminution de la part des ouvriers dans le produit social doive inévitablement amener d'elle-même une divergence analogue entre l'offre et la demande. La théorie de Rodbertus est basée sur l'hypothèse que la part des ouvriers dans le produit social diminue avec une telle rapidité à mesure que se développe la technique de production, que cette dernière ne peut s'accommoder aux variations qui surviennent dans la composition de la demande sociale et passer des objets de consommation pour ouvriers à ceux destinés aux capitalistes. En réalité, la technique de production se développe assez lentement et les perfectionnements sont rarement applicables au capital ancien; ils ne peuvent donc augmenter soudainement la productivité sociale. En outre, si les crises surgissaient à la suite d'un accroissement de la productivité sociale, la faculté de consommation des masses restant invariable, elles devraient survenir, comme l'affirme d'ailleurs Rodbertus lui-même, après quelques années de dépression croissante. Or, en réalité, elles surviennent à l'improviste après une suite d'années d'essor économique croissant. D'autre part, il est clair que si les hypothèses indiquées étaient exactes, la fixation des parts des différentes classes dans le produit social n'écarterait pas d'elle-même la possibilité des crises. Car, même en admettant que les ouvriers augmentent leur consommation dans la même mesure, les besoins n'ont pas tous la même expansibilité et l'accroissement de la productivité du travail sans modification correspondante dans la direction de la production doit conduire à ces mêmes

divergences partielles de l'offre et de la demande, qui, suivant l'hypothèse de Rodbertus, devraient disparaître (1).

La théorie de Rodbertus a un caractère trop *a priori* et ne s'appuie pas suffisamment sur les données de l'histoire des crises anglaises citées par lui. En particulier, elle n'explique pas la relation réelle existant entre la répartition sociale et les crises économiques.

Les idées de Sismondi et de Rodbertus trouvent un nouveau développement chez MARX. Marx reconnaît l'existence de la surproduction périodique des marchandises et du capital (2). Il attribue à ces phénomènes les causes suivantes : 1^o la tendance, inhérente au mode de production capitaliste, à développer les forces productives et à exploiter le capital dans la plus large mesure possible (3); 2^o la tendance, dérivant de l'organisation capitaliste, à augmenter le capital et la production dans une mesure progressive (4); 3^o la difficulté d'une production proportionnée (5); 4^o la limitation de la puissance de consommation de la société du fait des conditions antagonistes de la répartition, conditions qui réduisent plus ou moins au minimum la consommation des grandes masses de la population (6). Marx attribue une grande importance à cette dernière circonstance et donne enfin, comme « la cause ultime » de toutes les crises, « la misère et la consommation limitée des masses comparativement à la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si celles-ci avaient pour

(1) Comp. LEXIS, *Zur Kritik der Rodbertusschen Theorie*, *Jahrb. für Nat. u. Stat.*, 1884, N. F. Band IX, p. 473-475.

(2) MARX, *Das Kapital*, t. I, p. 597, t. III, première partie, p. 239-240, 232 s.

(3) *Das Kapital*, t. III, première partie, p. 231-232.

(4) *Das Kapital*, t. III, première partie, p. 198, 226.

(5) *Das Kapital*, t. III, première partie, p. 226.

(6) *Das Kapital*, t. III, première partie, p. 226.

seule limite la capacité absolue de consommation de la société » (1).

Marx explique de la manière suivante les contradictions de l'organisation capitalistes indiquées plus haut comme provoquant les crises : Dans l'organisation capitaliste, le profit est le but immédiat et le mobile de la production (2). Mais la production capitaliste conduit nécessairement à l'accroissement du capital par rapport au travail et au développement progressif de la production (3). En même temps que le capital social s'accroît, sa « composition organique » se modifie également, c'est-à-dire que, pour employer la terminologie de Marx, le « capital constant » (moyens de production et matières premières augmente relativement, et que le « capital variable » (celui qui sert à la rémunération des ouvriers) diminue. Suivant la théorie de Marx, la valeur n'est créée que par la force vive de l'ouvrier et le résidu de cette valeur, déduction faite de la partie qui va à l'ouvrier pour sa rémunération, ou la plus-value, constitue le profit des capitalistes. Avec la diminution relative du travail et, par conséquent, du « capital variable » dans la production, doit diminuer le rapport quantitatif de la plus-value au capital total, c'est-à-dire le taux du profit du capital (4). La baisse du taux du profit ne signifie pas par elle-même la diminution de la valeur absolue du profit par rapport à l'accroissement du capital ; mais elle est ressentie désagréablement par les capitalistes, surtout par les petits, et les pousse dans la voie des expédients : spéculations, abus du crédit, agiotage sur les actions (5). En même temps que s'accroît le capital, la production s'accroît aussi ; mais la

(1) MARX, *Das Kapital*, t. III, deuxième partie, p. 21.

(2) *Das Kapital*, t. III, première partie, p. 223, 241.

(3) *Das Kapital*, t. III, première partie, p. 198, 226 ; t. I, p. 614.

(4) *Das Kapital*, t. III, première partie, p. 122, 193.

(5) *Das Kapital*, t. III, première partie, p. 222, 232.

réalisation de cette production intensifiée, tant de moyens de production que de moyens de consommation, rencontre des difficultés insurmontables : d'un côté, la limitation du pouvoir d'achat des grandes masses de la population et, de l'autre, la tendance à l'accumulation et à l'augmentation du capital de la part des capitalistes (1). La conséquence en est l'annihilation et surtout la dépréciation d'une partie du capital, conduisant aux stagnations soudaines et aux crises du processus de production. La dépréciation du capital et, en outre, la dépréciation et l'exploitation intensifiée de la force ouvrière, accompagnant toute perturbation dans le processus de production, fournissent alors une issue à la situation économique critique. Car, d'un côté la dépréciation du capital en diminue la valeur, valeur sur laquelle est calculé le profit et, de l'autre, l'exploitation du travail augmente la plus-value dont profitent les capitalistes. Par suite, le profit du capital s'élève et donne une nouvelle impulsion au développement de la vie économique pour aboutir à une nouvelle crise (2).

La théorie des crises de Marx, fondée sur sa loi de la diminution du taux du profit, est insuffisante et, sur beaucoup de points, fausse et contradictoire. Avant tout, elle s'écarte de la réalité. D'après cette théorie, une baisse du profit, correspondant à une augmentation du capital constant, doit précéder les crises. Dans la réalité, la période d'essor de la vie économique qui précède les crises est accompagnée d'une hausse progressive du taux du profit en même temps que d'un accroissement du capital social et d'une hausse des salaires. Au moment de la crise, le profit s'abaisse brusquement. Quant à l'explication de la hausse ultérieure du taux du profit par une nouvelle

(1) *Das Kapital*, t. III, première partie, p. 225 s.

(2) *Das Kapital*, t. III, première partie, p. 231, 235-237.

estimation du capital existant, elle est tout à fait incompréhensible. En réalité le taux moyen du profit s'établit d'après la quantité de capital et le besoin qu'on en a dans des conditions données de consommation. La nouvelle estimation ayant lieu lors du passage dans d'autres mains des capitaux ne rapportant pas le profit moyen, n'a aucun rapport avec l'établissement de ce dernier et signifie seulement la perte par les capitalistes d'une partie de leur capital.

La théorie de la baisse du taux général du profit de Marx est logiquement indéfendable. La modification de la « composition organique » de l'ensemble du capital dans le sens de l'augmentation de la partie constante indique, suivant l'affirmation de Marx lui-même, une augmentation correspondante de la productivité du travail (1); cette modification doit, par suite, être accompagnée d'une augmentation correspondante de la plus-value produite. D'autre part, autant l'augmentation de la productivité du travail diminue la valeur des produits, autant elle est accompagnée d'une diminution de la valeur du capital, qui se compose de ces mêmes produits du travail et, par suite, elle ne peut avoir de répercussion sur le taux du profit. Dans la réalité, l'augmentation de la productivité du travail diminue généralement la part des ouvriers dans le produit social et, augmentant la part des capitalistes, contribue à accroître le taux du profit (2). Cependant, comme toute la théorie des crises est basée, chez Marx, sur cette prétendue loi tendancielle de la baisse du taux général du profit, les observations nombreuses et profondes qu'il fait sur les antino-

(1) *Das Kapital*, t. III, première partie, p. 198.

(2) Cf. la critique de la loi de la baisse du taux du profit de Marx dans TUGAN-BARANOVSKY, *Studien zur Theorie und Geschichte der Handelskrisen in England*, 1901, p. 208-218. Du même : *Fondements théoriques du marxisme* (en russe), 1906, p. 159-180.

mies de l'organisation capitaliste qui conduisent aux crises ne sont pas développées par lui ou sont en contradiction avec sa théorie. Il n'explique pas les rapports réciproques de la répartition et de la consommation des richesses et du processus de production auquel il attribue pourtant une si grande importance. Il n'examine les causes et l'importance de l'accumulation par rapport aux crises qu'en passant (1) et, par suite, ne les éclaire pas comme il convient. Enfin sa théorie, suivant laquelle la diminution du salaire et l'exploitation intensive du travail sont des moyens d'augmenter le taux du profit et d'animer la vie économique après les crises, est en contradiction avec sa pensée fondamentale, d'après laquelle « la cause ultime » de toutes les crises se trouve dans la misère et dans la limitation de la consommation des masses par rapport au développement des forces productives.

L'idée de la surproduction générale et de la tendance à la surecapitalisation, qui en est la cause, ont trouvé dans ces derniers temps des défenseurs convaincus chez les économistes anglais et américains MOFFAT (2), CROCKER (3), MUMMERY (4), et HOBSON (5). Par leurs opinions sur l'importance de la consommation et de la répartition dans le processus de reproduction et sur le rôle de l'accumulation, ces économistes se rapprochent de Lauderdale, de Malthus, de Chalmers et de Sismondi. Partant de la critique de la théorie du capital de l'école classique, théorie ayant trouvé son expression complète dans les célèbres principes

(1) *Das Kapital*, t. III, première partie, p. 226.

(2) R. S. MOFFAT, *The economy of consumption*, 1878.

(3) FRIEL H. CROCKER, *Excessive saving a cause of commercial distress*, 1884. *The cause of hard times*, 2^e éd., 1896.

(4) A. F. MUMMERY et J. A. HOBSON, *The physiology of industry*, 1889.

(5) J. A. HOBSON, *The evolution of modern capitalism*, 1894. *The problem of the unemployed*, 1896.

fondamentaux relatifs au capital de John Stuart Mill (1), ces économistes montrent que le mobile de la production n'est pas seulement le désir de consommer, mais aussi une tendance puissante à accumuler ou à créer des sources de revenus indépendamment du désir d'une augmentation correspondante de la consommation future. Dans la société contemporaine cette tendance à accumuler sans réflexion et sans limite est prépondérante. Mais le capital est un instrument servant à produire des objets de consommation et, suivant le niveau de la technique de la production, il doit nécessairement exister à chaque époque un rapport déterminé entre la quantité de capital et la quantité de moyens de consommation. La demande de ces derniers est une condition de fonctionnement de ce capital comme source de revenu. Si dans la société toute entière la tendance à accumuler dépasse la mesure où le capital peut être utilisé dans des conditions données de consommation, cela doit conduire inévitablement à la surcapitalisation. Dans ces circonstances, les particuliers peuvent accumuler sans que cela corresponde à l'augmentation de leur consommation; mais ils ne peuvent le faire qu'aux dépens de l'accumulation et de la conservation des capitaux d'autres particuliers, capitaux qui sortent de l'ensemble des capitaux actifs et rentrent dans la consommation ou sont annihilés. Une accumulation excessive ne peut donc mener qu'à une modification dans la répartition du capital social entre ceux qui le possèdent et non à une augmentation de sa quantité totale. Elle est accompagnée, en outre, d'une surproduction générale des richesses et d'une dépréciation des objets de consommation comme du capital, d'où résulte une perturbation de tout le processus de reproduction. Hobson voit la cause de cette tendance

(1) Aux critiques de cette théorie il faut joindre aussi J. ROBERTSON (*The fallacy of saving*, 1892) dont la critique, toutefois, va trop loin.

vers l'accumulation excessive dans l'existence de revenus non acquis par le travail, rente foncière et rente du capital.

Nous avons vu dans ce qui précède une suite d'économistes, pour la plupart des plus remarquables, s'efforçant pendant le cours du xix^e siècle d'établir une théorie des crises de surproduction. Cette longue série de tentatives répétées témoigne du peu de succès qu'elles ont eu. Il en faut chercher la cause avant tout dans leur structure peu satisfaisante.

Toute théorie des crises, digne de ce nom, doit satisfaire aux exigences suivantes : elle doit d'abord indiquer un ensemble complet de circonstances liées organiquement entre elles et produisant organiquement les crises ; elle doit être, en second lieu, une théorie des cycles économiques, dans lesquels la crise apparaît comme phase particulière ; en troisième lieu, elle doit non seulement faire voir les causes qui produisent les crises, mais montrer tout le mécanisme de l'apparition et du développement des cycles économiques, c'est-à-dire faire voir non seulement *ce qui* provoque les crises, mais encore *comment* elles naissent et se développent ; elle doit pour cela donner l'explication de tout le mécanisme de la formation et du mouvement des prix, c.-à.-d. une théorie de la conjoncture ou des mouvements des prix ; enfin, elle doit être en accord avec les théories concernant les phénomènes les plus importants de la vie économique sociale et former avec elles un système complet d'économie politique (1).

(1) Suivant l'expression juste de Böhm-Bawerk, « la théorie des crises ne peut jamais être la recherche d'une partie distincte des phénomènes économiques, mais si elle n'est pas un simple régal de dilettante, elle doit toujours constituer d'elle-même le dernier ou l'avant-dernier chapitre d'un système d'économie politique écrit ou non écrit. »

Il est inutile de dire que les théories rappelées ci-dessus sont loin de satisfaire à ces conditions. Sans parler des déficiences déjà signalées, le manque de clarté et les contradictions de l'exposition de beaucoup d'entre elles discréditent souvent les hypothèses exactes sur lesquelles elles se basent. La cause de l'obscurité et de la confusion de ces théories provient surtout de la représentation peu claire que se font leurs auteurs des plus importants phénomènes de la vie économique sous le régime capitaliste : processus d'accumulation et de répartition, relations réciproques entre la production et la consommation, adaptation de la production à la demande, formation des prix, et aussi la nature de la valeur des richesses et le rôle de monnaie et du crédit dans l'échange économique. La connaissance insuffisante des phénomènes complexes des crises économiques et l'insuffisance de l'analyse de ces phénomènes ont aussi facilité beaucoup d'erreurs des théoriciens en question. Avec le temps, la périodicité qui s'était manifestée dans les crises et qui était devenue un objet de recherche scientifique depuis 1860 (1), posa à la théorie des crises un problème plus vaste : s'élargir en une théorie des cycles économiques et de la conjoncture (des mouvements des prix). Même les plus nouvelles des théories exposées ne satisfont pas à cette exigence. En particulier, les théories récentes de Crocker et de Hobson, malgré la richesse des idées et l'éloquence de l'argumentation, ne sont pas éloignées, dans leur essence, du schéma analogique de von Kirchmann : elles ne donnent pas à leurs thèses la justification théorique nécessaire.

Les défenseurs de la théorie de la surproduction n'ont pas été non plus en mesure de réfuter les objections de principe que la doctrine régnante avait soulevées contre

(1) CLÉMENT JUGLAR, *Des crises commerciales*, 1^{re} éd., 1860. STANLEY JEVONS, *The periodicity of commercial crises and its physical explanation*, 1878.

elle, ni de la mettre d'accord avec les principes fondamentaux de l'économie politique. En particulier, ils n'ont pas démontré la possibilité théorique de la dépréciation générale des richesses et, par suite, la possibilité d'une surproduction générale aussi bien des objets de consommation que des moyens de production ou du capital. La théorie régnante de la valeur, entendant la valeur comme quelque chose de relatif, ne permettait pas une telle démonstration. Il est caractéristique de voir que quelques théoriciens de la surproduction, comme Lauderdale, Malthus et, en partie, Sismondi se séparent de l'école classique dans la théorie de la valeur et se rapprochent sur ce point des idées qui ont été développées dans la suite par les théoriciens de la valeur subjective ; mais eux-mêmes n'ont pas développé de théorie conséquente de la valeur comme fondement de leur théorie de la surproduction. D'autres, comme Marx et, en partie, Rodbertus ont essayé, mais sans succès, de développer une théorie absolue de la valeur basée sur les dépenses de travail. Suivant la théorie de Marx, la valeur c'est un travail d'une certaine durée cristallisé en marchandises (1). Sur cette théorie de la valeur, Marx fonde sa prétendue loi de la baisse du taux du profit. Mais cette théorie ne put servir de base à l'explication des mouvements généraux des prix dans les limites des cycles économiques, attendu que Marx reconnaissait en même temps que les prix concrets des marchandises ne sont pas régis par les dépenses de travail, mais dépendent de la conjoncture (2), c'est-à-dire des circonstances.

La théorie des crises de surproduction demeurerait ainsi un problème à résoudre.

(1) MARX, *Zur Kritik der politischen Ökonomie*, 1859, p. 6 ; du même, *Das Kapital*, t. I, p. 5.

(2) *Das Kapital*, t. I, p. 67-68, 129, rem. ; t. III, première partie, p. 11-12.

PREMIÈRE PARTIE

Les crises économiques et les formes sous lesquelles elles apparaissent.

I

DÉFINITION ET CLASSIFICATION DES CRISES ÉCONOMIQUES

On appelle crise économique une perturbation organique de la vie économique entraînant la perte des fortunes et des revenus ou la ruine économique complète d'un grand nombre d'entrepreneurs.

Les pertes dans les entreprises particulières, quand elles se produisent en grand nombre, présentent les caractères extérieurs des crises économiques, mais ne suffisent pas à les constituer. Ainsi les pertes provoquées par des causes externes telles que : tremblement de terre, incendies, dévastations d'armées en campagne, crises financières, même quand elles ont lieu en masse, ne sont pas encore les symptômes d'une crise économique ; elles le deviennent seulement quand elles apparaissent comme le résultat d'une perturbation organique de l'économie nationale.

Les crises économiques sont étroitement liées à l'organisation de l'économie nationale. Elles sont, avant tout, la conséquence de l'enchevêtrement des entreprises écono-

miques particulières dans l'économie nationale, dont les organes régissent la marche des entreprises particulières. Une perturbation dans le fonctionnement de ces organes entraîne une perturbation du processus de production et entrave la marche des entreprises économiques particulières. Mais la principale cause des crises économiques consiste en ce que la production et la circulation des richesses s'effectuent dans des entreprises particulières indépendantes les unes des autres, alors que la répartition du produit social et, par suite et d'une façon générale, la répartition des richesses, sont déterminés par des facteurs résultant de la vie économique de la société prise dans son ensemble. C'est la valeur d'échange des biens qui apparaît comme le facteur de la répartition sociale. Par conséquent, toute perturbation dans le processus normal de détermination des valeurs d'échange ou des modifications brusques du niveau des prix entraînent des déplacements de revenus et de fortunes et occasionnent des pertes matérielles sérieuses à un certain nombre d'entrepreneurs. Ces pertes elles-mêmes constituent la forme extérieure des crises économiques.

D'après le caractère de la perturbation de la vie économique d'où découlent les pertes dans les entreprises particulières, on peut diviser les crises économiques en *crises de production* et en *crises de répartition* des richesses. Dans le premier cas, les pertes dans les entreprises particulières proviennent de la perturbation de l'activité économique, de l'anéantissement du capital et de la diminution de l'énergie économique. Dans le second cas, elles apparaissent comme la suite d'une simple modification dans la répartition des richesses au préjudice de certains, surtout des entrepreneurs, et au profit d'autres, surtout des consommateurs.

Seulement ces divers types de crises ne se rencontrent pas sous une forme absolument pure. Les crises de pro-

duction ne provoquent pas seulement des pertes de capital et d'énergie économique, mais encore des modifications dans la répartition des fortunes et des revenus. D'autre part, les crises de répartition entraînent ordinairement des perturbations du processus de production, laquelle correspond à un mode donné de répartition des capitaux et des fortunes. Les crises de production proprement dites sont généralement rares. La perturbation du processus de production, quelles qu'en soient les causes immédiates, survient ordinairement quand la vie économique recèle en elle-même des éléments de crises de répartition. Généralement les crises économiques sont des crises de répartition. Même lorsqu'elles semblent causées par une perturbation originelle du processus de production, elles sont toujours, en réalité, la suite d'une modification des valeurs nécessitée par les circonstances de la vie économique.

Parmi les crises de répartition il convient de distinguer celles où les modifications des valeurs sont causées par des circonstances indépendantes de l'organisme collectif économique qui fait l'objet de la crise, et celles où ces modifications des valeurs résultent de l'organisation économique même. On pourrait nommer les premières crises *exogénétiques* et les secondes, crises *endogénétiques* de répartition. Les pertes qui affectent les entreprises économiques particulières sont ordinairement amenées par la chute des prix (1). La valeur des produits est déterminée par

(1) La chute des prix frappe immédiatement et de façon sensible les possesseurs des marchandises correspondantes. Chaque hausse, il est vrai, produit également un déplacement dans la répartition au préjudice des propriétaires de marchandises n'ayant pas subi une hausse de valeur correspondante. Mais lors de la hausse de prix de produits isolés, les pertes sont réparties, le plus souvent, entre un si grand nombre d'entreprises économiques qu'elles deviennent peu sensibles pour chaque particulier. Dans certaines circonstances néanmoins, la hausse des prix, par exemple d'une matière première

la demande et par l'offre, la première étant souvent indépendante de l'activité d'un organisme économique donné. C'est pourquoi les crises exogénétiques de répartition proviennent surtout de la réduction de la demande et de la baisse des prix dont les causes se trouvent en dehors de l'organisme économique donné : par exemple à la suite de la fermeture de débouchés anciens ou de la diminution des demandes de l'étranger, ou bien encore à la suite d'une modification de la consommation dans le pays. Une brusque modification des prix et, par suite, une crise exogénétique de répartition, peuvent aussi être causées par une recrudescence de l'offre provenant du dehors. Dans les deux cas nous avons affaire à une diminution de la demande et à une stagnation dans l'écoulement des produits du pays pour des causes indépendantes de la marche de l'organisme faisant l'objet de la crise. Ce type de crise peut être également appelé *crise pure d'écoulement*. Les crises endogénétiques se distinguent, au contraire, par le fait que la baisse brusque des prix résulte de la marche de l'organisme même frappé par la crise. Dans ce cas il peut y avoir crise de surproduction ou crise de spéculation.

Dans les *crises de surproduction* la dépréciation des richesses survient du fait que leur production s'est accrue plus rapidement que la demande. En même temps que se manifeste une dépréciation des produits surabondants, une dépréciation des autres produits a également lieu comme conséquence de la diminution du pouvoir d'achat. Mais cela n'est qu'une circonstance secondaire résultant de la diminution concomitante du pouvoir d'achat nominal total provoquée par la dépréciation de certaines marchandises.

importante (disette de coton vers 1830), peut porter un préjudice sensible à des branches diverses de la production.

Ici, il convient de remarquer que les vraies crises d'écoulement, lorsqu'elles n'ont pas un caractère local et particulier, sont des phénomènes rares. La plupart de ces crises se produisent simplement parce que la réduction de la demande ou la fermeture des débouchés font visiblement apparaître dans la valeur des biens les signes d'une surproduction manifeste ou occulte. Dans le cas d'une surproduction occulte, la tendance à cette surproduction, conséquence de la surcapitalisation, entrave, ou même rend impossible, l'adaptation de l'offre aux conditions modifiées de la demande et conduit ainsi à la dépréciation des marchandises. Mais, dans les deux cas, la surproduction réelle, qu'elle soit la cause originelle ou secondaire d'une baisse des prix, est la véritable raison de la crise.

Les *crises de spéculation* sont l'effet d'une hausse exagérée des prix qui ne peut se maintenir longtemps dans les conditions données de la vie économique. La chute des prix en survenant provoque une modification de la répartition des fortunes et des revenus accompagnée de pertes pour les entreprises économiques particulières.

Les crises de surproduction et de spéculation ont entre elles beaucoup de points communs. Leur parenté se manifeste extérieurement par l'étroite liaison existant entre ces deux types de crises. La spéculation prolongée sur les marchandises provoque tout naturellement la surproduction ; de même, l'animation de l'activité industrielle et commerciale engendre la spéculation. Il arrive même que la spéculation dans certains domaines, par exemple dans celui des valeurs de bourse ou des propriétés immobilières, à condition toutefois qu'elle ne soit pas elle-même causée par la prospérité dans les branches correspondantes de la vie économique, provoque facilement une spéculation active dans le domaine de la production.

Ainsi les crises de surproduction et de spéculation se produisent ordinairement en même temps comme des manifestations complémentaires d'un seul et même processus. En fait, la surproduction comme la spéculation n'ont qu'une cause. Une conception exagérée de la demande, la tendance à tirer profit du capital et la soif du gain, résultant surtout de la tendance à l'accumulation, telles sont les raisons fondamentales de ces deux types de crises. Provenant de l'activité économique de la société, ces deux genres de crises présentent encore un caractère endogénétique du fait qu'ils résultent nécessairement de l'organisation existante de l'économie nationale. La périodicité des crises fait particulièrement ressortir le fait qu'elles sont les conséquences inéluctables de la vie économique contemporaine.

Les crises de surproduction et de spéculation peuvent être réunies sous la dénomination générale de *crise de capital* (1); elles méritent cette dénomination non seulement du fait qu'elles proviennent de la tendance à augmenter trop rapidement le capital des entreprises économiques particulières, mais aussi parce qu'elles sont accompagnées d'une diminution du capital social, dont une partie passe à la consommation. Les crises de capital sont le type dominant des crises économiques. En tant que phénomène endogénétique, en tant que produit de l'activité de l'économie nationale, elles acquièrent un intérêt particulier pour la recherche scientifique. C'est pourquoi on entend ordinairement par crises économiques les crises de capital; elles forment à proprement parler l'objet de la théorie des crises.

(1) C'est aussi la dénomination que SOMBART donne (*Versuch einer Systematik der Wirtschaftskrisen*, dans *Archiv f. Socialwiss. u. Socialpolitik*, 1904) aux crises économiques résultant de l'organisation capitaliste de l'économie nationale et faisant l'objet de la théorie des crises. Pour le reste, le système de Sombart diffère essentiellement de celui exposé dans le texte.

La crise de capital se présente sous la forme d'un vaste bouleversement dans la répartition des biens et des revenus, accompagné d'un dérangement du processus de production et de l'anéantissement du capital privé ; elle apparaît comme le résultat des modifications soudaines dans le système des valeurs d'échange, modifications découlant forcément de l'organisation capitaliste de l'économie nationale.

Les crises de capital sont étroitement liées au développement cyclique de la vie économique contemporaine et constituent un stade déterminé de ce développement : c'est le court intervalle de temps qui s'écoule entre les périodes dites d'essor et de dépression, entre la période d'extension des forces productives, de capitalisation intensive et de prix élevés d'un côté, et la période de restriction de l'activité économique, de diminution de la capitalisation et des bas prix de l'autre.

La distinction faite ci-dessus entre : 1^o les crises originelles de production et 2^o les crises originelles de répartition, et la classification subséquente de celles-ci en : *a*) crises exogénétiques pures d'écoulement et *b*) crises endogénétiques de capital, ces dernières se subdivisant à leur tour en : *α*) crises de surproduction et *β*) crises de spéculation — ne donne pas une classification complète de toutes les variétés de crises économiques. Elle indique seulement les types de crises et leur relation causale avec l'organisation de l'économie nationale. Par contre, on peut subdiviser les crises économiques d'après leurs relations extérieures avec les différents domaines et organes du processus de production. A ce point de vue on distingue avant tout les *crises économiques générales*, atteignant le processus de production dans son ensemble et embrassant plus ou moins tous les domaines de la vie économique, et les *crises partielles* ou *spéciales* qui se manifestent dans des domaines particuliers de la vie économique et des stades spéciaux du processus de produc-

tion où elles se produisent, soit indépendamment, soit comme phénomènes partiels d'une crise économique générale.

On peut encore subdiviser les crises économiques spéciales en crises de production et en crises de circulation correspondant aux deux phases du processus de reproduction.

Les *crises de production* atteignent tout d'abord les producteurs des richesses ; elles sont le résultat des conditions de la production des valeurs à un moment donné provoquant une modification des revenus et des fortunes des producteurs. Suivant les principaux domaines de production, on distingue les crises *agraires* et les crises *industrielles*, ces dernières comprenant, à l'exception de l'industrie agricole, toutes les branches de la production matérielle, y compris l'industrie des transports.

Les *crises de circulation* ou *crises commerciales* sévissent dans le domaine de la circulation des valeurs économiques. Elles atteignent surtout les intermédiaires de la circulation des marchandises et du capital et se divisent par suite en *crises de marchandises*, ou crises commerciales proprement dites, et *crises de bourse*.

Les crises dites *monétaires* et de *crédit* ne concernent pas des domaines distincts de la vie économique. D'après leur essence, elles constituent des types de crises générales provoquées directement par une perturbation dans le fonctionnement régulier des moyens de circulation, la monnaie et le crédit. La perturbation ou l'insuffisance de la circulation monétaire atteint surtout celle des produits et des valeurs et ainsi, par l'intermédiaire du commerce, amène également une perturbation dans le domaine de la production. Les crises de crédit, quand elles ne sont pas la conséquence d'une crise monétaire, peuvent cependant prendre naissance dans des domaines distincts de la vie économique ; mais, grâce à la sensibilité du système

du crédit, ces crises acquièrent facilement un caractère général et s'étendent à tout le processus de reproduction. On peut néanmoins considérer ces crises monétaires et de crédit comme des formes spéciales de crises, soit comme des manifestations partielles de crise générale, soit comme des crises générales d'un caractère spécial.

Les formes spéciales de crises (et en particulier les formes secondaires comme, par exemple, les crises dans des domaines industriels distincts) peuvent être provoquées par des causes particulières exogénétiques. Elles ont alors un caractère plus ou moins indépendant dans la mesure où le permettent, d'une façon générale, les relations étroites et réciproques existant entre les entreprises économiques particulières et les divers domaines de la vie économique nationale. C'est spécialement le cas des crises de l'industrie agricole étroitement soumise à l'influence de la nature extérieure et qui se trouve ainsi placée dans des conditions particulières.

Mais dans la majorité des cas, les crises spéciales, et de ce nombre les crises agraires, se ramènent le plus souvent à des causes endogénétiques résultant de l'essence même de l'organisation actuelle de l'économie nationale. *Les types spéciaux de crises apparaissent alors soit comme des phénomènes partiels, soit comme des formes particulières par lesquelles se manifeste une crise de capital, laquelle, bien qu'ayant essentiellement le caractère d'une crise générale, se manifeste cependant dans certaines circonstances plus particulièrement dans tel ou tel domaine de la vie économique.*

Pour la facilité de la recherche systématique, on peut adopter — sans prétendre à un critérium rigoureux — la classification suivante des principales formes sous lesquelles se manifestent les crises économiques :

- I. Crises économiques générales,
- II. Crises économiques spéciales.

1. Crises des moyens de circulation :

- a) crise monétaire,
- b) crise de crédit.

2. Crises de circulation des valeurs, ou crises commerciales :

- a) crise de circulation des marchandises, ou crise commerciale proprement dite,
- b) crise de circulation du capital, ou crise de bourse.

3. Crises de production :

- a) crise industrielle,
- b) crise agraire.

La division des crises économiques en *crises aiguës* et *lentes* (ou *dépessions* comme on les appelle d'ordinaire mais inexactement) est basée sur l'acuité plus ou moins grande du cours de la crise. Ici toute la question se ramène, en somme, à savoir si la crise est accompagnée, ou non d'une crise de crédit et d'une panique.

II

PÉRIODICITÉ DES CRISES ET CYCLES ÉCONOMIQUES

On a défini plus haut la crise de capital comme un des moments de l'évolution cyclique de la vie économique. Les cycles économiques, composés de stades alternatifs de tension et de fléchissement des forces productives, se rencontrent dans les pays avancés au point de vue économique où les moyens de la production capitaliste ont atteint un certain degré de développement. Les cycles économiques sont très uniformes tant dans la façon dont ils se manifestent que dans leur durée. Comme l'a déjà

remarque Lord Overstone (1), la vie économique passe périodiquement par des stades successifs de développement régulier, de grande activité, de confiance croissante, de fièvre d'entreprise, de prospérité apparente; puis cette dernière est brusquement interrompue par une crise et fait place à une dépression suivie de stagnation dans les affaires, après quoi la vie économique rentre de nouveau dans une période de développement régulier. Le passage de l'essor à la dépression s'accomplit dans certains cas graduellement et sans fortes secousses de la vie économique; mais, en général, il en est accompagné. Les crises économiques, en tant que perturbations aiguës de la vie économique, sont les points les plus saillants des cycles économiques et constituent, pour ainsi dire, les points tournants du développement cyclique de l'économie capitaliste.

La crise de capital n'est pas un phénomène récent. L'organisation économique, fondée sur la propriété privée et comportant des embryons de division du travail et des occupations, renferme déjà en son sein les germes du système économique capitaliste. Or, là où ce système commence à se développer, les conditions originelles de la crise de capital apparaissent. L'ancienne Rome (2) et le sys-

(1) LORD OVERSTONE, *Tracts and publications on metallic and paper currency*, 1858, p. 31.

(2) La grande production, fondée sur le travail des esclaves, florissait à Rome. Comme il fallait s'y attendre, le système économique capitaliste se développa surtout dans le domaine de l'échange. De grosses sociétés en participation dirigeaient des entreprises commerciales et concentraient la fourniture des objets indispensables aux entreprises publiques et aux armées. Au forum, la bourse d'alors, avait lieu un marché animé des actions de ces sociétés, et leurs prix étaient sujets à de brusques oscillations d'après la situation des affaires dans les provinces romaines et les péripéties des expéditions militaires. Ces oscillations causaient parfois de véritables crises de bourse. Voir DELOUME, *Les manières d'argent à Rome*.

tème économique municipal du moyen âge (1) ne pouvaient y échapper et les crises de spéculation du xvii^e siècle et de la première moitié du xviii^e en Hollande, en Angleterre et en France sont connues de tous (2). Mais c'est seulement à partir du milieu du xviii^e siècle que l'on peut observer la périodicité des crises de capital en liaison avec le développement cyclique de la vie économique, c'est-à-dire à partir de l'époque de développement intense de la production capitaliste, d'abord en Angleterre et, ensuite, dans les autres pays économiquement avancés (3).

La période pendant laquelle s'accomplit le cycle économique dans le système capitaliste contemporain — et, par suite, l'intervalle de temps entre les crises périodiques de capital — est, dans les conditions normales, de 9 à 11 années. La complexité de la vie économique et diverses influences extérieures peuvent abrégier ou prolonger les limites du cycle économique; mais cela n'empêche pas la tendance à une période évolutive normale de près de dix années (4). Ainsi, par périodicité des crises, il ne faut pas entendre leur retour régulier après un laps de temps déterminé avec une précision mathématique, comme le supposent évidemment les économistes qui n'admettent

(1) Voir R. EHRENBURG, *Das Zeitalter der Fugger*.

(2) Concernant les spéculations fameuses sur les tulipes en Hollande au milieu du xvii^e siècle, voir M. WIRTH, *Geschichte der Handelskrisen*; LEVASSEUR, *Recherches historiques sur le système de Law*, 1834. Sur les spéculations des mers du Sud, voir mon livre : *Geschichte der Handelskrisen in England*, 1907, p. 86-123.

(3) En raison de l'insuffisance des documents, il est difficile de certifier l'existence du développement cyclique de la vie économique jusque vers le milieu du xviii^e siècle. Pourtant Jevons admet qu'il y a certaines données montrant également l'existence d'un tel développement dans la première moitié du xviii^e siècle. Voir STANLEY JEVS, *Commercial crises and sun-spots*, dans ses *Investigations in currency and finance*, 2^e éd., 1909, p. 208 et s.

(4) D'après les calculs de Jevons portant sur un siècle et demi, la durée moyenne du cycle économique est de 10,466 ans (*op. cit.*).

pas la périodicité dans la répétition des crises économiques. Les lois économiques n'ont pas la rigueur immuable de celles du monde inorganique. La périodicité des crises est liée au développement cyclique de la vie économique et indique d'abord, comme nous le verrons dans la suite, qu'il n'est pas un phénomène accidentel, mais prend ses racines dans les fondements de la vie économique de la société contemporaine. Elle montre ensuite que ces cycles, dans les conditions normales, embrassent des périodes de temps à peu près égales.

En effet l'histoire économique fournit comme points tournants des cycles économiques, les années suivantes de crises (1) :

En Angleterre : (1763), 1772, 1783, 1792-93, 1797-99, 1810-11, 1815, 1819, 1825, 1836, 1847, 1857, (1864)-1866, 1873, (1882), 1890, (1900), (1907), 1920. Il convient, en outre, de remarquer que la période 1793-1815 a été influencée par les guerres avec la France, guerres qui ont eu une influence décisive sur la marche de la vie économique, et que la crise de 1819 est une répercussion de cette période troublée. La crise internationale de 1873, qui prit naissance en Allemagne, y mûrit sous l'influence de circonstances extraordinaires résultant de la guerre franco-prussienne, comme la fondation de l'empire allemand et la rentrée dans ce pays d'une indemnité de guerre de cinq milliards. La crise de 1890 fut hâtée par les difficultés de paiements de la maison de banque Baring causées par des troubles en Argentine. L'année 1900 se passa sans crise aiguë, mais fut cependant un point tournant du cycle économique, tout comme l'année 1907, qui fût caractérisée par une forte crise aux États-Unis. La grande guerre de 1914-1918 interrompit l'évolu-

(1) Les chiffres entre parenthèses désignent les années de réaction sans crise aiguë.

tion normale de la vie économique du monde qui aboutit à la grande crise de 1920.

Suivant Juglar les crises en France tombent dans les mêmes années qu'en Angleterre (1). La commission officielle française pour la recherche des symptômes des crises économiques (2) fait remonter l'origine des crises de la seconde moitié du XIX^e siècle aux années suivantes : 1857, 1864, 1873, 1881/82, 1890/91, 1900, 1907 auxquelles il faut ajouter l'année 1920-1921. Mais toutes ces crises n'ont pas eu un caractère aigu.

Pour les Etats-Unis de l'Amérique du Nord les années de crises furent 1814, 1818/19, (1826), 1837/39, (1848), 1857, (1867), 1873, 1884, 1893, (1903), 1907, 1920. Les années 1826, 1847 et 1867 n'ont pas été de véritables années de crises, mais il convient de les considérer comme des années de réaction, comme des points tournants des cycles économiques. La réaction de courte durée qui survint à la fin de 1903 et au commencement de 1904, et qui fut accompagnée d'une violente secousse en bourse, ne prit pas le caractère d'une crise et interrompit à peine le mouvement progressif qui avait commencé en 1897. La crise fut conjurée dans une grande mesure grâce à la guerre russo-japonaise, à une série de récoltes abondantes, au bon marché de l'argent et à l'essor économique qui avait commencé en Europe après la dépression de 1900-1903 ; mais elle n'en éclata qu'avec plus de violence en 1907, quand arriva la liquidation de la longue période d'essor ayant commencé en 1897. La crise de 1907 doit

(1) JUGLAR, *Crises commerciales*, dans le *Nouveau Dictionnaire d'Economie politique* de Say. Le dénombrement des années de crises en France, effectué par Juglar dans son grand travail : *Des crises commerciales et de leur retour périodique*, 2^e éd. 1889, p. 141, comprend une série d'années marquées par des perturbations moins importantes de la vie économique.

(2) E. LAURENT et G. CAHEN, *Rapport présenté au nom de la commission sur les indices des crises économiques*, 1909, p. 4.

done être considérée comme liée avec la réaction de 1903. Sous ce rapport cette crise présente de l'analogie avec celle de 1839 qui amena la liquidation évitée deux années auparavant.

Il y a une circonstance qui contribue à empêcher la périodicité rigoureuse des crises, c'est l'action réciproque de la vie économique des divers pays, action qui croît proportionnellement à leur développement économique et à leur participation aux transactions économiques mondiales. C'est ainsi que s'élargit le cercle des facteurs extérieurs influant sur le développement de la vie économique dans chaque pays, en particulier lorsque cette action réciproque s'exerce entre des pays qui se trouvent à des degrés différents de développement économique.

Des pertes dans les entreprises économiques particulières et des modifications dans la répartition des fortunes et des revenus constituent la forme extérieure des crises économiques. Les unes et les autres se produisent au moment de la crise ou peu après. La perturbation du processus de production constitue une autre face du même phénomène et s'exprime par une dépression brusque de l'intensité de la vie économique. Cette intensité n'a pas un caractère uniforme ; elle varie régulièrement depuis l'extrême tension, quelque temps avant l'éclosion de la crise, jusqu'à la tension la plus réduite, à peu près vers le milieu de l'intervalle entre deux crises. La variation régulière de l'intensité de la vie économique constitue la base de son développement cyclique ; pour cette raison le degré de tension des forces productives est le critérium permettant d'établir les cycles économiques.

Pour donner une image claire du cours des cycles économiques, nous manquons malheureusement de données statistiques complètes sur la mesure dans laquelle les forces productives, — le capital et le travail —, sont employées à chaque moment donné. Le diagramme ci-dessous donne

un schéma approximatif du cycle économique ou, plutôt, industriel en Angleterre, où l'industrie constitue la base de la vie économique du pays. Ce diagramme est basé sur la statistique des membres sans travail des associations professionnelles (*trade-unions*) pendant la période de 1860 à 1911 (1). Si l'on considère que les membres des *trade-unions* sont employés d'une façon plus régulière que les autres ouvriers, que le nombre des sans-travail ne tient pas compte des ouvriers employés pendant les périodes de crises et de dépressions à journées réduites et que (2) l'intensité d'utilisation du capital (tant fixe que circulant) diminue plus que celle de l'emploi des forces ouvrières, on comprendra que notre diagramme ne donne pas une idée exagérée des fluctuations de la tension de la vie économique au cours d'un cycle. La restriction de l'emploi du travail dans le temps très court de la désorganisation économique qui suit le commencement de la crise, est calculée à 20 0 0, alors que le pourcentage annuel des sans-travail est de 6 1/2 à 11 1/2 0/0 pour les membres des unions professionnelles dans les périodes de plus grande dépression : 1862, 1868, 1879, 1886, 1893, 1904 et 1908 (3), ce qui est loin d'être excessif.

Le diagramme ci-après montre que la tension des forces productives atteint son maximum un certain temps (généralement six mois) avant le début de la crise. A par-

(1) Cette statistique est publiée par les soins du Board of trade dans la *Labour Gazette*.

(2) Voir G. H. WOOD, *Some statistics to working class progress since 1860*, dans *Journal of R. Statistical Society*, 1899, p. 645, 646 et 660. M. A. BOWLEY, *The measurement of employment*, même journal, 1912, p. 791 s.

(3) Au moment de la crise américaine de 1907 le pourcentage des sans-travail parmi les membres des unions ouvrières professionnelles de l'état de New-York était, en décembre 1907, de 32,7 0/0 et s'éleva à 35,70/0 en mars 1908. Pour les ouvriers non organisés ce pourcentage allait jusqu'à 55 0/0 (M. SCHIFFEL, *Hochkonjunktur und Wirtschaftskrisis*, 1908, p. 16 et 17).

Tableau schématique d'un cycle industriel basé sur la statistique des sans-travail dans les Unions professionnelles anglaises. Critérium : intensité de tension des forces productives — travail et capital. La réduction de toutes les forces de production est prise égale à 150 0/0 du chômage dans les trades unions.

tir de ce point culminant elle tombe d'abord lentement jusqu'au début de la crise, puis rapidement pendant le cours de la crise elle-même. Bien que la vie économique se remette de cette chute profonde au bout de quelques mois, son intensité reste notablement au-dessous du niveau d'avant la crise. La tension des forces productives se réduit ensuite d'année en année et atteint son niveau le plus bas entre la quatrième et la sixième année qui suivent le début de la crise. A partir de ce moment l'intensité de la vie économique se relève peu à peu pour atteindre de nouveau son apogée dix ans en moyenne après le commencement de la crise. La vie économique se trouve alors à la veille d'une nouvelle crise (1). Comme on le voit

(1) Le schéma que nous donnons se rapproche d'assez près du

dans le schéma, même à l'époque de la tension maximum de la vie économique une partie des forces productives reste sans emploi.

L'année de la plus grande dépression a quelque ressemblance avec celle de la crise. L'abaissement du niveau moyen d'intensité de la vie économique pendant cette année peut même être plus forte que pendant l'année de la crise. Les bas prix sont au plus haut degré défavorables aux entrepreneurs et aux capitalistes et nuisent à l'esprit d'entreprise. Le nombre des sans-travail est extraordinairement élevé. La dépression s'accroît encore davantage lorsque, avant que les conditions économiques soient redevenues normales, les affaires prennent, en apparence, un aspect plus favorable qui provoque une animation prématurée de l'activité d'entreprise. Alors survient une réaction qui place la vie économique dans une situation en apparence encore plus semblable à la crise. Dans les pays comme, par exemple, les États-Unis de l'Amérique du Nord où le flux et le reflux de la vie économique ont beaucoup d'amplitude, le dernier stade de la dépression prend souvent précisément ce caractère aigu. Mais ce serait une erreur d'assimiler à des crises les périodes de plus forte dépression et d'admettre une périodicité de cinq années comme l'a fait, par exemple, Engels pour l'Angleterre pour la première moitié du XIX^e siècle (1)

schéma du « cycle de crédit » de Jevons, qui figure dans son *Primer of Political Economy*, 1878, p. 121 et qui présente la forme suivante :

Années :				
1, 2, 3	4, 5, 6	7, 8	9	10
Resserrement des affaires	Cours normal des affaires	Grande animation dans les affaires	Spéculation effrénée	Krach

(1) MARX, *Kapital*, III. 2, p. 27 remarque.

et comme quelques savants sont enclins à le faire pour la vie économique contemporaine des États-Unis. Les deux phénomènes ont un caractère très différent. La crise marque le début de la première période du cycle économique, qui se termine à l'époque de la plus forte dépression. La crise est le résultat d'une nouvelle estimation des richesses économiques résultant des rapports entre la production et la consommation ; elle se manifeste par une révolution dans la répartition des biens et des revenus et par une perturbation du processus de production. La dépression est la conséquence de l'établissement après la crise d'un bas niveau des prix, qui affaiblit l'esprit d'entreprise et arrête la capitalisation. Le cycle économique se ferme seulement par une augmentation d'intensité de la vie économique, jusqu'à ce qu'elle revienne au niveau qui a précédé la crise.

Nous avons pris le degré d'occupation des ouvriers dans la production comme le meilleur indice existant de l'intensité de la vie économique. La courbe d'occupation de la main-d'œuvre est donc celle qui se rapproche le plus de celle représentant le développement cyclique de la vie économique. Ce dernier se manifeste d'ailleurs avec une régularité remarquable dans d'autres phénomènes de la vie économique. Ainsi, dans les pays à exportation très développée (Angleterre), la courbe des fluctuations de celle-ci est, si l'on tient compte des autres facteurs qui l'influencent, une reproduction assez exacte de celle des cycles économiques pour ce qui est des époques et de l'amplitude des oscillations. On trouve encore un reflet des cycles économiques dans le mouvement des prix des marchandises. Les prix sont, dans l'économie nationale, les régulateurs de la production et de la répartition des richesses. La hausse des prix stimule l'activité économique, tandis que leur baisse, qui nuit aux intérêts des entrepreneurs, l'affaiblit. En même temps, une révolution dans les

prix, dans le sens d'une baisse soudaine et violente, signifie une modification brusque des bases des processus de production et de répartition et peut provoquer leur perturbation. Par suite de ce lien étroit existant entre le mouvement des prix et l'activité économique, la courbe du mouvement des prix coïncide assez exactement avec la courbe de tension des forces productives. Pourtant cette coïncidence n'est pas absolue. Le gain de l'entreprise, attendu ou effectif, est le vrai régulateur de l'activité économique. Bien que ce gain soit en rapport étroit avec l'état des prix, il peut y avoir pourtant une divergence partielle entre leurs mouvements. Et cela par suite de la dépendance où sont les prix des fluctuations de la valeur de la monnaie, ou de celle où est le gain, dans un domaine économique donné, des prix fixés dans d'autres pays et dans d'autres circonstances. Cette divergence entre la courbe des prix des marchandises et la courbe de tension des forces productives, à l'intérieur du cycle économique, se remarque particulièrement dans les périodes de dépression. En revanche, les crises et les moments où les prix, après avoir atteint le niveau maximum (1), commencent à baisser, ont lieu à des époques assez concordantes, comme le montre la comparaison suivante :

Crises en Angleterre, années : 1823, 1836, 1847, 1857, (1864)-1866 (2), 1873, (1882), 1890, (1900), (1907), 1920.

Maximum des prix, années : 1823, 1836, 1847, 1857, 1864, 1873, 1880, 1890, 1900, 1907, 1920.

(1) Le niveau des prix est déterminé d'après l'Index-Numbers de Sauerbeck (*Journal of R. Statist. Soc.*, 1886 et années suivantes).

(2) La crise de 1866 a eu surtout le caractère d'une crise de crédit.

III

LA CRISE MONÉTAIRE

Nous avons vu plus haut que les crises économiques ne présentent pas toujours le même aspect. Au contraire, elles constituent des phénomènes économiques de caractères très différents d'après leurs causes immédiates et les domaines de la vie économique dans lesquels elles apparaissent. Elles diffèrent aussi par leur étendue et leur intensité. Le meilleur moyen de comprendre la nature et les causes des crises, c'est d'observer leurs diverses manifestations dans les différents domaines de la vie économique. Sans doute, les diverses sortes de crises ne sont, dans la majorité des cas, que des manifestations partielles d'un processus général, que les différentes faces d'un seul et même phénomène. Mais les formes sous lesquelles les crises apparaissent et se développent ensuite se distinguent tellement les unes des autres qu'il faut les examiner chacune en particulier. Une telle étude fait découvrir les caractères communs et les causes primordiales des perturbations périodiques de la vie économique malgré toute la diversité de leurs formes et des raisons de leur apparition.

Conformément à la classification établie plus haut, nous commencerons par l'étude des crises monétaires.

La monnaie est un facteur indispensable de la vie économique contemporaine fondée sur la division du travail entre les entreprises particulières. Dans un tel système

économique, toute la production et la circulation des richesses sont basées sur l'intermédiaire de la monnaie.

Dans l'économie nationale la monnaie remplit ce rôle important en qualité de moyen général d'échange, comme instrument de circulation des richesses. L'argent unit les éléments de la production — le travail et le capital — de la façon la plus avantageuse pour cette production. L'argent fait entrer les marchandises dans la vie économique et, suivant la demande, les fournit aux consommateurs ou aux producteurs. Comme objet général d'échange, la monnaie sert pour la comparaison des valeurs et remplit ainsi le rôle d'étalon des valeurs et des prix. L'importance de cette fonction de la monnaie s'explique du fait qu'avec l'organisation économique contemporaine, les prix jouent le rôle de régulateurs de toute l'activité économique sociale et de la répartition du produit commun. Enfin, la monnaie sert de moyen de circulation du capital, le capital prêté apparaissant sous forme d'argent sur le marché. Sous le régime monétaire, la monnaie est par elle-même une richesse. Elle est donc particulièrement apte à remplir le rôle de moyen légal de paiement et d'instrument de libération des obligations. Grâce enfin à son caractère durable et à son coefficient élevé de valeur, la monnaie métallique convient particulièrement pour le transfert des valeurs dans l'espace et dans le temps, c'est-à-dire tant pour le transfert de la valeur que pour son accumulation sous forme de trésors.

Pour remplir toutes ces fonctions d'une manière satisfaisante, il faut que le moyen général d'échange et de paiement possède vraiment la faculté de circuler sans difficultés, que sa valeur reste constante et certaine, et que la quantité qu'on en trouve en circulation et en réserve corresponde aux besoins de l'économie nationale. Etant donné le rôle considérable que joue la monnaie dans la vie économique contemporaine, il est bien naturel que

toute perturbation du système monétaire faisant obstacle à la libre circulation de la monnaie et que toute réduction de la réserve du numéraire ne correspondant pas aux exigences de la vie économique, influent sur cette dernière et provoquent des perturbations plus ou moins importantes. Un tel trouble du cours normal de la vie économique, survenant comme conséquence immédiate d'une perturbation ou d'une insuffisance de la circulation de la monnaie, s'appelle une *crise monétaire*. Elle se manifeste par une difficulté ou une stagnation de la circulation des marchandises et du capital et, comme conséquence, par des difficultés du processus de reproduction et par des modifications dans la répartition des fortunes et des revenus, modifications liées à celle de la valeur de la monnaie et au bouleversement des prix.

La circulation monétaire peut souffrir de la détérioration de la monnaie légale. Jusqu'au xvm^e siècle, les perturbations dans la circulation monétaire furent souvent causées du fait que, dans une large mesure, on rognait ou retirait systématiquement de la circulation les monnaies de bon poids. La valeur de la monnaie et son pouvoir d'achat devenaient douteux et donnaient matière à des contestations. La production perdait une base solide pour le calcul de la rentabilité et la circulation des marchandises devenait difficile. A cela s'ajoutaient des fluctuations dans les prix et des perturbations dans la répartition des fortunes. L'Angleterre eût à souffrir d'une forte crise de ce genre en 1695-1696, avant la refonte générale des monnaies d'argent en 1696. La dépréciation des monnaies de papier, consécutive à une inflation, peut également provoquer un trouble dans la circulation de la monnaie et conduire à une perturbation de la vie économique. L'exemple classique d'une telle perturbation du système monétaire est celui des assignats français du temps de la révolution.

On rencontre des crises monétaires plus fréquentes et plus graves ayant pour cause une insuffisance de moyens monétaires et une élévation corrélative de la valeur de la monnaie. Ce sont des crises monétaires dans le sens propre du mot. On observerait une crise de ce genre sous sa forme pure dans le cas où, par quelque moyen, on retirerait la monnaie de la circulation. Un exemple typique et rare d'une telle crise est celui de la crise monétaire anglaise de 1696. Cette année-là, on décida une refonte générale de la monnaie d'argent, qui constituait alors la masse principale des moyens d'échange, parce qu'elle était complètement détériorée. Le retrait de la monnaie de la circulation donna naissance à une situation excessivement difficile, qui se prolongea plus de six mois et provoqua un ébranlement profond de la vie économique. Par suite du manque de moyens d'échange, la consommation se resserra et la production fut désorganisée (1).

D'une façon générale, dans les pays où l'organisation du crédit n'est pas développée et où le mécanisme bancaire est faible, des causes politiques peuvent faire perdre une partie importante des moyens de circulation constitués par la monnaie d'or et d'argent et, par là-même, gêner la vie économique nationale. Par exemple, les grosses dépenses de guerre que dût faire l'Angleterre à l'étranger à la fin du xvii^e siècle et au cours de ses luttes prolongées avec la France après la révolution française, dépenses qui nécessitèrent l'exportation d'une grande quantité de monnaie métallique).

De tels cas, évidemment, sont rares, car le manque de monnaie est ordinairement compensé par des billets de banque et autres succédanés monétaires. Plus intéressantes et plus importantes aussi sont les crises monétaires dans

(1) Voir mon livre : *Geschichte der Handelskrisen in England*, p. 15-83.

lesquelles le manque de monnaie est provoqué par le cours de la vie économique elle-même. Une balance commerciale défavorable peut provoquer une forte exportation de métal et réduire sensiblement la quantité de monnaie existant dans le pays. L'histoire économique de l'Angleterre, jusqu'aux dernières décades du ^{xix}^e siècle, présente un tel exemple de gêne périodique du marché monétaire. Cette gêne fut provoquée par des exportations périodiques du numéraire, soit à cause d'une importation renforcée de blé nécessitée par de mauvaises récoltes (en 1695/96, 1772, 1783, 1796, 1817/18, 1839, 1847), soit à la suite d'achats de fonds étrangers (comme, par exemple, en 1836 et 1857) concurremment avec une importation intense de marchandises dans un but spéculatif. A ces difficultés périodiques du marché monétaire contribuèrent également la faiblesse de la réserve métallique du pays, réserve constituée presque exclusivement par celle de la Banque d'Angleterre, l'infinie développement du commerce international des valeurs mobilières et l'inertie de la politique d'escompte et d'émission de la Banque d'Angleterre jusqu'au milieu du ^{xix}^e siècle. Une exportation importante de métal réduit les réserves des banques, épuise la circulation de la monnaie et provoque une gêne du marché monétaire. Cette gêne, en menaçant la libre circulation créditaire et en provoquant une crise de crédit, peut se transformer en une crise monétaire aiguë et ébranler toute la vie économique. L'épuisement des réserves des banques d'émission et de leurs moyens en tant qu'établissements de crédit, par suite d'une exportation de métal, peut être la cause immédiate d'une crise de crédit. Ce cas est particulièrement fréquent lorsque la sortie du métal a lieu à une époque de spéculation et de tension exagérée du crédit ; alors la crise de crédit devient l'une des causes d'une crise économique générale.

Dans les dernières décades du ^{xix}^e siècle, on apprit à

réagir contre l'exportation du métal par une politique rationnelle d'escompte. Une élévation raisonnable et opportune du taux de l'escompte de la banque centrale stimule l'affluence du capital étranger et en même temps, par une pression sur les cours, contribue à la sortie des valeurs mobilières, ce qui exerce une influence favorable sur la balance des paiements. De plus, l'élévation du taux de l'escompte modère le mouvement ascensionnel de la vie économique, maintient la circulation intérieure des valeurs dans les limites nécessaires et protège en même temps les établissements de crédit contre un épuisement prématuré de leurs réserves. Sans constituer un moyen radical contre l'apparition de crises aiguës, une politique rationnelle de l'escompte est cependant un instrument puissant pour prévenir les crises monétaires et régulariser le développement de la vie économique.

L'insuffisance de monnaie peut également provenir de l'augmentation du besoin de numéraire dans le pays même. Dans les périodes de relèvement économique, le besoin de moyens de circulation augmente par suite de l'élévation des prix des marchandises, des salaires et du cours des valeurs mobilières, ainsi que du développement de la circulation des richesses. La rareté du numéraire peut, dans ce cas, contribuer à l'augmentation du taux du crédit résultant du manque de capital libre qui se manifeste dans ces occasions. Ainsi surgit un obstacle sérieux à l'élévation progressive des prix et à la continuation du mouvement ascendant de la vie économique. Précisément dans de telles périodes, l'expansion du crédit et l'augmentation des succédanés du numéraire tendent à satisfaire le besoin croissant de moyens de circulation et contribuent à contrebalancer l'élévation de la valeur de la monnaie. Seulement cela ne fait que ralentir et modérer l'insuffisance croissante de monnaie. L'extension du crédit exige elle-même une base monétaire plus large et elle est menacée aussitôt

que se produit un ralentissement dans la circulation de la monnaie.

Mais quelles que soient les causes ayant provoqué une crise de crédit, les conditions de la circulation des richesses sont modifiées dès son apparition et une *crise monétaire aiguë* devient inéluctable. Avec l'apparition de la crise et la disparition du crédit, la monnaie devient à peu près le seul moyen d'échange et de paiement. Dès cet instant, elle doit, avant tout, remplacer les moyens de circulation fiduciaire comme les effets de commerce et même, en partie, les billets de banque, dont la circulation peut souffrir de la défiance générale. Le numéraire monnayé est, de plus, nécessaire pour liquider le grand nombre de transactions faites à crédit et interrompues par l'ébranlement de celui-ci. En même temps la demande d'argent s'accroît non seulement comme moyen d'échange, mais comme moyen de représentation et de circulation du capital. Les personnes n'ayant pas de créances pour compenser leurs obligations ou qui ont besoin d'augmenter leur capital pour étendre leurs affaires demandent instamment sur le marché du capital libre. La demande de monnaie s'accroît encore par suite de la tendance croissante à augmenter les réserves de numéraire pour obvier aux dangers qui accompagnent une crise économique. Alors s'effectue une accumulation importante de monnaie sonnante et de moyens d'échange sûrs dans les caisses des banques et des particuliers. Les efforts de tous pour transformer les marchandises et les autres valeurs en argent, afin de se garantir contre les pertes pouvant résulter d'une baisse ultérieure des prix, agissent dans le même sens. Etant donné le bouleversement général des valeurs, l'argent, en tant que forme sociale de la richesse, devient le meilleur moyen de fixer les droits de propriété et de se garantir contre les fluctuations des prix des marchandises. A tout cela

s'ajoute encore que, d'ordinaire, en période de crise, d'autres pays s'inquiétant des avances qu'ils ont consenties (à des banques ou à des commerçants) les réclament et par là-même contribuent au déplacement des métaux précieux au désavantage du pays qui souffre de la crise. D'une façon générale, aussitôt que la crise éclate, toutes les formes de fortunes, qu'elles consistent en marchandises et en valeurs mobilières ou qu'elles soient placées en créances et même consolidées sous forme de propriétés immobilières, s'efforcent subitement de se réaliser sous la forme abstraite de l'argent ou de ses succédanés sûrs.

Cette augmentation générale et inattendue de la demande de monnaie se reflète dans tous les domaines de la vie économique. Le fort accroissement du taux de l'intérêt en est la première conséquence (1). Les banques sont assiégées par des clients exigeant des crédits et désireux de transformer leurs créances (effets de commerce et autres papiers) en argent sonnante ou en billets de banque sûrs. Il s'ensuit une hausse de la valeur de la monnaie et une modification de l'étalon de valeur des autres richesses. Les cours des valeurs mobilières tombent rapidement comme conséquence des efforts des porteurs pour les transformer en argent. La chute des prix des marchandises, consécutive à une spéculation exagérée et à la surproduction, est aggravée par la vente forcée des marchandises, vente à laquelle on procède pour satisfaire à des obligations de paiement ou par crainte d'une nouvelle baisse des prix. La liquidation forcée met à jour la situation ébranlée de beaucoup d'entreprises, les oblige à suspendre leurs paiements ou à déposer leur bilan. D'autres entreprises, malgré leur solvabilité, sont parfois contraintes,

(1) Il n'est pas rare qu'en temps de panique le taux de l'intérêt s'élève jusqu'à 100 0 0 et plus. En octobre 1907, à New-York le taux des prêts atteignit 130 0,0 (HASENKAMP, *Die wirtschaftliche Krisis des J. 1907 in den Ver. St. v. Amerika*, 1908, p. 18).

elles aussi, de suspendre leurs paiements par suite de l'impossibilité de se procurer de suite l'argent nécessaire ou de réaliser leur actif. Ces circonstances renforcent encore les crises monétaires et de crédit. L'apparition de l'une de ces crises est ainsi intimement liée à l'apparition de l'autre.

La crise monétaire est particulièrement intense dans les pays où, à côté de la monnaie métallique, circulent de nombreux succédanés, par exemple des billets de banque (surtout en petites coupures) qui sont éliminés pendant la crise, par suite de la défiance générale qu'ils éveillent. La circulation des billets des petites banques provinciales anglaises contribua beaucoup à l'intensité des crises du *xviii^e* et de la première moitié du *xix^e* siècle. Le *Bank Act* de Peel, en 1844, avait pour but de mettre fin à ce mal et, en même temps, d'augmenter la circulation du numéraire dans le pays par la limitation des émissions des billets des banques provinciales. Mais la limitation imposée par cette même loi à l'émission des billets de la Banque d'Angleterre eut pour conséquence une nouvelle aggravation des crises monétaires. La Banque d'Angleterre, dont la solidité est au-dessus de tout soupçon, perdit la faculté de modérer l'insuffisance de moyens de circulation en émettant de nouveaux billets. C'est pourquoi, pendant les crises de 1847, 1857 et 1866, l'application de ces limitations fut provisoirement suspendue, car c'est précisément à l'époque d'une crise qu'il est nécessaire de posséder des moyens sûrs de circulation pour remplir les vides laissés par la disparition des succédanés douteux de la monnaie. En même temps, ces moyens doivent répondre à la demande plus grande de monnaie indispensable pour la réalisation générale des valeurs nécessitée par l'ébranlement du crédit. S'il n'y a pas exportation de métal à l'étranger, comme cela est généralement le cas en temps de crise, l'augmentation de l'émission de billets par la

Banque centrale, non seulement ne peut être dangereuse pour sa solvabilité, mais constitue, au contraire, le meilleur moyen de conserver les réserves métalliques et de lutter contre l'aggravation de la crise monétaire. C'est cette possibilité de modérer les crises monétaires par une émission renforcée de billets qui constitue un des avantages de l'organisation bancaire comportant une banque centrale d'émission. Dans les pays où l'émission est décentralisée, il faut, dans des cas semblables, recourir à divers moyens douteux ou risqués et n'atteignant que partiellement le but visé. C'est en cela que consiste la raison principale de l'acuité des crises de monnaie dans les États-Unis de l'Amérique du Nord (1).

Ainsi, la crise monétaire apparaît ici comme un phénomène partiel d'une crise économique générale. Mais, dans l'apparition et le développement de cette dernière, elle joue un rôle particulièrement important. Certes, l'arrêt dans la circulation monétaire avant le début de la crise économique générale, est le résultat d'une forte tension

(1) A l'époque de la crise américaine de 1909, on fût contraint par la nécessité de recourir aux mesures extrêmes suivantes qui témoignent d'un besoin aigu de moyens de circulation : quoique la quantité de billets de banque en circulation eût passé de 607 millions de dollars à 690 du 15 octobre jusqu'à la fin de l'année (et ceci seulement grâce aux mesures extraordinaires prises par le Trésor), 60 clearing houses émirent de leur côté pour 255 mill. de doll. de « loan certificates », surtout en faveur des banques et, de plus, des bons en petites coupures (de 1 et 2 doll.) pour la circulation publique. Beaucoup de banques mirent en circulation des chèques endossés par elles. Des chèques analogues furent distribués par beaucoup de compagnies de chemins de fer et de sociétés industrielles pour payer les salaires. Ces chèques furent acceptés volontiers partout en tant que *emergency currency* (bons monétaires d'urgence). La valeur totale de ces certificats atteignit plus de 500 mill. de doll. ; mais ils ne purent remédier au manque sensible de moyens de circulation monétaire. (A. HASENKAMP, *Die wirtschaftliche Krisis des J. 1907 in den Ver. St. v. America*, 1908, pp. 31-33, 50. — SPRAGUE, *History of crises under the national banking system*. Edition du Congrès des États-Unis, 1910, pp. 434-459).

antérieure de l'activité économique et du crédit. Mais toute circonstance augmentant la difficulté de la circulation monétaire menace par là-même la base de la vie économique et accélère la réaction inévitable. C'est pourquoi très souvent une crise économique générale commence précisément par là. Ce n'est pas du tout par hasard que les crises économiques en Angleterre au xix^e siècle furent habituellement précédées d'une importation accrue de blé pour lequel l'Angleterre payait en argent comptant. Une autre circonstance se rattache à celle-ci, à savoir que les crises surgissent habituellement en automne. En plus, en effet, du besoin d'importation de céréales et de matières premières étrangères dans plusieurs pays, l'économie nationale a besoin, précisément en automne, d'une plus grande quantité de monnaie pour déplacer les produits agricoles, qui constituent la grande masse de toutes les marchandises, ainsi que pour ravitailler l'industrie en matières végétales (1). Aussi, en automne, les réserves des banques diminuent et le taux de l'escompte augmente.

Que la crise monétaire apparaisse indépendamment ou à la suite d'autres manifestations d'une crise économique, elle est toujours, avec la crise de crédit, celle de toutes les crises qui atteint le plus profondément la vie économique et contribue le plus à sa perturbation, car elle indique un trouble dans le fonctionnement de l'organe le plus essentiel de l'échange sur lequel repose toute l'économie sociale contemporaine. C'est pourquoi les mesures pour détourner ou adoucir les crises monétaires ont une importance capitale pour la vie économique. Sous ce rapport, la sûreté de la vie économique exige une organisation saine de la circulation monétaire comme base indispensable d'une économie nationale bien établie.

(1) Jevons fut le premier qui accorda une attention spéciale à cette circonstance (*On the frequent autumnal pressure in the money market and the action of the Bank of England*, 1866).

Concernant les espèces métalliques, il est indispensable qu'il existe une quantité suffisante de monnaie de bon poids en circulation et en réserve, en rapport avec les fluctuations des paiements à l'intérieur et à l'extérieur du pays. La politique économique doit s'efforcer d'assurer cette réserve monétaire. Il faut ensuite qu'il existe une politique d'escompte à longue vue que seule une banque centrale peut diriger efficacement et conformément au but poursuivi. Au moment des crises il faut enfin que des établissements financiers et de crédit, capables de soutenir les marchés monétaires et de crédit, viennent à la rescousse de l'économie nationale.

IV

LA CRISE DE CRÉDIT

À côté de la monnaie, le crédit constitue le second et, en réalité, de beaucoup le plus puissant moyen de circulation. Son développement et son importance croissante entraînent un changement profond dans l'économie sociale à laquelle il donne l'empreinte caractéristique de l'économie contemporaine.

Dans le système économique purement monétaire, la circulation des richesses est basée sur l'intermédiaire immédiat de la monnaie. La marchandise s'échange contre une autre d'un caractère aussi réel, la monnaie. Alors, si le crédit est pratiqué, c'est, généralement, en vue seulement de la consommation. Mais ces opérations contiennent déjà le germe du crédit en tant que système : le créancier livre sa marchandise à autrui en échange d'une promesse de payer une contre-valeur dans le futur et c'est la foi dans l'exécution de cette obligation qui rend la transac-

tion actuelle possible. Dans le système du crédit, le crédit en vue de la consommation passe au second plan par rapport au crédit en vue de la production et le crédit devient, à côté de la monnaie, un facteur important de la circulation des valeurs et du processus de production. Le crédit est hautement facilité du fait que les droits de créance représentés par des titres écrits, comme les traites et les obligations de divers genres, peuvent se transmettre plus loin, peuvent être négociés. Ainsi le créancier, qui a vendu sa marchandise à crédit ou prêté son argent à terme, a toujours la possibilité de rentrer dans ses fonds au moment voulu. D'autre part, les titres de créance comme des valeurs facilement négociables jouent le rôle de succédanés de la monnaie et la remplacent comme moyen d'échange et de paiement. Et en fait, grâce à eux, une grande partie du commerce des marchandises s'effectue sans monnaie. Lors du règlement définitif des rapports de crédit, il devient également possible de réduire notablement l'emploi de la monnaie : par la compensation des obligations mutuelles (par des moyens de comptabilité) ou des créances mutuelles, comme cela se pratique, par exemple, dans les chambres de compensation. l'emploi de la monnaie peut être presque complètement évité. Par une application générale de la compensation, la monnaie en tant que moyen de paiement, apparaît seulement lorsque s'interrompt la chaîne des créances mutuelles ou lorsque des paiements unilatéraux empêchent toute compensation. Mais, dans ces cas, une nouvelle restriction dans l'emploi de la monnaie est obtenue par la concentration des paiements dans les banques et le développement des opérations par chèques ou par transferts. Ces opérations présupposent l'existence dans les banques de comptes créditeurs permettant d'apurer les obligations dans une mesure importante. Aussi, par le développement du crédit, la formule $m(\text{marchandise}) - \text{argent}$

— m (archandise) se rapproche de la formule $m - m$, les deux termes de cette formule n'étant séparés que par un intervalle de temps (1).

Par l'élimination de la monnaie lors de l'échange des valeurs, le crédit épargne à l'économie nationale une grosse dépense de forces productives qui, dans le cas contraire, devraient s'adonner à la production des métaux précieux. D'un autre côté, le crédit apporte à la circulation des valeurs un allègement inestimable. Grâce à lui beaucoup d'affaires deviennent possibles ou s'effectuent avec moins de frais et plus de commodité. Par lui les marchandises en cours de fabrication et ne pouvant encore s'offrir sur le marché, acquièrent une valeur d'échange et peuvent ainsi entrer dans la circulation. Le crédit détermine également une grande mobilité du capital et augmente ainsi son importance et son activité dans le processus de la production.

Dans le système du crédit, l'argent reste à la base de la circulation des richesses. Seulement, sa fonction comme instrument d'échange et moyen de paiement se restreint à l'avantage d'une autre de ses fonctions, celle de la mesure de la valeur. Par son élasticité et sa faculté d'accommodation à la demande, le crédit assure la stabilité de la valeur de la monnaie et en fait un étalon plus parfait des prix.

Le rôle du crédit pour la répartition du capital dans la production des richesses n'est pas moins important que dans la circulation des valeurs. Le crédit rend possible

(1) Comme indice indirect du développement du système du crédit on peut prendre l'intensité de la circulation métallique dans divers pays. D'après le Rapport du Directeur de la Monnaie des Etats-Unis d'Amérique, la quantité de monnaie métallique en circulation était en 1912 et par habitant de : en France, 203 francs ; dans les Etats-Unis d'Amérique, 125 ; en Angleterre, 93. Cependant, au point de vue de la richesse et de l'importance des échanges, l'Angleterre était au premier rang et la France au second.

la concentration des capitaux disponibles disséminés et leur utilisation dans la production. Il facilite le passage du capital entre des mains plus actives et rend possible la concentration de moyens importants dans des entreprises particulières exigeant de gros capitaux. Ainsi le crédit rend l'utilisation du capital plus complète et plus intense et augmente sa force productive.

Une autre conséquence importante du crédit consiste dans l'augmentation de la consommation. Si l'augmentation des forces productives au moyen du crédit provoque déjà par elle-même un accroissement de la production, le crédit donne, d'autre part, la possibilité de réaliser dans le présent pour la consommation la puissance d'achat qu'on attend dans l'avenir. Ainsi se crée une base plus large pour la production et un encouragement à l'application des forces productives.

D'une façon générale, le crédit tend à libérer l'activité économique de la garantie matérielle constituée par l'argent métallique, à donner au capital plus de mobilité, à combiner de la manière la plus avantageuse les forces productives — le travail et le capital —, à encourager la consommation — base de la production — et à mobiliser ainsi toutes les forces économiques actives.

Mais en même temps, le crédit provoque dans la structure de la vie économique des modifications dangereuses pour l'économie nationale. Car le crédit remplace un moyen sûr de circulation — la monnaie — par des succédanés moins certains. D'un autre côté, il disjoint le droit de disposer du capital dans la vie économique du droit, basé sur ce même capital, de revendiquer une quantité déterminée de valeurs. Le débiteur reçoit le droit d'emploi et de propriété du capital prêté, tandis que le créancier acquiert celui de revendiquer une quantité équivalente en valeur de la fortune du débiteur. Mais ce capital et ce droit de revendication entrent tous deux, et indépendamment l'un

de l'autre, dans la circulation économique. La réalité du droit de revendication dépend de la solvabilité des débiteurs et toute circonstance de nature à nuire à cette dernière fait chanceler la confiance qu'on a mise en elle. L'enchevêtrement des rapports de crédit fait naître une étroite dépendance entre les diverses unités économiques au sujet de la réalisation de ces revendications et de la possibilité de satisfaire aux obligations mutuelles qui en découlent. La confiance de chaque entreprise particulière dans l'activité et la solvabilité des autres devient la base de toute la structure économique. Plus le régime du crédit se développe, plus cette dépendance mutuelle des unités économiques devient étroite et plus la vie économique devient sensible aux perturbations organiques.

Tant que subsiste la confiance dans le cours régulier du processus de production, la disjonction entre le droit de revendication d'une valeur et sa possession réelle ne se manifeste, sous le régime du crédit, que dans le mode de répartition du revenu social. Mais aussitôt que la confiance disparaît, les droits disjoints manifestent une forte tendance à se réunir et cela mène à un violent ébranlement de toute la structure économique.

La confiance est une base chancelante pour l'édifice économique. Car elle reflète facilement les influences extérieures de nature à faire douter du cours normal du processus de production. Des nouvelles alarmantes, des événements intérieurs ou extérieurs de la vie politique et économique paraissant devoir nuire au développement ultérieur de la vie économique — tout cela peut inciter à la prudence et restreindre momentanément le crédit. Mais, en général, le régime du crédit semble résister suffisamment aux influences extérieures. Il n'est sérieusement menacé que par l'apparition de circonstances rendant impossible ou très difficile de faire face aux obligations de paiement et de réaliser les créances qu'on possède.

C'est ce qui arrive quand la production s'arrête par suite de surproduction ou de difficultés dans le domaine de l'échange : quand il y a un embarras dans la circulation monétaire à la suite d'une insuffisance de monnaie ou de perturbation dans le système monétaire ; ou bien encore, quand il se produit un bouleversement subit du système des valeurs. Dans le premier cas, il y a danger pour le pouvoir de production et la solvabilité des entreprises particulières. L'embarras dans la circulation monétaire gêne le crédit et diminue la certitude du paiement des créances à l'échéance. Un bouleversement dans le système des valeurs entraîne un changement dans la répartition des fortunes et des revenus, et rend ainsi douteuse l'exécution des obligations de paiement. Dans tous ces cas nous avons affaire à une perturbation de la vie économique sous forme de crises de production, d'échange, de circulation monétaire et de répartition, ce qui provoque un ébranlement du crédit. Mais cet ébranlement c'est l'anéantissement de l'instrument le plus important de circulation des valeurs et le retour à la circulation purement monétaire, tandis que la quantité de la monnaie avait été précisément réduite par le développement du crédit. C'est pourquoi la destruction du crédit provoque un arrêt dans la circulation des marchandises et dans les paiements, arrêt qui conduit à une élévation de la valeur de la monnaie en tant que moyen de circulation et d'étalon des valeurs. En même temps, il se produit une révolution dans la répartition du capital qui retourne des débiteurs aux créiteurs.

Même en temps normal une telle restriction du système du crédit doit causer de grandes pertes dans la vie économique nationale et rétrécir l'échelle de la production. Mais la liquidation des rapports de crédit a lieu alors progressivement, sans troubler la continuité du processus de production. La situation devient plus grave quand les perturbations de la vie économique indiquées ci-dessus coïn-

cident avec un moment de tension exagérée du crédit. C'est ce qui arrive dans les périodes de développement économique, puisque, en général, l'expansion du crédit va la main dans la main avec celle de la vie économique dont elle est un facteur puissant. Mais, d'un autre côté, elle entretient la spéculation et la tendance de la production à s'écarter des besoins ; en même temps, elle donne lieu à des abus et conduit à une forte tension de la chaîne des rapports de crédit. Cette tension devient une menace pour la stabilité de ce dernier et renforce la réaction dans la vie économique après la crise. Etant donné l'étroite dépendance mutuelle des entreprises particulières, un arrêt même minime de la circulation à crédit — à peine visible dans le cours ordinaire de la vie économique — peut, dans le cas considéré, devenir fatal et conduire à une catastrophe soudaine. L'arrêt des paiements, pour une raison quelconque, d'un nombre assez restreint de maisons et même d'un seul établissement important de crédit (comme, par exemple, de la banque Overend, Gurney and Co en 1866, en Angleterre), entraîne à sa suite une série d'autres faillites et des troubles sérieux dans les rapports mutuels des unités économiques particulières. La défiance continue à croître, augmente le nombre des cessations de paiement et se transforme vite en *panique*. Personne ne croit plus à personne, pas même aux maisons les plus connues et les plus solides, car on ne sait plus dans quelle mesure chaque entreprise particulière souffre de l'embarras général de la circulation économique. Les affaires s'arrêtent et tous s'efforcent de réaliser leurs créances ou d'assurer l'exécution de leurs engagements.

La crise de crédit affecte tout d'abord le domaine de l'activité économique qui apparaît comme le foyer de la maladie et s'étend ensuite à d'autres domaines. Il est naturel que les établissements de crédit soient particulièrement sensibles aux crises de crédit ; aussi la défiance

du public les atteint-elle d'abord. Le public assiège les banques pour retirer les dépôts qu'il leur a confiés et échanger les billets émis par elles. Les banques qui n'ont pas été extrêmement prudentes dans la conduite de leurs affaires sont exposées à devenir victimes de cette panique. C'est le sort qui menace particulièrement les petites banques d'émission ne jouissant pas d'une grande confiance comme, par exemple, les banques provinciales anglaises jusqu'au milieu du siècle passé, et la majorité des banques américaines d'émission actuelles. La *crise bancaire* constitue un type spécial particulièrement caractéristique de la crise de crédit; elle donne à la crise générale une acuité particulière. La panique atteint son apogée lorsque la banque centrale — le dernier rempart du crédit — paraît en péril et menace de suspendre ses paiements. Cela peut arriver non seulement à la suite d'un doute dans l'intégrité des moyens de la banque et l'irrécupérabilité de sa gestion, mais encore parce que la banque n'est pas en état de satisfaire aux demandes les plus instantes de capital liquide ou de moyens de circulation indispensables pour éviter une ruine complète de l'économie nationale. La perturbation de cette dernière doit forcément se refléter dans la situation de la banque centrale elle-même. L'épuisement des ressources de la Banque anglaise, ressources faibles en égard à la demande au moment des crises économiques, a été souvent la cause de l'aggravation des crises de crédit ou leur a même donné naissance (en 1797 et 1825 et, par la suite, à plusieurs reprises comme conséquence de la loi sur les banques de Robert Peel).

La panique est la suite de l'enchevêtrement étroit des rapports de crédit et des difficultés qu'on rencontre dans leur liquidation immédiate. Cette dernière ne peut s'effectuer sans commotions importantes de la vie économique, car elle signifie un bouleversement subit dans la posses-

sion et l'emploi des capitaux. Ce bouleversement est encore compliqué du fait que le capital emprunté se trouve souvent investi dans la production ou dans des opérations de crédit à longs termes. Il s'ensuit une demande considérable de capital liquide, de droits de propriété non matérialisés, en échange de propriété fixe ou à crédit. Les valeurs mobilières et les marchandises sont alors jetées sur le marché à très bas prix et, en même temps, le taux de l'intérêt atteint une hauteur inaccoutumée. A la grande demande de capitaux liquides s'ajoute très souvent un manque de monnaie en tant que moyen de circulation. C'est pourquoi une crise de crédit se complique ordinairement d'une *crise monétaire*. La liquidation précipitée des obligations de paiement d'un côté, la situation incertaine des affaires de l'autre, accroissent inopinément la demande de monnaie, alors que la ruine du crédit paralyse précisément la circulation des succédanés de la monnaie, tels que traites, billets de banque, etc. Le résultat est une crise monétaire aiguë, décrite dans le chapitre précédent, et constituant ici une manifestation partielle de la crise de crédit. A son tour, la crise monétaire contribue à la chute des prix et à l'élévation du taux de l'intérêt. La rareté de la monnaie devient alors un nouvel obstacle à la liquidation des créances et aggrave notablement la crise de crédit.

On peut éviter, tout au moins en partie, le manque de monnaie en faisant, en temps opportun, des émissions de billets de banque proportionnées aux besoins de la circulation monétaire. Mais, en un tel moment, les établissements de crédit et, en particulier, les banques centrales n'ont pas seulement le devoir d'accroître la quantité des moyens de circulation, ce à quoi on peut arriver, par exemple, par des avances au gouvernement. Ils doivent contribuer, de plus, au rétablissement de la confiance en ouvrant directement des crédits aux maisons sérieuses se trou-

vant, à la suite de la crise de crédit, dans une situation difficile. Des avances à court terme bien garanties (par exemple, par des valeurs mobilières, des warrants, des marchandises et autres objets) et consenties par les établissements de crédit ou le gouvernement (cette dernière mesure a été appliquée à plusieurs reprises en Angleterre par des émissions de bons du Trésor) peuvent adoucir la crise et accélérer l'assainissement des conditions économiques. En temps normal on peut craindre d'encourager par l'accord de larges crédits une spéculation excessive, mais lors d'une crise, la courte durée de celle-ci rend cette crainte vaine. En effet, en un tel moment l'échange des marchandises et des créances en argent comptant ou en valeurs ayant un cours facile est nécessaire, non en vue de spéculations ultérieures, mais pour liquider les engagements et soutenir les échanges économiques. En émettant de nouveaux moyens de circulation, les banques escomptent, pour ainsi dire, la création future du capital liquide pour faciliter la liquidation des créances dans le présent.

Les changements dans la répartition et l'emploi du capital provoqués par la crise de crédit ont, comme on l'imagine, une influence profonde sur l'économie nationale. Les entreprises peu sérieuses sont privées du soutien artificiel qu'elles trouvaient dans le crédit ; mais les entreprises sérieuses souffrent aussi du resserrement du crédit. Certaines branches de la production qui, dans la période de spéculation, avaient particulièrement attiré les capitaux, déçoivent maintenant les espérances qu'on avait mises en elles et souffrent ensuite pendant longtemps de la dé fiance des capitalistes. D'une façon générale, on observe, pendant un certain temps, un affaiblissement notable de l'activité de toute l'économie nationale et une diminution des échanges. La réduction du crédit après la crise économique constitue, à côté de la surproduction,

une des causes de la dépression de la période suivante.

Les crises de crédit se manifestent extérieurement par un nombre considérable de suspensions de paiements et de faillites, caractéristiques de toute crise économique. On ne peut vraiment imputer exclusivement aux crises de crédit cette épidémie de banqueroutes, car elles suivent aussi les perturbations du processus de production et de la répartition qui provoquent précisément la ruine du crédit. Mais la liquidation forcée des crédits engendrée par les crises de crédit augmente notablement les pertes des entrepreneurs et le nombre des faillites. Elle est aussi la cause réelle d'un nombre incommensurable de suspensions provisoires de paiements qui, au fort de la crise, paralysent souvent la vie économique. La crise de crédit concentre en un court laps de temps la liquidation des conséquences d'une activité erronée et le changement dans la répartition des richesses qui en résulte. C'est ainsi qu'apparaît le caractère aigu des crises économiques. La crise de crédit suivie d'une crise monétaire constitue le point culminant de la crise économique générale et, des diverses manifestations de cette dernière, ce sont celles qui s'imposent le plus à la vue. Elles donnent l'impression de constituer toute l'essence des crises. Mais, en réalité, elles sont des phénomènes extérieurs du domaine de la circulation des valeurs se produisant parallèlement à des perturbations profondes dans le processus de la production et de la répartition. La crise de crédit elle-même apparaît comme conséquence d'une perturbation dans le processus de production, de répartition ou de circulation des valeurs. Mais elle aggrave les perturbations partielles et les propage dans tout l'organisme de l'économie nationale. Il peut ne pas y avoir crise de crédit lors d'une crise générale économique. Alors celle-ci prend la forme plus calme d'une réaction économique. Mais la crise de crédit en même temps qu'une crise monétaire plus ou moins nettes manquent rarement ;

presque toujours, au contraire, elles impriment leur caractéristique extérieure aux crises économiques.

Malgré son action dévastatrice, la crise de crédit a cependant un bon côté : elle sert de pierre de touche à la solidité des bases de l'édifice économique et en élimine les parties défectueuses, en particulier les défauts de l'organisation du crédit. Elle indique, évidemment pour quelque temps seulement, les limites de son développement normal. Le dédoublement du droit de la propriété du capital effectué par le crédit doit, pour ne pas mener à une situation précaire, être maintenu dans des bornes compatibles avec les conditions normales de l'organisation économique et garantissant la mobilité de la circulation à crédit. Pour ne pas ébranler la solidité de l'édifice économique, l'extension du crédit doit être en concordance avec la structure juridique existante, l'organisation du crédit et du système bancaire, les disponibilités monétaires, la marche du processus de production, les fluctuations de la répartition des richesses et autres facteurs de la vie économique. Aussitôt que le crédit dépasse cette limite, l'activité économique de la société acquiert une base chancelante et il suffit alors d'un rien pour la troubler.

C'est pourquoi il est très nécessaire pour l'économie nationale que l'organisation du crédit soit établie sur des fondements solides et satisfasse à certaines conditions. Les habitudes du monde des affaires, l'organisation des banques et la politique de crédit peuvent beaucoup contribuer à prévenir et à écarter les abus du crédit. L'expérience des affaires de banque, en particulier la mauvaise organisation des banques d'émission, ont beaucoup aidé dans le passé à abuser du crédit et à aggraver les crises de crédit. Dans ces derniers temps, on s'est efforcé d'écarter les abus dans ce domaine par la centralisation et la réglementation par l'Etat de l'émission des billets de banque. D'un autre côté, on s'efforce, par la création de

grandes banques centrales contrôlant toute la circulation monétaire et à crédit, de donner au crédit national une direction centralisée ainsi qu'un appui dans les moments difficiles des crises.

Quoique la réglementation d'État et de saines habitudes du monde des affaires aident beaucoup au développement normal du crédit, il faut cependant reconnaître qu'elles sont insuffisantes pour prévenir les crises et l'abus du crédit. La loi et les coutumes ne peuvent pas protéger complètement l'homme de la tentation et empêcher tous les excès. L'organisation économique actuelle recèle en elle-même des causes qui conduisent à l'abus du crédit et engendrent une situation difficile tant dans ce domaine de la vie économique que dans les autres.

V

LA CRISE DE MARCHANDISES

Les crises monétaires et de crédit se présentent comme des dérangements de l'appareil extérieur de la vie économique. Des crises d'un autre genre se manifestent comme des perturbations affectant immédiatement l'activité économique dans les domaines de la production et de la circulation des richesses. Parmi elles, la crise commerciale dans le sens strict du mot, ou, plus exactement, la crise de marchandises, constitue la forme la plus caractéristique d'une perturbation économique aiguë. Dans ce cas il s'agit d'une dépréciation des marchandises détenues par les commerçants et tellement considérable qu'un grand nombre d'entre eux se ruinent ou se voient dans l'impossibilité de remplir leurs obligations de paiement. Il va sans dire qu'une pareille dépréciation en provoquant l'ébranlement du crédit

et un remaniement de la répartition du capital et des fortunes, agit défavorablement d'autre part sur toute l'activité économique. Si la dépréciation concerne une seule espèce de marchandises, on parle d'une crise partielle des marchandises de cette branche. Lors d'une crise commerciale dans le sens propre du mot, il se produit une dépréciation de la plupart des marchandises du commerce en gros, à moins que des circonstances spéciales ne préservent telle ou telle espèce de produits contre la baisse générale des prix.

La baisse des prix de toute une série de marchandises est l'indice que de graves événements de la vie économique ont provoqué des modifications dans l'offre et la demande de ces biens. La modification peut être du côté de la demande et provenir d'une diminution de la faculté d'achat d'une partie de la population. La diminution de la faculté d'achat de la population agricole, par exemple à la suite de récoltes mauvaises ou trop abondantes, peut provoquer la chute des prix d'autres produits et la baisse générale. Les fléaux naturels, les expéditions militaires, les soulèvements populaires, en tant qu'ils diminuent le pouvoir d'achat, peuvent agir dans le même sens. La baisse des prix devient plus générale encore, si les débouchés commerciaux se ferment à la suite d'opérations militaires, de guerres de tarifs douaniers ou de changements soudains dans les rapports commerciaux internationaux.

Seulement les modifications des conditions de la demande ont rarement lieu subitement et dans une mesure suffisante pour provoquer une crise commerciale. Il faut pour cela qu'il existe une certaine tension préliminaire entre la demande et l'offre. Alors la réduction de l'offre rompt définitivement un équilibre instable. La véritable cause des crises commerciales gît précisément dans cette divergence initiale entre les conditions de l'offre, c'est-à-dire des prix et de la quantité des marchandises, et celles

de la demande, déterminée par le pouvoir d'achat et les désirs des consommateurs.

Dans cette divergence entre la demande et l'offre, c'est cette dernière qui joue le rôle principal, parce que les conditions de l'offre sont beaucoup plus susceptibles de changements. Nous verrons plus tard que la quantité et les prix des biens sont capables de variations beaucoup plus considérables que la demande. D'ailleurs, ces variations des prix réagissent sur la production ultérieure et l'importation des marchandises et aggravent encore la discordance entre les prix et la demande. Comme suite à l'élévation exagérée des prix, par exemple, un phénomène secondaire se produit : la consommation diminue et cela conduit ordinairement à une nouvelle détermination des valeurs des marchandises.

Étant donné la complexité de l'organisation de l'économie nationale, il est impossible de fixer exactement à l'avance les conditions de l'offre et de les rendre adéquates à celles de la demande. D'où la possibilité indiquée ci-dessus d'une forte divergence entre elles. Par suite de l'étendue du marché, de la vive concurrence entre les commerçants et de la difficulté de supputer les conditions futures de la demande et de l'offre, la spéculation acquiert une grande influence sur la détermination des prix et, généralement, sur l'activité commerciale. La tâche de la spéculation, c'est d'accomoder l'activité économique et les prix des marchandises aux besoins effectifs. Mais elle peut se tromper ou exagérer l'importance des facteurs réels. C'est ce qui arrive habituellement et il en résulte une élévation des prix ne correspondant pas aux conditions effectives. Dans ce cas, les prix dus à la spéculation dirigent l'activité économique sur une fausse voie et, en augmentant la discordance qui existe entre eux et les conditions réelles, ils conduisent à une révolution brusque et inévitable dans les prix ultérieurs des marchandises.

Le domaine des crises commerciales, c'est le commerce en gros, surtout celui des matières premières et des matériaux accessoires les plus importants pour l'industrie, des produits de l'agriculture, des denrées coloniales et aussi des objets manufacturés, ceux-ci particulièrement dans le commerce extérieur. Dans le commerce de détail, les fluctuations des prix sont moins importantes et moins brusques et les réserves de marchandises limitées aux besoins courants des clients. Le commerce en gros, au contraire, a affaire avec des réserves importantes de marchandises et les prix y sont soumis à des fluctuations continues dépendant des modifications ininterrompues des conjonctures sur le marché mondial et les marchés locaux. C'est ici le domaine de la spéculation ; en observant les oscillations des prix et l'étendue variable des besoins, elle doit apprécier les conjonctures et guider le commerce. Mais c'est ici également que se révèlent ses défauts qui conduisent à des conséquences désastreuses pour le commerce.

Il se présente souvent des cas de nature à favoriser les tendances spéculatives : c'est, par exemple, une élévation forte et inattendue des prix de toute une série de marchandises importantes à la suite d'une restriction de l'offre, de conditions défavorables pour la production ou d'une insuffisance d'importations ; ou bien une augmentation subite de la demande pour l'exportation ou la consommation intérieure ; ou bien encore, l'espoir de conjonctures brillantes dans l'avenir ou une spéculation dans d'autres branches de l'activité économique. Des cas de ce genre sont d'autant plus susceptibles d'exciter la spéculation que la situation du commerce était plus difficile dans la période antérieure. Dans les moments de dépression, lorsque tous cherchent une issue à l'arrêt général des affaires et saisissent avec avidité toute occasion qui s'offre de conclure une transaction avantageuse, les gens d'affaires sont particulière-

ment prédisposés à s'exagérer l'amélioration des conjonctures et à se laisser guider imprudemment par leur optimisme.

Si en un tel moment s'ouvre un nouveau marché promettant un bon débit, les marchandises s'y dirigent en immenses quantités. Non seulement on s'exagère alors la puissance d'achat qu'il possède, c'est-à-dire l'importance de la demande, mais les marchandises nécessaires à la satisfaction d'un seul et même besoin y affluent de toutes parts et indépendamment les unes des autres. Dans leur hâte à profiter de l'occasion qui se présente, il arrive souvent que des exportateurs insuffisamment renseignés sur ses véritables besoins, y envoient des marchandises ne répondant pas au goût local ou ne convenant absolument pas (1).

Mais bientôt il apparaît que le marché est saturé et pourvu de marchandises souvent pour de nombreuses années, qu'on ne sait qu'en faire, ni même comment les conserver. Sous la pression des arrivages ininterrompus, les prix s'effondrent.

Les commerçants, après avoir réalisé des bénéfices importants au début, sont contraints de se défaire de leurs marchandises à des prix dérisoires ou de les laisser se détériorer en magasin. L'histoire du commerce anglais présente une série d'exemples frappants de tels « *over-trading* » (suivant l'expression caractéristique anglaise) du commerce extérieur, cas dans lesquels la spéculation, comme le dit Mac Culloch, dépassa souvent les limites des jeux de hasard (2). Tel fût le cas en 1809, 1818 et 1824 sur certains marchés sud-américains et d'outremer ;

(1) Comme exemple caractéristique d'une telle étourderie, on raconte que lors de l'ouverture du marché brésilien en 1808, un spéculateur eut l'idée d'envoyer dans ce pays tropical une grande quantité de patins (J. MAWE, *Travels in Brazil*, 1812. pp. 324-330).

(2) *Principles of Political Economy*, 2^e édit., p. 329.

en 1814-1815 sur ceux de l'Europe et des Etats-Unis de l'Amérique du Nord (1) ; en 1851 en Californie ; en 1854 en Australie (2), etc.

Nous avons vu la même chose à Vladivostock après la guerre russo-japonaise, lorsque les marchandises y affluèrent de tous côtés et y remplirent tous les locaux et tous les magasins. Etant donné les conditions de la vie économique actuelle, il y a un besoin constant de nouveaux marchés et cette circonstance jointe à la concurrence sans cesse croissante et au caractère illimité de l'activité économique, rendent inéluctables des erreurs de ce genre chaque fois que se produit une occasion favorable.

Une crise de marchandises sur les marchés étrangers a sa répercussion sur le marché intérieur. L'arrêt de l'exportation exerce une pression sur les prix du marché intérieur et gêne l'activité économique. Si cette exportation avait précédemment pris de grandes proportions et provoqué un développement exagéré des forces de production, ainsi qu'une forte spéculation sur les marchés et une tension du crédit, alors son arrêt amène une crise économique sérieuse dans le pays exportateur.

La spéculation sur marchandises peut se développer aussi sans causes extérieures, comme simple conséquence de l'évolution de la vie économique en liaison avec le mouvement cyclique de l'activité.

Les forces productives comprimées pendant la période de dépression par les bas prix tâchent, à la première occasion favorable, de rejeter leurs entraves et de s'employer dans une direction quelconque. Ainsi, peu à peu elles raniment la vie économique. Dans de telles périodes d'amélioration de la conjoncture, la spéculation peut se faire

(1) Voir mon ouvrage : *Geschichte d. Handelskrisen in England*, 1907, chap. VII-XI.

(2) Voir : TH. TOOKE and W. NEWMARCH, *History of prices*, t. VI.

jour dans tous les domaines de la vie économique, à plus forte raison dans le commerce, qui est pour elle le terrain le plus favorable. L'animation de l'industrie et l'accroissement de la consommation augmentent la demande des matières premières les plus importantes et des matériaux accessoires. Aussi les prix de ceux-ci montent-ils d'autant plus vite que les réserves, par suite des bas prix de la période précédente de dépression, s'épuisent et deviennent insuffisantes pour les besoins courants. D'autres circonstances peuvent de même faire monter les prix et provoquer une spéculation sur le marché des marchandises : ainsi, par exemple, des perfectionnements dans la technique de la production, la création de nouvelles voies de communication et la fondation de nouvelles entreprises industrielles. C'est pourquoi la spéculation commerciale concorde d'ordinaire, mais cependant pas toujours, avec une période fiévreuse de fondations et d'essor dans l'industrie. Mais la spéculation, en sortant des réalités, hausse les prix outre mesure. Dans de telles circonstances, la folie de la hausse ne se limite pas généralement aux marchandises qu'elle avait en vue au début ; par suite de la dépendance mutuelle des prix des marchandises, d'une part, et du caractère contagieux de la spéculation, d'autre part, celle-ci s'étend à toutes les marchandises, à moins que des circonstances spéciales ne s'opposent à l'élévation des prix de certaines d'entre elles. Les spéculateurs recherchent même avec une ardeur particulière les marchandises qui sont encore restées en dehors du mouvement général afin de les y faire entrer. Il est évident que ce mouvement ascensionnel des prix est accompagné d'un accroissement de la production et de l'importation des marchandises.

Les commerçants, pour augmenter leurs achats, recourent naturellement au crédit dans de larges proportions. Ceci, en même temps que des phénomènes analogues dans d'autres domaines de la vie économique, amène une

forte tension du crédit, qui rend la vie économique particulièrement sensible aux perturbations.

Et en réalité, après une courte période de relèvement général, des troubles apparaissent dans tous les domaines de l'économie nationale. Du fait de l'accroissement de la production et des importations, les marchandises encombrant peu à peu le marché, alors que la consommation, comprimée par les prix élevés, non seulement ne peut pas se développer en proportion, mais doit même se restreindre. Le débit des marchandises devient de plus en plus difficile, tandis que les réserves augmentent sans cesse. La difficulté de la vente des produits oblige les fabricants à réduire leurs achats de matières premières : les commerçants, dans l'attente de la baisse des prix, se gardent d'acheter des quantités importantes de marchandises. Les transactions nouvelles ne s'effectuent que dans la mesure indispensable et par petites quantités pour les besoins courants. Quant aux réserves, qui se répartissent, en période normale, entre un grand nombre de commerçants, elles se concentrent maintenant chez les producteurs et les grossistes importants, c'est-à-dire chez les agents primordiaux de la répartition. Les hauts prix se maintiennent un certain temps encore grâce à un recours de plus en plus large au crédit. Mais le caractère anormal de la situation se manifeste déjà par la tension extrême du marché monétaire et du crédit. Les capitaux disponibles s'épuisent, s'immobilisent dans des réserves de marchandises. Le taux de l'intérêt croît en proportion et le crédit s'obtient de plus en plus difficilement. Les éléments les plus faibles deviennent bientôt incapables de continuer une lutte inégale avec les conditions modifiées de la vie économique. Ils font des concessions ou se ruinent, et entraînent d'autres entreprises dans leur chute.

Une réaction se fait maintenant jour de deux côtés. De l'un, on cesse de tabler sur le maintien des prix élevés

auquel avaient tendu tous les efforts, et il s'en suit qu'une offre considérable comprime encore davantage les prix. A cela s'ajoute l'influence de la crise du crédit qui commence. La baisse des prix détruit la confiance dans l'exécution des obligations de paiement et mine la base du crédit. Dans le cas actuel, la crise de crédit apparaît comme l'expression de l'incertitude de la situation économique ; elle indique qu'il est indispensable d'abandonner les procédés malsains de l'activité économique et de déblayer le terrain pour en édifier de nouveaux. La crise du crédit, non seulement anéantit le soutien au moyen duquel les prix élevés s'étaient maintenus en dépit d'une situation économique de plus en plus défavorable, mais cette même crise aide à les faire tomber davantage encore. Car les commerçants sont contraints de vendre leurs marchandises à tout prix pour acquérir les moyens de satisfaire à leurs obligations de paiement. Quant aux spéculateurs, ils s'efforcent maintenant à l'envi de se débarrasser de leurs stocks avant que les prix aient atteint le niveau le plus bas.

L'intensité de la demande, d'un côté, l'insuffisance en temps de crise de capital disponible, de l'autre, entraînent une chute profonde des prix. Cette chute ne se limite pas aux marchandises ayant donné lieu à la spéculation mais, grâce au mécanisme de la détermination des prix et à la perturbation générale des affaires, elle acquiert un caractère général. Une baisse de prix allant jusqu'à 30-40 0/0 et plus sur les marchandises les plus importantes est un phénomène habituel en temps de crise (1). Aussi com-

(1) Voir les tables de chute des prix en temps de crise dans mon ouvrage : *Geschichte der Handelskrisen in England*. On a observé la même chose à l'époque des crises récentes de 1900 en Allemagne, de 1907 aux États-Unis d'Amérique et en 1920-21 lors de la crise mondiale actuelle. Lors de la dernière crise la chute des prix a dépassé les records de la crise de 1815. Ainsi les textiles (coton, laine, soie) d'avril 1920-mars 1921 ont subi une baisse de 70-80 0/0, les cuirs plus de 60 0/0, les métaux (cuivre, étain, plomb, zinc) près de 50 0/0 en moyenne.

prend-on que les pertes des commerçants lors d'une crise de marchandises soient énormes. Le grand nombre des suspensions provisoires de paiements et de faillites n'en donne qu'une idée approximative. Le nombre de ces dernières atteint, dans les années de crise, le double ou le triple du chiffre ordinaire.

La crise de marchandises, quand elle provient de causes intérieures, n'est qu'une manifestation partielle d'une crise économique générale. A côté de la crise de crédit, la crise de marchandises constitue le phénomène de beaucoup le plus marquant et le plus caractéristique d'une crise générale et contribue beaucoup à l'acuité et à l'importance de celle-ci.

La baisse des prix peut se produire après une crise économique générale et sans spéculation préalable sur les marchandises, comme simple conséquence des conditions du marché monétaire et de celui du crédit pendant la crise, ainsi que de la réduction de l'échelle du processus de production, c'est-à-dire du volume de la production et de la consommation. Mais dans ce cas la baisse des prix n'est pas assez importante pour provoquer une perturbation sérieuse dans la circulation des marchandises. Tout se borne à des pertes partielles chez les commerçants.

Ainsi, la chute des prix à l'époque des crises de marchandises est la conséquence : 1^o du gonflement des prix dû à la spéculation et de l'existence de réserves exagérées ; 2^o des crises monétaire et de crédit et de la diminution subséquente de la demande. On peut lutter contre la chute excessive des prix par des mesures diminuant le manque de crédit et ramenant la confiance dans les milieux commerciaux. Une excellente mesure de ce genre consiste dans l'octroi aux maisons sérieuses, par les banques centrales ou même par le gouvernement, de crédits nouveaux et d'avances sur marchandises ou sur toutes autres garanties sérieuses. Cela a été souvent pratiqué en Angle-

terre et dans d'autres pays. Une telle mesure n'arrête pas la baisse des prix tant que cette baisse correspond à la situation réelle des choses, mais elle remédie à l'acuité de la crise et à une chute exagérée des prix, qui provoque des modifications importantes dans la répartition des fortunes, restreint l'esprit d'entreprise et crée, par conséquent, des conditions malsaines pour la vie économique. L'aide accordée par le gouvernement ou par les banques centrales pendant les crises, particulièrement aux commerçants, a été souvent critiquée comme étant de nature à diminuer le sens de la responsabilité chez ces derniers et comme encourageant la spéculation. Pour cela il faut admettre, évidemment, que les entrepreneurs sont seuls coupables des pertes qu'ils font et des difficultés qu'ils rencontrent. Mais une telle conception revient à ignorer complètement les forces motrices internes de la vie économique contemporaine qui mènent aux crises et à perdre de vue le lien étroit reliant chaque entreprise particulière à une conjoncture sur laquelle elle est à peu près sans action. D'un autre côté, les fautes individuelles se reflètent sur toute la société et les crises font souffrir, non seulement les spéculateurs, mais aussi les entrepreneurs les plus conservateurs et les plus prudents. Aussi est-il vain de placer son espoir dans l'expérience amère des pertes déjà subies, et les « leçons » d'une crise n'empêchent pas le retour à peu près régulier de la suivante.

Si actuellement les crises de marchandises ont notablement perdu de leur acuité et de leur importance pour la vie économique, c'est pour des raisons profondes, provenant des modifications qui ont eu lieu dans l'organisation de la vie économique au cours du dernier demi-siècle. Une révolution considérable dans les moyens de communication, l'accélération et le coût réduit du transport des marchandises, les perfectionnements dans les méthodes

d'information et de renseignements ont élargi le marché tout en permettant de l'observer mieux. En conséquence, les prix locaux divers s'établissent conformément à ceux du marché mondial et leurs oscillations diminuent d'intensité, tandis que les réserves locales de marchandises deviennent plus proportionnées aux besoins. Le consommateur et le producteur sont maintenant plus près l'un de l'autre ; les intermédiaires sont éliminés dans la mesure du possible ; les fabricants reçoivent plus souvent que jadis les matières premières directement des producteurs et livrent leurs produits immédiatement aux consommateurs ou aux détaillants en évitant les grossistes. De leur côté, ces derniers réduisent leurs réserves, s'en remettant aux fabricants du soin d'y pourvoir et se bornent souvent à leur transmettre les commandes des détaillants (1). Le capital commercial diminue en comparaison des autres formes qu'il affecte et cependant c'est précisément lui qui, suivant la juste expression de Tugan-Baranowski (2), a été autrefois le principal coupable des excès de la spéculation. D'un autre côté, avec la différenciation dans le domaine commercial, la spéculation sur les marchandises les plus importantes devient la spécialité d'une classe de spéculateurs expérimentés opérant à la bourse des marchandises, où le risque devient inoffensif, parce qu'il se répartit chaque jour entre un grand nombre de personnes aisées. A la suite de ces modifications dans le commerce, les crises de marchandises, qui étaient autrefois la cause principale de l'acuité des crises économiques, perdent maintenant de leur importance dans les pays avancés. Ici les modifications des prix, sans provoquer des crises aiguës, ont plutôt un caractère symptomatique indi-

(1) Cette évolution du commerce est également indiquée dans l'« *Enquête des Vereins für Socialpolitik über die Störungen im deutschen Wirtschaftsleben im J. 1900* », T. 103, pp. 102-104.

(2) *Les crises industrielles*, 1900, p. 153.

quant les oscillations périodiques de l'intensité de la vie économique et de la marche de la capitalisation

Les crises de marchandises sont, à proprement parler, des crises de prix. Leur influence immédiate sur l'économie nationale se traduit avant tout par une nouvelle répartition des fortunes et des revenus, car chaque modification du système des prix signifie un changement dans la répartition au profit ou au désavantage des possesseurs des diverses espèces de marchandises. Les crises de marchandises diminuent provisoirement le capital commercial, particulièrement dans le commerce de gros, et une partie de ce capital passe à d'autres classes de producteurs ou dans la consommation. Il faut remarquer que les pertes dans le milieu commercial n'affectent, en général, que les grossistes ; dans le petit commerce, la baisse des prix se manifeste lentement et, par conséquent, augmente les bénéfices. Evidemment, toutes les modifications de prix qui ne correspondent pas à des circonstances réelles de la vie économique comme, par exemple, leur élévation par suite de la spéculation avant la crise et leur baisse exagérée pendant celle-ci, entraînent une consommation inéconomique des richesses : artificiellement réduite dans le premier cas et devenant de la prodigalité dans le second. Le résultat positif, dans le second cas, consiste en ce que la société s'accoutume à une consommation plus large. Le plus grand mal résultant du bouleversement de prix, c'est son influence néfaste sur la production.

VI

LES CRISES DE BOURSE ET DE SPÉCULATION

Parmi les objets du commerce, les valeurs mobilières occupent une place spéciale. Elles se divisent en : 1^o Obli-

gations, c'est-à-dire reconnaissances de dettes d'administrations publiques comme l'État et les communes ou de corporations particulières comme, par exemple, les compagnies de chemins de fer, les sociétés industrielles par actions, les banques hypothécaires etc., donnant droit à un revenu fixe, ou intérêt ; 2^o Actions, c'est à-dire des certificats de parts d'entreprises industrielles dans le sens large de ce mot donnant droit à une part du bénéfice de ces entreprises. Les deux espèces de valeurs mobilières représentent donc des droits de propriété sur des placements du capital et sur les revenus qui en résultent.

Grâce à l'existence des bourses, les valeurs mobilières acquièrent une mobilité particulière et constituent un moyen très commode de circulation du capital privé. Les cours cotés à la bourse indiquent la valeur des droits de propriété qu'ils représentent en tant que sources de revenus, et leur niveau dépend directement de l'importance de ces derniers et du taux de l'intérêt du capital à l'époque considérée. Il dépend également de la sécurité présumée du revenu et des chances de le voir se développer ultérieurement. La plus minime variation de la rentabilité et des chances de développement des entreprises de sociétés par actions ou une modification des garanties des emprunts font osciller les cours des actions et des obligations. Ces oscillations sont parfois si considérables qu'elles entraînent une forte modification dans l'importance et la répartition du pouvoir d'achat de la société. De tels changements dans la vie économique peuvent conduire, dans des conditions déterminées, à un trouble du procès de production et de circulation des richesses.

Il est clair que la dépréciation d'une grande quantité de valeurs mobilières et, par conséquent, l'annulation d'une quantité importante de capital privé ne signifie pas encore une crise économique dans le sens technique de ce mot. La dépréciation d'une grande quantité de fonds

d'État, à la suite de la banqueroute de cet État, entraînerait un changement profond dans la répartition du revenu public au profit des contribuables et au détriment des détenteurs de ces fonds ; dans le cas d'emprunts extérieurs, elle provoquerait une perte réelle pour le pays créiteur. La baisse des cours des actions et obligations des entreprises industrielles entraîne habituellement aussi une perte correspondante de capital, tant pour les détenteurs de ces papiers que pour l'ensemble de la société. La perte d'une portion importante du capital social ou des modifications sérieuses dans la répartition des fortunes et des revenus constituent par elles-mêmes une catastrophe financière et sociale. Mais elles ne doivent pas nécessairement provoquer une perturbation dans la production et la circulation des richesses, en particulier si elles ont lieu progressivement, au cours d'une période plus ou moins longue. Mais une perturbation de ce genre se produit toujours dans une mesure plus ou moins grande, lorsque ces modifications dans la constitution ou la répartition du capital social surviennent d'une façon brusque.

Une perturbation de la vie économique se manifeste d'abord dans la circulation des valeurs mobilières. Celles-ci, en tant que moyens de placement du capital, constituent un objet très important du commerce. Ici, comme dans d'autres branches commerciales, il s'est formé une classe spéciale d'intermédiaires pour le lancement et le placement définitif des valeurs de bourse, c'est-à-dire pour l'investissement initial du capital dans les entreprises par actions ou les emprunts, d'une part, et pour la circulation des valeurs mobilières, de l'autre. A cette classe appartiennent tout d'abord les banquiers qui lancent les valeurs de bourse et les personnes qui professionnellement font le commerce des valeurs mobilières, ne fût-ce que fictivement, comme c'est souvent le cas, par exemple, dans les opérations à terme. A eux se joi-

gnent, particulièrement dans les périodes d'élévation des cours, de nombreux spéculateurs occasionnels qui comptent tirer profit des variations de la cote. Les établissements de crédit, les bailleurs de fonds et les intermédiaires, qui fournissent des capitaux aux boursiers, sont également intéressés à la circulation des valeurs mobilières. Il se constitue ainsi une classe nombreuse d'individus, dont l'importance résulte surtout des millions et même des milliards investis dans les valeurs mobilières. Pour ces personnes ayant transformé en titres, non seulement une partie importante de leur fortune, mais souvent aussi des capitaux empruntés et plusieurs fois supérieurs à leurs ressources personnelles, les oscillations des cours ont une signification bien autrement importante que pour la masse des détenteurs ordinaires de titres. Des variations relativement modérées des cours entraînent ici des modifications considérables de la fortune des intéressés et peuvent conduire à ces perturbations aiguës de cette branche de l'activité sociale qu'on nomme *crises de bourse*.

Les crises de bourse peuvent éclater, comme cela a été indiqué déjà, à la suite de l'arrêt des paiements de leurs dettes par les états ou les communes (ce sont alors des *crises* dites *financières*), ou à la suite de la ruine de grosses entreprises privées fondées par actions ou obligations. Les crises de bourse apparaissent dans ces cas comme des échos de pertes importantes de capital privé se traduisant par la chute des cours et les modifications corrélatives de la conjoncture de la bourse. Les crises qui proviennent du processus même de la circulation ont pour nous un plus grand intérêt que ces crises occasionnelles dont les causes sont extérieures à la bourse. On peut les dénommer plus exactement *crises de spéculation*. Dans ces cas, la chute importante et subite des cours s'explique par les erreurs et les abus de la spéculation et

nullement par une modification réelle de la valeur des titres. La diminution possible de la valeur effective des capitaux investis n'a, dans ces crises, qu'une importance secondaire.

La spéculation (la prévision de la conjoncture future), en tant que facteur de détermination des prix, joue un rôle important dans la fixation des cours des valeurs mobilières. Cela provient en partie de la difficulté de déterminer la valeur effective des placements du capital que les titres représentent, en partie aussi de la variabilité continue des bases de cette détermination et, enfin, des conditions de l'offre et de la demande de ces valeurs. Ces circonstances, jointes à la mobilité spéciale des valeurs mobilières, favorisent la spéculation de bourse, ou, plus exactement, l'agiotage c'est-à-dire l'occupation ayant pour but de tirer profit des variations des cours au moyen d'opérations de bourse. La spéculation est indubitablement utile à la circulation des titres. Elle étend et anime le marché, fait agir sur les cours toutes les circonstances, actuelles ou qu'on escompte, susceptibles de réagir sur la valeur réelle des titres et réduit l'amplitude des oscillations des cours. Mais elle a également un mauvais côté : la grande mobilité des valeurs de bourse donne à celles même qui sont douteuses, une apparence de solidité et maintient leurs cours à une hauteur exagérée. D'un autre côté, l'animation des affaires de bourse crée une prédisposition à abuser de la spéculation ; l'agiotage introduit dans les cours un élément de jeu qui leur fait dépasser la valeur réelle des titres et engendre une illusion fâcheuse. Les manifestations nuisibles de cette exagération sont la cause des crises de spéculation.

Deux circonstances favorisent le développement de l'agiotage : des variations fréquentes et brusques des cours, en particulier, leur élévation rapide, et l'existence d'une grande quantité de capital disponible à la recherche d'un

placement avantageux. Il existe un état déterminé de la vie économique, un stade défini du cycle économique particulièrement favorable à l'agiotage. C'est à la fin de la période de dépression, lorsque l'esprit d'entreprise se réveille sous l'influence de l'animation renaissante et sous la pression de la masse des forces productives insuffisamment utilisées. L'industrie et le commerce ont encore de la difficulté à employer avantageusement eux-mêmes tout le capital disponible à la recherche d'un placement définitif qui, par l'entremise des banques, s'offre aux entrepreneurs à très bas prix (1).

On comprend que, dans de telles conditions, les valeurs mobilières et les opérations de bourse attirent l'attention des capitalistes. Sous la poussée du capital à la recherche d'un placement avantageux et, par suite, du bas niveau du taux de l'intérêt, les cours des valeurs de bourse, qui rapportent un certain revenu, montent. D'abord ceux des titres de premier ordre, puis ceux des actions et obligations moins solides. Ainsi une conjoncture favorable naît dans ce domaine de la vie économique et le distingue nettement du marasme général. Grâce au mouvement ascensionnel des cours, les valeurs mobilières deviennent un placement avantageux pour le capital et un objet commode pour la spéculation. L'agiotage en se développant peu à peu élargit le marché. Cette heureuse situation permet sou-

(1) Les périodes de spéculation sont régulièrement précédées d'un taux très bas de l'intérêt. Ainsi, au xix^e siècle, le taux de l'escompte sur le marché était, en 1824 et 1833, au-dessous de 2 0/0 ; en 1844, l'escompte de banque tomba jusqu'à 1 3/4 0/0, etc. En 1894, le taux de l'escompte était en moyenne sur le marché de Londres de 1,69 0/0, en 1895 de 0,81 0/0, en 1896 de 1,52 0/0, en 1897 de 1,87 0/0 et parfois même encore moindre. A Paris, l'escompte moyen sur le marché était en 1894 et 1895 de 1,63 0 0 ; en 1896 de 1,83 0 0, en 1897 de 1,96 0/0. (Cf. *Enquête des Vereins für Socialpolitik über die Störungen im deutschen Wirtschaftsleben im J. 1900*, t. VI, p. 30-31 ; J. ESSER, *Konjunktur und Geldmarkt 1902-1908*, 1909, p. 320).

vent aux gouvernements et aux communes de lancer de nouveaux emprunts qui trouvent un bon accueil chez capitalistes et spéculateurs. En même temps l'élévation des cours et l'abondance de capitaux disponibles donnent aux gouvernements la possibilité de procéder à la conversion d'anciens emprunts à taux élevés en emprunts à taux plus bas. Cette circonstance augmente le nombre de capitalistes qui, afin d'éviter la réduction de leurs revenus, cherchent des valeurs donnant un rendement plus élevé, les rend moins prudents dans le choix de leurs placements et plus enclins à la spéculation. Il est clair que les gouvernements à crédit douteux profitent de la tendance favorable de la bourse des valeurs pour lancer des emprunts promettant un revenu supérieur et trouvant par suite rapidement preneurs. Il est arrivé très souvent à des capitalistes naïfs ou avides de gain de payer de leur argent, dans un accès de fièvre de spéculation, l'aménagement d'États nouveaux plus ou moins exotiques, ou les prodigalités de gouvernements peu consciencieux. Une longue série de banqueroutes de pays de l'Amérique Centrale et du Sud, ou du Sud et de l'Est de l'Europe ont pour point de départ des emprunts lancés à telle ou telle bourse de l'Europe à l'époque où la spéculation y faisait rage.

La spéculation sur les actions acquiert des dimensions plus grandes encore. Dès le moment où la vie économique commence à se relever, les entreprises par actions jouissent d'une faveur particulière du public, qui espère trouver dans les entreprises collectives dotées de grandes ressources de nouveaux modes d'emploi avantageux du capital et qui voit dans les actions un placement commode de ses disponibilités. C'est pourquoi les actions constituent un objet très propre à la spéculation : leurs cours laissent une marge indéfinie pour les variations, étant donné la difficulté de supputer leur rendement et la possibilité d'une augmentation illimitée de celui-ci. De plus, l'émis-

sion des actions ne dépend pas, comme celle des fonds d'État, de facteurs extérieurs ; elle satisfait ainsi mieux aux exigences du public en quête de valeurs mobilières. Il est donc naturel que, dans les périodes de fort agiotage, les cours des actions montent souvent d'une façon extraordinaire (parfois jusqu'à 10-30 fois et même jusqu'à 60-90 fois la valeur d'émission). La base d'estimation de la valeur marchande d'une action, ce n'est pas seulement la confiance dans sa valeur réelle, confiance fondée sur le rendement prévu de l'entreprise mais, bien plus encore, le degré de confiance dans sa valeur spéculative, c'est-à-dire dans la possibilité de la revendre à un cours plus élevé à un autre spéculateur avant le moment du desengagement général. Le commerce des titres dégénère en une sorte de jeu de hasard et les avantages que certains titres présentent pour ce jeu deviennent un élément important de leur valeur marchande. La hausse s'étend progressivement des valeurs spéculatives plus ou moins à toutes les valeurs mobilières, ne fût-ce qu'à cause du caractère contagieux de la fièvre de spéculation. Ici nous rencontrons à nouveau un phénomène que nous avons déjà remarqué en étudiant la spéculation sur marchandises. Mais étant donné les qualités spéciales ainsi que la facilité et l'accessibilité des négociations de titres, la fièvre de spéculation acquiert une intensité particulière. Sortant des milieux boursiers, l'agiotage s'étend à des couches toujours nouvelles et entraîne dans ces opérations des éléments inexpérimentés, exclusivement guidés par la passion du jeu. Les capitalistes étrangers à la bourse, les commerçants, les fonctionnaires, les employés de toutes espèces possédant de petites économies, les petits rentiers et les professions libérales, tous sont représentés dans l'armée toujours plus nombreuse des spéculateurs cherchant dans le jeu de bourse une occupation excitante et un gain facile. Cette manie s'étend d'autant plus facilement que la

valeur nominale des actions est plus faible (en Angleterre, d'ordinaire une livre sterling, dont une partie seulement versée), que le jeu à la Bourse est plus accessible aux grandes masses et que celles-ci ont une connaissance plus faible des questions économiques (1).

La recherche fiévreuse des actions fait naturellement naître une masse d'entreprises par actions et en fait projeter une quantité d'autres. L'animation du commerce et de l'industrie, qui suit habituellement à une certaine distance la spéculation de bourse, la renforce à son tour. Elle donne une raison, souvent le simple prétexte, à la fondation d'une quantité considérable de nouvelles entreprises et à l'émission d'actions, surtout dans les branches d'activité dont le public est particulièrement féru à un moment donné. En Angleterre, par exemple, les entreprises préférées étaient : en 1825, les mines, en 1835-1836, les banques par actions et les chemins de fer ; ces derniers le furent à nouveau en 1845-1846, etc. (2). Les

(1) L'extension et l'intensité de l'agiotage sur les titres sont facilitées par la concentration de leur commerce à la Bourse, la simplicité technique de ce genre d'opérations, l'aide des banques, le caractère impersonnel mais précis de cette sorte de marchandise et, point essentiel, le fait que les valeurs de bourse constituent un placement du capital. Or, ce placement est une question intéressant des personnes appartenant à tous les mondes. La multiplication des bourses de commerce, la standardisation des marchandises les plus importantes, la simplification et le développement de la technique de la spéculation sur marchandises rapprochent notablement cette dernière de celle sur les valeurs mobilières. Cependant, la spéculation sur marchandises sort rarement d'un cercle de personnes intéressées à une branche déterminée du commerce et conserve ainsi un caractère plus professionnel.

(2) La concentration des nouvelles entreprises dans des branches déterminées d'activité économique est caractéristique des périodes de spéculation. La prédilection pour des entreprises d'un genre déterminé s'explique par un plus grand rendement des entreprises déjà existantes du même genre ou par l'espoir, basé sur certaines considérations, d'en retirer un profit considérable. Elle s'explique encore du fait qu'un marché étendu pour des valeurs déterminées présente de grands avantages pour la spéculation.

périodes de spéculation sont des moments favorables pour le lancement d'entreprises utiles exigeant un grand capital actions qu'on aurait difficilement trouvé en temps ordinaire. L'Angleterre et l'Amérique doivent, dans une notable mesure, la construction rapide de leurs réseaux développés de chemins de fer à des périodes de spéculation de ce genre. Mais, en même temps, l'agiotage effréné fait surgir une multitude de sociétés par actions sans bases sérieuses et dont l'unique objet est de donner matière à un jeu de bourse et d'enrichir les promoteurs. Et ces « bubbles » ou « bulles de savon », comme les Anglais les dénomment justement, étouffent souvent d'autres entreprises plus sérieuses et plus utiles et empêchent leur développement.

La recherche fiévreuse des actions et le mouvement de fondation de sociétés anonymes prend parfois des proportions monstrueuses. Ainsi, en Angleterre, la valeur en bourse des actions et des obligations à l'époque de la spéculation sur les mers du Sud, en 1720, atteignit 500 millions de livres sterling; la valeur nominale des emprunts et actions émis en 1824 et 1825 était de 350 millions de livres sterling, dont environ 50 millions avaient été versés etc. (1); enfin, en 1895, la valeur en bourse des seules actions de mines d'or et foncières dépassait 215 millions de livres pour une valeur nominale de 50 millions. Cette élévation formidable de la valeur en bourse au-dessus du capital réellement versé constitue le phénomène le plus caractéristique des périodes de spéculation. Quant à la valeur résultant de la capitalisation du revenu possible, elle est habituellement inférieure à celle du capital versé. La différence constitue une valeur fictive, créée et entretenue par l'agiotage seul.

(1) Voir mon livre : *Geschichte der Handelskrisen in England*, 1907, pp 104, 252, etc.

La spéculation sur valeurs mobilières dure d'ordinaire quelques mois seulement, rarement plus de 1 an ou 18 mois. Peu après que la spéculation a atteint son apogée, le krach survient subitement. La spéculation renferme en elle-même les causes de sa ruine. Le resserrement du marché monétaire après une période d'agiotage intense donne tout d'abord lieu à une baisse des valeurs de bourse. Les demandes exagérées de capitaux et de numéraire émanant des nouvelles entreprises par actions et de la spéculation elle-même augmentent le taux de l'intérêt. Et cela d'autant plus que l'épidémie de la spéculation à la bourse s'accompagne d'une activité fébrile dans le commerce et l'industrie. Le renchérissement de l'argent mine dans ses fondements la spéculation à la bourse, qui ne peut vivre que de l'abondance du capital disponible. La spéculation à la bourse se fait à l'aide du crédit. Le renchérissement de celui-ci oblige beaucoup de spéculateurs à liquider leurs opérations. L'alourdissement du marché qui en résulte incite les spéculateurs plus prudents à hâter la réalisation de leurs gains avant la chute générale des cours. L'augmentation de l'offre et la diminution de la fièvre de spéculation font fléchir les cours. Le desenivrement devient peu à peu général. Convaincu que le jeu est fini et que la baisse définitive des cours est inéluctable, chacun s'empresse de recéder ses titres avant que les cours aient atteint le niveau le plus bas. La panique qui s'ensuit anéantit d'un coup les valeurs fictives créées par la fantaisie et la spéculation. L'optimisme exagéré fait place à un pessimisme excessif et même les cours des valeurs solides tombent au-dessous du niveau justifié par leur rentabilité. La chute exagérée des cours est particulièrement facilitée par une crise de crédit naissant à la suite de la crise de bourse, lorsque la répercussion de cette dernière sur la vie économique devient assez étendue et assez sérieuse pour faire naître des dou-

tes sur la solvabilité de milieux commerciaux étendus. Mais, d'ordinaire, la crise de crédit se limite à un cercle étroit de spéculateurs ainsi que de banques et de capitalistes les soutenant. La crise de bourse désorganise pour un certain temps le commerce des valeurs, ce qui se traduit, et par le niveau anormalement bas des cours, et par leurs fluctuations désordonnées.

La crise de spéculation a une action funeste sur le sort des entreprises et des projets qui surgissent pendant son cours. Non seulement elle anéantit dans l'œuf tous les projets d'entreprises nouvelles, mais beaucoup de jeunes entreprises ayant déjà commencé à fonctionner et établies sur des bases sérieuses doivent disparaître par suite de la défiance générale et de l'affaiblissement de l'esprit d'entreprise.

Les crises de spéculation entraînent des changements importants dans la répartition des fortunes au profit des spéculateurs et faiseurs de projets heureux. A vrai dire, les milieux boursiers sont ceux qui souffrent relativement le moins des crises de bourse, parce que généralement ils discernent de bonne heure le danger qui s'annonce et, non seulement l'évitent, mais souvent vont jusqu'à tirer profit de la conjoncture nouvelle en spéculant à la baisse. A côté d'un certain nombre de spéculateurs de profession qui se ruinent, les perdants se rencontrent surtout parmi des étrangers à la bourse qui y ont été attirés par le jeu. Les crises de spéculation agissent donc dans le sens d'une concentration des fortunes. Si elles entraînent une destruction de capitaux, celle-ci n'a, dans ces crises, qu'une importance secondaire, car elle est le résultat de la diminution de l'esprit d'entreprise et de la cessation de beaucoup d'affaires ayant pris naissance pendant la période de spéculation.

En considérant la réaction des crises de bourse sur la production, il faut faire une distinction entre les consé-

quences directes des crises de bourse et celles des crises financières et de pertes de capital social, lorsque celles-ci apparaissent comme la cause initiale des crises de bourse. Une crise financière a une répercussion profonde sur la production. Quoiqu'elle puisse procurer un avantage à la classe productrice en la libérant par la banqueroute de l'État du paiement des intérêts de la dette d'État, elle anéantit, par contre, la source des revenus de la classe spéciale, très nombreuse dans certains pays, des rentiers ou, plus généralement, des détenteurs d'obligations d'État, lesquels sont surtout des consommateurs. Il en résulte une diminution de la consommation et, par conséquent aussi, un ralentissement de l'activité économique et un changement qualitatif de la consommation, qui entraîne parfois des crises partielles de production. Les crises de bourse, par contre, abstraction faite des pertes de capital social ou privé qui sont à leur base, ne provoquent elles-mêmes que des modifications dans la répartition des fortunes d'un nombre restreint de personnes et une perturbation temporaire du commerce des valeurs. Mais celles-ci n'ont pas d'influence notable sur la production, car elles ne changent pas d'une manière appréciable l'importance et la composition de la consommation sociale.

Ce qui vient d'être dit s'applique aussi, en général, aux crises de spéculation. Le mal causé par la spéculation sur les valeurs mobilières, en particulier sur les actions, en période d'essor économique consiste en ce qu'elle introduit son esprit dans le commerce et l'industrie et accentue les tendances qui y règnent. Elle agit de façon exclusive sur le placement des capitaux disponibles en les dirigeant surtout vers certaines branches de la production qu'elle préfère, et contribue ainsi à rompre l'équilibre entre la production et la consommation. Cependant, il ne faut pas s'exagérer le rôle de la spéculation sur les actions. Étant donné son peu de durée, l'influence qu'elle exerce

sur la production est assez limitée (cela est particulièrement vrai pour les spéculations du xviii^e et du commencement du xix^e siècles qui eurent, depuis leur début jusqu'à leur fin, le caractère net d'un jeu de hasard). D'un autre côté, la spéculation de bourse elle-même n'est souvent que l'indice des tendances générales régnant en même temps dans le commerce et l'industrie, que leur reflet dans le domaine de la circulation des valeurs mobilières. Les crises de spéculation et la nouvelle répartition des fortunes qu'elles entraînent modifient peu par elles-mêmes les conditions de la production existantes avant la période de spéculation. Il est clair que la disparition des fortunes fictives créées par la spéculation modère pendant un certain temps la consommation qui s'était accrue, en particulier, celle des objets de luxe. Mais, en général, de toutes les sortes de crises, celles de bourse constituent, dans la forme la plus pure, un *phénomène de répartition* et se répercutent moins que toutes les autres sur la production.

La spéculation de bourse peut avoir une existence plus ou moins propre comme anomalie unique ou dominante de la vie économique, comme cela a été souvent le cas au xvii^e et au xviii^e siècles. Les plus importants exemples de ce genre sont : la célèbre spéculation sur les actions de la Compagnie des Indes liée au nom de John Law et celle sur les actions de la Compagnie de la Mer du Sud, qui ont eu lieu presque en même temps en France et en Angleterre (en 1719-1720). Mais ordinairement la spéculation de bourse se présente comme une des manifestations de l'expansion économique parallèlement à des spéculations dans d'autres domaines de la vie économique. Dans ce cas, elle n'est qu'une manifestation partielle d'un phénomène général. Une période d'essor économique commence, d'ordinaire, par une spéculation de bourse. Cette dernière occupe également le premier rang dans la suite des manifestations d'une crise économique

générale. Constituant l'espèce la plus mobile et la plus sensible de toutes les spéculations, elle est la première à ressentir les modifications de la conjoncture et elle s'effondre en face des premières difficultés de la période de réaction qui suit. La crise de bourse précède souvent d'une année et plus, mais habituellement de quelques mois, les troubles dans d'autres domaines. Elle se présente donc comme un précurseur et en même temps comme une des causes immédiates de l'effondrement général ultérieur de la production.

L'élément de jeu tient une place très importante dans la spéculation de bourse. De ce fait et grâce aussi à ce qu'elle est facilement accessible au grand public, elle acquiert des proportions plus importantes que la spéculation dans toute autre branche de l'activité économique. On ne peut prévenir les nombreux abus de la spéculation et la maintenir dans des limites déterminées que par une meilleure éducation économique du grand public et qu'en soumettant à une législation appropriée les opérations de bourse ainsi que la fondation et la gestion des entreprises par actions. Au nombre de ces mesures législatives appartiennent la limitation de la spéculation de bourse, surtout de celle portant sur les certificats provisoires, l'établissement d'une valeur nominale minimum assez élevée des actions afin de rendre la spéculation plus difficile au grand public et de protéger la petite épargne contre les pertes, la responsabilité des fondateurs, etc. Mais les restrictions légales, tout en ayant leurs mauvais côtés, ne peuvent empêcher la spéculation exagérée et les crises qui en résultent, si la vie économique crée périodiquement un terrain favorable à l'apparition et au développement de ces phénomènes.

VII

LA CRISE INDUSTRIELLE

La crise industrielle est un phénomène beaucoup plus compliqué et beaucoup plus important que la crise commerciale. Le capital commercial est mobile : il est investi dans des marchandises ou en valeurs mobilières. La dépréciation de ces dernières a pour conséquence de faire passer en partie la fortune des marchands à d'autres classes de producteurs et de consommateurs, et c'est par cela que les choses se terminent dans le domaine du commerce. La circulation des marchandises ne reste pas longtemps bouleversée et se rétablit rapidement sur la base d'une nouvelle échelle des valeurs. L'industrie, au contraire, emploie un capital incomparablement plus considérable et en majeure partie immobilisé, ainsi qu'un grand nombre d'ouvriers. Ici, une crise provoque des pertes ou une forte diminution du profit, souvent pendant de nombreuses années. L'emploi du capital se réduit en conséquence et le nombre des ouvriers occupés diminue. La crise n'est pas ici un simple phénomène de répartition, mais elle réagit à un fort degré sur l'état du capital social et sur sa productivité : ainsi elle porte un bien plus grand préjudice au bien-être économique du pays.

Une crise dans une branche quelconque de l'industrie se manifeste sous la forme d'une disproportion entre la masse des forces productives qui y sont employées et la possibilité de les utiliser profitablement. Mais cette disproportion ne se manifeste que quand le marché est déjà encombré par les produits de cette industrie et quand la baisse des prix oblige les entrepreneurs à cesser d'employer une partie des forces productives ou à les employer

avec un profit réduit, pour permettre à la consommation d'absorber tout le produit.

Il est bien clair qu'étant donné la complexité et l'immensité de l'organisation économique contemporaine, il peut facilement se produire, dans des *branches particulières de l'industrie*, une surproduction effective (des produits) ou potentielle (des moyens de production). Etant donné la grande division du travail et le fractionnement de la production, il est encore plus difficile pour le producteur que pour le commerçant de juger de la conjoncture et de régler tous les stades de la production des marchandises conformément aux besoins réels de la société. Cette difficulté est encore augmentée du fait que les entreprises industrielles sont aptes à un genre déterminé de production et que leur adaptation à un genre différent est difficile ou impossible. Aussi des modifications de la consommation, quelles qu'en soient les causes — nouvelle répartition des fortunes et des revenus, changement des besoins et des modes, apparition de branches concurrentes de l'industrie, ou autres bouleversements dans les conditions du débit —, peuvent réduire la demande des produits d'une industrie déterminée et provoquer une surcapitalisation. Les progrès de la technique de la production et l'augmentation de la productivité du capital peuvent avoir les mêmes conséquences. Quoique le perfectionnement de la technique de la production diminue le coût des produits, il arrive rarement que la consommation augmente avec la même rapidité que la production, et il lui faut d'ordinaire un certain temps pour se développer proportionnellement. D'autre part, le manque ou le renchérissement des matières premières dans une branche donnée de l'industrie peut limiter la production et provoquer également une disproportion entre le capital employé dans cette industrie et la consommation, ou bien encore imposer de gros sacrifices aux industriels s'ils veulent maintenir leur production au

niveau primitif. C'est ainsi que la famine du coton après 1860 arrêta une grande partie des broches et des métiers de l'industrie cotonnière et causa aux fabricants, particulièrement aux petits, des pertes énormes. Nous avons assisté dans les dernières années d'avant guerre à un phénomène semblable, quoiqu'en proportions fort réduites, lorsque le renchérissement du coton força de restreindre notablement la production de l'industrie cotonnière. D'une façon générale, les causes pouvant provoquer des crises industrielles sont si diverses qu'on peut bien dire avec Roscher (1) que « toute circonstance augmentant subitement et fortement la production ou diminuant la consommation ou ne troublant même que l'ordre ordinaire de l'échange des marchandises est capable de provoquer une crise dans la branche correspondante de la production ».

Les industriels peuvent également souffrir d'une baisse subite des prix des matières premières, lorsque, dans le but de spéculer, ils en ont accumulé des quantités importantes. Mais ceci est déjà une sorte de spéculation commerciale et, s'il n'y a pas surproduction dans cette industrie, les suites de telles spéculations sont les mêmes que lors d'une crise commerciale ordinaire. A mesure que l'importance du commerce indépendant des matières premières et des produits demi-fabriqués diminue et que les risques commerciaux sont assumés par les entreprises industrielles, ces dernières sont, malheureusement, de plus en plus entraînées dans des spéculations commerciales dont elles ont parfois fortement à souffrir. La production industrielle en tant que telle ne peut que gagner à la diminution des prix des matières premières, puisque le bon marché de ses produits en augmente le débit.

Les crises industrielles, exactement comme celles du

(1) *Ansichten der Volkswirtschaft*, 1861, p. 312.

commerce, présentent un caractère particulièrement aigu quand elles se produisent après une période de prix élevés, de gros profits et de recrudescence d'activité ayant conduit à des dépenses importantes de capital et à une forte tension du crédit. Alors, quand la surproduction apparaît, la pression en est plus forte et plus sensible et le bouleversement de l'industrie en devient plus profond. Les perturbations de la vie économique résultant d'une révolution dans la technique, de la diminution de la consommation et de l'exportation ou d'autres modifications de la conjoncture extérieure, ont le caractère d'une dépression moins aiguë mais, par contre, plus tenace et plus persistante.

Une crise dans une seule branche de la production peut provoquer une perturbation partielle de la vie économique nationale. Mais, malgré la dépendance mutuelle des diverses branches de l'industrie, elle ne peut entraîner une crise générale industrielle et, par suite, une crise économique générale, que s'il coexiste des causes plus profondes agissant dans le même sens. (Une crise dans une branche de l'industrie peut même servir au développement d'une autre branche concurrente. Ainsi, la famine du coton après 1860 a bien paralysé l'industrie cotonnière, mais a, par contre, favorisé le développement de l'industrie du lin et de la laine). Par contre, les *crises générales industrielles* proviennent des conditions générales de la vie économique à un moment donné, conditions qui conduisent à un bouleversement général de l'économie nationale. Il se peut d'ailleurs que ces conditions se manifestent tout d'abord et avec une force spéciale dans quelque branche particulière de la production et en fassent le point de départ d'un mouvement s'étendant à toute la production industrielle et à la vie économique toute entière. L'essor et la dépression périodiques de l'industrie constituent la manifestation principale, mais cepen-

dant partielle, des fluctuations périodiques qui se font jour en même temps, mais avec une intensité différente, dans tous les domaines de la vie économique : la production, la circulation et la consommation. C'est pourquoi les causes générales dont elles proviennent coïncident avec celles des fluctuations de la vie économique, quoique des circonstances spéciales puissent parfois placer l'industrie à la tête du mouvement.

Une crise aiguë dans le domaine de la production industrielle est précédée d'une période de recrudescence de la spéculation. Les signes précurseurs de ce développement de l'industrie sont les mêmes que dans le cas des spéculations commerciales : une production et une consommation limitées, des taux du profit et de l'intérêt réduits, une accumulation continue de capital disponible, c'est-à-dire ne trouvant qu'un placement provisoire et en quête d'une application définitive et plus rémunératrice. En un mot, c'est une période de concentration des forces économiques attendant une occasion favorable de se déployer.

C'est souvent le commerce qui donne à ces forces l'occasion de s'employer dans le domaine de la production industrielle. Dans la majorité des cas — surtout dans le passé — c'est le commerce qui absorbe tout d'abord les produits de l'industrie. De ce fait il possède une grande influence sur l'industrie et lui sert de guide. La spéculation sur les articles manufacturés, soit en vue de l'exportation ou de l'accroissement de la consommation intérieure, augmente les profits des producteurs et peut les séduire au point de les amener à augmenter outre mesure la production et à développer leurs entreprises. Conformément à la disposition générale de la vie économique, ce mouvement s'étend à d'autres branches de l'industrie par suite de leur dépendance mutuelle. L'essor peut même se prolonger, tandis que les spéculations commerciales lui

ayant donné naissance cessent. L'animation de l'activité économique et l'accroissement de la consommation continuent alors à entretenir une production croissante.

La production agricole peut également donner l'impulsion initiale à l'industrie. Une amélioration subite de la situation de la population agricole peut stimuler l'industrie et animer la vie économique. Des récoltes abondantes lorsque la conjoncture est favorable à l'estimation des produits agricoles, ou de bonnes récoltes dans un pays exportateur de ces produits, sont souvent des stimulants de ce genre. Il faut mentionner aussi l'influence d'une augmentation importante de l'extraction de l'or et de l'argent qui entraîne un accroissement correspondant de la demande d'autres produits et élève le niveau général des prix. Comme exemple, au cours du xix^e siècle, d'une réaction importante de la production des métaux précieux, on peut indiquer l'essor économique après 1850, essor fortement favorisé par l'augmentation de l'extraction de l'or après la découverte des riches gisements de Californie et d'Australie. Une émission exagérée de papier-monnaie agit, au début, de façon analogue.

Les causes de l'essor industriel peuvent également naître dans l'industrie elle-même. Des perfectionnements techniques et l'application de nouvelles découvertes donnent à l'industrie la possibilité de provoquer de nouveaux besoins, d'étendre les limites de satisfaction des anciens et d'élargir ainsi son champ d'action. Cet essor s'étend à d'autres branches de la production et finit par gagner toute la vie économique. Ainsi, le développement sans pareil de l'industrie cotonnière après 1780, à la suite de l'invention récente de procédés mécaniques de filage et de tissage, entraîna un essor général de l'économie nationale en Angleterre, essor qui conduisit à la grande crise de 1793. Un rôle analogue a été joué en Allemagne après 1890 par l'étonnant développement de l'industrie électrique.

Une fois commencé, le mouvement d'essor se poursuit ensuite avec une énergie croissante et anime toute la vie économique. Dans tous les domaines économiques s'ouvre une ère d'activité renforcée, d'utilisation intensive de toutes les forces productives et, en même temps, une augmentation de la production. C'est le commencement d'une période de gros profits et de consommation croissante, mais, encore plus, de capitalisation intense.

Cette dernière se manifeste particulièrement par le rôle dominant que joue dans l'essor économique la production instrumentaire, c'est-à-dire les branches de l'industrie consacrées à la fabrication des moyens de production comme : matériaux de construction, machines, métaux, etc. L'augmentation de la consommation et de la production des biens consommables a pour conséquence un renforcement immédiat et une extension de la préparation des accessoires et moyens de production. Mais tandis que la production des biens consommables se règle jusqu'à un certain point sur la consommation effective à l'époque donnée, l'industrie instrumentaire n'est pas sous son contrôle. Ayant pour fonction de créer des instruments de production, elle se règle d'après la demande de biens consommables qu'on prévoit pour l'avenir, et ainsi elle marche en tête du mouvement d'essor guidée par la spéculation. Comme résultat, les revenus croissants de la population sont dépensés pour augmenter les moyens de production de tous genres, à commencer par le charbon et les minerais, pour finir par les instruments de production et les machines.

Par suite de l'absence de contact direct avec la consommation finale, d'une part, et des liens étroits entre les industries instrumentaires, de l'autre, il se produit une émulation mutuelle artificielle entre ces branches de la production du fait de la consommation productive de leurs propres produits. L'essor de l'une, non seule-

ment contribue au développement de celles qui en dépendent, mais y crée des consommateurs de ses produits. Dans le domaine de la production il se passe, comme le remarque justement un enquêteur (1), quelque chose d'analogue à l'émission de traites de complaisance dans le domaine du crédit. Ici comme là, il y a absence complète d'une base économique réelle. De plus, l'essor de l'industrie instrumentaire est soutenu par l'apparition d'entreprises qui, comme par exemple, les chemins de fer, exigent de grosses dépenses de capital en vue d'une utilisation de longue durée.

L'essor industriel est beaucoup facilité par le développement du crédit et s'accompagne d'une tension de celui-ci. Le capital emprunté afflue par diverses voies dans l'industrie. D'un côté, les entreprises industrielles font un plus grand usage du crédit chez les fournisseurs de matériaux, c'est-à-dire qu'elles sont financées par les commerçants, ou bien elles placent leurs obligations chez les capitalistes. D'un autre côté, elles trouvent une aide active dans les banques qui investissent leurs disponibilités dans les actions et les obligations d'entreprises industrielles ou qui leur accordent des crédits et des avances de façon habituelle. Le rôle des établissements de crédit dans le financement de l'industrie s'est particulièrement accru dans ces derniers temps avec le développement des sociétés par actions.

Quelle que soit la cause de l'essor industriel : demande de l'extérieur ou augmentation de la consommation intérieure, on s'aperçoit rapidement et d'ordinaire après 4 ou 5 ans, que la production a dépassé la demande effective et que le marché est saturé de marchandises. Leur débit devient difficile et les produits s'accumulent chez les pro-

(1) Enquête des Vereins für Socialpolitik sur *Die Störungen im deutschen Wirtschaftsleben im J. 1900*. Opuscule 107, p. 112.

ducteurs. La surproduction se fait tout d'abord sentir dans les branches qui viennent en tête du mouvement ascendant et atteint habituellement son apogée dans la production instrumentaire. Ceci est très naturel, car, dès que l'écoulement devient difficile et que le capital disponible renchérit, l'esprit d'entreprise tombe ou cesse d'étendre les entreprises existantes et d'en fonder de nouvelles. Comme conséquence, la demande de moyens de production décroît, alors que leur production était calculée en vue d'un accroissement futur de la demande. Tout d'abord on essaye de lutter contre les difficultés en recourant de nouveau au crédit pour maintenir les prix, retenir la marchandise, garder la production à son niveau précédent, ou mettre en marche les entreprises commencées. Le recours répété au crédit se traduit par une gêne extrême du marché monétaire ou, plus exactement, du capital et l'on se plaint de « l'insuffisance de capital ». Et cependant l'économie nationale se trouve déjà en état de surcapitalisation latente et prête à se manifester bientôt dans toute sa force. D'ailleurs, il y a bien insuffisance réelle de « capital disponible » car, par suite des difficultés de la réalisation des marchandises, on voit se tarir les sources qui donnent naissance au pouvoir d'achat, lequel apparaît sur le marché sous forme de capital disponible à prêter. En d'autres termes, le capital cesse de créer du capital pour ceux qui le possèdent et commence à exiger du capital disponible pour se conserver. Ici nous nous trouvons en présence d'une contradiction remarquable du régime capitaliste : l'organisme économique devient subitement paralysé par l'abondance des richesses parce que la voie de circulation de ces richesses — la consommation — ne s'est pas élargie proportionnellement à la production. Aussitôt que l'industrie est privée de l'appui du crédit, que ce soit subitement, à la suite d'une crise de crédit, ou progres-

sivement à cause du manque de capital libre, une chute des prix se produit inéluctablement.

La baisse des prix affecte les industriels doublement. D'abord, ils perdent sur les stocks de produits et de matériaux, non encore réalisés; ensuite ils perdent en tant que propriétaires d'établissements industriels dont la multiplication excessive devient maintenant évidente. Avec l'apparition de la crise on s'aperçoit que le nombre des entreprises, non seulement surpasse le besoin qu'on a d'elles dans le cas d'une demande réduite, mais encore dans celui d'un développement normal de la consommation. On s'aperçoit que, dans l'ardeur de la spéculation, trop d'entreprises ont été montées légèrement ou tout à fait inutilement dans l'intérêt unique des fondateurs. La surproduction des moyens de production constitue un trait caractéristique des crises industrielles et la cause de leur longue durée. Les établissements industriels ne sont généralement utilisables que pour le but spécial pour lequel ils ont été créés; leur adaptation à d'autres fins est difficile ou impossible; il n'est pas jusqu'à leur cession qui ne soit difficile, même à très bas prix. La diminution du rendement les déprécie et donne lieu à une lutte désespérée contre les conditions nouvelles de la vie économique. Si même les pertes de capital social se trouvent un peu réduites grâce à cette lutte, la convalescence de la vie économique n'en devient que plus longue et s'accompagne de tous les inconvénients des époques de transition.

La crise, si cruelle qu'elle soit, n'est pour les industriels que le début d'une période plus ou moins longue de faibles profits et même de pertes, d'une époque de liquidation et de dépression. Dans sa lutte contre les conditions nouvelles, l'industrie s'efforce de s'y adapter et de redevenir lucrative. Le problème consiste à mettre une masse de moyens de production en harmonie avec la demande.

Une augmentation de la consommation au moyen d'une diminution des prix de revient pourrait y amener. Et de fait, l'aggravation de la conjoncture conduit à une augmentation de la production dans de nombreuses branches de l'industrie travaillant avec un capital fixe important. Par une meilleure utilisation des forces productives, l'amélioration de la technique de la production, la réduction des dépenses générales, on s'efforce d'obtenir une diminution des prix de revient. Mais on n'arrive pas partout et encore moins dans l'industrie instrumentaire à réaliser par la diminution du prix des produits une augmentation correspondante de la consommation. Il n'en résulte donc qu'une recrudescence de la concurrence et une aggravation de la dépression. C'est ce qui a lieu habituellement dans l'époque qui suit la crise (pendant un ou deux ans) dans l'industrie métallurgique, la construction des machines, l'industrie charbonnière et minière, à moins qu'il ne devienne possible, par la réglementation ou la centralisation de la production, d'adapter rapidement cette dernière à la demande.

La stimulation de la consommation est d'autant plus importante pour les producteurs dans cette période de stagnation, qu'ils sont privés à ce moment de l'appui habituel du commerce. Ordinairement, les commerçants tiennent en dépôt de grandes quantités de marchandises et font ainsi des avances de fonds aux producteurs. Lorsque les prix baissent, les commerçants se restreignent à la quantité absolument indispensable de marchandises, et placent ainsi les producteurs dans une dépendance étroite de la consommation courante.

L'exportation à l'étranger constitue une seconde issue pour le placement du surplus de la production, pour l'utilisation et la conservation des installations existantes et pour le maintien de la production à son niveau précédent. Mais ce moyen n'est applicable avec succès qu'aux

branches de l'industrie prévues pour l'exportation et organisées en conséquence (1).

En même temps il se produit une autre conséquence de la surcapitalisation : l'élimination d'une partie des forces productives. La concurrence en s'aggravant oblige les entreprises travaillant dans des conditions défavorables ou financièrement faibles à interrompre la production avec perte partielle ou totale du capital investi, tandis qu'une autre partie des entreprises est contrainte de suspendre provisoirement son activité. Ordinairement il se produit également une réduction générale de la production dans certaines branches, réduction volontaire ou convenue entre les entreprises intéressées. Ceci est facile à réaliser dans les industries organisées en cartels ou syndicats, et cela constitue d'ailleurs l'un des buts principaux visés par ces organisations. Des usines fermées, des hauts-fourneaux éteints ou des établissements industriels ne fonctionnant qu'à charge réduite, constituent l'image caractéristique des crises industrielles.

Ainsi, grâce à l'extension de la consommation, à l'augmentation du débit et à la limitation de l'activité des forces productives, on arrive à un certain équilibre entre la production et la consommation et des prix se fixent qui donnent aux producteurs un profit modéré ou fournissent du moins les intérêts à payer au capital investi. Ce résultat, quoiqu'obtenu par une limitation forcée des forces productives, est cependant indispensable pour le développement ultérieur de la vie économique. Car, dans notre

(1) La difficulté d'amener les marchés étrangers à absorber l'excès de la surproduction intérieure, quand il n'existe pas une organisation solide et permanente de l'exportation, a été démontrée après la crise industrielle russe de 1900, lorsque les faibles essais faits dans ce sens n'ont été couronnés d'aucun succès. Voir B. F. BRANDT, *Crise commerciale et industrielle en Russie*, 1904, p. 171-173, 202-205, 211-220.

organisation économique fondée sur la propriété privée et la liberté de la concurrence, le profit est la force motrice de l'activité économique et l'une des bases d'une répartition équitable du produit social proportionnellement à la contribution économique de chaque entrepreneur.

Conformément aux deux tendances mentionnées pour améliorer la situation de l'industrie, des changements importants de la technique et de l'organisation de la production se produisent ordinairement dans les périodes de dépression. Les perfectionnements de la technique, l'invention de nouvelles machines et la découverte de nouveaux procédés de production ont ordinairement leur origine dans les années difficiles de dépression. Rendant les produits moins coûteux, étendant la consommation et provoquant de nouveaux besoins, ils constituent souvent la base d'une nouvelle période d'essor. De plus, les crises favorisent la grande production qui, grâce à ses puissants moyens et à un outillage technique meilleur, surmonte plus facilement les crises et se montre plus forte dans la lutte contre les entreprises concurrentes. A ce moment se constituent diverses associations d'entrepreneurs (cartels, syndicats, trusts, etc.) ayant pour but d'accroître le rendement des entreprises par une meilleure utilisation des capitaux investis et la réduction du prix de revient ou par la limitation de la concurrence mutuelle grâce à la réglementation de la production et du débit. Quoique ces associations aient avant tout en vue les intérêts des entrepreneurs, elles peuvent cependant, quand il n'y a pas d'abus, agir favorablement sur l'économie nationale en facilitant le rétablissement de l'équilibre entre la production et la consommation, ainsi qu'en contribuant à la rationalisation de la production et de la fixation des prix. Mais, en réalité, leur politique intéressée renforce souvent la dépression et gêne le rétablissement rapide de la vie économique normale. D'ailleurs, nous devons par la suite

et à une autre occasion parler plus en détail des associations d'entrepreneurs et de quelques autres conséquences des crises économiques.

La crise économique s'accompagne d'une *crise ouvrière*, c'est-à-dire d'une crise dans la situation de la classe ouvrière. L'industrie, à l'opposé du commerce, emploie un grand nombre d'ouvriers. La limitation de la production réagit doublement sur la situation des ouvriers. D'abord, le travail est réduit et les ouvriers sont employés à journées réduites, ou bien une partie des ouvriers est congédiée, enfin le salaire diminue. La crise ouvrière affecte avant tout les ouvriers occupés dans les branches de l'industrie atteintes directement par la crise industrielle. Mais, par suite du nivellement des salaires, elle agit aussi sur la situation de toute la classe ouvrière. C'est pourquoi les crises industrielles générales coïncident avec des périodes de bas salaires et de misère pour une partie de la classe ouvrière. L'abaissement des salaires provoque généralement une réaction de la part des ouvriers sous forme de grèves qui, dans de telles conditions, réussissent rarement ou donnent lieu à des troubles ouvriers sérieux, à des révoltes dont abonde l'histoire des crises en Angleterre. Le chômage et la famine des classes laborieuses forment un contraste pénible à l'excédent de moyens de production qui restent inutilisés par suite de l'insuffisance de la demande.

Les crises industrielles, à l'inverse des crises commerciales, s'accompagnent de l'anéantissement de capitaux importants et d'une réduction de la productivité sociale. Les crises industrielles générales sont les affections les plus graves de la vie économique, car elles atteignent la partie la plus essentielle de l'organisme économique des pays développés et ralentit l'accroissement de la capitalisation. Elles caractérisent le mieux toutes les contradictions et tous les défauts de l'ordre économique actuel qui se

traduisent avec une intensité particulière dans le domaine de la production et en déterminent successivement l'essor et la chute. Si ces oscillations périodiques ne conduisent pas toujours à des crises aiguës dans le domaine industriel même, elles préparent, en tous cas, un terrain favorable à l'apparition de crises dans d'autres branches de la vie économique sociale et constituent la cause réelle de la *périodicité des crises* économiques générales.

VIII

LA CRISE AGRAIRE

Parmi les divers genres de crises, les crises agraires occupent une place toute spéciale par leur indépendance de la conjoncture générale qui domine dans les autres domaines de l'économie nationale. A l'inverse de ce qui a lieu dans le commerce et l'industrie, le succès dans l'économie rurale ne dépend pas seulement des facultés personnelles de l'entrepreneur et de la conjoncture, laquelle résulte surtout de l'activité collective des producteurs, mais encore et à un haut degré de l'action de facteurs naturels impondérables, qui peuvent confondre les prévisions les mieux établies de l'agriculteur. Aussi les crises agraires ont-elles ordinairement un caractère exogénétique et ne font-elles point partie des manifestations des crises économiques périodiques. Toutefois, elles sont intéressantes pour nous, non seulement parce qu'elles constituent, d'une façon générale, un des genres les plus importants de crises, et parce qu'elles font ressortir avec une netteté particulière les défauts de l'organisation économique qui

permettent l'apparition de toutes les perturbations ; mais elles le sont encore et surtout parce qu'elles influent notablement sur la conjoncture générale et le développement de toute la vie économique. L'influence de la production rurale sur toute l'économie nationale a même donné naissance à une théorie reliant les crises économiques périodiques aux variations du nombre des taches solaires, en admettant comme démontrée l'influence de ce nombre sur l'état des récoltes. Il est vrai, d'ailleurs, que Jevons, l'auteur de cette théorie, a dû lui-même reconnaître par la suite que l'existence de cette liaison n'est pas absolument claire (1). Il est tout aussi difficile d'expliquer les crises économiques générales par l'état de la production agricole. D'ailleurs l'effet économique des récoltes abondantes ou déficitaires peut être différent dans les divers pays ou selon la conjoncture mondiale ; il peut être aussi très différent dans le même pays suivant le degré d'abondance ou de déficit. Toutefois, les conditions de la production rurale et spécialement les crises agraires font partie des causes externes les plus importantes qui influent sur le développement cyclique de la vie économique, l'accélèrent ou le

(1) « The periodicity of commercial crises and its physical explanation » (1878) et « Commercial crises and sun-spots » (1879), réimprimés dans ses *Investigations in currency and finance*, 2^e édit., 1910.

Dans un article du *Contemporary Review* du mois d'août 1909, H. STANLEY JEVONS revient à la théorie de son père et croit pouvoir constater des cycles de variations de récoltes du froment aux Etats-Unis d'une durée moyenne de 5,6 années et des cycles de récoltes des produits agricoles en général d'une durée moyenne de 3,7 années, ce qui correspondrait respectivement à $1/2$ et à $1/3$ de la durée du cycle des taches solaires qui est de 11,125 ans. D'autre part, HENRY L. MOORE, dans une étude publiée dans le *Journal of R. Statistical Society*, en mai 1920, croit constater l'existence de cycles synchrones dans les variations des récoltes des principales céréales aux Etats-Unis, en Angleterre et en France au cours de la période 1879-1914, d'une durée moyenne approximative bien prononcée de 4 ans, ou moins prononcée de 6 et 8 ans. Cette différence de durée des cycles en question montre qu'il s'agirait en tout cas d'une régularité assez vague.

ralentissent, ainsi que sur la manifestation concrète des crises économiques.

On désigne par crise agraire un état de l'économie rurale tel qu'une fraction importante de la population rurale subit des dommages matériels ou même est ruinée par suite d'une diminution du rendement de la terre. Cela peut provenir : d'abord, de pertes matérielles causées par de mauvaises récoltes, des épizooties, des inondations et autres facteurs naturels ; ensuite, de la diminution de la valeur des produits agricoles par suite de surproduction intérieure, de perte de débouchés importants ou, enfin, de la concurrence de produits étrangers d'un prix moindre. Des récoltes fort mauvaises ou fort abondantes, la fermeture de marchés importants peuvent provoquer une crise agraire aiguë. Par contre, une concurrence étrangère continue diminue la rente du sol et entraîne une longue dépression, due au changement des conditions de réalisation des produits.

Parmi les crises provoquées par des circonstances naturelles défavorables, celle qui résulte d'une mauvaise récolte possède une importance particulière. La mauvaise récolte affecte ordinairement des régions étendues et constitue un phénomène fréquent, en particulier dans les pays dont le climat est nettement continental et où l'exploitation agricole est extensive. La diminution de la récolte par suite de conditions naturelles défavorables n'entraîne pas nécessairement des pertes matérielles pour l'agriculteur ; du moins elle n'est pas également préjudiciable à toutes les catégories d'agriculteurs. Ordinairement, lorsque l'offre des produits, en particulier celle des moyens de subsistance, diminue, la valeur marchande de la récolte totale augmente. En conséquence lorsque la récolte est modérément mauvaise, l'agriculteur peut obtenir un bénéfice net important par la vente de l'excédant de sa production. Au contraire, lorsque la récolte est très

mauvaise, la quantité des produits recueillis peut être insuffisante pour les besoins de la population rurale elle-même ou présenter un excédant si faible que même des prix très élevés ne couvrent pas les dépenses.

La mauvaise récolte est particulièrement pénible pour les petits agriculteurs dont la consommation personnelle absorbe déjà, lorsque la récolte est moyenne, une grande partie de ce qu'ils recueillent. Une très mauvaise récolte est donc pour eux une calamité économique et signifie souvent même la famine. Par contre, les entrepreneurs ruraux plus importants souffrent d'autant moins qu'ils dirigent sur le marché un excédant plus considérable. C'est pourquoi les mauvaises récoltes ont des conséquences particulièrement terribles dans les pays où prédomine la petite culture comme, par exemple, en Irlande et en Russie. L'élevage souffre également des mauvaises récoltes et le prix du bétail tombe par suite de la difficulté de le nourrir.

Les suites d'une mauvaise récolte affectent non seulement la classe rurale mais aussi le reste de la population, le commerce et l'industrie. La satisfaction des besoins en produits agricoles absorbe, tant absolument que relativement, une plus grande partie des revenus des classes non agricoles de la population, particulièrement des ouvriers. Par suite, la demande de produits manufacturés et de marchandises importées diminue sensiblement et change de caractère, ce qui se répercute défavorablement sur toute l'activité économique du pays (1).

L'importation peut modérer le besoin de produits agri-

(1) Dans le cas d'une économie nationale isolée, la valeur de la quantité totale des produits arrivant sur le marché doit augmenter quand la récolte est faible et accroître la puissance totale d'achat des entrepreneurs ruraux. Toutefois la forte modification connexe de toute la répartition sociale doit entraîner, d'autre part, de nombreuses perturbations de la vie économique nationale.

coles ou remédier à leur insuffisance, mais cela se produit généralement au détriment des intérêts économiques ruraux. D'ailleurs, une grande importation de produits étrangers présente d'autres inconvénients. Elle demande de forts paiements à l'étranger et, grâce à son caractère exceptionnel, elle provoque souvent un fort écoulement des métaux précieux vers l'extérieur, si la balance commerciale défavorable ne peut être rectifiée de quelque autre façon. (L'exportation de valeurs mobilières, par exemple, constitue maintenant l'un des principaux moyens de règlement des paiements internationaux. Elle n'a pas d'ailleurs joué un grand rôle sous ce rapport jusqu'au milieu du siècle passé et n'en joue pas, même actuellement, dans beaucoup de pays endettés. Le recours au crédit commercial étranger, les emprunts extérieurs et l'intensification de l'exportation sont d'autres moyens de règlement, provisoire ou définitif, de l'endettement extérieur. Mais la dernière de ces mesures ne peut amener immédiatement de notables résultats). Ainsi les mauvaises récoltes peuvent donner lieu à une crise monétaire et de crédit en provoquant une insuffisance de monnaie et de capital disponible. Ce fut le cas, par exemple, en Angleterre, en 1839 lorsqu'à la suite d'une très mauvaise récolte, l'importation du blé atteignit d'un coup jusqu'à 20 0/0 de l'importation totale (1). Comme il a été noté dans le chapitre relatif aux crises monétaires, il y a une certaine relation entre les mauvaises récoltes et les crises économiques générales : l'apparition de ces dernières peut être accélérée par l'exportation du métal lorsque la récolte est insuffisante.

Les mauvaises récoltes affectent individuellement les agriculteurs en diminuant leurs recettes. Mais à côté de

(1) Voir mon livre : *Geschichte der Handelskrisen in England*, chap. XII.

ceux qui sont atteints par les intempéries, d'autres peuvent même tirer profit de l'élévation générale des prix des produits agricoles. En fait il arrive d'ailleurs souvent que, même lors de très mauvaises récoltes, certaines régions y échappent. Les suites d'une mauvaise récolte ne peuvent donc prendre le caractère d'une crise agraire générale que dans le cas où les agriculteurs affectés l'emportent en nombre. Par contre, les crises agraires provenant de la surabondance des récoltes présentent davantage l'aspect caractéristique des crises économiques. Parfois même elles sont encore plus nuisibles aux intérêts agraires que les mauvaises récoltes. La cause en est au mode de détermination des prix des biens économiques. La forte augmentation de la production provoque ici, comme l'a déjà remarqué au ^{xvii}^e siècle Gregory King, une chute relativement encore plus considérable des prix, grâce à laquelle la valeur totale de toute la masse, cependant plus grande des produits, tombe au-dessous de la normale (1). Dans le cas de récoltes très abondantes les prix réduits peuvent même ne pas couvrir le coût de la production : un don précieux de la nature peut, par suite de l'organisation de l'économie nationale, devenir une malédiction pour ceux à qui il échoit. Les crises causées par la dépréciation des produits réagissent plus fortement sur l'économie rurale que les mauvaises récoltes, car elles proviennent du facteur général de la répartition qu'est la valeur des richesses. Mais contrairement à ce qui se passe en cas de mauvaise récolte, ce sont maintenant les exploitations importantes qui souffrent davantage. Leurs pertes sont proportionnelles à la dépendance où elles sont du marché, c'est-à-dire à l'importance de l'excès de leur production sur leur consommation propre. De même que

(1) Sur les lois de formation des prix, voir plus loin, deuxième partie, ch. 2.

les mauvaises, les récoltes abondantes se reproduisent ordinairement pendant quelques années consécutives et cela rend leurs effets encore plus profonds et plus durables.

La surproduction devient plus importante lorsque les récoltes abondantes ont lieu après une suite de mauvaises récoltes ayant provoqué des améliorations agricoles ou une extension des emblavements (lorsque celle-ci est possible). Tel a été le cas lors de la grande crise agraire, après 1820, en Europe occidentale. L'extension des emblavements est une menace de surproduction, même lorsque les conditions de la production redeviennent normales. Alors la crise prend un caractère chronique, parce que la réduction de la culture, devenue nécessaire par suite des nouvelles conditions, est rendue difficile par la diversité des intérêts des producteurs et leur concurrence mutuelle.

La diminution du prix des produits agricoles profite à d'autres classes de la population qui acquièrent la possibilité de satisfaire davantage qu'avant les besoins qu'elles ont de ces produits en dépensant souvent moins. Ainsi la surproduction agricole entraîne une nouvelle répartition des revenus au profit des consommateurs et aux dépens des agriculteurs. Mais cet avantage est loin d'être absolu pour ceux des consommateurs qui sont producteurs d'autres catégories de marchandises. Car la réduction de la demande du côté de la population rurale nuit aux intérêts de l'industrie et des autres branches de la production. D'une façon générale, la diminution du pouvoir nominal d'achat des agriculteurs n'est pas compensée par l'augmentation de ce pouvoir dans les autres classes de la population et la demande totale de produits industriels tombe en changeant en même temps de nature. Il peut en résulter une surproduction partielle dans d'autres branches de l'économie nationale ; en tous cas, le niveau général des

prix s'abaisse et provoque un ralentissement de la vie économique (1).

On peut éviter plus ou moins les suites nuisibles des récoltes trop abondantes par l'exportation de l'excédant hors de la région intéressée ou hors du pays. Toute aide apportée en ce sens est profitable aux intérêts de l'économie agricole et nationale. La diversité des récoltes suivant les régions et les pays rend généralement possible la répartition de l'excédant, sans parler de ce que certains pays industriels ont constamment besoin d'importer des produits agricoles. Grâce aux perfectionnements, à notre époque, des moyens de communication, des produits de peu de valeur et se gâtant facilement, comme la plupart des produits agricoles, entrent, eux aussi, de plus en plus dans le cycle du commerce universel et nivellent les différences de prix entre les marchés des divers rayons de production. Aussi les prix sont-ils soumis, sur le marché mondial, à des variations relativement minimales. Mais l'utilisation des meilleures conjonctures du marché mondial présuppose l'existence d'un réseau développé de voies de communication et une organisation spéciale de l'exportation. Or, cela n'existe que dans les pays qui se sont organisés depuis longtemps déjà pour l'exportation des produits agricoles, comme, par exemple, les États-Unis de l'Amérique du Nord et, très imparfaitement, la Russie. Pour un pays exportant particulièrement des produits agricoles et pourvu d'une bonne organisation de l'exportation, les récoltes abondantes sont, en général, une source de richesses. Malgré cela, des pertes partielles et des perturbations de caractère local sont encore inévitables.

Mais le développement de l'échange mondial des marchandises, l'introduction des produits agricoles dans le

(1) Voir une explication plus détaillée de ce phénomène plus loin, deuxième partie, chap. 2.

cycle du commerce international et le nivellement des prix locaux qui en résulte constituent une menace pour les intérêts agricoles des pays d'avant-garde à population dense dans lesquels la rente foncière est forte et où, par suite, la terre est d'un prix élevé. Car ces pays sont contraints de concourir avec des régions lointaines où la rente foncière est faible et, par suite, la production à bon marché. L'économie agricole de l'Europe occidentale s'est trouvée dans cette situation après 1870 à cause de la concurrence des États-Unis d'Amérique et de l'Argentine, lorsqu'à la suite du développement des voies ferrées dans ces pays et de l'extension de la culture des céréales dans des régions étendues et vierges, l'exportation du blé a pris une place prépondérante dans leur commerce extérieur. Les prix des blés baissèrent fortement et causèrent de grandes pertes aux agriculteurs européens. Le coup fut d'autant plus sensible pour ces derniers que, dans la période précédente, les prix du blé en s'élevant constamment avaient atteint une hauteur considérable et provoqué, à leur tour, une augmentation notable du loyer et de la valeur de la terre. Comme la baisse des prix fut constante, elle se transmet peu à peu à la rente foncière et causa une diminution de la valeur de la terre là où il était impossible de recourir à d'autres cultures plus profitables ou de protéger la propriété foncière par des mesures artificielles de politique économique.

Comme on pouvait s'y attendre, la crise atteignit tout particulièrement les grosses exploitations dépendant plus étroitement du marché. Cela indique, dans une certaine mesure, comment on pourrait résister à des crises de ce genre, à savoir, par le passage au régime de la petite culture, d'ailleurs plus favorable à la culture intensive. Mais la possibilité d'une telle modification du régime économique rural dépend, dans une forte mesure, des conditions de l'agriculture. Lorsque la grande propriété

foncière prédomine, la baisse des prix des produits agricoles conduit plutôt à l'exploitation extensive qu'à la formation de petites exploitations avec culture intensive, surtout si les conditions juridiques et sociales s'opposent au morcellement de la grosse propriété. Dans ce cas, la baisse des prix s'accompagne d'une diminution de la production sociale. Et, en fait, nous voyons que la dépression après 1870 s'est manifestée différemment dans divers pays. En France, où domine la petite propriété foncière, elle a provoqué le passage à une exploitation plus intensive, au développement de l'horticulture et de la culture maraîchère. En Angleterre, pays de grande propriété foncière, elle a facilité, au contraire, le passage de la culture des graminées à l'élevage du bétail. Mais dans presque tous les pays, cette dépression a conduit peu à peu à un renforcement de la protection douanière de l'agriculture contre la concurrence étrangère.

Au point de vue de l'exploitation privée, la terre apparaît comme une variété du capital. Aussi la baisse de la rente et de la valeur de la terre entraîne-t-elle un déplacement dans la répartition des fortunes et des revenus aux dépens des propriétaires fonciers (1).

L'influence des crises agraires dans le domaine économique où elles se manifestent est plus profonde et plus dévastatrice que celle des crises industrielles. Les crises agraires signifient la ruine complète pour de nombreux agriculteurs et, pour la majorité, une aggravation de leur situation. La raison de cette influence des crises agraires

(1) On peut juger des dimensions que peut atteindre un changement de ce genre dans la situation de fortune des propriétaires fonciers par l'exemple de la Grande Bretagne où, suivant une enquête de la « Royal commission on agriculture », la diminution de valeur de la propriété foncière de 1875 à 1894 est évaluée à 834 mill. de livres sterling, soit 50 0/0 de sa valeur primitive. O. STILICH, *Die englische Agrarkrisis*, 1899, p. 48.

git non seulement dans les pertes énormes qu'elles provoquent, mais aussi dans le fait que les propriétés rurales sont fortement et souvent exagérément endettées. Cette circonstance transforme l'agriculteur en entrepreneur ne possédant pas un capital propre de réserve suffisant, indispensable cependant dans la production agricole exposée à toutes les éventualités météorologiques. D'autre part, l'agriculteur doit payer les intérêts de ses emprunts régulièrement et indépendamment des résultats incertains de son entreprise. Du fait du fort endettement de la terre en Europe, la baisse de la rente foncière ou même son maintien à un niveau constant constituent une véritable calamité pour ceux qui possèdent des propriétés importantes ou moyennes dépendant plus ou moins du marché. Les paysans pauvres ne possédant pas de réserves pour le cas de mauvaises récoltes, ou astreints à certains paiements (par exemple, de libération en Russie) et surchargés d'impôts sont dans une situation tout aussi misérable. Les Indes et la Russie, avec leurs famines périodiques, peuvent servir d'exemples. Les banques hypothécaires et de nombreux possesseurs d'hypothèques ont également à souffrir des crises agraires.

Le dommage causé par les crises agraires à l'économie nationale ne se limite pas à des pertes de capital pour le pays et à des perturbations résultant de changements brusques dans la répartition des fortunes et des revenus. L'appauvrissement des agriculteurs et le caractère déficitaire de la production, lorsque les conditions défavorables à l'écoulement des produits agricoles se prolongent pendant des années, conduisent les agriculteurs à réduire la production, à négliger les améliorations et les réparations, à ne point compléter le matériel mort et vivant, ce qui a par la suite une répercussion très nuisible sur l'économie rurale et la productivité de la terre. Aussi les crises agraires provoquent-elles dans une large mesure le passage de

la terre dans d'autres mains. Certes, ce passage entraîne certaines pertes pour l'économie nationale. Mais cela est une condition inéluctable pour que l'exploitation passe en des mains plus habiles et fonctionne dans des conditions nouvelles et, peut-être même, sur la base d'une rente foncière réduite. Mais l'accommodation salutaire aux nouvelles conditions est retardée par la résistance compréhensible des propriétaires fonciers qui s'efforcent de conserver l'entreprise entre leurs mains dans l'espoir de jours meilleurs ou de mesures gouvernementales. Cela prolonge la crise et nuit à la production sociale.

Ainsi la crise agraire est, suivant son origine, tantôt un phénomène de production, tantôt un phénomène de répartition. Dans le premier cas, elle est provoquée par des conditions atmosphériques défavorables nuisibles à la production. Dans le second, elle est une conséquence de l'organisation économique et de la fonction distributive des prix qui, à la suite de récoltes abondantes ou d'extension de la production, se modifient dans un sens défavorable pour les agriculteurs et réduisent leur quote-part du produit social.

IX

CRISES ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES ET DÉPRESSIONS

Lien entre les manifestations de la crise. — Développement historique des crises économiques. — Crise économique générale. — Dépression. — Réaction. — Suspensions de paiements et faillites.

Les divers genres de crises décrites dans les chapitres précédents sont plus ou moins des abstractions dérivées

de l'ensemble des phénomènes économiques. Lorsque, dans quelque branche de la vie économique, à l'exception de l'économie rurale, se manifestent des perturbations particulières, elles ont habituellement une étendue limitée et présentent le caractère de crises partielles. Par contre, si ces perturbations embrassent tout un domaine économique, alors elles sont en relation étroite et réciproque avec des perturbations dans d'autres domaines et doivent être considérées comme résultant d'un état maladif de tout l'organisme économique. Nous avons vu que même des causes externes sérieuses, comme la fermeture des voies commerciales, etc., ne provoquent des crises du commerce que si des conditions de caractère endogénétique ont, au préalable, préparé le terrain pour des réactions internes défavorables. Mais ces conditions préliminaires ont un caractère général et affectent tout l'organisme économique. La communauté d'origine et l'unité de nature des crises se manifestent tant du fait qu'elles se développent d'ordinaire en même temps dans diverses branches de la vie économique, que du fait de leur périodicité. A ce point de vue, les différents genres de crises sont des manifestations diverses d'une seule et même maladie de tout l'organisme économique, maladie qu'on observe sous sa forme la plus nette précisément dans les domaines où la tendance à la capitalisation trouve un terrain particulièrement favorable à son développement. Quant au choix de ce domaine à un moment donné, il dépend des circonstances concrètes de ce moment et des conditions du développement économique.

A ce point de vue il y a lieu de noter un certain parallélisme entre le développement historique des crises et celui de la vie économique. Aux époques où le commerce s'exerce encore dans des limites étroites, où l'industrie n'a pas encore pris la forme capitaliste et sert surtout à la satisfaction des besoins locaux, le capital disponible ne

trouve pas dans l'économie nationale un champ assez étendu de placement. Les habitudes traditionnelles de la grande masse de la population ne favorisent pas non plus un rapide développement des forces productives. Les capitaux disponibles appartiennent ordinairement ici aux représentants des hautes classes de la société peu familiarisés avec la vie économique. Aussi le désir de gagner et de capitaliser les conduit-il facilement, à chaque occasion favorable, sur le chemin glissant du *jeu* et de la *spéculation de bourse*. C'est pourquoi dans les pays où le développement économique donne déjà lieu à la formation de capitaux disponibles, la série des crises économiques des temps modernes commence par la manie des tulipes en Hollande pendant le second quart du xvii^e siècle, par la spéculation sur les actions de la Compagnie des Indes de John Law en France, par la spéculation sur les actions de la Compagnie de la Mer du Sud en Angleterre et par celle sur les assurances en Hollande, dans le premier quart du xviii^e siècle. Ces spéculations sans fondements et sans exemple pour l'ampleur et la légèreté constituent les premiers mouvements colossaux du capital disponible dans son élan pour élargir les limites de la vie économique et trouver un placement avantageux. A ces accès de fièvre de spéculation se joignait, pour une grande part, la *manie de fondation de nouvelles entreprises par actions*. Mais cette dernière ne conduisit pas tant à découvrir de nouveaux domaines pour le placement du capital disponible (les conditions de la vie économique n'y étant pas favorables), qu'à fournir une nouvelle matière à spéculation, ce qui, dans la majorité des cas, était son unique but.

La spéculation de bourse et la constitution en masse de nouvelles entreprises apparaissent presque régulièrement par la suite aux époques de mouvement ascendant de la conjoncture. Mais en tant qu'éléments générateurs

de crises, ces phénomènes perdent de leur importance dans la mesure où s'ouvrent des domaines de plus en plus larges pour l'emploi économique du capital. Les manifestations de l'esprit de spéculation reposent dès lors sur une base économique plus solide et se rapprochent plus qu'avant du type de la spéculation économique. Cependant à un certain stade du développement économique il existe toujours une tendance à l'agiotage.

Le développement du commerce et de l'échange international des marchandises à partir du milieu du xviii^e siècle fit découvrir de nouvelles sources d'accumulation du capital privé et élargit également son champ d'application. En même temps, le développement du crédit donna la possibilité de mobiliser le capital libre et de l'utiliser pour la *spéculation commerciale*. Comme conséquence, la crise de marchandises commença à jouer un rôle prédominant dans les crises économiques de la période suivante et à les marquer de son empreinte.

Avec le développement de l'industrie sous la forme capitaliste s'ouvre maintenant un champ d'application du capital qui va en s'élargissant sans cesse, en particulier depuis le moment où la découverte et l'emploi des machines libérèrent la production d'une dépendance étroite de la force ouvrière et élargirent ses limites. La production et la consommation s'accrurent de façon incroyable et, en même temps, s'accrut le besoin de capital disponible pour les placements industriels. Aussi a-t-on vu, dès la fin du xviii^e siècle, l'*industrie* devenir (d'abord en Angleterre) le théâtre de crises aiguës. Dans la mesure où l'industrie en se développant absorba de plus en plus de capital, son importance comme facteur déterminant de crise augmenta. En même temps, grâce aux perfectionnements des voies de communication, le commerce cessa de jouer un rôle indépendant et directeur dans la vie économique. Les crises éclatent maintenant surtout dans le

domaine de l'industrie. Par contre, l'importance du rôle de la spéculation commerciale et de bourse dans les crises économiques va toujours en diminuant.

Quel que soit le domaine où se manifeste le trouble d'une crise aiguë, le trouble se répercute plus ou moins fortement dans d'autres domaines. Si des branches particulières ont été jusqu'ici relativement épargnées par la surcapitalisation et la spéculation excessive, elles subissent cependant des pertes aussitôt qu'une crise éclate quelque part, à la suite de la perturbation qui en résulte pour la vie économique. C'est là une conséquence de la dépendance étroite et mutuelle des divers domaines économiques et, particulièrement, de leur dépendance du marché monétaire et du crédit, très sensibles aux perturbations de tous genres. Ordinairement la communauté d'origine des crises résulte du fait que la surcapitalisation et la spéculation exagérée se développent également dans tous les domaines économiques, en provoquant partout des perturbations, soit simultanément, soit à de courts intervalles de temps. On parle alors de *crise économique générale* dans le sens strict du mot.

On constate une certaine régularité dans l'ordre des manifestations d'une crise économique générale. Elles commencent habituellement par des *crises de bourse*. Les moments les plus favorables au développement de la spéculation de bourse et de la manie d'entreprises sont ceux où existe une confiance illimitée dans le mouvement ascensionnel de la conjoncture. Aussitôt que la recrudescence de la capitalisation et la diminution des disponibilités provoquent un renchérissement sur le marché du capital, aussitôt qu'apparaissent des signes d'affaiblissement de l'activité économique, la spéculation de bourse et la manie d'entreprises perdent subitement pied et s'écroulent.

Souvent il se passe quelques mois avant que le déve-

loppement économique anormal se fasse jour dans d'autres domaines. La stagnation croissante dans la circulation des marchandises conduit tout d'abord à une nouvelle tension du crédit, qui entretient pendant un certain temps l'activité forcée de l'industrie. Mais quand les entrepreneurs commencent à subir des pertes et quand la tension croissante du marché du capital commence à ébranler la confiance dans la solidité de l'édifice économique, la chaîne tendue du crédit se brise enfin et une liquidation générale devient inéluctable.

Le monde des affaires est alors saisi de *panique* (c'est-à-dire de la crainte des conditions futures de la vie économique) et celle-ci les incite à des mesures hâtives et forcées afin d'échapper aux pertes possibles. La panique amène à sa suite une *crise de crédit* liée elle-même, dans la majorité des cas, à une *crise monétaire*. Ces deux crises frappent tout d'abord les établissements de crédit et si ces derniers, dans le tourbillon de la fièvre spéculative, n'ont pas été suffisamment prudents, les choses se compliquent encore d'une *crise bancaire*. Ensuite, c'est la chute des prix des marchandises maintenus à l'aide du crédit : la *crise commerciale*, ou *de marchandises* éclate. La stagnation, qui avait déjà commencé à se faire remarquer dans la production industrielle, est rendue par là plus complète et une *crise industrielle* prolongée commence suivie d'une *crise ouvrière*.

Les crises monétaire et de crédit ne sont qu'en apparence le noyau des manifestations des crises économiques. La monnaie et le crédit sont simplement des moyens permettant de mettre en marche le procès de production ainsi que de déterminer et d'effectuer la répartition des biens. L'essence de la crise économique réside, d'une part, dans la résolution subite mais inévitable des contradictions inconciliables survenues dans le procès de production et de répartition et, d'autre part, dans la désor-

ganisation des bases de la vie économique provoquée par cette révolution violente. La crise monétaire et de crédit n'est qu'un phénomène parallèle et de second ordre reflétant la perturbation du procès de production et de répartition dans le domaine des organes centraux de la circulation économique. Mais elle indique le point culminant de la crise économique et l'aggrave à son tour en hâtant sa liquidation et en la généralisant outre mesure.

La panique qui accompagne les crises monétaires et de crédit donne aux crises économiques aiguës cette empreinte d'acuité et de violence caractéristique du procès de la résolution des contradictions de la vie économique. D'un seul coup sont anéanties les bases fictives sur lesquelles reposait le procès de production et de répartition ; la production est ramenée au niveau de la consommation réelle, et les entreprises économiques privées sont contraintes de satisfaire à des engagements de paiement conclus à l'époque des hauts prix de spéculation. Il se fait une réorganisation du procès de production, accompagnée de modifications violentes dans la répartition du capital social, conformément aux nouvelles valeurs attribuées aux marchandises, et d'une nouvelle répartition du crédit résultant de la révision à laquelle on a procédé pendant la crise.

Mais un certain temps et souvent quelques années sont nécessaires avant que la vie économique s'accommode aux bases nouvelles du procès de production et de répartition. La liquidation des obligations contractées et l'élimination des entreprises insolvables se prolongent quelque temps encore après la période critique. Les perturbations dans le procès de production provoquées par la nouvelle répartition du capital ne s'atténuent que peu à peu. L'absorption des produits de la production exagérée de la période précédente de haute conjoncture s'effectue lentement et gêne la production courante. D'autre part, la diminution

du volume de la production immobilise une partie du capital social et comprime fortement le bénéfice et l'esprit d'entreprise. Ce n'est qu'après l'absorption de ce capital de réserve par une consommation lentement croissante, que l'harmonie se rétablit entre la production sociale et les intérêts économiques privés des entrepreneurs.

Cette contradiction évidente entre le développement complet des forces productives et les intérêts privés des capitalistes constitue le fond de la *période dite de dépression* qui suit la crise. Les symptômes externes de la période de dépression sont les suivants : bas niveau des prix et des bénéfices, faible taux de l'intérêt et absence de spéculation.

Le *bas niveau des prix* est ici la conséquence, pour une part, de la surproduction de la période précédente et, pour une autre part, de la réduction de la consommation. Il résulte encore de l'absence de spéculation qui, pendant les périodes d'essor, élève les prix au-dessus du niveau justifiable. L'industrie est déprimée par une capitalisation exagérée incitant à la surproduction comprimée seulement par les bas prix. Il en résulte que la dépression est particulièrement forte et durable dans l'industrie. Plus le capital fixe s'accroît rapidement, tant au point de vue absolu qu'au point de vue relatif, et plus son importance pour la production augmente, plus forte est la surcapitalisation à l'époque de l'essor et plus la période suivante de dépression est longue et difficile. Pour le capital commercial la dépression est moins sensible. C'est relativement plus vite que le commerce liquide ses pertes après la crise et s'accommode aux nouvelles conditions.

Un trait caractéristique de la période de dépression au point de vue de l'économie privée c'est le *bas taux du profit*. Le bas niveau des prix provoqué par la concurrence laisse à peine à l'entrepreneur un faible bénéfice.

De cet état de choses souffrent particulièrement les producteurs dont les matériaux et les instruments de production ont été acquis dans une période de prix élevés. Les salaires sont bas et, par suite, le revenu général de la population diminue. La *consommation* sociale peut n'en pas souffrir et, comme nous le verrons plus loin en analysant les cycles économiques, on peut admettre en général que le volume de la consommation réelle en période de bas prix est en augmentation sur celle de la période précédente d'essor économique. Par contre, la *formation du capital* se réduit. C'est surtout par la diminution de la consommation productive qu'il faut expliquer la diminution de l'intensité économique en période de dépression.

Par suite du faible profit d'entreprise, le *taux normal de l'intérêt* est faible. Cela s'explique également par l'abondance du capital disponible. Malgré la diminution de l'épargne, le capital trouve difficilement un placement avantageux en période de dépression. Le mauvais état des affaires comprime l'esprit d'entreprise, et les prix qui sont bas ou en baisse ne permettent pas à la spéculation de renaître.

A l'affaiblissement de l'esprit d'entreprise en période de dépression correspond une *faible tension des forces productives* dans le procès de production. Une partie de ces forces — le capital et le travail — ne trouve pas à s'employer par suite de la surcapitalisation et de la surproduction de la période précédente et de la désorganisation de la vie économique qui en découle. De 5 à 12 0/0 et plus des ouvriers restent sans occupations et une masse correspondante de capital demeure inutilisée. Et comme pour faire contraste avec cette stagnation, une période de dépression est en même temps une époque de conduite économe des affaires et de progrès techniques. Cela est le résultat de la vive concurrence entre les diverses

entreprises et des efforts du capital privé pour prendre part à la production sociale possible.

On nomme également dépression un état de la vie économique différent essentiellement de celui décrit ci-dessus. Ce n'est plus la période qui suit une crise aiguë, mais celle qui la remplace et forme une transition lente de l'essor à la dépression. On peut l'appeler *période de transition* ou de *réaction*. La résolution des contradictions du procès de production et de répartition provoquées par une période de capitalisation excessive, s'effectue ici sans crise de crédit, sans panique et sans ébranler fortement toute la vie économique. Cela se produit quand le développement économique anormal ne s'accompagne pas d'une tension excessive du crédit et quand la spéculation malsaine ne prend pas une grande extension. Le revirement dans la vie économique commence ici aussitôt que les difficultés du débit et le manque de capital disponible font voir la surproduction et contraignent à liquider. Cette liquidation s'accomplit progressivement et sans l'entremise d'une crise de crédit. Ainsi la vie économique échappe à de forts ébranlements, mais souffre, par contre, d'une prolongation de la période de rétablissement. Ainsi la liquidation conduit progressivement à un état de dépression constituant la phase suivante de l'évolution économique.

Dans ces derniers temps et dans les pays avancés économiquement, les crises montrent une tendance à affecter la forme plus douce de réaction. C'est la conséquence des modifications intervenues dans la vie et l'organisation économiques de ces pays. Le développement des moyens de communication sous toutes les formes a donné plus d'élasticité à la vie économique. La restriction de la spéculation commerciale et boursière a contribué plus que toute autre chose à donner aux crises un cours tran-

quille, alors que cette spéculation était jadis la cause principale de leur caractère aigu.

Les crises sont également atténuées, avant tout, par l'organisation meilleure et la centralisation du crédit, par le développement et l'application rigoureuse d'une politique rationnelle d'escompte, par l'amélioration du sort de la classe ouvrière, par de grandes dépenses d'utilité publique faites par les gouvernements, les communes, etc. On peut ensuite citer, mais en faisant des réserves, la formation de grandes associations d'entreprises : cartels, syndicats, trusts, etc., dans la mesure où, par la régularisation des conditions du marché et le maintien des prix des produits pendant les crises, ils peuvent opposer une plus grande résistance aux perturbations économiques que ne le feraient des entreprises isolées indépendantes.

Rappelons encore deux facteurs qui, en s'opposant à l'accumulation du capital, modèrent la tendance à la surcapitalisation et à l'apparition de crises dans les pays de l'Europe occidentale. Ce sont : l'ouverture de nouvelles contrées étendues pour le placement du capital dans la moitié orientale de l'Europe, particulièrement en Russie, et le développement du militarisme avec ses énormes dépenses.

Un trait caractéristique des crises économiques, c'est l'arrêt en masse des paiements et les *faillites*. Les uns et les autres deviennent plus fréquents déjà à la veille des crises, aussitôt que les conséquences du ralentissement du procès de production, la stagnation du débit et la tension du marché monétaire commencent à rendre difficile l'activité des entrepreneurs. L'insolvabilité en masse des entreprises dévoile l'état anormal de la vie économique, ébranle la confiance dans la durée de la période des hauts prix et précipite la réaction ; dans les crises aiguës elle devient la cause immédiate de la crise de crédit. La

panique indique le point culminant des suspensions de paiement qui prennent souvent une extension extraordinaire. La nécessité subite de faire face à des engagements de paiement et la difficulté de trouver de l'argent ou du crédit contraignent même des maisons sérieuses à suspendre en masse les leurs, ne fût-ce que provisoirement. Le nombre des faillites augmente continuellement pendant la période de liquidation et jusqu'au début de celle de dépression.

Ces suspensions de paiements et ces faillites en masse sont tellement caractéristiques des crises économiques que ces dernières ont été parfois définies comme des « épidémies de banqueroutes » (1). Mais cette définition ne prend en considération qu'un phénomène latéral accompagnant les crises. Les suspensions de paiements et les faillites ne sont que le reflet du changement soudain dans la répartition du capital et des fortunes provoqué par la crise du crédit, la nouvelle évaluation des marchandises et les pertes qui en résultent pour les entreprises particulières. Mais ces phénomènes ne constituent qu'une faible partie des modifications dans la répartition des fortunes et la distribution du capital dans le domaine de la production. Les suspensions de paiements et les faillites ont une grande importance comme symptômes des révolutions qui s'accomplissent dans la vie économique. Mais elles ne constituent ni l'essence ni le critérium des crises.

Il peut y avoir épidémie de faillites indépendamment d'un revirement ou d'une perturbation organique dans la vie économique. Elle peut être la conséquence de grandes pertes pour un nombre considérable d'entrepreneurs, pertes dues à des causes purement externes. Une telle épidémie n'est pas d'elle-même susceptible de provoquer

(1) A. WAGNER, dans le *Handwörterbuch der Volkswirtschaftslehre* de Rentsch.

une crise si elle ne coïncide pas avec une période d'essor, de tension exagérée du crédit et de gonflement des prix. Quand tel n'est pas le cas, il se produit simplement une élimination en masse des entreprises économiques ruinées sans répercussion sur le crédit, les prix et le cours du procès de production. C'est ainsi, par exemple, qu'en Angleterre, en 1778, au moment de la guerre avec les colonies américaines et la France, le nombre des faillites s'est accru beaucoup plus que pendant les années de crises de 1772 et 1773. Beaucoup d'entrepreneurs furent ruinés par les modifications de la conjoncture et aussi par les prises américaines et françaises, mais, en même temps, la vie économique fut stimulée dans son développement par divers facteurs et ne ressentit aucun ébranlement organique.

Si les faillites traduisent seulement une faible partie des modifications dans les fortunes causées par les crises, elles constituent, par contre, le coup le plus sensible que celles-ci peuvent porter aux entrepreneurs. Ces coups sont d'autant plus cruels que la cause des pertes est bien plus imputable à la vie économique de la société toute entière qu'à l'activité particulière de chacun des entrepreneurs qui en pâtissent.

DEUXIÈME PARTIE

Les crises économiques et leurs causes

I

LES DÉFAUTS TECHNIQUES DE L'ORGANISATION DE LA VIE ÉCONOMIQUE

Dans la première partie de notre étude nous avons essayé d'établir une morphologie des crises économiques en exposant l'origine et le cours des diverses sortes de crises. Nous avons, à cette occasion, attiré surtout l'attention sur les circonstances immédiates qui donnent naissance aux diverses espèces de crises. L'objet de la théorie générale des crises est de rechercher leurs causes, de distinguer les causes permanentes des accidentelles, de les coordonner et, autant que possible, de ramener les crises à leurs causes fondamentales. Si nous considérons de ce point de vue les multiples circonstances qui conduisent aux perturbations de la vie économique, nous remarquerons tout d'abord qu'un groupe important de ces circonstances dépendent du caractère de l'organisation économique existante et de son imperfection technique. L'organisation économique actuelle est loin d'être en mesure de garantir le développement complet et harmonique de la vie économique. Au contraire, elle comporte une série de moments qui s'opposent à ce développement harmonique et don-

nent facilement lieu à des perturbations économiques.

Imperfection de l'organisation économique. — L'organisation actuelle de l'économie nationale, basée sur le principe de la propriété privée et de la division des occupations et du travail, renferme en elle-même deux principes fondamentaux difficilement compatibles entre eux. En effet, les économies privées qui constituent par leur ensemble l'économie sociale, sont étroitement liées entre elles organiquement, mais elles restent en même temps indépendantes les unes des autres dans la détermination de leur rôle économique propre. Les entreprises constituent une partie indivisible de l'économie générale — nationale et mondiale —, elles en dépendent pleinement tant pour l'écoulement de leurs produits que pour la satisfaction de leurs propres besoins. Cependant, il manque un organe ou un régulateur sûr pour harmoniser complètement l'activité économique des divers rouages de l'organisme économique social.

Chaque entrepreneur, dans le domaine spécial de son activité et dans la mesure de ses forces, s'efforce de comprendre les exigences de l'économie mondiale et d'y satisfaire. Mais il ne peut l'observer dans son ensemble et ne possède pas de point d'appui solide dans l'immensité du marché mondial. Le succès de son activité dépend étroitement de l'importance du besoin total de la société en produits d'un genre donné et de celle de la production totale de ces mêmes produits, production à laquelle il contribue indépendamment d'autres producteurs. *L'importance de la consommation* de la société en un produit donné est difficile à déterminer, car c'est une quantité variable en elle-même. Elle dépend du nombre des consommateurs, de l'importance de leurs revenus, des variations de leurs besoins et de leurs goûts, de la production d'autres espèces de marchandises pouvant remplacer le produit donné, toutes circonstances que l'entrepreneur ne

peut déterminer à l'avance. L'état des moyens de communication a une grande importance sur l'écoulement des produits. Des obstacles et des difficultés dans les communications peuvent restreindre le débit; au contraire, la suppression des difficultés, le perfectionnement des transports des marchandises ou l'abaissement de leurs prix peuvent l'étendre. D'un autre côté, le producteur n'a pas une notion claire du nombre et de l'activité de ses concurrents et ne peut déterminer leur action et l'influence de circonstances impossibles à prévoir, comme par exemple, celle des conditions naturelles, sur l'importance de la production totale. D'autre part la division technique du travail, le fractionnement du procès de production d'une espèce de marchandises en une série de procès indépendants mais reposant l'un sur l'autre, complique beaucoup la production et rend difficile l'adaptation de ses multiples branches les unes aux autres. De cette organisation économique mouvante, de cette division si étendue des occupations et du travail dans l'économie mondiale, découle la difficulté d'un développement normal de la production et de son adaptation exacte aux besoins de la vie.

La production de la valeur est le fondement de l'activité économique privée. — D'autres difficultés pour le développement harmonique de la production sociale découlent du conflit des intérêts économiques particuliers, soit entre eux, soit avec les intérêts de la société prise en son entier. La société et l'ensemble des producteurs sont grandement intéressés à une étroite adaptation de la production aux besoins. Mais le producteur isolé ne s'inquiète que de ses intérêts, qui sont loin de toujours coïncider avec ceux de la société et, encore moins, avec ceux de ses concurrents. Le but de l'activité particulière n'est pas d'enrichir la société en lui fournissant des biens, mais de s'assurer la plus grande portion possible du produit commun. C'est

pourquoi le critérium de l'activité des entreprises particulières, c'est la valeur d'échange des marchandises, c'est-à-dire leur importance relative dans l'économie nationale, importance d'où résulte la participation des producteurs au produit social. Le but de l'activité des entreprises économiques particulières est ainsi de recevoir l'équivalent le plus grand possible de valeur ou, en s'exprimant brièvement par une image, de *produire de la valeur (relative)*. La production de la valeur et non celle des marchandises est le principe conducteur de la production sociale.

Cette circonstance que la production sociale des marchandises est basée sur la production privée de la valeur, conduit à des résultats spéciaux. D'une façon générale, elle mène à une plus grande économie dans le processus de production et à l'établissement d'un certain ordre dans la production des moyens de satisfaire aux besoins humains d'après l'importance qu'on leur reconnaît dans la vie économique. Mais le principe de la production privée des valeurs peut entrer en conflit avec les intérêts de la production sociale. Une rapide augmentation de la quantité des richesses, par exemple, à la suite de progrès soudains de la technique dans une branche quelconque de la production, peut, en dépréciant les produits, occasionner des pertes à ceux qui les produisent. Comme conséquence, il se peut qu'il soit de l'intérêt de certains groupes industriels ou de producteurs isolés de restreindre la production de certaines sortes de marchandises et, par conséquent, de diminuer la production sociale dans le but d'élever la valeur d'un ensemble déterminé de produits par rapport à celle des autres. D'ailleurs, la justification du principe de la production privée des valeurs aux dépens de la production des richesses peut, dans certains cas, être de l'intérêt de la société elle-même. Ainsi, une récolte très abondante, malgré l'augmentation de la quantité des richesses mises ainsi à la disposition de la société, peut agir défa-

vorablement sur l'économie nationale. La dépréciation des produits agricoles peut, en effet, provoquer une révolution dans la répartition des revenus et une diminution générale de la demande. Or, l'influence néfaste de cette dernière circonstance sur l'économie nationale peut l'emporter sur les avantages résultant de la récolte abondante (1). C'est là une conséquence naturelle de l'organisation économique fondée sur la propriété privée, la division du travail et le libre échange. La production basée sur le principe de la valeur apparaît ici comme une condition de la stabilité de la répartition des fortunes et des revenus et de la consommation maximum possible dans les limites de cette organisation économique.

La production des valeurs constitue donc, dans notre système économique et dans certaines limites, la base indispensable du processus de production sociale, malgré la diversité des intérêts sociaux et privés. C'est sur cette base que s'établit l'accord entre les activités des entreprises privées qui constituent l'ensemble social. Mais la production sociale ainsi régularisée rencontre d'autres grandes difficultés.

Les prix sont les régulateurs de l'activité économique. — Les prix sont les indices concrets de la valeur des marchandises. C'est pourquoi ils régularisent l'activité des entreprises particulières constituant par leur ensemble l'économie nationale. C'est sur eux que se guide l'entrepreneur afin d'obtenir, lors de la vente de ses produits, un bénéfice qui apparaît comme un surplus de valeur provenant de son entreprise. La baisse des prix combinée avec la diminution de la recette l'oblige à réduire la production ou à faire pression sur les prix des éléments

(1) Cela se produit dans les pays dont les moyens de communications ne sont pas développés et qui sont mal organisés pour l'exportation des produits agricoles. Voir le chapitre sur les crises agricoles.

de production qu'il emploie. L'augmentation des prix, au contraire, lui fait espérer un bénéfice plus important et l'incite à étendre la production. Ainsi, les prix déterminent la répartition des forces productives dans la production sociale et les font passer des branches de la production dont les produits sont cotés trop bas dans celles qui donnent un plus grand accroissement de valeur. D'un autre côté, les prix et la consommation exercent une réaction mutuelle. La consommation a une tendance à se restreindre lorsque les prix augmentent fortement et, inversement, à s'amplifier quand les prix sont bas, ce qui rapproche la consommation et la production et les harmonise dans la mesure du possible.

Mais l'adaptation de la production et de la consommation aux modifications de la vie économique et aux variations de la valeur des richesses ne s'accomplit pas aussi facilement; au contraire, elle rencontre parfois de grandes difficultés. On ne peut souvent donner une autre destination au capital engagé dans une certaine branche de la production qu'en subissant des pertes considérables. La main-d'œuvre préparée à une occupation déterminée n'est souvent pas en état d'appliquer à d'autres travaux l'habileté qu'elle a acquise. De plus, la dissolution d'anciennes organisations et la création d'organisations nouvelles exigent de grandes dépenses et beaucoup de travail. Aussi les entrepreneurs opposent-ils aux changements une résistance opiniâtre, tant que des circonstances défavorables et l'acuité de la concurrence ne les ruinent pas ou ne les contraignent pas à se soumettre à des conditions inévitables et à y adapter leur activité économique.

La consommation est, en général, aussi conservatrice au point de vue de la quantité qu'à celui de la qualité. Elle ne profite que peu à peu de la possibilité, que lui offrent les conquêtes de la technique et les nouvelles découvertes, de satisfaire plus complètement ses besoins.

Aussi, le plus souvent, un progrès rapide dans la production et le commerce nuit d'abord aux producteurs en provoquant une surproduction dans la branche correspondante de l'industrie jusqu'à ce que la consommation s'étende peu à peu conformément aux nouvelles conditions de la production. Cette élasticité insuffisante de la consommation s'explique par la forme conservatrice de la vie, la tendance à économiser et à capitaliser, dont nous parlerons plus loin, et aussi par le caractère arriéré du commerce de détail sur lequel le bon marché de la production et l'abaissement des prix du gros ne se répercutent que lentement.

Formation des prix. — Le mécanisme de la *formation des prix* et ses défauts sont une nouvelle source de rupture d'équilibre entre la production et la consommation. La formation des prix reflète toutes les imperfections et l'instabilité des conditions de la production et de la consommation.

Les prix sont déterminés, d'une façon générale, par l'offre et la demande. D'ailleurs, à côté de la quantité des marchandises offertes et de l'étendue du besoin, l'intensité de l'offre et celle de la demande exercent aussi une influence. L'étendue de l'offre et de la demande et leur intensité dans un lieu donné ne sont pas susceptibles d'une détermination précise. Elles se manifestent, au contraire, en grande partie seulement par leur action sur les prix. D'ailleurs, elles sont soumises à des oscillations constantes, tant à cause de l'influence qu'exercent les autres marchés que du fait des conditions variables de la production et de la consommation, d'où résulte une modification continuelle des prix. Toute circonstance capable d'agir sur la production et sur l'offre comme, par exemple, l'action des facteurs naturels, les progrès de la technique, les influences de la vie économique et politique, la modification des conditions de communication, etc., et

toute circonstance pouvant influencer la consommation comme, par exemple, une modification du nombre des consommateurs, de leurs goûts et de leur pouvoir d'achat ou, enfin, l'apparition de produits concurrents, tout cela peut avoir une influence sur le rapport entre l'offre et la demande.

Toute entreprise ayant pour objet la production de valeurs doit escompter les variations des prix et se guider sur elles. La prévision des prix dans l'avenir devient ainsi l'un des fondements de l'activité dans le présent et influe sur l'étendue et l'intensité des facteurs déterminants des prix — l'offre et la demande.

Le rôle de la spéculation. — C'est en cela que se manifeste la participation de la spéculation dans la formation des prix. La spéculation est une conséquence de l'instabilité et de l'incertitude des conditions de la vie économique basée sur la division du travail et la concurrence. Sa tâche consiste à évaluer le plus exactement possible et à utiliser pour la fixation des prix dans le présent les éléments indéterminés et variables de l'offre et de la demande : l'étendue de la production et de la consommation, leurs variations probables dans l'avenir dans la mesure où celles-ci peuvent avoir une influence sur le présent, et, d'une façon générale, les changements possibles dans la circulation économique, de même que les changements futurs de la valeur de la monnaie comme étalon des prix. Par cette voie, la spéculation régularise la production et la consommation en un lieu déterminé en tenant compte de la situation actuelle et de la situation future probable de toute la région liée économiquement avec lui. Elle conduit à une plus grande régularité du cours de la production et de la consommation et à une adaptation plus étroite de l'une à l'autre. Le mouvement régulier des prix, rendu possible par la spéculation, contribue, à son tour, à une plus grande constance dans la

répartition sociale des richesses. Ainsi sont évités ces changements fréquents dans la répartition des fortunes et des revenus qui font suite aux variations impétueuses des prix. Même là où la spéculation n'a pas de points d'appui plus ou moins certains pour deviner les prix futurs, du fait qu'elle introduit des degrés intermédiaires et qu'elle répartit les pertes sur un grand nombre de personnes, elle rend le passage d'un niveau à l'autre moins sensible et moins nuisible pour la répartition.

Dangers de la spéculation. — Telle est la fonction idéale de la spéculation. Dans la réalité, elle n'atteint que partiellement son but car la spéculation la plus prudente ne peut prévoir qu'approximativement l'évolution future des prix. Mais elle peut aussi se tromper et agir sur la formation des prix dans un sens opposé à la situation réelle des choses. Alors, elle dirige la vie économique sur une fausse voie en augmentant l'abîme qui sépare la production de la consommation et en provoquant une perturbation encore plus grande de la vie économique. Il est très compréhensible qu'étant donné l'étendue de l'économie nationale et mondiale et la difficulté d'escompter en temps opportun les divers facteurs influant sur la production et la consommation, la spéculation doit commettre une série d'erreurs. D'un autre côté, les influences imprévisibles des forces naturelles et les événements de la vie sociale, les découvertes de la science ou les inventions techniques peuvent troubler les calculs les plus scrupuleux de la spéculation et conduire la vie économique sur des voies nouvelles. Alors les pertes deviennent encore plus importantes si la spéculation a réussi, grâce au crédit, à agir avec une force particulière sur la vie économique.

Mais à côté de défauts organiques et d'erreurs involontaires, la spéculation donne lieu à des excès diminuant sa signification et conduisant à des perturbations sérieuses dans la vie économique. Nous ne nous occuperons pas des

abus directs des spéculateurs quand, en propageant de fausses nouvelles, ou au moyen de « corners » et d'autres manœuvres douteuses, elle agit artificiellement sur les prix. L'importance de tels abus est insignifiante, en général, et on ne peut en rendre responsable la spéculation en tant que telle. Le danger qu'elle présente provient de sa nature même, c'est-à-dire de ce fait que l'évaluation de la conjoncture future, par suite du manque de points d'appui sûrs dans la vie économique toujours mobile et changeante, dépend étroitement de l'état d'esprit collectif régnant dans le monde des affaires.

Dans certaines conditions de la vie économique, cet état d'esprit devient particulièrement optimiste au sujet de la conjonction future. Lorsque, après une période de stagnation et de faibles profits, l'activité économique se réveille et quand s'ouvrent des perspectives de gros bénéfices, les milieux d'affaires se représentent le développement ultérieur de la vie économique sous un jour très optimiste. Cet optimisme s'accroît à mesure que l'activité économique, soutenue par ce même état d'esprit, devient de plus en plus animée, que la production se développe et que la conjoncture s'élève. Une tendance générale à surestimer les perspectives futures et à négliger des facteurs rappelant à la prudence devient prédominante (1). Une telle situation présente d'autant plus de danger que, en présence de l'optimisme général, la responsabilité diminue chez chaque entrepreneur particulier.

Surspéculation. — Cet optimisme est basé chez beaucoup sur la conviction où ils sont que l'essor économique est assuré. D'autres cèdent à l'entraînement général ou ne

(1) C'est sur cette psychologie des individualités économiques que L. Pétrajiszki base sa « loi de la surenchère optimiste » constituant une des bases fondamentales de l'activité économique des masses. Voir son ouvrage : *Les actions et la spéculation de bourse* (en russe), 1914.

voient dans l'animation de l'activité économique et le mouvement ascensionnel des prix qu'une occasion favorable de réaliser des gains. Car l'opinion régnante au sujet de la conjoncture future peut, qu'elle soit fondée ou non, servir de base à la spéculation. Dans un cas de ce genre, les entrepreneurs règlent leur activité non point sur des facteurs économiques réels, mais sur l'optimisme d'autrui; même s'ils ne doutent pas de l'écroulement final du mouvement de hausse, ils espèrent réaliser leurs produits ou liquider leurs obligations avec profit avant le moment de la réaction. En agissant ainsi, ils contribuent tout particulièrement à maintenir l'état d'esprit général et à accélérer le mouvement ascensionnel.

La conviction que l'élévation des prix et l'essor économique sont fictifs peut devenir générale sans provoquer cependant de réaction. Tant qu'on reste persuadé de ce que la situation fictive est entretenue par l'action de tous, le mouvement de hausse peut se prolonger. La spéculation se transforme alors en une sorte de jeu de hasard et donne ce caractère à toute l'activité économique. La situation devient alors particulièrement critique. Et aussitôt que la confiance qui entretenait une prospérité factice de la vie économique subit le moindre ébranlement, ou quand s'épuisent les moyens à l'aide desquels cette prospérité était entretenue, il se produit un écroulement subit.

Pour désigner cette espèce de spéculation qui, provenant d'un optimisme exagéré, a perdu toutes bases réelles et a dégénéré en « spéculation sur la spéculation », le terme le plus exact est celui de *surspéculation*. Elle peut se manifester dans toutes les branches de la vie économique : dans l'industrie, le commerce et avant tout, dans son domaine habituel, à la bourse. C'est là, sur le terrain de l'agiotage et de la manie du trafic des actions, qu'elle atteint son plein développement.

La surspéculation naît d'habitude dans quelque domaine

délimité de l'activité économique, élargit ensuite progressivement sa sphère d'action et finit par s'étendre à toute la vie économique. Mais même alors elle se développe particulièrement dans certains domaines de préférence à d'autres. Ce sont ceux qui ont attiré l'attention du public par des bénéfices exagérés ou qui, pour quelque autre raison, tentent les spéculateurs.

La surspéculation agit avant tout sur le niveau des prix. Dans l'espoir d'une conjoncture future favorable, les prix augmentent, tant par suite de la demande des spéculateurs que comme résultat du développement constant de la production en période d'essor. En même temps que les prix s'élèvent, on s'occupe de plus en plus activement d'accroître les réserves de marchandises et de moyens de production. Ceci entraîne un commerce actif d'importation, une augmentation de la production et un développement de l'industrie ainsi que la fondation de nouvelles entreprises et l'intensification de la construction. A cela s'ajoutent la spéculation sur les terres et l'agiotage sur les valeurs de bourse.

Dans tous ces cas, l'entrepreneur se guide par un seul et unique principe : dans l'attente d'une augmentation ultérieure des prix des marchandises et d'une diminution du pouvoir d'achat de la monnaie, il s'efforce, au moment présent, de transformer en marchandises ou en moyens de production la plus grande partie possible de son pouvoir d'achat. Il spéculé sur l'augmentation du prix des marchandises et la diminution de la valeur de la monnaie. Ainsi s'explique la tendance générale à un recours intense au crédit. C'est pourquoi la surspéculation conduit toujours à une tension des rapports de crédit.

Un tel accroissement spéculatif de la production présente de grands dangers. La difficulté d'un développement *proportionnel* de tout le procès de production conformément à l'augmentation de la demande et aux variations

des besoins, se complique dans le cas actuel de la rapidité exagérée de ce développement. De plus, les branches de l'industrie particulièrement favorables à la spéculation se développent plus que les autres et troublent l'équilibre entre les divers domaines de la production. Ainsi se forme un terrain propre à l'apparition d'une surproduction partielle qui, si les circonstances sont favorables, peut conduire à une baisse générale des prix.

Les prix et la valeur de la monnaie. — Le *système monétaire* et le *système de crédit* sont eux aussi une autre source de réaction sur les prix. Les prix des marchandises dépendent de la valeur de la *monnaie* en tant qu'étalon des prix. Le fait que la valeur de la monnaie est elle-même déterminée par l'offre et la demande et soumise, par suite, à des oscillations devient, à son tour, une cause de variation des prix des marchandises. Un développement rapide de la production des métaux précieux ou une émission exagérée de la monnaie de papier diminue la valeur de la monnaie et augmente celle des marchandises. Au contraire, une diminution notable de la quantité de monnaie fait croître sa valeur et décroître celle des marchandises. L'augmentation de l'échange des marchandises et, par conséquent, du besoin de monnaie agit en sens contraire. L'influence de la variation de la valeur de la monnaie sur les prix n'est pas, certes, aussi immédiate, générale et régulière que le prétend la théorie quantitative de la monnaie. Un accroissement important et prolongé de la quantité de monnaie n'élève que lentement et inégalement les prix des marchandises par l'action de l'augmentation de la demande, de la diminution du taux de l'intérêt et des modifications du change, jusqu'au moment où le nouveau système des prix s'établit définitivement. L'augmentation de la valeur de la monnaie agit aussi progressivement, mais en sens inverse.

Une dépréciation du change dans un pays étranger avec

lequel un pays donné entretient des rapports économiques actifs, entrave l'exportation et influence les prix intérieurs. De même, une modification du rapport entre l'argent et l'or dans le système bimétallique exerce une action sur les prix du marché intérieur du fait qu'elle encourage ou entrave l'importation ou l'exportation.

Toutes ces modifications de la valeur de la monnaie entraînent, comme conséquence naturelle, des changements compliqués dans la répartition des fortunes, des revenus et du pouvoir d'achat des diverses classes, ainsi que dans la composition qualitative et quantitative de la consommation. Aussi leur action sur la vie économique affecte-t-elle des formes diverses et compliquées (1).

Les fluctuations de la valeur de la monnaie en relation avec l'importance de l'échange des marchandises sont des conséquences inéluctables du rôle qu'elle joue de moyen d'échange. Ainsi, tandis que la stabilité de la répartition des fortunes et des revenus exige la stabilité de la valeur intérieure de la monnaie en tant qu'étalon de la valeur, la valeur (dite extérieure) de la monnaie en tant que moyen d'échange doit s'accommoder aux modifications de l'intensité du trafic des valeurs et croître ou décroître selon que celui-ci augmente ou diminue. Le conflit entre le rôle de la monnaie comme moyen d'échange et son rôle comme étalon des prix, rôles qui supposent des qualités contradictoires, conduit à des fluctuations continuelles des valeurs relatives. Et cela subsiste malgré que ces rôles contradictoires soient notablement conciliés par l'élasticité de la circulation monétaire et, surtout, par le concours du crédit. Il n'est pas possible de considérer comme insignifiante l'action de ces fluctuations de valeur de la monnaie sur la vie économique

(1) La vie économique de l'Angleterre en 1693-96, étudiée dans notre livre : *Geschichte der Handelskrisen in England*, pp. 15-83, peut servir d'exemple caractéristique des conséquences diverses de toute perturbation du système monétaire.

et, spécialement, sur la répartition quoique, dans ses manifestations individuelles, elle soit à peine ressentie par ceux qu'elle affecte.

L'augmentation de la valeur de la monnaie à la suite de l'accroissement de la circulation des marchandises va à l'encontre des intérêts de la production, parce qu'elle exerce une pression sur les prix. Les hauts prix, en augmentant les bénéfices des entrepreneurs, contribuent à l'essor économique. Le manque de moyens de circulation qui s'ensuit réagit défavorablement sur la vie économique sous beaucoup d'autres rapports. Mais l'entrave qui résulte de l'accroissement de valeur de la monnaie est notablement réduite et, dans certains cas, supprimée par une double circonstance. Tout d'abord, grâce à l'élasticité de la circulation, la même quantité de monnaie peut s'accommoder à l'importance de la circulation des valeurs et conserver jusqu'à un certain point une valeur interne constante. Ensuite, l'élasticité de la circulation monétaire est augmentée à un degré notable par le développement du système des paiements par l'intermédiaire des banques et des chambres de compensation. Mais elle est surtout favorisée par le développement du crédit.

Le rôle du crédit et les dangers qu'il comporte. — Le développement du *crédit* et la multiplication des succédanés monétaires tels que : billets de banque, chèques, lettres de change, etc., ne diminuent pas la valeur de la monnaie comme le supposaient les partisans de la théorie quantitative sous sa forme primitive étroite (la *theory of currency*). Ils répondent seulement aux besoins accrus de moyens de circulation et, grâce à leur élasticité, correspondent toujours exactement aux exigences de la vie économique. Bien plus, le crédit et les succédanés de la monnaie contribuent au maintien de la valeur de cette dernière et donnent à une même quantité de monnaie la possibilité de satisfaire à une circulation économique augmentée sans

que sa propre valeur s'élève. Reprenant à la monnaie métallique une partie de sa fonction en tant que moyen de circulation, ils renforcent son importance en tant qu'étalon de la valeur et contribuent à former des prix répondant à une situation économique donnée. Ainsi, en période d'essor, il se crée une possibilité d'élévation des prix en rapport avec la conjoncture, indépendamment de l'accroissement de la circulation des valeurs.

Mais l'élasticité du crédit, qui libère la vie économique des entraves du système monétaire, a des limites. Elle exige comme conditions fondamentales la stabilité de la répartition et la continuité du procès de production qui garantissent l'observation ponctuelle des engagements de paiement. Le système du crédit perd donc ses fondements quand un ralentissement se produit dans les échanges et aussitôt qu'une accumulation de marchandises provoque une modification brusque de leur évaluation et de la répartition sociale.

Une autre condition indispensable pour l'extension du crédit c'est la fluidité de la circulation monétaire. Malgré la limitation relative de celle-ci dans le système actuel du crédit, la monnaie en reste cependant la base, et, quelle que soit la façon dont le crédit est organisé, il y a pour lui une certaine limite maximum qu'il ne peut dépasser sans mettre tout le système en péril. Si même il était possible de réaliser une extension de la production rapide mais en même temps rigoureusement adéquate aux besoins à l'aide d'une augmentation constante des prix et d'une tension de plus en plus grande du crédit, ce dernier finirait cependant par s'effondrer. Et cela à cause du manque de proportion entre l'extension exagérée du crédit et sa base monétaire étroite. Si même on suppose une extension proportionnelle de cette base, le danger d'effondrement serait simplement réduit mais non pas écarté. Avec une rapide extension du crédit, il se produit toujours

des lézards qui peuvent provoquer l'effondrement de tout l'édifice. Si un crédit fortement tendu ne possède pas d'organisation prudente et déjà consolidée, le moindre événement peut réveiller « la défiance endormie » comme on désigne la confiance qui est l'âme du crédit. Une base monétaire étroite est précisément une menace permanente pour le crédit. La difficulté de payer au comptant, quand cela est indispensable, ébranle la confiance dans la continuité de la circulation fiduciaire. Dans ces conditions, le crédit peut être ruiné par une infime exportation de métal à l'étranger ayant lieu pour une cause quelconque (p. e., une balance défavorable, consécutive à une importation de céréales après mauvaise récolte ou de matières premières pour l'industrie, etc., ou encore le besoin de métaux précieux à l'étranger) ou par l'augmentation de la demande de monnaie dans le pays lui-même. Après l'effondrement du crédit, le besoin de moyens sûrs de circulation s'accroît subitement, tant pour la liquidation des rapports de crédits que pour la circulation des valeurs. L'augmentation de valeur de la monnaie qui en résulte réagit défavorablement sur les prix des marchandises et provoque un ébranlement dans le domaine de la répartition.

Tel est le schéma des crises économiques comme se les représentent des théoriciens qui les expliquent uniquement par des causes tenant à la circulation monétaire et fiduciaire (1). Mais en fait, cette explication n'est qu'une fiction. Une rapide extension du procès de production dans les cadres de l'organisation économique actuelle ne peut se faire sans qu'apparaissent des phénomènes connexes inévitables : la surcapitalisation et la surproduction. La tension du crédit n'est qu'un autre aspect de ce phéno-

(1) E. DE LAVELEYE, *Le marché monétaire et ses crises depuis cinquante ans*, 1863. C. JUGLAR, *Des crises commerciales et de leur retour périodique*.

mène et n'a d'ailleurs qu'une importance secondaire. La crise de crédit elle-même, qui précède la crise générale, est en effet provoquée par l'arrêt dans la production et la circulation.

De l'explication précédente il suit, en tout cas, que les prix étant le résultat des rapports entre les valeurs des marchandises et celle de la monnaie, un mouvement général de hausse des prix se produisant sous un régime purement monétaire et servant de base à un essor économique, serait rapidement arrêté par l'augmentation de la valeur de la monnaie. Le mouvement ascensionnel des prix est facilité par le crédit. Celui-ci libère la vie économique des entraves étroites du régime monétaire primitif. Il est vrai qu'en même temps il exclue un développement lent mais, par contre, sûr et régulier. Car c'est seulement dans le régime monétaire pur que la dépendance réciproque entre le niveau des prix et l'importance de l'échange des valeurs régularise le développement économique. Sous ce rapport il est exact, jusqu'à un certain point, que les crises économiques sont étroitement liées au régime du crédit.

Mais sous un autre rapport aussi, le développement du crédit contribue réellement à l'apparition des crises économiques. Le crédit n'est pas seulement un moyen d'échange et un succédané de la monnaie comme moyen de circulation. Il possède une importance plus grande encore comme moyen de mobiliser et de concentrer le capital dans les entreprises. Grâce au crédit, non seulement la force productive du capital augmente, mais elle se met au service des tendances dominantes de l'activité économique à une époque donnée. Le crédit est un instrument puissant de développement économique et d'extension du processus de reproduction. Mais il n'en devient que plus dangereux lorsque la vie économique se trouve sur une mauvaise voie ; alors il accélère et

renforce la catastrophe et, du fait qu'il lie étroitement entre elles diverses entreprises économiques, il rend difficile la liquidation de la crise.

Le rôle du crédit dans l'apparition des crises est, en tous cas, et si l'on peut s'exprimer ainsi, *instrumental* et nullement *dynamique*. Le crédit ne peut pas de lui-même attirer la vie économique sur la mauvaise voie. Mais, dans certaines circonstances, il devient un instrument puissant au service des facteurs qui tendent à rompre l'équilibre de la vie économique et dont il sera question plus loin. Il arrive rarement dans le cas d'une crise partielle et même jamais, dans le cas d'une crise générale, que cette crise soit provoquée uniquement par un effondrement subit du crédit agissant comme cause première. Au contraire, en règle générale, l'effondrement du crédit a lieu comme conséquence d'un ébranlement préliminaire de l'organisme économique social.

Organisation de la vie économique et périodicité des crises. — Dans ce qui précède, nous avons essayé de décrire succinctement les anomalies principales inhérentes à l'organisation technique de la vie économique actuelle et d'indiquer les difficultés qui en résultent dans le cours régulier de cette dernière et peuvent y provoquer des troubles sérieux. L'action de ces facteurs se traduit par de nombreuses calamités affectant diverses entreprises, des branches entières de l'industrie ou divers domaines de la vie économique : ils peuvent même parfois désorganiser cette dernière toute entière. Ces calamités peuvent avoir diverses causes et chacune d'elles peut être attribuée à l'un ou à plusieurs des défauts de la structure économique qu'on vient de rappeler. Seulement ces perturbations économiques de nature diverse présentent un caractère occasionnel et sont loin de posséder l'importance des crises économiques qui se reproduisent à intervalles réguliers en donnant lieu à des phénomènes nombreux et

divers. La rigoureuse périodicité de ces crises montre qu'elles sont intimement liées entre elles et qu'il faut les considérer comme un phénomène unique dû à une cause générale. Les défauts indiqués plus haut de l'organisation technique de la vie économique jouent également un grand rôle dans les crises périodiques et cela conduit à les considérer comme en étant la cause. Et nous voyons qu'à chaque répétition de la crise périodique on s'efforce d'en rendre responsable quelqu'un de ces défauts ou même quelque circonstance extérieure. Ce faisant, on oublie que le phénomène en réalité uniforme et unique que constituent les crises périodiques, ne peut être expliqué dans chacune de ses manifestations par des raisons différentes et qu'il doit avoir, au contraire, une cause constante. Mais l'indication des défauts techniques n'explique nullement la courbe ondulée que suit le développement économique ; elle ne détermine pas le caractère des cycles économiques dont la crise n'est qu'un simple stade. En d'autres termes, il reste encore à expliquer la périodicité des crises économiques et, en même temps, leur essence. Le dénombrement d'une quantité de facteurs de perturbation de la vie économique laisse ouverte la question de savoir à quoi est dû le caractère fondamental de son développement et ce qui provoque les ébranlements périodiques de tout le procès de reproduction.

Il est clair que les facteurs qui déterminent le caractère du développement économique ne doivent pas être cherchés dans les particularités de l'organisation économique, à la périphérie de la vie économique, mais dans ses bases profondes. Il doit y avoir certains défauts *constitutionnels* de l'organisme économique qui rendent le développement harmonique de la vie économique impossible. A la base de la vie économique sociale il doit y avoir évidemment des tendances contradictoires qui conduisent constamment à des ébranlements violents au moyen desquels ces con-

traditions se résolvent provisoirement ou qui en diminuent l'influence. Les imperfections extérieures de l'organisation économique se présentent alors à nous comme les moyens par lesquels ces tendances fondamentales adverses se manifestent et réagissent sur la vie économique. Les circonstances fortuites diverses qui semblent être, à première vue, la cause des perturbations économiques se révèlent, en réalité, comme de simples accidents faisant tomber un fruit déjà mûr et donnant à chaque crise une nuance déterminée. En se plaçant à ce point de vue, non seulement les crises générales qui ébranlent tout l'organisme économique, mais la majorité des crises partielles ou locales apparaissent comme étant la conséquence des contradictions constitutionnelles de l'organisme économique. C'est à l'examen de ces causes fondamentales que nous allons maintenant procéder.

II

MÉCANISME ET CAUSES DÉTERMINANTES DES MOUVEMENTS GÉNÉRAUX DES PRIX (THÉORIE DE LA CONJONCTURE GÉNÉRALE)

Variations de la valeur et le problème des crises. — Dans le premier chapitre de la présente étude, nous avons appelé crise un stade déterminé du développement cyclique de la vie économique : le court laps de temps qui sépare la période d'essor de celle de dépression. Dans le cycle du développement économique, la crise constitue en quelque sorte l'achèvement de la période d'essor vers lequel elle tend inévitablement et elle est en même temps le point de départ de la période de dépression qui suit. Constituant un stade déterminé du cycle économique, la crise appa-

rait comme un phénomène dont l'explication doit être ramenée avant tout à celle du caractère cyclique du développement économique.

Ce développement se reflète dans l'évolution analogue des prix des marchandises. Une période d'essor de l'activité économique et de renforcement continu de la production s'accompagne toujours d'une élévation progressive des prix; le ralentissement qui suit dans la production et le bouleversement de la vie économique vont de pair avec une chute brusque des prix. Ainsi, une période de dépression ou une période de gêne pour l'activité économique est en même temps une période où les prix baissent ou sont exagérément bas. Cette coïncidence est compréhensible. Toute l'analyse précédente du régime actuel de l'échange nous a montré que le processus de production repose tout entier sur le principe de la valeur. C'est sur ce principe que se guide la production dans les diverses entreprises et que se règle, ensuite, la consommation. Ce même principe fait marcher d'accord d'innombrables entreprises indépendantes entre elles dans leur direction et leurs buts, mais dépendant complètement les unes des autres pour les moyens de les atteindre. C'est lui qui accommode la production à la consommation. C'est aussi d'après lui qu'a lieu la répartition du produit social et que se détermine, directement ou indirectement, la situation de ceux qui prennent part à la production. Il est donc naturel que les fortes modifications de la valeur des richesses, qui sont à la base des crises économiques, entraînent dans les revenus et les fortunes de grands changements qui donnent extérieurement aux crises l'aspect d'un phénomène de répartition. D'un autre côté, ces modifications désorganisent le procès de production qui s'effectue sur la base de certaines normes des valeurs et qui est lié à un certain mode de répartition du capital.

Ainsi le problème des crises devient un problème de la valeur et la recherche des causes des crises conduit inéluclablement à celle des causes des modifications périodiques de la valeur des richesses ou, plus exactement, de la baisse périodique des prix par laquelle se traduit la dépréciation périodique des marchandises.

Le trait le plus caractéristique de la dépréciation périodique des marchandises qui conduit aux crises, c'est sa généralité. La baisse des prix, qui commence par les objets de consommation, s'étend ensuite aux moyens de production et trouve sur ce terrain son expression la plus nette; elle se manifeste autant sur les objets fabriqués que sur les matières premières. Seuls ne sont pas affectés par la baisse générale des prix les produits dont la production et la consommation sont conditionnées par des facteurs spéciaux qui neutralisent la tendance générale à la dépréciation ou l'emportent sur elle. Ces exceptions, basées sur des raisons spéciales, justifient simplement la règle. Le caractère général de la baisse en temps de crise est unanimement reconnu par les théoriciens de toutes les tendances. D'ailleurs cette baisse générale correspond à une élévation également générale pendant la période d'essor qui a précédé. L'explication de la hausse et de la baisse périodiques des prix serait donc en même temps la solution du problème des crises et ses autres côtés s'éclaireraient alors d'eux-mêmes.

1. Valeur. Prix. Rapport entre la variation des prix et celle de la valeur de la monnaie.

Valeur et prix. — Dans le chapitre précédent nous avons parlé de l'importance des prix dans la vie économique et indiqué les circonstances qui exercent une influence sur leur formation. Mais les facteurs indiqués plus haut sont encore loin d'expliquer la hausse et la baisse périodiques

des prix. Pour expliquer celles-ci il est indispensable de pénétrer plus profondément dans le mécanisme interne de la formation de la valeur et des prix en relation avec les principes de la vie économique actuelle.

Avant tout il est nécessaire d'expliquer l'essence même de la notion de valeur et aussi l'importance de la variation des prix en tant que phénomène économique. Le problème de la valeur, c'est, comme nous l'avons vu, le problème fondamental de notre science auquel nous relierions celui des crises économiques. La voie conduisant à sa solution a été indiquée tout d'abord par les théoriciens de l'école subjective. Elle n'a été, il est vrai, déterminée jusqu'ici que dans ses traits généraux. Car si plus de 50 ans se sont écoulés depuis que Jevons, Menger et Valras ont établi les bases de la nouvelle théorie de la valeur, celle-ci n'est pas encore sortie de la période de développement des principes fondamentaux et de nombreux côtés du problème de la valeur n'ont pas encore été éclairés comme il convient. Ceci est particulièrement vrai pour la question importante et compliquée de la formation et de la variation de la valeur d'échange et des prix. Et cependant c'est seulement en partant de la théorie de la valeur subjective qu'on peut arriver à une explication satisfaisante du phénomène de la variation périodique des prix qui est à la base des crises économiques.

Fondement de la valeur des biens économiques dans l'économie individuelle. — En opposition avec la théorie classique et avec celle du travail, qui donnent pour base à la valeur des biens le coût de production (les frais) ou la quantité de travail dépensé à la production, la théorie subjective admet que le fondement de la valeur des richesses économiques git non point dans l'objet lui-même mais dans le rapport entre l'homme et lui. D'après la définition de l'école subjective, « la valeur, c'est l'importance que les biens concrets possèdent pour nous du fait

que nous reconnaissons la nécessité de pouvoir en disposer pour satisfaire à nos besoins » (1). L'importance d'un bien et par suite sa valeur dépendent ainsi de l'importance de sa possession pour satisfaire à nos besoins ou pour nous éviter une souffrance. Cette importance est d'autant plus grande que le besoin à satisfaire par la possession de ce bien est plus grand. Seulement l'importance de la possession du bien n'est pas uniquement déterminée par le caractère du besoin auquel il satisfait. Les biens servant à la satisfaction des besoins les plus importants, par exemple le besoin de nourriture, peuvent avoir moins de valeur que ceux qui servent à la satisfaction des besoins apparemment les moins réels, comme, par exemple, celui de pierres précieuses. Cela se produit quand la quantité des biens du premier genre est grande comparativement au besoin qu'on en a et quand la quantité de ceux du second genre est relativement limitée. La raison de ce phénomène c'est que, dans la mesure où l'on satisfait à un besoin, même des plus importants, son intensité diminue. Par suite, l'importance du bien d'espèce déterminée servant à satisfaire ce besoin s'amoin-drit. L'importance de la dernière unité ou de la dernière partie de l'ensemble des biens d'un genre donné dont nous disposons ou *l'utilité finale* (Jevons) ou *limite* (Böhm-Bawerk) de ce bien détermine la grandeur de sa valeur. Celle-ci est d'autant moindre que la quantité du bien est grande par rapport au besoin qu'on en a. C'est pourquoi la valeur des biens libres existant en quantités illimitées comme, par exemple, l'air, est égale à zéro.

L'importance d'un bien déterminé pour un individu donné dépendant de l'importance du besoin qu'il doit satisfaire et du rapport entre la grandeur du besoin et la

(1) K. Menger, *Principes d'Economie politique*.

quantité existante de ce bien à un moment donné, nous l'appellerons *valeur subjective absolue* de ce bien. Et cela en ce sens que cette valeur représente pour l'individu en question une certaine grandeur absolue mais d'un caractère purement subjectif. Le caractère absolu de la valeur subjective s'exprime en ce qu'elle constitue une grandeur augmentant ou diminuant exclusivement en fonction du rapport variable entre le besoin de ce bien et sa quantité. La valeur absolue d'un bien n'est pas susceptible de mesure directe, car nous n'avons pas d'étalon pour mesurer les sensations qui gisent à la base de toute évaluation. Mais nous pouvons juger de sa grandeur relative et des variations de cette dernière en comparant l'une avec l'autre l'importance que nous attribuons à divers biens (1). Si, au point de vue de la satisfaction de nos besoins, nous donnons à une unité du bien A la même importance qu'à deux ou trois unités du bien B, nous en concluons que A est deux ou trois fois plus précieux que B. Des rapports quantitatifs mutuels des valeurs des divers biens découle la *valeur subjective relative* de ces biens pour l'individu qui les évalue. Par valeur subjective relative d'un bien nous entendons par suite l'importance que ce bien possède pour un individu donné, par comparaison avec d'autres au point de vue de l'utilité et de la rareté. Des rapports réciproques entre les valeurs subjectives découle un système de valeurs relatives des biens pour un individu donné.

Des variations de la valeur absolue des biens se font jour dans les rapports entre les valeurs de ceux-ci. Admettons que la valeur du bien A ait été précédemment égale à celle du bien B. Admettons, de plus, que le rapport du besoin à la quantité existante du bien A se soit modifié

(1) Cf. STANLEY JEVONS, *The theory of Political Economy*, 4^e édit., pp. 11-12.

de telle sorte que $A = 2 B$, étant admis que le rapport analogue du besoin du bien B à la quantité de ce bien ne se soit pas modifié. Alors nous sommes en droit de conclure que la valeur absolue de A s'est accrue dans une mesure déterminée (1).

Evidemment, les variations générales de la valeur absolue de tous les biens ne peuvent se manifester dans les valeurs relatives car, si les valeurs absolues des biens augmentent ou diminuent dans la même proportion, les rapports entre ces valeurs restent inchangés. Nous ne pouvons juger des variations générales de la valeur subjective absolue que dans leurs grandes lignes d'après le degré de satisfaction générale de nos besoins. S'il y a augmentation générale de la quantité des biens, nos besoins seront mieux satisfaits et la valeur absolue de ces biens diminuera. S'il y a diminution générale de la quantité des biens ou augmentation des besoins, le contraire se produira.

Ainsi la valeur se révèle, non pas comme un étalon de bien-être, mais comme un étalon de non-satisfaction des besoins humains. L'utilité est bien, il est vrai, la condition indispensable de la valeur des biens, mais l'origine de la valeur de ces derniers c'est leur *insuffisance* ou leur rareté. A mesure que cette insuffisance est ressentie moins intensément, à mesure donc que la satisfaction des besoins devient plus complète et que l'utilité finale des biens diminue, leur valeur tombe également.

Formation de la valeur sociale des biens. — Tels sont les fondements de la détermination de la valeur subjective des biens qui régularisent la production et la consom-

(1) Avant la publication de la présente édition française de cet ouvrage j'ai constaté que *Irving Fischer* dans son étude : *Recherches mathématiques sur la théorie de la valeur et des prix* (première édition 1892 ; édition française 1916) établit de la même façon que l'utilité des biens est une quantité.

mation dans l'économie individuelle isolée. Mais les biens ne sont pas seulement l'objet d'évaluations individuelles ; ils peuvent être aussi l'objet d'une estimation sociale qui détermine leur importance dans l'économie sociale. L'importance relative des biens dans l'économie sociale s'exprime par la *valeur objective d'échange* des biens, c'est-à-dire par les rapports quantitatifs dans lesquels ils s'échangent les uns contre les autres. Mais la valeur d'échange, en tant que notion relative, doit être fondée sur un principe positif. D'après nous, celui-ci est constitué par la notion de la *valeur sociale absolue* qui correspond à celle de la valeur subjective absolue quand il s'agit de la valeur subjective des biens. Mais qu'est-ce que la valeur sociale absolue ?

Il y a un lien étroit entre la valeur objective d'échange et la valeur subjective. En fait, la valeur objective d'échange se forme sous l'influence immédiate des évaluations subjectives des individualités économiques faisant partie d'une collectivité donnée et constituée, suivant l'expression typique de Böhm-Bawerk, « la résultante des évaluations subjectives qui se rencontrent sur le marché » (1). Nous devons nous représenter le système des valeurs objectives relatives comme composé des systèmes des valeurs subjectives relatives de la collectivité constituant un domaine économique donné. Mais nous avons vu que le système des valeurs subjectives se base sur l'utilité finale des biens pour une individualité économique. La valeur objective d'échange doit par suite constituer la résultante des évaluations subjectives limites (relatives). Il ne faut pas se figurer cette résultante sous forme d'une moyenne arithmétique ou géométrique. De telles moyennes sont en effet dépourvues de signification réelle, tandis que la valeur

(1) BOEHM-BAWERK, *Grundzüge der Theorie des wirthschaftlichen Güterwerthes*.

objective d'échange ou le prix (c'est-à-dire la valeur objective d'échange exprimée en valeur de la monnaie) doit correspondre à l'évaluation concrète de l'acheteur concluant une affaire sur le marché. Le procès de formation du prix montre que celui-ci correspond à l'évaluation monétaire la plus élevée émanant des acheteurs et permettant d'écouler toute la quantité du bien considéré (1). L'argent n'est pas désiré pour lui-même, mais comme moyen d'achat d'autres biens. La valeur objective d'échange d'un bien se détermine donc en fin de compte par son utilité finale pour l'acheteur qui l'évalue relativement plus que d'autres ou, en d'autres termes, qui le place dans son système de valeurs subjectives relativement plus haut que d'autres personnes. Cette utilité limite du bien par rapport à l'acheteur limite est en même temps la moindre que le bien considéré peut fournir dans les circonstances données après satisfaction des besoins plus intenses des consommateurs (2).

(1) Sur le procès de formation de la valeur d'échange des biens en partant de la théorie de l'utilité limite, voir l'exposé considéré jusqu'ici comme classique de BOEHM-BAWERK, *Grundzüge der Theorie des wirtschaftlichen Güterwertes*, dans *Jahrb. f. Nat. und Stat.* N. F. Bd. XIII (1886). Voir également B. LAVERGNE, *La théorie des marches économiques*, 1910, pp. 37 et s.

(2) Voir JEVONS, *The theory of Political Economy*, p. 141. Voir également BOEHM-BAWERK, *op. cit.*, pp. 157-158. — Les différences qui peuvent se manifester dans la mesure de la valeur absolue des biens chez diverses personnes d'après les différences d'intensité de leurs sensations (différences qui d'ailleurs échappent complètement à toute estimation) ou d'après la mesure dans laquelle la satisfaction générale de leurs besoins est assurée (en d'autres termes, d'après leur situation de fortune, ce dont il sera encore question plus loin), n'ont évidemment dans le cas actuel aucune importance et ne contredisent pas au principe posé. Car elles ne concernent pas la valeur d'un bien déterminé, mais tout le système de valeurs d'un individu donné. Ce dernier est basé sur l'uniformité du niveau des utilités finales de tous les biens pour l'individu en question comme condition de son plus grand bien-être dans les conditions données (comparer JEVONS, *op. cit.*, p. 138-140). Par conséquent, si la valeur objective de quelque bien dont l'utilité

C'est pourquoi elle est pour la société ce que l'utilité subjective finale était pour l'individu isolé. Nous pouvons donc l'appeler *l'utilité sociale finale* du bien. Cette dernière joue pour la société la même fonction que l'utilité subjective finale pour l'économie individuelle, c'est-à-dire qu'elle détermine la *valeur sociale absolue* des biens et règle ainsi la production et la consommation dans l'économie sociale (1).

n'est pas primordiale (le sucre, par exemple) est fixé d'après l'évaluation de personnes plus fortunées, évaluation inférieure au point de vue absolu à celle d'un individu pauvre, pour lequel ce bien est un article de luxe, alors il faut considérer que la satisfaction de ce besoin du pauvre l'empêcherait de satisfaire une partie de ses autres besoins plus urgents. La même chose s'applique aux personnes dont les sensations sont d'intensité différente.

(1) La valeur sociale absolue des biens dans le sens indiqué plus haut correspond, par conséquent, à la valeur subjective absolue de ceux des acheteurs-limite qui déterminent la valeur objective d'échange de ces biens. Dans la valeur objective d'échange des biens nous avons ainsi un système de valeurs relatives basées sur la valeur subjective absolue que leur accordent diverses personnes, c'est-à-dire sur des grandeurs non commensurables. Car il ne peut y avoir de mesure commune pour comparer les sensations de personnes différentes. Mais, à ce point de vue, le système des valeurs objectives d'échange ne diffère guère de celui des valeurs subjectives relatives. Car il ne peut y avoir non plus de mesure commune pour les diverses catégories de sensations d'un seul et même individu, ce qui, cependant, n'empêche pas la formation d'un système subjectif de valeurs chez chacun de nous. Le critérium de la classification ce sont les sacrifices que le ou les individus sont prêts à faire pour acquérir l'un ou l'autre bien (« value is the measure of sacrifice » SELIGMAN, *Principles of Economics* p. 193). Dans un système économique basé sur l'échange, ces sacrifices se ramènent à une dépense d'argent. Ce qui constitue la base de l'unité du système des valeurs relatives, tant subjectives qu'objectives (d'échange), c'est l'unité du sujet. Dans le premier cas, le sujet est un individu isolé, dans le second, une société organisée d'une façon déterminée. Le caractère particulier du second sujet explique la grande mobilité du système des valeurs objectives d'échange et, en même temps, l'amplitude moindre des oscillations des valeurs objectives en comparaison avec les subjectives. Etant donné la multiplicité des évaluations subjectives se rencontrant sur le marché, la différence entre les évaluations les plus voisines qui, suivant les circonstances, peuvent être des évaluations limites pour la société, doit être, le

La valeur sociale absolue représente donc l'importance que les biens économiques — chacun pris individuellement — possède pour l'ensemble des personnes économiques, importance basée, d'un côté, sur les besoins que ces personnes ont de ces biens et, de l'autre, sur les quantités dont elles disposent. Elle apparaît comme une moyenne des évaluations subjectives d'un bien donné de toutes les personnes de l'ensemble. Elle se détermine par l'utilité sociale finale exactement comme la valeur subjective absolue est déterminée par l'utilité subjective finale. D'un autre côté, elle forme le fondement de la valeur objective d'échange, exactement comme la valeur subjective absolue sert de base à la valeur subjective relative. Les rapports d'échange entre les biens sont des rapports entre leurs valeurs sociales absolues et la modification des premiers entraîne celle des seconds.

L'utilité sociale finale d'un bien est fixée par l'acheteur-limite. Toutes les évaluations des personnes économiques qui dépassent l'évaluation finale de l'acheteur-limite ou qui, au contraire, ne l'atteignent pas, restent sans influence immédiate sur la formation de la valeur sociale absolue.

plus souvent, insignifiante. C'est pourquoi l'oscillation des prix a, d'habitude, le caractère d'un mouvement continu dans l'un ou l'autre sens. Remarquons que malgré l'impossibilité de mesurer les sensations subjectives en grandeur absolue, il est fort compréhensible que les systèmes de valeurs subjectives relatives de divers individus coïncident quand ces individus ont des besoins et des situations de fortune analogues. Une coïncidence assez complète des besoins (Cf. SCHMOLLER, *Grundriss der Volkswirtschaftslehre*, 1901, p. 124) et, par conséquent aussi, des systèmes de valeurs subjectives relatives des individus — du moins dans leurs parties fondamentales ayant trait aux rapports des valeurs des biens servant à la satisfaction des besoins les plus généraux et les plus importants — explique que les lois de la variation des prix (c'est-à-dire des valeurs objectives d'échange) de beaucoup de biens d'après les variations de leurs quantités ou du besoin qu'on a d'eux, soient conformes à la loi des variations des sensations subjectives (loi de Weber-Fechner). Nous reviendrons d'ailleurs plus tard sur cette dernière question.

Mais ces évaluations extrêmes participent cependant à la fixation de la valeur qui apparaît comme finale pour l'ensemble (1), tout comme (en parlant au figuré) tous les termes d'une suite influent sur le médian. Par suite de ce lien réciproque entre les évaluations subjectives et l'évaluation sociale des biens, toute modification des premières doit se refléter sur la dernière. Les facteurs déterminant les évaluations subjectives sont : le besoin de biens pour la satisfaction complète et continue des besoins et la quantité de ces biens. C'est pourquoi toute modification dans le rapport entre le besoin d'un bien et la quantité qui en existe, par exemple, la diminution ou l'augmentation de sa quantité dans l'économie sociale dans le cas où les conditions de la consommation restent invariables, doivent naturellement provoquer des changements tant de la valeur subjective absolue de ce bien pour les individus que de sa valeur sociale absolue (2).

(1) BOEHM-BAWERK, *op. cit.*, pp. 139 et s. Boehm-Bawerk arrête ici sans justification l'ensemble des personnes agissant sur les prix. Voir aussi JEVONS, *The theory of Pol. Econ.*, 4^e édit., 1911, p. 109 et s.

(2) La notion de la valeur, en tant que grandeur absolue existant indépendamment de toute comparaison avec une autre grandeur, constitue le fondement de la théorie de la valeur de l'école subjective, qui ramène la valeur des biens à leur utilité finale. La théorie de la valeur subjective est ainsi celle de la valeur absolue. C'est en cela que consiste le mérite principal de cette école qui a ainsi créé une base solide pour la théorie de la valeur relative (Voir v. WIESER, *Der natürliche Wert*, 1889, pp. 52-53, remarque). Cette dernière était la seule considérée par la théorie classique qui admettait à peine la notion de la valeur absolue. Seulement, les théoriciens de l'école subjective ne donnent pas un système rigoureux de la notion de valeur. Ils distinguent, d'une façon générale, la valeur subjective d'usage et la valeur subjective d'échange, la valeur objective d'usage et la valeur objective d'échange. La valeur subjective d'usage correspond à ce que nous avons appelé valeur subjective absolue : elle sert de fondement aux évaluations subjectives relatives (et non « d'échange ») (Cf. BOEHM-BAWERK, *op. cit.*, p. 168). Par valeur objective d'usage on entend « l'utilité reconnue d'un bien pour atteindre un certain but » (BOEHM-BAWERK, article « Wert » dans le *Handwörterbuch der Staatswis-*

La monnaie comme étalon de la valeur sociale des biens.

— Une modification de la valeur sociale d'un bien déterminée (par exemple, « utilité pour la nourriture » ou « pour le chauffage ») sort des limites de la théorie de la valeur. Ensuite il serait plus correct d'introduire dans ce système, sous la dénomination de valeur objective absolue, la valeur sociale absolue des biens qui manque dans la théorie de la valeur de l'école subjective. La valeur objective d'échange est une notion relative devant se baser sur une notion positive. Dans la théorie de la valeur objective, cette notion positive doit être celle de la valeur objective d'usage ou celle de la valeur sociale absolue qui correspondent à la notion de valeur subjective absolue dans la théorie de la valeur subjective. Les représentants de l'école subjective se rendent compte de cette imperfection. Boehm-Bawerk et Wieser introduisent la notion de valeur « économique-sociale » ou « naturelle » des biens. Cette dernière est déterminée par « les rapports sociaux entre les besoins et les moyens de les satisfaire ». En cela d'ailleurs, les besoins sociaux sont pris dans leur ensemble, qu'ils puissent ou non se manifester sur le marché suivant les conditions de la répartition sociale. Les deux auteurs reconnaissent la valeur « économique-sociale » ou « naturelle » comme la source d'où provient la valeur objective d'échange. Mais cette dernière ne paraît pas être la mesure exactement proportionnelle de la première, puisque (comme nous verrons plus loin) tous les besoins de l'ensemble des personnes constituant la société n'exercent pas une action correspondante sur la formation de la valeur objective d'échange (BOEHM-BAWERK, *op. cit.*, p. 186 ; v. WIESER, *op. cit.*, p. 61). Le véritable fondement de la valeur objective d'échange des biens, c'est la valeur sociale absolue comme nous l'avons définie dans le texte.

Jevons et Walras font également des tentatives, à vrai dire passagères et obscures, de synthèse des évaluations subjectives comme fondement de la valeur objective d'échange des biens. Ainsi Walras après avoir affirmé que « la valeur d'échange est une notion relative, comme le poids, et la rareté (c'est-à-dire, dans la terminologie de Walras, l'utilité finale) est une notion absolue, comme la masse » (*Éléments d'Economie politique pure*, 4^e édit., 1900, p. 102), parle alors de la « rareté moyenne » ou de l'utilité finale moyenne fournie par chaque bien à diverses personnes comme d'une grandeur proportionnelle à sa valeur d'échange (*Op. cit.*, p. 103). Jevons qui émet la même opinion que nous dans le texte et suivant laquelle la valeur objective d'échange est déterminée par l'utilité finale du bien par rapport à l'acheteur-limite (*The theory of Political Economy*, 4^e édit., 1911, pp. 75 et s. ; en particulier pp. 108 et s.), est enclin à voir dans les valeurs objectives d'échange des expressions typiques (moyennes) des évaluations subjectives (*Op. cit.*, pp. 15-16). En un

miné se manifeste par une modification de sa valeur d'échange par rapport aux autres biens. Mais si les conditions de la formation de la valeur changent pour tous les biens, ces changements ne se reflètent évidemment plus de façon conforme dans les valeurs d'échange. C'est seulement dans le cas où nous disposerions de quelque bien dont la valeur sociale serait invariable, que nous aurions la possibilité, par comparaison avec cette valeur, de juger des variations de la valeur sociale absolue des autres biens.

En réalité, un tel étalon absolument constant de la valeur objective n'existe pas et ne peut exister, mais la monnaie remplit cette fonction avec plus ou moins de succès dans l'économie sociale. Elle y apparaît en qualité de moyen d'échange et sa valeur sert d'étalon de la valeur d'échange des biens économiques. Son intermédiaire introduit dans l'évaluation des biens une uniformité grâce à laquelle les valeurs relatives des divers biens, ramenées à celle de la monnaie, constituent un système organisé. Les prix expriment ainsi les rapports entre les valeurs sociales absolues des divers biens entre elles, ainsi que le rapport de chacune de ces valeurs à celle de la monnaie.

Etant le rapport entre la valeur objective d'un bien et celle de la monnaie, le prix peut se modifier à la suite d'une variation soit de la première soit de la seconde de ces grandeurs. Si la valeur de la monnaie était une grandeur constante, les modifications des prix exprimeraient celles de la valeur sociale absolue des biens. Quoique la valeur de la monnaie ne soit pas absolument telle, l'expérience montre que les variations des prix pendant des intervalles de temps assez courts et, en particulier, les hausses et

autre endroit, il parle aussi vaguement de l'utilité limite des biens pour un groupe de personnes économiques — « *trading body* » — (*Op. cit.*, p. 95).

baisses périodiques des prix, qui nous occupent, expriment vraiment les variations approximatives de la valeur sociale absolue des biens. Voyons, en effet, dans quelle mesure les variations de la valeur de la monnaie contribuent, en réalité, aux variations périodiques des prix.

Formation de la valeur de la monnaie. — L'importance que prend la monnaie parmi les autres biens est basée sur sa propriété de servir de moyen d'échange et de paiement et de représentant de la valeur. Dans la mesure où elle est constituée par des métaux précieux, son importance résulte également de ce qu'elle est susceptible — complètement lorsque la frappe est libre, partiellement lorsqu'elle est limitée — de servir pour divers buts industriels ou de consommation. C'est sur ces qualités de la monnaie (ainsi que sur son contenu matériel) et sur sa rareté qu'est basée sa valeur d'usage pour les particuliers et c'est d'elle que découle, en fin de compte, sa valeur sociale absolue et d'échange. Cette dernière est la résultante des évaluations subjectives du bien remplissant la fonction de monnaie chez les personnes économiques prenant part à l'économie sociale. La valeur absolue de la monnaie est déterminée en conséquence par les mêmes facteurs qui déterminent la valeur de n'importe quel autre bien (1). Ce sont donc, d'une part, la quantité de la monnaie et, de l'autre, le besoin qu'en ont les économies particulières dans des conditions données de vitesse de la circulation monétaire, de technique des paiements et de développe-

(1) Cette supposition, que j'ai faite dès la première édition de la présente étude (1907), est actuellement défendue par v. Mises, *Theorie des Geldes und der Umlaufsmittel*, 1912, pp. 107-182. Comme on le sait, les théoriciens de l'école subjective ont jusqu'ici évité ou ont eu des difficultés à ramener la formation de la valeur de la monnaie à la loi générale de formation de la valeur des biens économiques, c'est-à-dire au principe de l'utilité finale. Mais c'est seulement ainsi que la monnaie peut être prise pour étalon, non seulement des prix, mais de la valeur des biens.

ment du crédit et des succédanés de la monnaie. Cette valeur est également variable, quoique dans une mesure moindre que celle des autres biens, parce que le besoin de monnaie, la quantité qui en existe et la valeur de son contenu matériel sont soumis à des oscillations constantes. L'augmentation de la quantité de monnaie ou la diminution du besoin qu'on en a provoquent naturellement un abaissement de sa valeur. Au contraire, une augmentation du besoin ou une diminution de la quantité de monnaie entraînent une élévation de sa valeur. Car cette dernière résulte du rapport entre la quantité de monnaie existante et le besoin. Ces modifications entraînent à leur tour une variation correspondante des prix déterminés par le rapport de la valeur des marchandises à celle de la monnaie.

Importance de la quantité de signes monétaires. — La quantité de monnaie dépend — exception faite pour les pays à monnaie de papier — de la quantité de métaux précieux et, dans les derniers temps avant la guerre, surtout de la quantité d'or. L'extraction des métaux précieux ne modifie en un court laps de temps que de façon insignifiante la valeur de la monnaie métallique. Car leur extraction annuelle, même lorsqu'elle est aussi importante que celle de l'or après 1893, représente seulement une très faible partie de la réserve déjà existante. De plus, le besoin plus grande de moyens de circulation croît sans cesse et absorbe la partie des métaux précieux extraits annuellement et lui reste parfois supérieur. Il s'ensuit que les conditions d'extraction des métaux précieux ont sur la valeur de la monnaie une influence lente, ne se manifestant qu'au cours d'une longue période ; pendant le laps de temps correspondant à un cycle économique, cette influence est à peine observable (1).

(1) En se basant sur les recherches de Jevons, Sætbeer, Laspeyres, Sauerbeck, Giffen, Foxwell et autres, on peut fixer les périodes sui-

Théorie de la « currency ». — À côté de la monnaie métallique on rencontre dans la plupart des pays un autre

vantes de variations de la valeur de la monnaie métallique, variations résultant surtout de celles de la production des métaux précieux.

Années 1785-1810 : diminution de la valeur de la monnaie.

Années 1810-1850 : augmentation de la valeur de la monnaie.

Années 1850-1873 : baisse de la valeur de la monnaie (découverte de gisements aurifères en Australie et Californie).

Années 1873-1896 : élévation de la valeur de la monnaie (diminution de l'extraction et passage de la plupart des pays à l'étalon d'or).

Depuis 1896 : diminution de la valeur de la monnaie (par suite du développement de l'extraction de l'or surtout au Transvaal et, après 1914, par suite de la cessation de la circulation métallique dans beaucoup de pays).

La diminution de la valeur de la monnaie pendant la période 1849-1869 a été évaluée par Devons au moins à 18 0 0 (Devons, *The depreciation of gold*, 1869). Suivant Ashley, la valeur de la monnaie est tombée pendant la période de 1895 à 1910 de 5 0 0 (L. Price, *The increased supplies of gold and the rise of prices*, dans *Economic Review*, janvier 1911).

L'explication de l'élévation de la conjoncture par l'augmentation de la circulation métallique a surgi après la crise de 1857 qui avait suivi la découverte des plus riches gisements d'or d'Australie et de Californie. Dans ces derniers temps, dans son rapport au Congrès du *Verein für Socialpolitik*, en 1903, W. Sombart a essayé à nouveau d'expliquer les crises économiques par les variations de la valeur de la monnaie provenant de celles de l'extraction des métaux précieux. Mais cette théorie était si faiblement établie qu'elle fût unanimement réprouvée au Congrès même (Voir *Verhandlungen des Vereins für Socialpolitik über die Störungen im deutschen Wirtschaftsleben der Jahre 1900 ff.* 1904). Cette théorie, tout en n'expliquant pas l'ensemble des phénomènes des crises économiques, se trouve, de plus, en flagrante contradiction avec les faits. En réalité, les données indiquées ci-dessus montrent que les périodes de variation de la valeur de la monnaie sont beaucoup plus étendues que celles de la vie économique. De plus, les crises surviennent aussi régulièrement dans les périodes où la valeur de la monnaie augmente que dans celles où elle diminue. Ainsi, au cours de la période d'augmentation progressive de la valeur de la monnaie, de 1810 à 1850, nous observons les crises de 1815, 1819, 1825, 1836, 1847 et, dans la période d'élévation, de 1873 à 1896, les crises de 1882 et de 1890. D'ailleurs, Sombart a évidemment douté lui-même de l'exactitude de sa théorie, car la justification plus détaillée qu'il en avait promise n'a jamais vu le jour.

moyen de circulation : les billets de banque. Ils remplacent souvent dans une large mesure la monnaie métallique. Leur circulation a été assimilée par beaucoup à celle de la monnaie et on a attribué à ses variations la même influence sur le prix des marchandises qu'à celles de la quantité de monnaie. C'est ce qu'ont fait, en particulier, les représentants de la *currency school* (1) qui prédominait dans la première moitié du XIX^e siècle et qui, actuellement encore, compte un assez grand nombre de partisans pour ce qui est du moins de ses hypothèses fondamentales. Étant donné les fluctuations relativement importantes de la circulation des billets de banque, ces derniers ont été considérés comme des facteurs particulièrement importants des variations des prix et, en même temps, de celles de la vie économique. Cette opinion était basée sur l'observation que, quand la conjoncture s'élève dans des pays où circulent des billets de banque, il y a inmanquablement une augmentation de l'émission de ces derniers et qu'une crise y est accompagnée d'une diminution de leur circulation. Mais une étude plus approfondie de la relation entre l'émission des billets et la variation des prix a montré que les variations de l'émission sont la suite et nullement la cause des modifications des prix (2). L'augmen-

(1) A la tête de cette école se trouvaient en Angleterre : R. TORRENS *Essays on money and paper currency*, 1812 ; *A letter to Lord Melbourne on the causes of the recent derangement in the money market and on bank reform*, 1837, et SAMUEL JONES LLOYD (*Lord Overstone*), *Tracts and other publications on metallic and paper currency*, 1858.

(2) Voir TH. TOOKE, *A history of prices and of the state of circulation*, 6 volumes, 1838-1857. Tooke, le principal adversaire du *currency principle*, a montré dans cet ouvrage capital que les oscillations des prix sont indépendantes de la circulation des billets de banque. Voir également mon étude : *Geschichte der Handelskrisen in England*, 1907. Dans cet ouvrage, une attention spéciale a été apportée à l'influence de l'activité des banques d'émission sur la vie économique. Voir, de plus, A. WAGNER, *Geld-und Kredittheorie der Peel-schen Bankakte*, 1862.

tation de la circulation des billets est provoquée par l'essor des prix et l'augmentation du trafic des valeurs. De même, la diminution de leur circulation en temps de crise, circonstance qui aggrave celle-ci, n'est qu'une conséquence de l'écroulement du crédit par suite de difficultés dans le domaine de la production et de l'arrêt de l'échange des marchandises. D'ailleurs, dans ce dernier cas, les billets de banque partagent le sort de la monnaie métallique qui, en temps de crise, disparaît souvent de la circulation et s'accumule dans les caisses des banques et des particuliers. En fait, les banques d'émission n'ont pas le pouvoir d'augmenter arbitrairement la circulation de leurs billets. Elles sont limitées sous ce rapport par les besoins de l'économie nationale en moyens de circulation. Si ces derniers sont en excès, le surplus retourne dans les caisses des banques qui les ont émis. Les partisans de la théorie de la *currency* obtinrent, en 1844, une limitation effective du pouvoir d'émission de la Banque d'Angleterre par la loi de Peel. Mais cette limitation n'empêcha nullement l'éclosion des crises suivantes et ne servit qu'à les aggraver. Aussi, dès 1847, la loi fût provisoirement suspendue, ainsi que plusieurs fois encore dans la suite à l'approche de crises. Une organisation défectueuse de l'émission de billets par les banques et, d'une façon générale, l'abus du crédit peuvent parfois contribuer à renforcer la spéculation et, après que la crise a éclaté, l'aggraver par la ruine du crédit. Seulement, ces circonstances, non seulement ne peuvent pas être la cause primordiale de la variation des prix, mais ne sont pas en état de les influencer réellement. Les billets de banque et les autres succédanés de la monnaie, comme les traites, les chèques, etc., en s'adaptant au besoin de moyens de circulation de l'économie nationale, tendent à maintenir la valeur de la monnaie invariable et, d'une façon générale, rendent les oscillations des prix plus indépendantes

des changements de valeur de la monnaie. Même là où les billets de banque contribuent à l'essor des prix, ils y arrivent en affaiblissant la dépendance de ceux-ci de l'élévation simultanée de la valeur de la monnaie métallique (1).

Importance de la grandeur du besoin de moyens de circulation. — Il y a un autre facteur qui modifie la valeur absolue de la monnaie. C'est la grandeur du besoin de moyens de circulation. Quant aux autres utilisations de son contenu matériel, dans le cas où la monnaie est faite de métaux précieux, elles peuvent être négligées quand on étudie, comme nous le faisons ici, les variations de la valeur de la monnaie pendant de courtes périodes. Ce facteur a relativement peu d'influence étant donné qu'avec le développement considérable du crédit et du système des paiements par compensation, les oscillations du trafic des valeurs se répercutent faiblement sur la circulation monétaire. D'ailleurs, l'élasticité du crédit et la rapidité de la circulation de la monnaie donnent à la valeur de cette dernière une grande stabilité et la rendent plus indépendante des conditions de l'offre et de la demande que les autres biens.

Naturellement, la quantité de monnaie existante ne peut pas tellement s'accommoder aux besoins variables des échanges économiques qu'il ne puisse y avoir place pour une modification si petite soit-elle de la valeur de la monnaie. Mais comme l'expérience le montre, ces modifications ne sont pas la cause des variations des prix pendant de courtes périodes ni, ce qui est particulièrement intéressant pour nous, de leur hausse ou de leur baisse périodiques au cours d'un cycle économique. Bien au contraire, elles contrarient ces variations des prix ou les atténuent.

Variations de la valeur de l'argent et des prix des mar-

(1) Voir plus haut, pp. 62 et s., 153 et s.

chandises. — Et, en réalité, nous voyons que l'élévation ou l'abaissement des prix ne concordent pas avec les périodes de baisse ou de hausse de la valeur absolue de la monnaie. Au contraire, les variations des prix et celle de la valeur de la monnaie ont lieu dans le même sens. Remarquons tout d'abord que la valeur absolue de la monnaie atteint son niveau inférieur dans la période de dépression ou de bas prix. A ce moment, étant donné la diminution des échanges économiques et la circulation réduite de la monnaie, le besoin de cette dernière diminue ; l'argent comptant élimine une partie de succédanés monétaires ; les opérations à crédit font souvent place à des règlements au comptant et cependant la monnaie s'accumule dans les banques sans trouver à se placer même à très faible intérêt. Sur le marché on constate une abondance de capital libre et, en particulier, de monnaie. Par contre, à une époque où le niveau des prix est élevé, la valeur absolue de la monnaie l'est aussi par suite d'un plus grand besoin de moyens d'échange.

La même chose a lieu pour les variations générales des prix. Les élévations successives des prix à la fin de la dépression s'accompagnent, non pas d'une chute, mais d'une hausse progressive de la valeur absolue de la monnaie. Et cela dans la mesure où le développement du procès de reproduction et l'extension des affaires conclues à des prix en hausse augmentent le besoin de moyens de circulation. L'accroissement de la quantité des succédanés de la monnaie, la circulation plus intense des traites et des chèques, une utilisation meilleure des moyens de circulation et le développement du crédit s'opposent dans ces périodes à l'élévation trop rapide de la valeur absolue de la monnaie, mais sans pouvoir empêcher sa hausse lente et progressive. Et cependant, malgré ces mesures, les prix continuent à augmenter jusqu'à la crise.

La crise des prix, leur baisse après la période d'essor

ne peut pas non plus être expliquée par une hausse exagérée de la valeur de la monnaie. Une telle hausse de cette dernière peut être provoquée, d'abord, par la diminution de la quantité de monnaie à la suite de l'exportation du métal à l'étranger. En réalité une telle exportation a souvent lieu avant les crises par suite de l'importation dans un but de spéculation de marchandises ou de valeurs mobilières. Mais les hauts prix auxquels s'effectuent ces opérations montrent que l'augmentation de la valeur de l'argent ne peut être d'elle-même la cause de la chute des prix. D'ailleurs, étant donné le caractère international des crises économiques, ces déplacements de métaux précieux n'ont qu'une importance relative. De plus, l'exportation de métal en période d'essor n'est pas un phénomène constant. Par contre, il est presque habituel qu'immédiatement avant la crise, lorsque le manque de monnaie se fait particulièrement sentir (à proprement parler, quand il y a insuffisance de capital disponible), des moyens monétaires sont importés de l'étranger.

La baisse soudaine des prix se produit donc d'habitude alors que la quantité de monnaie ne s'est pas modifiée. Cette baisse ne peut être non plus attribuée à l'augmentation de la valeur de la monnaie à la suite d'un besoin accru de moyens de circulation. Nous avons vu que l'élévation progressive de la valeur de la monnaie dans une période d'essor ne peut entraver l'augmentation des prix. A la vérité, les prix commencent souvent à baisser ou atteignent leur niveau inférieur lorsque se produit une crise monétaire et de crédit, au moment où la valeur de l'argent monte subitement pour des raisons fort compréhensibles. Cette élévation de la valeur de l'argent facilite l'abaissement ultérieur des prix mais n'en est aucunement la cause. Dans les cas où la crise monétaire précède la chute des prix, elle ne constitue qu'une cause externe d'un phénomène déjà inévitable. Loin d'être la

cause de la baisse des prix, la crise monétaire et de crédit est elle-même, dans la majorité des cas, une *conséquence* d'une baisse antérieure ou d'un état de la vie économique dans lequel les prix se maintiennent artificiellement à l'aide du crédit, mais en ne correspondant plus au rapport réel entre la quantité des biens et la demande. Aussitôt que cet aide est épuisé, aussitôt que l'arrêt du procès de reproduction supprime définitivement la base du crédit, alors c'est la fin du système artificiel des hauts prix.

L'histoire des crises montre que la crise monétaire et de crédit n'est pas capable de provoquer une baisse sensible des prix si les conditions de la production et du débit n'y donnent matière et si la crise elle-même est provoquée, non par un arrêt dans le procès de reproduction, mais par des facteurs extérieurs (par exemple, une exportation de métal). Dans la suite nous verrons que les difficultés du marché monétaire qui se produisent avant les crises et l'arrêt du mouvement ascensionnel sont provoquées, non par une recrudescence du besoin de moyens de circulation, mais par l'augmentation de la demande de capital libre qui donnerait la possibilité de faire face aux obligations de paiement et de continuer la production malgré l'arrêt du débit. Au contraire, le manque de moyens de circulation n'est pas une condition indispensable de l'apparition des crises. L'explication des oscillations des prix, en général, et lors des crises, en particulier, par celles de la quantité des moyens de circulation a été, surtout de la part des anciens économistes, une erreur très grave et très funeste à la solution du problème des crises. Est également erronée l'opinion répandue davantage et paraissant mieux fondée qui attribue à l'élévation de la valeur de la monnaie, causée par l'augmentation du besoin de moyens de circulation, une importance décisive pour la baisse des prix. Il est vrai que les fluctuations de la

valeur absolue de la monnaie se répercutent sur les prix des biens économiques ; mais il n'y a pas lieu de s'en préoccuper pour expliquer les mouvements périodiques de hausse ou de baisse des prix.

Valeur absolue et valeur relative de la monnaie. — Ainsi l'expérience montre qu'une modification de la valeur de la monnaie en tant que moyen de circulation influe bien sur les prix des marchandises, mais ne détermine pas la direction dans laquelle ils se meuvent. Par contre, les prix peuvent s'élever malgré l'augmentation de la valeur absolue de la monnaie et tomber en même temps que celle-ci s'abaisse. On observe même une coïncidence constante entre le sens de la variation des prix et celui dans lequel varie la valeur de la monnaie, quoiqu'à première vue cela semble paradoxal. Il en résulte que les oscillations de la valeur absolue de la monnaie ne doivent pas nécessairement coïncider avec celles de sa valeur relative ou de son pouvoir d'achat.

La valeur sociale absolue de l'instrument d'échange constitue à un moment quelconque l'un des anneaux d'une longue chaîne de rapports de valeurs et détermine les prix qui expriment le rapport de la valeur sociale des marchandises à celle de l'argent. Les prix indiquent l'importance relative des biens dans le monde des marchandises à un moment donné. Chaque modification de la valeur de la monnaie doit provoquer un changement inverse des prix des marchandises sans influencer les rapports de valeur de ces marchandises entre elles. (En réalité, pendant une certaine période de transition, la modification de la valeur de la monnaie se répercute irrégulièrement sur les prix des marchandises). Exactement de la même façon, la valeur absolue des biens peut se modifier sous l'action de facteurs n'influençant pas la valeur de la monnaie. Il devrait en résulter un nouveau système de prix sur la base de l'étalon modifié de la valeur. Mais l'élévation ou l'abaissement

général des prix, comme suite de la modification progressive de la valeur absolue des marchandises, n'exclue pas la possibilité d'une hausse ou d'une baisse simultanée de la valeur de la monnaie. Elle montre seulement que *la modification de cette dernière dans le même sens est restée en arrière de la modification de la valeur sociale absolue des marchandises*. Ainsi s'explique l'élévation générale des prix malgré l'élévation de la valeur de la monnaie et leur baisse générale malgré la baisse simultanée de cette même valeur. Dans ce cas, la variation de la valeur absolue de la monnaie devient différente de la variation de son pouvoir d'achat ou de la valeur relative alors que dans le cas d'une modification unilatérale de la valeur de l'argent, les deux variations s'effectuent dans le même sens (1).

(1) L'indépendance de la variation des prix de la variation de la valeur de la monnaie a théoriquement des limites. Lors d'une élévation générale des prix, le besoin de monnaie exigé par une circulation accrue des valeurs peut devenir si grand que, malgré le développement du crédit et l'aide des succédanés monétaires, la valeur absolue de la monnaie peut s'élever plus vite que celle des biens. Dans ce cas l'élévation de la valeur de la monnaie arrête celle des prix des marchandises. D'un autre côté, la baisse des prix, en diminuant le besoin de monnaie et sa valeur absolue, peut trouver une limite naturelle dans la diminution de cette dernière. Cette limite inférieure du mouvement des prix est moins déterminée et moins obligatoire que la limite supérieure, mais elle a en réalité plus d'importance dans la vie économique. En tous cas, les limites entre lesquelles les variations générales des prix peuvent s'effectuer indépendamment de la quantité de monnaie sont suffisamment larges.

Par l'exposé précédent nous n'avons pas en vue de nier toute espèce d'importance à la théorie quantitative, mais de lui assigner des limites déterminées. La théorie quantitative conserve son importance dans la détermination du niveau moyen des prix au cours de longues périodes de temps comprenant des cycles économiques complets. Au cours de telles périodes, le niveau moyen de la valeur relative de la monnaie peut subir de fortes oscillations par suite de l'extraction des métaux précieux, comme rappelé plus haut, ou du besoin de moyens de circulation. D'ailleurs il faut avoir en vue que l'extraction des métaux précieux est elle-même subordonnée dans une large mesure à sa valeur relative : une élévation persistante des prix des

Ainsi nous voyons que *les variations périodiques des prix non seulement ne sont pas provoquées par des modifications de la valeur absolue de la monnaie, mais qu'elles sont, au contraire, ralenties et atténuées par ses modifications secondaires. Il faut donc chercher les causes des modifications périodiques des prix dans les variations de la valeur sociale des marchandises elles-mêmes.*

2. Facteurs de la formation de la valeur sociale des biens.

Facteurs généraux. — Mais quels sont les facteurs de la variation de la valeur sociale des biens économiques ? Nous avons déjà indiqué que ces facteurs sont : le besoin d'une quantité déterminée de tel ou tel bien indispensable pour satisfaire de façon complète et continue les besoins des personnes économiques d'un ensemble déterminé et l'existence effective de cette quantité (ou pouvant réellement être obtenue). Conséquemment, l'essor général des prix se produit comme suite, soit de la diminution de la réserve des biens économiques, soit de l'augmentation du besoin social. Au contraire, la baisse générale des prix résulte de l'augmentation de la réserve des biens ou de la diminution du besoin social. Examinons dans

marchandises, en diminuant le pouvoir d'achat des métaux précieux, enraie l'extraction des métaux, et inversement. Mais à côté de ces modifications du niveau moyen de la valeur de la monnaie, le niveau moyen des prix peut osciller encore plus pour des raisons tout à fait différentes. Pour le développement plus complet de cette idée voir : A. AFTALION. *La réalité des surproductions générales*, 1909, pp. 30-34. Les opinions émises par M. Aftalion sur les rapports mutuels entre la variation de la valeur de l'argent et les prix des marchandises concordent d'ailleurs d'une façon aussi complète qu'étonnante avec celles exposées ci-dessus dans le texte (Comparer la première édition allemande de mon travail : *Wirtschaftskrisen und Ueberkapitalisation*, 1907, pp. 92-97 où ces rapports mutuels ont été indiqués pour la première fois).

quelle mesure chacun de ces facteurs influe sur les variations générales périodiques des prix.

Besoin de biens économiques — Le besoin social de biens économiques augmente constamment quantitativement et qualitativement. Les besoins humains se différencient et se raffinent avec le développement de la civilisation. Les organisations sociales comme le gouvernement et les communes s'efforcent de leur côté de satisfaire toujours plus pleinement et plus complètement aux besoins sans cesse accrus de la collectivité. Enfin, la population de la plupart des pays augmente lentement mais régulièrement.

Seulement, il faut remarquer que les besoins de la société, prise dans son ensemble, ne font pas de sauts brusques : ils croissent constamment mais lentement. C'est en cela que se manifeste le conservatisme de la consommation tant des particuliers que de la société toute entière. L'augmentation des besoins des particuliers est liée au développement de la civilisation, à l'éducation des goûts et doit se produire peu à peu. La faible expansibilité de la consommation saute particulièrement aux yeux là où l'existence de moyens matériels la rend semble-t-il complètement possible. Mais, comme nous le remarquons à chaque instant, le genre de vie ne se modifie que très lentement tandis que s'accroît la fortune de l'individu ; l'augmentation de la consommation suit de très loin celle des moyens (1).

Dépendance de l'importance et de la composition de la consommation sociale de la répartition sociale. — Mais l'importance des besoins sociaux, pour autant qu'elle puisse agir sur la valeur sociale des biens, se distingue quelque peu de la somme des besoins naturels des gens. Tandis que,

(1) Pour plus de détails sur ce point voir plus loin, III^e partie, chap. 1.

dans l'économie isolée, l'évaluation subjective des biens se forme sous l'influence de l'ensemble complet des besoins effectifs, les besoins des individus économiques ne peuvent exercer une influence *directe* sur la formation de la valeur sociale absolue que dans la mesure où ils s'appuient sur le pouvoir d'achat. La valeur objective d'échange s'exprimant par le prix n'est pas l'expression du rapport de la quantité d'un bien donné au besoin absolu (naturel) qu'en a la société, mais seulement au besoin qui, pour une distribution déterminée du pouvoir d'achat, peut se manifester sur le marché (1). Le besoin du pauvre n'exerce qu'une influence limitée sur l'évaluation sociale de beaucoup de biens qui ne sont pas absolument indispensables. Par contre, le besoin que le riche a de ces mêmes biens peut exercer toute son influence. L'évaluation d'autres biens comme, par exemple, celle de nombreux objets de luxe, sera exclusivement déterminée par les besoins des riches, ces objets étant généralement inaccessibles aux pauvres (2). Le pauvre ne satisfait que ses besoins essentiels; le riche est en état de satisfaire ses besoins les moins importants et d'étendre sa consommation aux objets de luxe. Il est clair que l'évaluation subjective absolue des biens par le premier est plus élevée que celle du second, puisqu'il se satisfait moins. Cette différence dans l'assouvissement des besoins des divers individus économiques se reflète dans la façon différente dont ils apprécient l'argent. Comme on le sait, un franc a plus de valeur pour un pauvre que pour un riche. La monnaie n'étant pour l'économie particulière que le représentant d'autres biens désirés, cette différence d'évaluation en indique, en somme, une autre dans le niveau général de la valeur absolue des biens chez des individus

(1) Voir plus haut, pp. 170-172. remarque.

(2) Cf. WIESER, *Der natürliche Wert*, 1889, p. 44.

donnés. Mais, d'un autre côté, la différence dans le degré de satisfaction des besoins montre que du fait de la répartition inégale beaucoup des besoins intenses existant chez les pauvres, et qui seraient en état d'exercer sur l'évaluation sociale des biens une très grande influence, sont en fait et dans une mesure importante écartés de l'ensemble des facteurs agissant sur cette évaluation. Par contre, les besoins des individus riches assouvis, qui sont moins intenses par suite de leur expansibilité moindre, ne peuvent que partiellement remplacer l'influence des précédents. Grâce à l'intensité moindre des besoins que le riche ne satisfait pas, une forte part de son pouvoir d'achat se conserve, c'est-à-dire, s'emploie en fin de compte à l'acquisition de biens servant à la production et il en résulte un retrécissement de la consommation définitive. Nous verrons dans la suite que la consommation reproductive, c'est-à-dire la demande de biens pour la production, qui est la suite de l'épargne, n'est pas équivalente à la consommation définitive, c'est-à-dire à la demande de biens de consommation, car la consommation des biens du premier genre dépend de la consommation définitive qui lui sert de limite (1).

Nous voyons que les besoins de la société, qui sont par eux-mêmes peu extensibles en tant que facteurs de la formation de la valeur sociale des biens, dépendent éga-

(1) Lorsque Wieser dit : « Le prix est un fait social, mais il ne désigne pas l'évaluation sociale des biens » (*Der natürliche Wert*, 1889, p. 50 et Remarque; voir aussi pp. 57-63) il a précisément en vue cette différence entre l'évaluation sociale naturelle des biens, en relation avec les besoins naturels, et l'évaluation sociale réelle, telle qu'elle se forme comme conséquence également de la répartition. Wieser qualifie la valeur dans le premier sens de « naturelle » (p. 60). Boehm-Bawerk, qui se garde également de confondre la valeur d'échange des biens avec leur valeur *pour* l'économie sociale (*op. cit.*, pp. 124, 170 et s., 186-7), reconnaît par contre une correspondance étroite entre elles (pp. 157-159 et 188). Voir aussi plus haut, pp. 170-172, Remarque.

lement à un degré notable de la répartition. Et cela est aussi vrai pour le besoin de la société de biens en général que pour celui de biens de tel ou tel genre en particulier, c'est-à-dire tant pour la quantité totale que pour la composition de la demande. La valeur objective d'échange des biens est la résultante des évaluations subjectives isolées, évaluations qui, à leur tour, reposent sur la répartition du pouvoir d'achat entre les particuliers. Par conséquent, tout changement dans la répartition sociale doit entraîner à sa suite un changement tant dans l'évaluation absolue des biens en général (pour autant qu'elle se répercute sur le niveau général des prix) que dans les rapports de valeur des biens entre eux (c'est-à-dire dans le système des valeurs relatives des biens) (1). Nous verrons dans la suite que ces changements de la valeur relative des biens peuvent réagir à leur tour sur le niveau général des prix (2).

Malgré toute l'importance de la répartition et de ses modifications pour la fixation de la valeur sociale ou des prix des biens économiques, nous devons cependant avoir

(1) Les changements dans la demande peuvent avoir et ont lieu en fait même sans changements dans la répartition. Mais dans de courts intervalles de temps, de tels changements (surtout dans la demande d'objets de luxe) sont insignifiants. La composition qualitative de la consommation dans chaque collectivité économique est déterminée par les habitudes, le degré de civilisation, les préférences natives des membres de la collectivité, mais surtout par leur situation de fortune, ce dernier facteur étant d'ailleurs susceptible des modifications les plus brusques.

(2) Quand nous considérons le rapport entre les besoins de la société et les moyens d'y satisfaire comme la base fondamentale et la répartition sociale comme un facteur secondaire de la formation de la valeur objective d'échange des biens, nous n'ignorons pas l'existence de toute une série d'autres facteurs moins importants et plus occasionnels. Ces derniers d'ailleurs perdent souvent leur importance en se compensant mutuellement ou n'influent, en général, qu'insensiblement sur la formation de la valeur d'échange des biens (Voir à ce sujet BOEHM-BAWERK, *op. cit.*).

en vue que la répartition sociale dépend elle-même étroitement de l'état des prix. En fait, ces derniers sont les facteurs les plus importants de la répartition. Les prix déterminent la grandeur de la puissance nominale d'achat de la société — puissance qui, comme nous le verrons par la suite, peut osciller entre de larges limites. Ils déterminent, d'autre part, la répartition du produit social entre les membres de la société. Les prix déterminent la grandeur de la fortune des propriétaires de marchandises et d'autres objets ainsi que le revenu des entrepreneurs de tous genres. C'est d'eux que dépend à un degré important la hauteur des salaires. D'un autre côté, ils déterminent le pouvoir d'achat des fortunes et des revenus. La cause originale des changements de prix doit se trouver, par conséquent, en dehors des conditions de la répartition.

D'autre part, l'accroissement lent et continu de la consommation sociale réagit sur la valeur sociale des biens dans le sens d'une élévation quand l'augmentation de la production ne s'effectue pas dans la même progression. Mais nous chercherions en vain la cause de la chute brusque de la valeur des biens en temps de crise dans les conditions de la consommation sociale. Cette cause, nous devons la rechercher dans le second facteur de la formation de la valeur des biens, c'est-à-dire dans la variation de leur quantité.

Quantité des biens économiques. — La quantité des biens économiques est une grandeur soumise à des oscillations fréquentes et compliquées. Et cela pour des causes qui résident dans les conditions de la production. Le domaine le plus important de la production, — l'économie rurale avec toutes ses variétés — est soumise à des influences provenant du monde extérieur et échappant à toutes prévisions. Du fait de ces influences, la récolte des divers produits varie fortement. L'importance de ces

variations dans la production rurale s'augmente encore du fait qu'elles concernent les objets les plus indispensables pour l'alimentation et les matériaux les plus importants de l'industrie. Et ici nous observons des variations brusques des prix qui sont la suite du changement de la valeur sociale des biens à la suite des modifications de leurs quantités.

Il ne faut naturellement pas exagérer d'une façon générale l'influence des conditions météorologiques occasionnelles sur la quantité des produits économiques ruraux. Les fluctuations de la récolte de divers produits pouvant se remplacer mutuellement, ou celles d'un produit donné dans diverses contrées sont souvent de sens opposés et leur influence sur le volume total de la production est ainsi en grande partie neutralisée. Ces oscillations occasionnelles de la production indépendantes de l'activité humaine passent donc au second plan en comparaison avec les oscillations générales de la quantité des biens qu'on observe périodiquement dans la vie économique. Les causes de ces dernières fluctuations sont d'un genre spécial et liées organiquement à toute la structure de l'économie sociale.

D'autres domaines de la production, dont l'importance devient de plus en plus grande, à savoir l'industrie d'extraction et celle de la fabrication, dépendent moins ou même pas du tout des conditions de la nature extérieure. La production dans ces domaines est déterminée par l'activité systématique des hommes. Mais la mesure de cette production peut cependant varier entre des limites très étendues. La limite extrême de la productivité est conditionnée ici par la quantité de force ouvrière, l'importance du capital et le niveau atteint par la technique de la production. Les forces productives existantes, et qui sont constituées par le capital et la masse ouvrière, ne sont presque jamais complètement utilisées dans l'économie sociale.

Habituellement elles sont notablement en excès (1) et constituent donc une grandeur très élastique. De plus, l'importance du capital peut être rapidement augmentée et une conjoncture déterminée de la vie économique nationale est particulièrement favorable à une rapide accumulation de ce genre. La technique de la production est également peu stable ; elle se développe sans cesse et fait souvent des progrès inattendus qui augmentent notablement les forces productives du travail et du capital. Quand les circonstances sont favorables, tous les facteurs contribuent à l'augmentation de la production dans la mesure la plus complète possible.

Mais avec l'organisation économique nationale actuelle, le volume de la production sociale ne dépend pas uniquement des moyens de production existants. Il dépend également de l'existence de conditions déterminées promettant aux entreprises économiques particulières participant à la production une répartition finale avantageuse du produit social ; il dépend, en d'autres termes, de la conjoncture. Quand celle-ci est favorable, les moyens de production sont utilisés dans une mesure croissante et, à l'apogée de la période d'essor, la productivité de l'économie nationale atteint son plus haut degré, lequel dépasse notablement la mesure moyenne de la production. L'importation de marchandises de l'étranger s'accroît ; la production rurale, pour autant qu'elle dépende de l'emploi du travail et du capital, prend part, elle aussi, à l'essor général. Lors d'une conjoncture défavorable, coïncidant avec une période de dépression, la productivité des forces sociales de production s'abaisse et la quantité des biens économiques diminue en proportions. Il résulte de tout ce qui précède, qu'il doit se produire de fortes oscillations dans le volume de la production sociale, une augmenta-

(1) Voir plus haut, pp. 46-47.

tion importante et rapide de la quantité des biens économiques, dans la période d'essor, et une forte diminution, dans la période de dépression. Ce qui vient d'être dit du volume total de la production s'applique naturellement plus encore à la production des catégories particulières de biens. Cette dernière peut osciller entre des limites très étendues, non seulement d'après la tension générale des forces sociales productives, mais proportionnellement à la tension de ces dernières dans la production de tel ou tel bien, aux dépens, à la vérité, de la production d'autres.

Explication des variations générales des prix. — Mais nous avons déjà expliqué que le besoin de la société en biens économiques ne peut de lui-même varier notablement ; il ne peut qu'augmenter lentement avec le développement de la civilisation et l'accroissement de la population. Les conséquences d'un tel rapport entre les variations de la quantité des biens économiques et les besoins de la société sont évidentes : *Lors d'une forte augmentation de la quantité des biens, leur utilité doit s'abaisser dans les économies particulières, car les dernières portions de ces biens correspondront à des besoins moins intenses ; par suite leur utilité sociale limite doit aussi diminuer. Au contraire, cette dernière doit augmenter lorsque diminue la quantité des biens ou même quand il se produit un ralentissement notable dans l'accroissement de la production, ralentissement ne correspondant pas à l'accroissement normal de la consommation. Ces fluctuations de la valeur sociale des biens s'expriment par les variations de leurs prix.*

Production dans le régime capitaliste. — Ainsi nous arrivons à conclure que les modifications de la quantité des biens économiques par rapport au besoin que la société a d'eux sont la cause primordiale du changement de la valeur sociale des biens à la fin des périodes d'essor et de décadence de la vie économique.

Mais ici une question se pose. Si, comme nous l'avons vu, le volume de la production des biens (dans les limites esquissées par nous) dépend en général de l'activité économique réfléchie de la société, si cette dernière est réglée par la conjoncture, alors nous tombons dans un cercle vicieux paraissant sans issue. Car à la base de la conjoncture économique il y a les variations des prix qu'il nous fallait expliquer. Nous avons expliqué les variations des prix surtout par les modifications dans la production et ces dernières, à leur tour, avant tout par l'influence de la conjoncture, c'est-à-dire par l'état des prix. Si les prix découlent du rapport entre la production et la consommation, et si la première se guide sur les prix, alors elle ne peut être la cause des modifications de ces derniers dans la mesure que nous lui avons attribuée.

Mais ce cercle vicieux se résout de lui-même si nous considérons les conditions de la production capitaliste actuelle. Elles seront examinées plus en détail dans la suite. Ici nous nous bornerons à examiner sommairement les caractères essentiels de cette production.

Les biens économiques se divisent en objets de consommation immédiate et en biens servant à la production, ou biens d'ordre supérieur ayant pour destination de servir à la production de ceux du premier genre. Les biens de consommation font l'objet d'une évaluation économique immédiate et leur quantité, pour autant qu'elle puisse être augmentée sans difficulté avec l'aide des biens servant à leur production, est déterminée par la réserve actuelle de ces derniers. Les biens de l'ordre supérieur ont une valeur de production « déterminée par la valeur présumée des biens de l'ordre inférieur qu'ils servent à produire » (1). L'importance productive des biens d'ordre supérieur est excessivement grande sous le régime capitaliste de la pro-

(1) Menger, *op. cit.*, p. 121.

duction. Celui-ci se distingue du régime primitif de la production en ce que l'homme, au lieu d'appliquer sa force de travail à la préparation immédiate de biens de consommation, crée préalablement toute une série de biens et de dispositifs servant à faciliter la production d'objets destinés à la consommation définitive. Ce « moyen détourné de production », comme l'appelle Boehm-Bawerk (1), possède un avantage technique immense sur le premier. Grâce à lui, la production des biens définitifs est notablement simplifiée et améliorée ; grâce à lui seulement l'humanité est parvenue à l'in vraisemblable accroissement de production qui distingue notre époque de progrès technique.

Mais ce système de production a aussi des défauts. Il exige des dépenses préliminaires souvent très considérables. Ces dépenses accélèrent dans la suite la production des biens définitifs, mais leur réalisation nécessite un *temps* souvent assez long. De ce fait la production des biens définitifs s'éloigne du début du procès de production. Ce procès se prolonge souvent aussi parce qu'il se divise en une série de stades intermédiaires (dans la même entreprise économique ou dans plusieurs entreprises distinctes) au cours desquels les forces productives se transforment peu à peu et se cristallisent dans les produits définitifs.

Sous le régime de l'échange, une telle prolongation du procès de production présente ce grand inconvénient que le lien mutuel entre les facteurs de la formation de la valeur des biens de consommation et des biens servant à la production se rompt et que, pendant toute la période de production, celle-ci est privée d'un contrôle rigoureux du principe de la valeur. La production est basée au début sur la valeur de biens de consommation, qui découle d'un certain rapport entre le besoin et la quantité

(1) V. BOEHM-BAWERK, *Positive Theorie des Kapitals*, 1909, p. 15-23, 140 et s.

de ces biens, ainsi que sur leur valeur présumée à la fin de la période de production. Cette valeur correspondra-t-elle à celle qui a donné naissance à la production, c'est ce qu'on ignore tant que celle-ci se poursuit. Dans ces conditions, la *spéculation* acquiert une grande influence sur la marche de la vie économique et sur la formation de la valeur des biens intermédiaires. Les conditions de la consommation restant inchangées, la quantité des produits intermédiaires peut s'accroître ou diminuer notablement sans pouvoir s'exprimer d'une manière correspondante dans les prix de ces biens à « valeur présumée ». Cette dernière ne commence à se dégager qu'au moment où les produits intermédiaires deviennent définitifs et prennent contact avec la consommation. Mais à ce moment les conditions déterminant la valeur des biens peuvent se trouver modifiées par l'état des approvisionnements.

Et cela arrive précisément fort souvent dans la vie économique. La hausse des prix des biens de consommation se produit à la suite de la rupture de l'équilibre entre la consommation et la production, comme cela a régulièrement lieu à la fin de la période de dépression, incite les entrepreneurs à augmenter la production de ces biens. A cet effet ils montent des usines, des fabriques et des ateliers et les munissent des machines et de tous les accessoires compliqués requis par la technique actuelle de la production. La création de ces installations de production exige des mois, le plus souvent même des années. Car l'accroissement de la demande des éléments constitutifs de ces installations, tels que matériaux de construction et machines, matières premières et substances accessoires employées à la préparation immédiate des produits définitifs, ne peut être, elle aussi, satisfaite qu'au bout d'un certain temps indispensable à l'intensification de leur production. Par suite de la division minutieuse du travail dans l'économie sociale actuelle, une modification du

volume de la production dans une branche déterminée affecte celui de toute une série d'autres branches dont les produits ont une valeur qui ne possède pas de fondement propre et qui se base, comme nous l'avons vu plus haut, sur la valeur présumée des produits définitifs. Avec une telle organisation de la production une augmentation modérée de la valeur des biens de consommation *peut* donner lieu à un accroissement excessif de la production de biens intermédiaires, à commencer par les installations de production pour finir par les demi-produits. Elle *peut* ensuite, à la fin du stade préparatoire, provoquer une surproduction des biens et une forte baisse de leurs prix.

Et c'est en réalité ce que nous observons à la fin de la période d'essor. La baisse des prix, après que la surproduction s'est produite, modère la production des produits intermédiaires, mais sous l'action de certains facteurs économiques dont on parlera plus loin, cette baisse ne provoque pas dans l'industrie une situation d'un caractère directement opposé à celui de la période d'essor.

Les particularités qu'on vient d'indiquer de la production capitaliste — sa longue durée et les grandes dépenses préliminaires qu'elle entraîne — acquièrent une importance spéciale pour le cours de la vie économique aux époques de progrès techniques exigeant une transformation du procès de production. Nous verrons dans la suite le lien étroit qui existe entre les crises et les perfectionnements de la technique.

Ce qui vient d'être dit de la production sous le régime capitaliste s'applique en partie au transport des marchandises provenant de pays lointains, particulièrement aux époques anciennes où les moyens de communication n'étaient pas aussi perfectionnés qu'aujourd'hui. La hausse des prix provoquait, et provoque souvent encore après quelque temps, une intensification de l'importation des

marchandises qui n'est plus justifiée par la demande lors de leur arrivage.

Il est aisé de remarquer que la longue durée de la production capitaliste fait apparaître aussi une certaine analogie entre les productions industrielle et rurale. En effet, elle affaiblit le lien entre les résultats de la production et les computations primitives qui les ont provoqués. Or, dans l'économie rurale, le premier stade de la production (les semailles) est dans une grande mesure basé sur les prix pratiqués pour les produits agricoles ; dans la suite, ses résultats dépendent des conditions atmosphériques et ne peuvent être régularisés conformément à ces derniers ou aux modifications des besoins. Il peut en résulter une surabondance ou une insuffisance de tels ou tels produits.

Ce qui précède nous montre que la particularité de la production capitaliste — sa longue durée — crée une possibilité d'écart entre les prix et la valeur des marchandises que ces dernières auraient s'il y avait correspondance entre leur quantité totale — tant sous forme de produits définitifs que sous celle de produits intermédiaires — et le besoin qu'on en a. Mais il ne s'en suit pas encore que la longue durée de la production capitaliste nécessite inmanquablement un écart de ce genre (1). Elle n'exclut pas nécessairement la possibilité de produire des biens intermédiaires en quantité proportionnée au besoin de produits définitifs, et elle n'explique pas encore pourquoi la production s'écarte d'un côté ou de l'autre du droit chemin. Cependant, nous remarquons que l'écart a lieu surtout dans le sens d'une augmentation exagérée de la quantité

(1) Le mécanisme de la production capitaliste et, en particulier, sa longue durée, n'est indiqué ici (dans la première éd. allemande, 1907, p. 47-53, 104-120 et 166-169) que comme l'un des facteurs principaux de la vie économique rendant possibles les crises périodiques de surproduction. Mais pour AFTALION (*La réalité des surproductions générales*, 1909, p. 545 et s.) il en est la cause fondamentale.

des produits intermédiaires (du capital), ce qui conduit à une surproduction générale, et que cet écart a lieu beaucoup plus rarement dans le sens d'une diminution exagérée. Les forces agissantes de la spéculation et de la concurrence qui, par suite de la longue durée de la production capitaliste, acquièrent une influence décisive sur sa marche, restent ici inexplicables. Cette longue durée ne peut non plus nous expliquer par elle-même comment l'essor et la décadence dans toute une série de branches de la production y ont lieu au même moment et périodiquement et donnent ainsi aux oscillations de la vie économique un caractère général et périodique. À côté de beaucoup de particularités de l'organisation économique actuelle et dont nous avons parlé dans le premier chapitre de la présente partie, le mécanisme de la production capitaliste implique, en particulier, des conditions rendant ces oscillations *possibles* et fixe approximativement leur *amplitude*. Mais les causes qui donnent à ce mécanisme une direction déterminée et provoquent ces oscillations, sont extérieures à ces conditions. Nous les découvrirons en analysant le mécanisme de la formation et de la variation des prix.

3. Mécanisme des variations générales des prix et action de ces derniers sur la répartition.

Liens réciproques entre les prix des biens économiques. — Dans le chapitre précédent, nous avons parlé de la valeur sociale des biens en général comme d'une grandeur déterminée oscillant en fonction des circonstances de la vie économique. Mais la valeur générale des biens est une notion abstraite et collective. Dans la vie économique chaque bien est évalué en particulier. Nous pouvons juger de la valeur générale des biens d'après le niveau général des prix en tenant compte de l'importance quan-

titative relative de chaque bien (1). Mais les prix des biens économiques ne représentent pas quelque chose de complet en ce sens qu'ils sont liés entre eux de façon solidaire. La modification de la valeur d'un bien quelconque exerce une double action. Elle réagit sur le niveau général des prix en tant que modification d'une partie constitutive de leur ensemble. En outre, en influençant la valeur de toute une série d'autres biens, elle modifie tout le système des prix.

Et en réalité le système des prix exprime les rapports mutuels de valeur sociale des biens. Tout changement de la valeur d'un bien, valeur s'exprimant par son prix, doit modifier les rapports mutuels de valeur des autres biens et tout le système des prix. Car un changement de l'utilité finale d'un bien agit plus ou moins et, de plus, dans une mesure très variable sur la grandeur de l'utilité finale d'une série d'autres biens. La cause de ces actions mutuelles provient, d'une part, de ce que la production de certains biens est liée à celle de certains autres. Ainsi, la production des biens définitifs est liée à celle des matières premières et des matériaux auxiliaires et, plus généralement, la production des biens de consommation est liée à celle des biens servant à la production. Elle provient, d'autre part, de ce que l'utilisation d'un bien dépend de la possession d'autres biens (complémentaires), ou encore de ce que, dans certaines circonstances, un bien peut être remplacé directement ou indirectement par d'autres biens (concurrents). Enfin, les valeurs de tous les biens ont un point de contact commun fondamental : le fait d'être destinés à satisfaire les besoins humains.

Etant donné l'existence de ces liens entre les valeurs

(1) Les *chiffres indicateurs* ou *Index numbers* de divers systèmes tendent à indiquer ce niveau général des prix sous forme schématique et d'une façon plus ou moins parfaite.

des biens, il est évident que la valeur et les prix de certains d'entre eux se modifiant, la valeur et les prix des autres doivent, pour le rétablissement de rapports exacts de valeur, subir des modifications correspondantes. Ces dernières seront d'autant plus importantes que le lien sera plus étroit entre les biens considérés et celui ayant causé le changement des rapports de valeur. Il est clair que cette peréquation de la valeur des biens doit s'exprimer *en général* par une peréquation des prix dans le sens de la modification initiale. Conséquemment, la hausse des prix de certaines catégories importantes de biens doit être le point de départ d'une élévation générale plus ou moins importante des prix. La baisse, par contre, doit entraîner une diminution également générale des prix répondant à la modification initiale. Ces changements du niveau général des prix traduisent ceux du niveau de l'utilité sociale limite des biens qui résultent de l'élévation ou de l'abaissement de l'utilité sociale limite de biens isolés (1).

La valeur comme facteur de répartition. — Les modifications dans le rapport de valeur des biens et le niveau général des prix consécutives au changement de valeur de biens isolés contiennent le germe des modifications ultérieures des prix. La raison en est qu'elles s'accompagnent de modifications correspondantes dans la répartition sociale dont les prix sont les facteurs. D'ailleurs, nous avons déjà remarqué plus haut la grande importance de la répartition pour la formation des prix. Examinons ces modifications dans la répartition.

La valeur totale d'un ensemble des biens d'une cer-

(1) La modification du niveau moyen des prix ne dépend pas de ce que le changement de valeur d'un bien s'étend à celle des autres. Cette extension conduit seulement à ce que la valeur d'un bien ne s'élève pas isolément dans la mesure où cela aurait lieu à la suite de changements dans le besoin de ce bien et dans sa quantité.

taine espèce détermine le pouvoir d'achat nominal de leurs propriétaires. Il est clair que cette valeur totale s'élève en même temps que le prix de ces biens si leur quantité reste inchangée, ce qui est le cas lors des changements secondaires des prix consécutifs à la peréquation. Pour ce qui est des modifications primaires des prix, leur élévation peut être provoquée par la diminution de leur quantité et leur abaissement, par l'augmentation de cette même quantité. La valeur totale de l'ensemble des biens de cette catégorie peut donc se modifier dans le sens opposé à celui des prix. Et cela arrive réellement quelquefois. Mais en examinant de plus près le procès de formation de la valeur et des prix, nous nous convaincrions que la valeur totale de l'ensemble de tous les biens se modifie *dans le sens* du mouvement général des prix. Et cela malgré la possibilité d'une modification en sens inverse de la quantité des biens donnant lieu au changement des prix. Cela résulte de la loi fondamentale de la formation de la valeur des biens à laquelle notre science n'a pas accordé jusqu'ici l'attention qu'elle mérite.

Loi fondamentale de la variation de la valeur subjective des biens. — Depuis relativement longtemps on a remarqué que les prix de certaines marchandises importantes croissent ou décroissent dans une mesure plus forte que leur quantité ne diminue ou n'augmente. On raconte de la Compagnie néerlandaise des Indes que, se basant sur cette observation, elle anéantissait après des récoltes abondantes une partie des épices qu'elle exportait des Indes afin de recevoir pour la partie restante une somme supérieure à celle qu'elle aurait obtenue par la vente de la quantité totale primitive. Cette règle de la formation des prix permit à Davenant, à la fin du xvi^e siècle, de formuler, en se basant sur les recherches de Arthur King, la loi suivante de formation des prix du blé en fonction de la récolte. Pour une augmentation ou une diminution de

la récolte du blé de $1/10$, $2/10$, $3/10$, $4/10$, et $5/10$, le prix baisse ou augmente respectivement de : $3/10$, $8/10$, $16/10$, $28/10$, $45/10$. Je vous exprime cette règle de la formation du prix du blé par la formule : $\frac{0,824}{(x-0,12)^2}$, suivant laquelle le prix varie approximativement en proportion géométrique quand la récolte varie en progression arithmétique, mais de sens inverse (1). La concordance de la loi de King avec la réalité a été confirmée par des autorités de l'histoire des prix telles que Thomas Tooke (2) et Rogers (3).

Cette règle de formation des prix du blé en fonction de la récolte, correspond d'une façon frappante à la loi fondamentale psycho-physique de Weber-Fechner, suivant

(1) JEYONS, *op. cit.*, pp. 157-158. La formule en question donne la progression suivante :

Récolte .	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	1,0	1,2	1,4	1,6	1,8	2.
Prix . .	5,71	3,58	2,45	1,78	1,36	1,00	0,7	0,5	0,37	0,29	0,23.

(2) THOMAS TOOKE, *History of prices*, 1838, t. I, p. 43-45 — ENGELS également a calculé vers le milieu de XIX^e siècle, que la récolte diminuant de 10/0 en Prusse, le prix du blé augmentait de 2 1/2 0/0 (Cf. SCHMOLLER, *Grundriss der Volkswirtschaftslehre*, p. 603).

(3) Après la première édition du présent ouvrage j'ai constaté que ROGERS s'est rendu compte de l'importance méconnue jusqu'alors de la loi de King pour la théorie des prix en général et en a déduit, d'accord avec le résultat de ses propres recherches sur les prix des produits agricoles en Angleterre (exposées dans *History of agriculture and prices in England*, 8 vol., 1866-1892) cinq règles de formation des prix des biens économiques dont la plus importante est conçue comme suit : « Le prix de tout bien exigé en plus grande quantité qu'il n'existe à un moment donné, croît dans une autre proportion que celle dans laquelle varie la quantité manquante, et inversement dans le cas d'un excédant » (*Economic interpretation of history*, 2^e éd., 1891, pp. 251-253).

Antérieurement, la loi de King a été utilisée par LORD LAUDERDALE (*Inquiry into the nature and origin of public wealth*, 2^e éd., 1819, Chap. II) pour le développement d'une théorie originale de la conjoncture. Ces considérations de Lauderdale renferment comme d'ordinaire beaucoup de choses originales et intéressantes, mais il aboutit à des conclusions inexactes sur les points fondamentaux.

Mais la tentative la plus remarquable d'utilisation de la loi de King,

laquelle la sensation croît ou décroît en proportion arithmétique quand l'excitation qui la provoque augmente ou diminue en progression géométrique (1). Cette correspondance ne nous semblera pas occasionnelle si nous nous rappelons l'origine de la valeur objective.

En fait, le prix correspond à l'utilité sociale limite des biens, c'est-à-dire que l'utilité sociale de la dernière unité

tentative que j'ai connue seulement à propos de cette édition française du présent ouvrage, a été faite par G. de Molinari. Dans un article du « *Journal des Economistes* », du 15 juin 1851, il développe une théorie de la valeur et des prix qui fait de lui un précurseur des théoriciens de la valeur subjective. En partant de l'observation que la valeur de toute chose se fixe dans l'échange en raison inverse de la quantité offerte et qu'elle varie en progression beaucoup plus rapide que sa quantité, il arrive à formuler la « loi des quantités et des prix » suivante : « Lorsque le rapport des quantités de deux denrées offertes en échange varie en progression arithmétique, le rapport des valeurs de ces deux denrées varie en progression géométrique » (p. 117). De cette loi ne sont pas exempts le travail et les capitaux. A cette loi, de Molinari donne la curieuse explication que « à mesure que la quantité d'une chose augmente, la rareté et l'utilité, qui sont les parties constituantes de la valeur de cette chose, diminuent à la fois ». L'importance que de Molinari prête à cette loi se voit du fait qu'il en fait la base de sa théorie d'économie politique (*Cours d'Economie politique*, 2 vol., 2^e éd., 1863). A la loi des quantités et des prix il attribue le rôle de régulateur de la vie économique qui « agit incessamment et avec une irrésistible puissance pour maintenir une proportion nécessaire entre les différentes branches et les différents agents de la production » et mettre en harmonie la production et la consommation et grâce auquel « l'ordre s'établit de lui-même dans le monde économique, comme il s'établit dans le monde physique, en vertu de la loi de la gravitation (I v., Dédicace, p. XIII et p. 175). Mais de Molinari admet que la « progression géométrique se trouve communément ralentie par la circonstance que lorsque le prix s'élève, la demande diminue et inversement ». Ainsi il méconnaît la portée de la loi des prix formulée par lui pour les mouvements du niveau général des prix.

(1) FECHNER, *Elemente der Psychophysik*, 1860, t. I, pp. 45 et s., 134 et s. ; t. II, pp. 10 et s. ; W. WUNST, *Psychologie*, t. I, pp. 497 et s. ; t. II, pp. 317 et s. La loi de Weber s'exprime aussi par la formule psycho-physique de mesure suivante due à Fechner : « La sensation croît proportionnellement au logarithme de l'irritation » (FECHNER, *loc. cit.*).

d'un bien d'espèce donnée (ou utilité finale du bien pour la personne dont la demande exerce une influence déterminante sur la fixation de la valeur d'échange) détermine la valeur de chaque unité de cette espèce sur le marché. L'évaluation sociale de l'utilité finale des biens est la résultante des évaluations subjectives de l'ensemble des sujets économiques. Par conséquent elle est basée en fin de compte sur des phénomènes psycho-physiologiques, pour autant que ces derniers se reflètent dans l'évaluation individuelle de l'utilité finale des biens concrets. Car cette évaluation n'est rien autre que celle des sensations produites par la dernière unité de l'ensemble des biens d'une même espèce dont dispose le sujet économique. La correspondance de la loi dite de King avec celle de Weber-Fechner est un argument important en faveur de la thèse que les évaluations subjectives de l'utilité finale sont soumises aux mêmes lois que l'évaluation des autres sensations ; en d'autres termes, que la loi psycho-physique fondamentale se manifeste dans les évaluations subjectives de l'utilité finale. En nous basant là-dessus et en traduisant cette même loi dans la langue de la théorie de la valeur, nous pourrions en déduire la règle fondamentale suivante de formation de la valeur subjective des biens : *L'utilité finale d'un bien pour son possesseur croît ou diminue en progression géométrique, lorsque le rapport de la quantité de ce bien au besoin qu'il en a varie en progression arithmétique de sens inverse.* Si donc la quantité des biens augmente en progression arithmétique et le besoin qu'on en a reste invariable, ou si le besoin diminue en progression arithmétique et la quantité des biens ne varie pas, leur utilité finale diminue en progression géométrique. Le contraire se produit s'il y a diminution de la quantité ou augmentation du besoin.

Cette thèse correspond pleinement à la célèbre formule de Bernouilli qui, dès le premier tiers du XVIII^e siècle,

détermina de façon analogue la valeur qu'attribue le possesseur à l'accroissement de sa fortune : « L'utilité que rapporte un gain aussi petit qu'il soit est inversement proportionnel à la fortune possédée » (1). Comme on le sait, la formule de Bernouilli a été admise par les philosophes et les mathématiciens s'occupant de la théorie des probabilités, avant tout par Laplace (2), puis par Poisson (3), Lacroix (4) et d'autres, et prise par eux comme base du calcul de la valeur des gains. La formule de Bernouilli s'applique, par suite, à la variation de la valeur de l'ensemble des biens pour un sujet économique donné, valeur se traduisant chez lui par l'évaluation subjective de l'argent en tant que représentant des biens en général.

La règle indiquée ci-dessus de formation de la valeur subjective doit être naturellement comprise comme une *tendance générale* ne devant pas absolument coïncider exactement avec la formule mathématique donnée. Elle s'en rapproche cependant beaucoup. D'ailleurs la courbe logarithmique des sensations correspondant à la loi de

(1) DANIEL BERNOULLI, *Specimen theoriæ novæ de mensura sortis*. Écrit approximativement en 1731 et imprimé pour la première fois en 1738 à Saint-Petersbourg dans les Mémoires de l'Académie impériale des Sciences, t. V (Edition allemande : *Versuch einer neuen Theorie der Werthbestimmung von Glücksfällen*, 1896, p. 27).

On sait que cette œuvre de Bernouilli contient déjà les fondements de la théorie subjective de la valeur. Il est vrai qu'elle n'a pas, comme la théorie plus récente de Gossen, influé sur le développement de la théorie de la valeur. Mais la formule de Bernouilli, introduite par Laplace dans la littérature philosophique, n'est évidemment pas restée sans influence sur la science de l'âme. Fechner considère la formule de Bernouilli comme un cas particulier de la loi dite de Weber (FECHNER, *Psychophysik*, t. I, p. 236).

(2) LAPLACE, *Théorie analytique des probabilités*, 1812, 3^e édit., 1820, pp. 432-445.

(3) POISSON, *Recherches sur la probabilité des jugements*, 1838, pp. 72-75.

(4) LACROIX, *Traité élémentaire du calcul des probabilités*, 3^e édit. 1833, pp. 429 et s.

Weber n'est pas toujours exacte non plus, mais seulement « plus ou moins approximative », ce qui ne diminue nullement l'importance fondamentale de cette loi pour la psychophysique (1).

Loi fondamentale des oscillations de la valeur sociale et des prix des biens. — La formule indiquée de formation de la valeur subjective des biens pourrait servir à expliquer la régularité des oscillations des prix en fonction des oscillations de l'offre comme indiqué dans la loi de King. Comme la valeur sociale et, en même temps, la valeur objective d'échange des biens sont les résultantes des évaluations subjectives des personnes économiques, nous pouvons placer cette formule à la base de la loi de la variation de la valeur sociale et des prix des biens en général. Et la réalité montre une coïncidence *presque* complète des lois de la variation de la valeur sociale des biens, en général, avec la loi de la modification de la valeur subjective que nous avons admise.

Il est vrai que la valeur sociale des divers biens varie suivant une progression différente quand se modifie le rapport de leur quantité au besoin qu'on a d'eux. Cela provient de ce que les changements de prix modifient le domaine d'emploi d'un bien donné, l'élargissent au détriment d'autres en cas de baisse, et le rétrécissent à l'avantage des biens concurrents en cas de hausse. Le nivellement de l'utilité sociale limite des divers biens est le principe qui modère les oscillations de leurs valeurs. En même temps, il se produit une modification du genre et du volume des besoins qui se satisfont dans des conditions données de l'offre. Lorsque le prix d'un bien quelconque change, on voit varier non seulement la mesure dans laquelle des individus donnés satisfont le besoin qu'il en ont, mais on constate également une modification de l'ensemble des personnes

(1) FECHNER, *Elemente der Psychophysik*, t. II, pp. 28-29.

qui, en présence de prix donnés, peuvent manifester leurs besoins sur le marché. Et ainsi s'explique la grande importance de la répartition comme facteur de la formation des prix des divers biens. Plus cette répartition est inégale, plus la demande de beaucoup de biens est apte à augmenter quand leurs prix diminuent et plus elle se réduit quand les prix augmentent. L'inégalité des fortunes favorise ainsi la stabilité des prix et diminue leurs variations provoquées surtout par les changements de la quantité des biens.

Modification de la valeur de trois groupes de biens. — Par rapport au genre de progression caractérisant la modification d'utilité des biens lorsque change leur quantité ou le besoin qu'on a d'eux, il est possible de diviser tous les biens en trois groupes. Le premier groupe est constitué par ceux qui sont indispensables à la vie et dont la consommation ne peut être réduite sans dommages sensibles, ni étendue notablement au delà d'une certaine limite. A cette catégorie appartiennent donc tous les biens utilisés le plus uniformément par tous indépendamment de la répartition. La formation de la valeur objective de ces biens a lieu suivant un principe analogue à celui que nous avons admis pour la formation de la valeur subjective. Entrent dans cette catégorie les vivres indispensables à la vie comme les céréales, le sel et diverses épices (poivre, clous de girofle, canelle, etc.); de plus, le combustible pour les usages industriels, etc.. La valeur de beaucoup d'objets de luxe s'adressant à un cercle spécial de consommateurs varie de façon analogue, la demande de ces biens se modifiant peu lorsque leurs prix changent.

Le second groupe est aussi constitué par des objets de grande consommation dont l'usage est un peu moins indispensable que celui des biens du premier groupe et varie en fonction de la répartition. A ce groupe appartiennent la viande, le sucre, le thé, les boissons, les tissus, les vête-

ments, les objets de ménage et autres biens dont la consommation peut se modifier dans une certaine mesure quantitativement et qualitativement quand leurs prix varient. La valeur sociale de ces biens se modifie suivant une progression plus forte comparativement à la modification du rapport de leur quantité au besoin. Mais cette progression n'est pas aussi rapide que pour le premier groupe.

Il y a lieu enfin de placer dans le troisième groupe ceux des objets de luxe qui par leur nature sont accessibles à la grande masse. Il en résulte que le cercle des individus qui les utilisent peut s'étendre rapidement dès qu'il se produit une baisse insignifiante de leurs prix et, au contraire, se rétrécir facilement quand ces prix augmentent quelque peu. A ce groupe appartiennent, en particulier, les catégories supérieures de biens de consommation courante et les objets de luxe populaires mais coûteux. Les prix de ces biens oscillent moins fortement comparativement à la modification du rapport de leur quantité au besoin. Il est aisé de remarquer que ce groupe représente une fraction relativement infime de l'ensemble de tous les biens économiques (1).

Rapport entre les prix des biens isolés et le niveau général des prix. — Ainsi nous voyons que la modification de la valeur sociale de nombreuses catégories de biens semble s'écarter notablement du principe fondamental de la variation de la valeur admis par nous. Mais cette divergence est plutôt apparente. Elle disparaît si nous considérons que l'influence de la modification du rapport entre la quantité d'un bien et le besoin s'étend, non seulement à la valeur de ce bien, mais encore à celle des biens analogues et à l'ensemble des biens en général. En effet, le

(1) AUSPITZ et LIEBEX font une subdivision analogue des biens en trois groupes. Comp. *Untersuchungen über die Theorie des Preises*, 1889, pp. 46-53.

principe mentionné se manifeste pleinement dans la formation de la valeur sociale des biens exclusivement destinés et uniquement aptes à satisfaire un besoin déterminé et effectif. Mais dans les prix de la majorité des biens (ceux du deuxième et du troisième groupe), ce principe ne s'applique pas complètement. Car, si les prix s'élèvent, l'ensemble des biens servant à la satisfaction de besoins déterminés s'étend du fait de l'apparition de biens concurrents. Par contre, si les prix baissent, c'est le domaine d'action des biens considérés qui s'agrandit tandis que les biens analogues de qualité inférieure sont éliminés. Prenons, par exemple, trois sortes de biens servant au même but, le chauffage : la tourbe, la houille et le bois. Grâce aux propriétés secondaires de ces trois espèces de combustible, l'énergie calorifique qu'ils procurent est appréciée davantage quand on passe de l'un à l'autre dans l'ordre de l'énumération précédente. Si la réserve de tourbe diminue, son prix augmente, mais seulement jusqu'à une certaine limite, au delà de laquelle la tourbe sera remplacée par la houille (là où il n'y a pas d'empêchements spéciaux). La hausse du prix de la houille sera arrêtée à son tour parce qu'on la remplacera partiellement par du bois. Lorsque l'utilité limite du bois diminue, un phénomène inverse se produit et la baisse du prix du bois est limitée par l'élimination de la houille et de la tourbe. Comme conséquence de ces rapports mutuels de valeur des biens, les modifications du rapport de la quantité d'un bien quelconque au besoin ne se reflètent pas d'une façon conforme dans l'utilité sociale limite de ces mêmes biens. Mais elles ne perdent pas cependant leur importance pour la fixation du niveau général des prix ; elles se reflètent séparément, d'abord dans les prix des biens analogues et, ensuite, par la perpéquation des valeurs, dans les prix de tous les autres. Dans notre exemple, la modification initiale du rapport entre la

quantité et le besoin de tourbe peut ne pas s'exprimer complètement dans le prix de la tourbe, mais elle se reflète dans les prix de la tourbe, de la houille et du bois. De même, les modifications des conditions de production et d'emploi du bois se reflètent dans les prix du bois et aussi du charbon et de la tourbe. La même chose s'applique aux objets de luxe qui, si leurs prix sont bas, éliminent d'autres biens de la consommation et qui, si leur prix s'élève, cèdent la place à des biens concurrents.

Evidemment, l'équilibre rompu entre la production et la demande de beaucoup de marchandises (surtout de produits fabriqués) peut être rétabli par une rapide adaptation de la production aux conditions nouvelles. L'influence de ces conditions modifiées de l'offre et des besoins s'exprime alors, pour une part, dans les prix de ces marchandises et, pour une autre, se transmet à la valeur des éléments servant à leur production, c'est-à-dire tout d'abord à la main-d'œuvre et aux matières premières, puis, par l'intermédiaire de ces dernières, à tous les biens entrant dans cette production. Plus grand sera le nombre des produits pour la préparation desquels une matière première déterminée est nécessaire, plus grande sera, par suite, le domaine d'emploi de cette matière, moins grande sera l'influence d'un changement dans les conditions de la production et de la demande d'un des produits en question sur les prix de matière première et d'autres de ses produits. Cependant la valeur de l'ensemble de ces derniers changera conformément à la loi indiquée plus haut. La même chose est vraie pour la valeur de la main-d'œuvre dont la quantité à un moment donné constitue une grandeur plus ou moins constante. La valeur de la main-d'œuvre, qui est le facteur le plus universel de la production, est le terme intermédiaire le plus important du nivel-

lement de la valeur de tous les biens (1). D'ailleurs, l'augmentation de la production n'est possible généralement qu'au prix de l'élévation des dépenses (c'est-à-dire qu'au prix de la restriction de la production d'autres biens ou de l'intensification générale du travail) et, comme nous l'avons vu, elle exige souvent un temps assez long et l'investissement préalable de capitaux. Quant à la production agricole, elle est toujours soumise aux saisons et dépend à un degré notable d'influences naturelles impossible à prévoir (2).

Ainsi nous voyons que la règle fondamentale formulée par nous de la formation de la valeur subjective constitue la base de celle de la valeur sociale des biens. Elle s'applique presque pleinement à la formation de la valeur des biens de tous genres appartenant au premier groupe défini plus haut. En ce qui le concerne, on peut affirmer que l'utilité sociale limite et le prix de chaque catégorie de biens indispensables pour assurer une consommation déterminée effective se modifie en progression géométrique quand le rapport du besoin à la quantité des biens de ce genre varie en progression arithmétique. Dans les modifications de valeur et de prix des autres biens, pris séparément, ce principe apparaît moins nettement, mais

(1) Comp. BOEHM-BAWERK, *Der letzte Massstab des Güterwertes*, dans *Zeitschr. f. Volksw., Socialpol. u. Verwalt.*, Bd. III, 2, 1894, pp. 216 et s. ROGERS (*op. cit.*) ainsi que DE MOLINARI (*op. cit.*) étendent l'action de la loi de King aussi aux salaires.

(2) La guerre mondiale et, en particulier l'anarchie russe, en modifiant brusquement les conditions de la production, de la circulation et de la consommation de la plupart des produits, ont montré d'une façon concrète combien, dans certaines circonstances, le nombre peut être grand des objets dont les prix se modifient d'après la loi de King et combien est vraie, en général, la loi de formation des prix que nous avons indiquée plus haut. Les variations des prix pendant la guerre et dans les années qui l'ont suivie immédiatement, ainsi que dans la Russie anarchique, fournissent de précieux matériaux pour la théorie de la valeur et des prix.

il constitue cependant la base des variations de la valeur et des prix des biens économiques en général (1).

La loi de formation des prix introduite par nous, est

(1) Dans ces derniers temps on a mis en doute l'applicabilité de la loi de King aux variations actuelles du prix du blé. A ce propos il faut noter que le blé ne constitue plus maintenant la base de l'alimentation des masses au même degré qu'au xvii^e siècle. D'autres produits, comme la pomme de terre et le maïs, ont partiellement remplacé le blé, et les produits alimentaires supérieurs comme la viande, le sucre, etc. ont pris dans l'alimentation des masses une place autrement importante qu'au xvii^e siècle. Mais le fait qu'elle n'est plus valable à présent ne diminue en rien l'importance capitale pour la théorie de la valeur de la loi de King telle qu'elle s'est dégagée des faits au xvii^e siècle. Son mérite consiste en ce qu'elle a révélé la loi fondamentale de la formation de la valeur subjective qui sert de base à la formation de la valeur et des prix de tous les biens, quoiqu'elle soit plus ou moins masquée par les effets de la loi de péréquation des valeurs, qui n'est qu'une autre expression de la même loi fondamentale. La loi de King n'en est, elle aussi, qu'une manifestation spéciale.

Il peut paraître étrange que les partisans de la théorie subjective de la valeur, qui ramènent le fondement de la valeur des biens à des phénomènes psychologiques, n'aient pas complètement utilisé pour le développement de la théorie de la valeur et, en particulier, de celle des prix, la formule de Bernouilli et la loi dite de King, étant donné l'importance que la première a acquise après l'énonciation de la loi fondamentale psycho-physique de Weber-Fechner. Cependant, LANGE (*Die Arbeiterfrage*, 2^e édit., 1870, pp. 114 et s.), philosophe et économiste suisse, a indiqué l'importance considérable de la formule de Bernouilli et des recherches de Weber et Fechner pour les sciences sociales. Avant lui déjà, HERRMANN (*Staatswirtschaftliche Untersuchungen*, 1882, pp. 73 et s.) a appelé l'attention sur l'importance de la formule de Bernouilli (Voir la préface à l'édition allemande de « l'Essai » de Bernouilli pp. 17 et s.). La loi psycho-physique de Weber a été, évidemment, appliquée pour la première fois dans la théorie des prix par AUSPITZ et LIEBEX (*Untersuchungen über die Theorie des Preises*, 1889) pour le tracé de la courbe de l'utilité des biens sur laquelle ils se basent pour déduire, sans que d'ailleurs la correspondance soit complète, la courbe des variations de la valeur lorsque change le rapport du besoin à la quantité des diverses catégories de biens. Mais chez eux, la loi formulée par nous ne ressort pas comme un phénomène général, fondamental et gisant à la base des variations générales des prix. D'ailleurs, par suite de la façon abstraite, mathématique et graphique dont le sujet fut traité, ce précieux tra-

excessivement importante. De ce qui a été exposé résulte que les prix des diverses sortes de biens et le niveau général des prix sont des grandeurs fort variables, très sensibles à toutes les variations du rapport du besoin des biens à leur quantité et qui reflètent toutes ces variations en les agrandissant. C'est pourquoi la diminution de la quantité d'un bien quelconque doit entraîner une forte augmentation de la valeur et du prix de l'unité de ce bien. Cette augmentation est *habituellement* si importante que la valeur totale de la quantité diminuée du bien considéré est plus grande que sa valeur initiale, et cela d'autant plus que la quantité a diminué davantage. En même temps et en vertu de la peréquation des valeurs, cette diminution provoque un accroissement des prix des autres biens. Il y a *en tous cas* une *élévation générale* du niveau des prix et une augmentation de la valeur de tout l'ensemble des biens. Au contraire, quand la quantité de quelque bien augmente, la valeur et le prix de l'unité tombent, dans la majorité des cas, si fortement que la valeur totale de la quantité accrue de ce bien est infé-

vail fut peu remarqué et resta sans grande influence sur la théorie des prix.

Dans un article du journal : « *Archiv für Socialwissenschaft und Socialpolitik* », 1908, pp. 546-558 MAX WEBER a fait des objections contre l'emploi de la loi de Weber dans la théorie de la valeur. Il la considère comme inadmissible par suite de la complexité des phénomènes psychiques accompagnant les évaluations économiques, en comparaison avec les phénomènes physiologiques simples auxquels s'applique la loi de Weber. Mais, même si l'on s'accorde sur ce point, il faut reconnaître qu'on peut introduire dans la théorie de la valeur une loi analogue à celle de Weber sans qu'il soit nécessaire de l'appuyer sur cette dernière. Car, dans le domaine de la science économique, elle constitue une loi aussi empirique que celle de Weber en psycho-physique. On peut plutôt admettre que les observations faites dans le domaine de la science économique, en particulier la formule de Bernouilli, qui est devenue, après avoir été développée par Laplace, une partie intégrante de la littérature philosophico-mathématique, a contribué à l'énonciation de la loi de Weber-Fechner.

rière à la valeur primitive, et cela d'autant plus que la quantité a augmenté davantage. En même temps se produit une chute des prix des autres biens comme conséquence de la peréquation de leurs valeurs. Le résultat est, en tous cas, un phénomène inverse du précédent, c'est-à-dire, un abaissement du niveau général des prix et une diminution de la valeur de l'ensemble de tous les biens.

Influence des modifications de la consommation sur les prix. — D'une manière analogue, toute modification de l'intensité du besoin d'un bien quelconque doit se refléter sur la valeur de ce bien dans une mesure plus forte. Mais quand on examine l'action ultérieure de telles modifications du besoin de divers biens sur le niveau général des prix, il faut tenir compte d'une circonstance importante. Les besoins des gens, pour autant qu'ils exercent une influence sur la valeur des biens, dépendent, comme nous l'avons montré plus haut, du pouvoir d'achat. Etant donné cette dépendance, toute augmentation de l'intensité du besoin d'un bien quelconque doit se traduire par une utilisation plus grande du pouvoir d'achat en sa faveur au détriment d'autres biens pour lesquels on l'utilisera moins. Les changements de la demande se présentent ainsi tout d'abord comme des modifications dans la répartition du pouvoir d'achat pour l'acquisition des divers biens, ce qui doit se refléter différemment sur leurs valeurs. Considérons les diverses combinaisons de tels déplacements dans la demande et l'action qu'ils exercent sur la valeur des divers groupes de biens.

Il y a lieu de distinguer ici trois schémas de déplacement de la demande.

Premier cas : La demande passe en partie d'un bien à l'autre. Dans ce cas, l'utilité sociale limite du premier bien diminue et provoque la baisse des prix tant de ce bien que de ceux dont la valeur est liée à la sienne. Au contraire, l'utilité sociale limite du second bien s'accroît et entraîne

un essor correspondant de son prix et de ceux d'une série d'autres biens. Ces mouvements inverses de valeurs se compensent mutuellement dans leur action sur le niveau général des prix et la valeur totale de tous les biens.

Second cas : La demande qui se répartissait sur toute une série de biens, se concentre sur l'un quelconque ou sur un plus petit nombre d'entre eux. A la diminution de la demande de certains biens correspond une augmentation de la demande d'autres biens. Mais, dans ce cas, nous avons affaire, non seulement avec une modification de la direction de la demande, mais avec une *différence de son intensité*, ce qui doit se refléter sur les rapports de valeur des biens. Conformément au principe fondamental de la formation de la valeur que nous avons formulé, la demande concentrée sur un bien ou sur un petit nombre de biens fait alors augmenter leur valeur notablement plus que la diminution égale de la demande d'un grand nombre de biens ne fait diminuer la valeur de ces derniers. De tels modifications de la demande auront donc pour conséquence, d'une part, la baisse de la valeur et des prix d'une série de biens pour lesquels la demande a diminué et une diminution correspondante de la valeur des biens homologues (se trouvant en relation étroite de valeur avec les premiers). Pour ce qui est, d'autre part, des biens sur lesquels la demande est maintenant concentrée et leurs homologues, il y aura une élévation si forte de la valeur et des prix que non seulement elle neutralisera l'influence de la baisse précédente sur le niveau général des prix et la valeur totale des biens, mais qu'elle conduira même à l'élévation de ce niveau (1). *La concentration de la demande*

(1) Pour faciliter cette conclusion au lecteur, il suffira de ce petit exemple : Supposons que 4 catégories de biens A, B, C et D représentaient, dans des circonstances données, chacune une valeur totale de x unités monétaires. Supposons alors, que la société réduise sa consommation des biens A, B et C de $1/10$, pour reporter le pouvoir

provoque ainsi une élévation du niveau général des prix et de la valeur de l'ensemble des biens.

Il reste à considérer le troisième cas de modification de la demande : celle-ci passe d'un bien (ou d'un petit nombre de biens) à un certain nombre (ou à un plus grand nombre) d'autres biens. Il se produit donc encore

d'achat ainsi libéré sur le bien D. D'après la progression indiquée pp. 201 et 202, la valeur des biens A, B et C sera réduite de ce fait de $3/10$ et ne représentera plus que $2,1 x$ unités au lieu de $3 x$. De ce chef, le pouvoir d'achat disponible pour le bien D sera porté de x à $4,9 x$ unités, c'est-à-dire presque doublé, ce qui, d'après la progression indiquée, amènera la valeur de D à peu près à $5,3 x$ unités. Ainsi, la concentration de la demande sur le bien D aura pour résultat l'augmentation de la valeur d'ensemble de A, B, C et D de $4 x$ à $7,4 x$ unités, soit presque au double de la valeur primitive.

A première vue il peut sembler incompréhensible que le pouvoir d'achat des possesseurs des biens d'une catégorie puisse croître dans une plus forte mesure que ne décroît celui des possesseurs d'autres biens. Mais il faut noter que les prix des biens et le pouvoir d'achat correspondant de leurs possesseurs ne désignent que la *proportion* suivant laquelle la répartition du produit social se fait entre ces derniers. L'élévation à $m + n$ du pouvoir d'achat des possesseurs des biens sur lesquels s'est concentrée la demande, tandis que le pouvoir d'achat des possesseurs de biens dont la demande est devenue moins intense, s'abaisse à m , signifie simplement que, dans la répartition du produit social, un supplément n a été attribué aux possesseurs des biens du premier genre aux dépens des possesseurs des biens du second genre. Le déplacement réel dans la répartition sociale correspond à la réduction de l'unité de valeur, en tant que facteur de répartition, dans le rapport de $\frac{1}{V + n}$ à $\frac{1}{V}$, V désignant la valeur totale des biens avant la modification des prix.

Les oscillations énormes du niveau général des prix entre la période de dépression et celle d'essor et surtout entre cette dernière et la période de crise, montrent les variations que le pouvoir d'achat nominal de la société et l'unité de la valeur relative peuvent subir en peu de temps. Ainsi, nous voyons que l'indice des prix de gros de la *Statistique générale de la France* (45 articles) passa, l'inflation aidant, de 100 en 1914 à 356 en juillet 1919, à 600 en avril 1920 et recula à 415 en janvier 1921. Pour les Etats-Unis l'indice du *Bureau of Labour* (346 articles) indique pour les mêmes dates les chiffres : 100, 219, 266 et 177.

ici une modification tant du sens que de l'intensité de la demande, mais à l'avantage d'un certain nombre de biens aux dépens d'un seul ou d'un plus petit nombre. A l'inverse de ce qui se produisait dans le cas précédent de concentration de la demande, nous avons affaire maintenant avec sa *diffusion*.

L'action de cette dernière sur la valeur et les prix des différents biens est inverse de celle de la concentration. L'abaissement des prix et de la valeur totale de l'ensemble des biens dont le besoin a diminué et de leurs homologues sera plus importante que ne sera l'élévation des prix et de la valeur totale de l'ensemble des biens sur lesquels s'est dirigée la demande. En conséquence, *le niveau général des prix et la valeur totale de l'ensemble des biens s'abaissent*.

Il est facile de remarquer qu'au point de vue des modifications de la demande, les deux derniers cas comprennent également ceux, examinés d'abord, de la variation de la valeur et des prix provoquée par les changements de la quantité des biens. Si la quantité d'un bien quelconque diminue, le besoin ne variant pas, la valeur totale de la quantité existante de ce bien s'élève et exige des acheteurs la dépense d'un plus grand pouvoir d'achat, lequel est généralement détourné d'une série d'autres biens moins indispensables. Au contraire, quand, toutes choses égales d'ailleurs, la quantité d'un bien quelconque augmente, la valeur totale de toute la quantité existante de ce bien diminue et libère une partie du pouvoir d'achat utilisé auparavant à l'acquiescer et qui, maintenant, se répartit sur une série d'autres biens. Dans le premier cas, nous sommes en présence d'une concentration de la demande avec élévation concomitante de la valeur totale de l'ensemble des biens ; dans le second, nous avons affaire à une diffusion de la demande, entraînant un abaissement de la valeur totale de l'ensemble des biens. La différence

entre les conséquences d'une augmentation de la demande et celles d'une diminution de la quantité consiste en ce que, le même prix étant atteint, la valeur totale de l'ensemble des biens est plus haute dans la première alternative que dans la seconde. Dans le cas d'une diminution de la demande, la valeur de l'ensemble sera plus basse que dans le cas d'une augmentation de la quantité des biens.

Nous arrivons à conclure que les variations des prix des biens isolés, qu'elles proviennent des modifications de la quantité des biens ou d'un déplacement de la demande, provoquent un mouvement général des prix et une modification accrue de la valeur monétaire de l'ensemble des biens dans le sens des modifications initiales des prix.

Action des variations des prix sur la répartition. — Une telle coïncidence de la variation des prix et de celle, d'ailleurs accrue, de la valeur monétaire de l'ensemble de tous les biens, a des conséquences importantes. Elle fait en effet ressortir un nouveau facteur du mouvement des prix, à savoir : l'action de la répartition sur la formation de la valeur des biens.

Dans l'organisation actuelle de l'économie nationale, fondée sur la propriété privée et la division du travail, les prix sont les facteurs les plus importants de la répartition sociale. La valeur de l'ensemble des biens de telle ou telle catégorie détermine le pouvoir d'achat de leurs possesseurs. La modification de la valeur totale de l'ensemble de tous les biens, telle qu'elle résulte des variations générales des prix et la modification consécutive du pouvoir total d'achat (nominal), ne signifient évidemment pas que la richesse sociale a augmenté ou diminué. D'ailleurs, pour autant que la hausse des prix est provoqué par la diminution de la quantité des biens, et la baisse par l'augmentation de cette même quantité, les variations de la valeur totale de l'ensemble des biens et du pouvoir

total d'achat nominal s'effectuent précisément en sens inverse de la prospérité sociale réelle. Et cela est compréhensible car, comme expliqué plus haut, la valeur est une notion négative. C'est l'*insuffisance* des biens utiles qui est, en réalité, l'origine de leur valeur. Or, cette insuffisance s'accroît tant par la diminution de la quantité des biens que par l'augmentation des besoins et, inversement, diminue dans les cas contraires. Les oscillations de la valeur totale de l'ensemble des biens et du pouvoir d'achat total ne sont donc que les conséquences de l'évaluation de la richesse sociale rapportée à diverses unités de valeur relative (1). Car la valeur relative, ou le pouvoir d'achat de la monnaie, diminue en même temps que les prix s'élèvent, et augmente lorsqu'ils diminuent, ce qui se remarque particulièrement pour les biens tenant la tête du mouvement des prix. La hausse des prix nous apparaît ainsi comme un processus de différenciation de la valeur des biens dirigée dans le sens ascensionnel et basée sur la diminution continue de l'unité de valeur relative. Inversement, la baisse des prix se présente sous la forme d'un processus semblable de différenciation de la valeur des biens, mais allant vers le bas et reposant sur l'augmentation continue de l'unité de valeur relative.

En présence de tout ce qui vient d'être exposé, nous voyons que les variations du pouvoir total d'achat ont une autre signification : elles sont des facteurs de la modification de la répartition sociale. L'augmentation du pouvoir total d'achat lors de la hausse des prix entraîne une

(1) La valeur absolue de l'unité monétaire peut d'ailleurs ne pas varier et, en fait, elle est moins soumise aux variations que la valeur absolue des biens. Mais sa valeur *relative* est sujette à modifications et cela à la suite des oscillations de la valeur absolue des biens. Les variations des valeurs absolue et relative (pouvoir d'achat) de la monnaie se différencient alors comme expliqué plus haut (Voir p. 482 et s.).

modification de la répartition de ce pouvoir au profit des possesseurs des biens dont les prix se sont élevés relativement aux autres, particulièrement de ceux ayant provoqué cette élévation. La diminution du pouvoir total d'achat lors de la baisse des prix exerce une action inverse : elle indique un changement dans la répartition sociale au profit des sujets économiques dont l'avoir et les revenus n'ont pas été atteints ou essentiellement modifiés par cette baisse. Ce changement a lieu aux dépens de possesseurs d'autres biens dont les prix se sont particulièrement modifiés. Comme le nombre des possesseurs de biens tenant la tête des mouvements de hausse ou de baisse et de ceux de catégories voisines, représente, en général, une faible partie de l'ensemble des sujets économiques, les variations de la répartition que nous considérons indiquent : dans le cas d'une élévation des prix une *centralisation* du pouvoir d'achat et, dans le cas d'une baisse, une *décentralisation* de ce même pouvoir (1).

Conclusions. — Les changements de ce genre dans la répartition sociale, à la suite des variations des prix, de même que celles de l'unité de valeur relative sont excessivement importantes et exercent une action décisive sur le développement ultérieur des prix et de la vie économique. Mais avant de passer à l'examen détaillé de leur importance et de leurs conséquences, résumons l'analyse précédente de la formation de la valeur et des prix et de son influence sur la répartition du pouvoir d'achat.

Nous arrivons alors aux conclusions suivantes :

(1) Pour comprendre l'influence de la variation des prix sur la répartition, il faut considérer que la fortune des possesseurs de marchandises ne s'accroît pas proportionnellement à l'augmentation des prix, mais notablement plus. Car une partie importante des marchandises est achetée par eux à crédit. Par suite, une élévation même relativement peu importante des prix peut augmenter considérablement la fortune d'un marchand.

Chaque modification du rapport du besoin des biens à leur quantité se reflète à une plus grande échelle sur leur valeur et leur prix. L'élévation de la valeur et du prix d'un bien quelconque, qu'elle soit une conséquence de la diminution de sa quantité, le besoin restant le même, ou d'une concentration de la demande sur ce bien, conduit :

- 1° à une élévation du niveau général des prix par suite du nivellement des valeurs des biens ;*
- 2° à un accroissement de la valeur totale de l'ensemble de tous les biens et à une diminution de l'unité de valeur relative (pouvoir d'achat de l'unité de monnaie) ;*
- 3° à une modification dans la répartition du pouvoir d'achat social (qui, en même temps, s'élève nominativement) en ce sens qu'il se centralise entre les mains des possesseurs du bien dont la valeur s'est accrue, aux dépens d'autres sujets économiques, en particulier de ceux dont l'agio a perdu de sa valeur à la suite du déplacement de la demande. D'un autre côté, tout abaissement de la valeur et du prix d'un bien quelconque, soit à la suite d'une augmentation de sa quantité, le besoin restant le même, soit de ce que la demande se détourne de ce bien en faveur d'une série d'autres, conduit :*
- 1° à un abaissement du niveau général des prix par suite du nivellement des valeurs des biens ;*
- 2° à une diminution de la valeur totale de l'ensemble des biens et à l'augmentation de l'unité de valeur relative (pouvoir d'achat de l'unité monétaire) ;*
- 3° à une décentralisation du pouvoir total d'achat (qui, en même temps, s'abaisse nominativement) aux dépens des possesseurs du bien dont le prix a baissé et au profit des possesseurs de ceux sur lesquels s'est dirigée la demande.*

4. Mécanisme et limites des mouvements généraux progressifs des prix.

Les réactions indiquées plus haut des changements des prix sur la répartition et sur la grandeur du pouvoir

d'achat, contiennent le principe de l'élévation générale progressive des prix, d'une part, et de leur diminution progressive générale, de l'autre ; en d'autres termes, le principe des mouvements alternatifs de la conjoncture.

La concentration du pouvoir d'achat est le facteur fondamental de l'élévation de la conjoncture. — Suivons tout d'abord la naissance et le développement de l'élévation générale progressive des prix. Lorsque, dans une période d'équilibre relatif des prix, il se produit une élévation brusque de la valeur de quelque bien de consommation, provenant soit de la diminution de la réserve, soit d'une concentration de la demande sur ce bien, il en résulte une élévation de son prix et de celui des biens analogues ainsi qu'une centralisation du pouvoir d'achat entre les mains de ceux qui le détiennent. Quant à la façon dont cette élévation se reflète ensuite sur les prix d'autres biens, elle dépend de l'emploi qui est fait de ce pouvoir d'achat centralisé. S'il est utilisé par les nouveaux possesseurs pour acquérir les biens pour lesquels il était habituellement employé par les anciens, alors le mouvement des prix se réduit à une élévation du prix du bien sur lequel la demande s'est originairement concentrée ainsi que des biens analogues par suite du nivellement naturel des prix.

Seulement, il ne faut pas s'attendre à une telle utilisation du pouvoir d'achat centralisé, parce que la centralisation des moyens entraîne d'elle-même une modification dans la composition de la demande au profit de tels ou tels biens et au désavantage des autres. Dans le cas présent, une catégorie de biens attirera particulièrement la demande, notamment les biens servant à la production d'autres biens, c'est-à-dire les moyens de production. Nous avons déjà examiné le lien étroit existant entre la production et la répartition sociale : nous avons remarqué alors que la concentration des richesses facilite et favorise l'accumulation. Les causes de ce dernier phénomène seront

expliquées plus en détail dans la suite. Ici nous indiquons seulement en quelques mots que la tendance à s'enrichir, à accumuler du capital, constitue un des principaux stimulants de l'activité économique et que l'accumulation croît quand la répartition devient plus inégale. Car le développement des besoins humains et le désir de les satisfaire immédiatement de façon plus complète ne vont pas de pair avec l'augmentation de la fortune et laissent un plus grand excédent pour l'accumulation.

Le moyen le plus important de placer des économies — et, d'ailleurs, l'unique moyen pour la société considérée dans son ensemble — c'est de les transformer en moyens de production. Un pareil emploi des économies trouve une base favorable dans la conjoncture donnée. L'essor des prix des biens de consommation favorise l'augmentation de leur production. Cette dernière, à son tour, rend souvent indispensables de nouveaux moyens de production de tous genres ou, tout au moins, fait naître une occasion propice de fonder de nouvelles entreprises industrielles, de créer des moyens de transport et d'augmenter la quantité des instruments de production. Étant donné la complexité de l'organisation économique et les particularités de la production capitaliste, toute augmentation des biens de consommation entraîne une augmentation importante des biens destinés à la production. Et cela en proportion de la durée du procès de production et de l'intensité de la capitalisation dans une industrie donnée.

Le nombre des biens servant à la production (biens d'ordre supérieur) utilisés pour la capitalisation est assez limité. Ce sont surtout des machines, des matériaux de construction, des matières auxiliaires comme le combustible et les métaux, en particulier le fer. La concentration de la demande sur ces objets doit s'accompagner des mêmes conséquences que nous avons vues plus haut, à savoir : une forte augmentation de la valeur et des prix de ces biens.

puis une centralisation du pouvoir d'achat entre les mains de ceux qui les possèdent et les produisent. Cette centralisation du pouvoir d'achat doit, ici encore, provoquer une concentration de la demande sur certains biens. Parmi ceux-ci, les biens servant à la production prendront une place prédominante du fait que les individus faisant partie de ce groupe se livrent également à une capitalisation intensive. En même temps, la demande accorde de moyens de production développe leur fabrication, provoque l'extension des entreprises intéressées et la création de nouvelles, ouvrant ainsi un nouveau champ à la capitalisation.

Ainsi, une fois qu'il a commencé, le mouvement ascensionnel se poursuit et se développe. Les prix des biens servant à la production deviennent le point de départ d'une élévation générale des prix. L'élévation des prix des biens servant à la production, quoique provenant à l'origine de la hausse de la valeur des biens de consommation, se continue dans la suite sous l'influence immédiate des conditions spéciales de la demande les concernant. Celle-ci a en vue non seulement la production de biens de consommation, mais, avant tout, le placement des épargnes. De là, et par suite du nivellement des valeurs, l'élévation des prix s'étend aux biens d'autres catégories, sans excepter ceux dont la demande avait tout d'abord diminué et passé aux biens servant à la production. Car avec l'élévation générale des prix l'unité de valeur relative (ou pouvoir d'achat de l'unité monétaire) diminue et cette diminution, du fait du nivellement des valeurs (qui s'étend, en réalité, à l'ensemble des biens), se manifeste aussi dans le prix de ces biens. La différenciation de la valeur relative des biens, sur laquelle se fonde l'élévation des prix, se continue, mais elle se base sur un niveau de plus en plus élevé des prix et sur une unité de valeur relative de plus en plus réduite.

L'élévation générale des prix stimule naturellement la

vie économique et accroît l'activité des entrepreneurs. La diminution de l'unité de valeur relative, qui accompagne la hausse générale des prix, est évidemment l'une des raisons qui y poussent, puisqu'elle modifie les supputations économiques au profit des entrepreneurs en augmentant leurs bénéfices et qu'elle éveille la spéculation (1). Même quand ces bénéfices sont purement nominaux et ne compensent pas le renchérissement de la vie, ils sont un moyen de lutter contre les modifications désavantageuses de la répartition. L'augmentation des bénéfices est d'ordinaire particulièrement importante dans la production des biens qui sont à la tête du mouvement ascensionnel, c'est-à-dire, en fin de compte, des biens servant à la production. C'est en effet dans ce domaine que cette augmentation doit provoquer l'activité et la production les plus intenses.

Limites de la conjoncture ascensionnelle. — Mais pendant combien de temps une telle augmentation générale des prix peut-elle se continuer et où sont ses limites ? Nous avons déjà dit plus haut que celles-ci ne sont pas dans l'élévation de la valeur absolue de la monnaie. Au contraire, *l'élévation des prix se limite d'elle-même par son action sur la répartition, d'un côté, et sur la production, de l'autre.*

En effet, l'élévation des prix s'accompagne d'une centralisation du pouvoir d'achat entre les mains des possesseurs des biens dont la valeur relative a augmenté et, en particulier, de ceux qui tiennent la tête du mouvement ascensionnel. Par conséquent elle est accompagnée d'une centralisation du pouvoir d'achat entre les mains d'un petit nombre d'entrepreneurs aux dépens des autres. De cette centralisation doivent souffrir les larges couches de la population (employés, pensionnés, petits rentiers et,

(1) Sur l'action des variations de l'unité de valeur relative et l'influence de la spéculation, voir plus haut, pp. 151-153.

en partie, les ouvriers) qui reçoivent un revenu déterminé en argent et dont le pouvoir d'achat se réduit proportionnellement à l'élévation des prix. Cela signifie une restriction du côté des consommateurs tandis que, du côté des entrepreneurs, il y a, à ce moment même, production renforcée de capital social. Dans une période d'essor économique, qui est aussi celle d'une élévation générale des prix et de grande intensité du procès de production, la consommation ne peut se réduire au sens exact du mot et, en réalité, elle augmente, mais elle diminue relativement (1). La concentration du pouvoir d'achat doit conduire à une *modification de la composition de la demande et de la production sociales au profit des biens destinés à la production, en dehors de toute correspondance avec l'augmentation de la consommation*. L'intensification de la production des biens destinés à la reproduction est la conséquence immédiate de l'accroissement de la demande de ces biens. Tant que cette demande accrue se prolonge, tant que les conditions déterminant la valeur des biens continuent à favoriser l'élévation de la valeur de ces biens et à faciliter le développement ultérieur de leur production, la hausse générale des prix se poursuit sans difficultés. Mais la possibilité d'un accroissement ininterrompu de la demande de biens servant à la production présuppose que la modification progressive dans la composition relative de la production sociale au profit de ces biens-là ainsi que dans le rapport de la capitalisation à la consommation, ne se répercute pas défavorablement sur la valeur des biens productifs ; en d'autres termes, que la capitalisation peut s'intensifier indépendamment de l'augmentation de la

(1) Concernant la classe ouvrière, il résulte des recherches de BOWLEY et WOOD (*Journal of R. Statistical Society*, 1895 et 1909) que de 1850 à 1901, les salaires réels de toute la classe ouvrière se sont élevés en moyenne de 20 0/0 pendant les périodes d'essor par comparaison avec celles de dépression qui les ont précédées.

consommation et sans nuire à la valeur du capital, c'est-à-dire à l'utilité sociale limite des biens productifs.

Comme cette supposition est faite par beaucoup d'économistes et qu'elle est, d'ailleurs, à la base de la théorie du capital de l'école classique et des théories des crises qui s'appuient sur elle, nous devons nous y arrêter quelque peu.

5. Limites de l'accumulation du capital social.

Théorie du capital de l'école classique. — La théorie du capital occupe une place très importante dans la doctrine de l'école classique et lui donne une empreinte caractéristique. Fondée par Adam Smith, elle a été développée de façon unilatérale par Ricardo, James Mill, J.-B. Say et J. Stuart Mill. Malgré des objections répétées, elle est restée un des éléments les plus importants de la doctrine économique régnante. Dans ces derniers temps, la théorie classique du capital semble même passer par une période nouvelle de développement et exercer une action tant sur la science économique, en général, que sur la théorie des crises, en particulier. Le fait que la théorie classique du capital a pu conserver son importance jusqu'à ce jour malgré des objections graves et ininterrompues de la part de ses adversaires, s'explique, d'un côté, parce qu'elle correspond à l'esprit du capitalisme en plein développement et, de l'autre, par une conception inexacte de la nature de l'accumulation et du procès de reproduction des biens économiques.

Il est indubitable que, pour augmenter le capital social, la production doit excéder la consommation définitive. Dans une organisation économique basée sur le droit privé, ce résultat est obtenu du fait que les individus soustraient une partie de leurs revenus à la consommation définitive et transforment la partie ainsi épargnée en

moyens de production. Cette observation, juste en elle-même, a donné naissance à la doctrine de l'utilité absolue de l'épargne comme moyen sûr d'enrichir à la fois les particuliers et la société. Cette thèse fut mise particulièrement en relief par Adam Smith qui considère tout individu économe comme un bienfaiteur, et tout prodigue comme un ennemi de la société (1). Dans l'affirmation catégorique du caractère vertueux de l'épargne, on sent qu'elle est opposée à l'opinion alors répandue suivant laquelle la prodigalité des riches soutient la production et donne du travail aux pauvres gens. Pour Smith et ses disciples, l'épargne ne réduit pas la consommation, car « ce qui est épargné annuellement est consommé tout aussi régulièrement que ce qui est dépensé et même presque dans le même laps de temps, seulement par un autre groupe de personnes » (2). Par « un autre groupe de personnes » il faut entendre la classe ouvrière dont les salaires dépendraient de la mesure dans laquelle la classe capitaliste a épargné. Ainsi le capitaliste, en économisant, donnerait du travail à un nombre de plus en plus grand d'individus et créerait « un fond perpétuel pour l'entretien perpétuel d'un nombre correspondant de travailleurs », tandis que le consommateur anéantit son pouvoir d'achat en ne donnant qu'une seule fois à travailler. Dans le cas où la main-d'œuvre est limitée, les classiques pensent qu'une accumulation complémentaire doit élever les salaires et augmenter la consommation des ouvriers (4).

Les défauts de l'argumentation que nous venons de

(1) *Wealth of Nations*, I. II, ch. 3.

(2) *Wealth of Nations*, même endroit. RICARDO s'exprime dans le même sens, *Principles*, ch. VIII, ainsi que J. ST. MILL, *Principles*, I. I, ch. V, § 6.

(3) *Wealth of Nations*, I. II, ch. 3. J. ST. MILL, *Principles*, I. I, ch. V, § 5.

(4) J. ST. MILL, *Principles*, I. I, ch. V, § 3.

citer sont évidents. L'apologie catégorique de l'accumulation s'accompagne ici de l'hypothèse que seuls les capitalistes s'y livrent et que les ouvriers emploient tous leurs salaires à la consommation définitive. Mais alors, chaque augmentation de capital entraînant, selon cette théorie, une augmentation correspondante des salaires, elle devrait entraîner à sa suite un accroissement égal de la consommation. L'idée de l'existence d'une certaine correspondance entre la consommation et l'accumulation est donc impliquée dans ce raisonnement. Mais qu'arrivera-t-il si les ouvriers, dont les salaires se sont augmentés par suite de l'épargne abondante des capitalistes, épargnent également pour constituer du capital? Les classiques ne considèrent pas ce cas, évidemment parce qu'ils ne voient pas l'utilité de prouver davantage les vertus de l'épargne.

La théorie classique du capital est d'ailleurs étroitement liée avec celle du fonds des salaires. Les classiques croyaient que le salaire des ouvriers dépend de l'importance de l'épargne nationale, qui constituerait comme un fonds d'où proviendrait ce qui est nécessaire à l'entretien des ouvriers. Dans la suite, cette théorie a été reconnue comme erronée. On s'est aperçu que les ouvriers ne sont pas entretenus aux dépens de l'épargne capitaliste antérieure, mais aux dépens de la production courante et que leurs salaires ne dépendent pas de l'importance de l'accumulation du capital. En fait, l'attribution des revenus des capitalistes à la consommation ou à des fins productives détermine seulement la *direction* donnée à l'activité ouvrière, mais ne modifie nullement les limites du marché ouvrier. L'accumulation restreint la consommation et modifie la direction de la production nationale au profit de la préparation de biens destinés à la reproduction, et cela a lieu, conformément à notre analyse, dans la période ascensionnelle de la vie économique. Par conséquent, que les ouvriers consomment tout leur salaire ou qu'ils en

épargnent une partie, nous voyons qu'entre l'accumulation du capital et le revenu de la classe ouvrière n'existe pas cette dépendance que les classiques supposaient. La théorie des vertus indiscutables de l'accumulation n'en conserva pas moins une place prépondérante dans la théorie économique dominante. Les économistes continuèrent à croire avec J. St. Mill que « toute augmentation du capital augmente ou est susceptible d'augmenter indéfiniment la production », sans provoquer de surproduction (1).

Théorie du marché de J.-B. Say. — Cette théorie du capital a semblé trouver plus tard une nouvelle confirmation dans celle du marché développée par J.-B. Say (2) et James Mill (3) et acceptée par Ricardo (4) et John St. Mill (5). Conformément à cette théorie, la production se crée elle-même son marché, car le producteur, en apportant son produit sur le marché, y apporte en même temps son pouvoir d'achat et le désir d'acquérir une autre marchandise. De là se déduisait l'impossibilité d'une surproduction générale; on admettait seulement la possibilité de surproductions partielles comme conséquence du manque de correspondance entre la production de produits déterminés et la demande de ceux-ci. Mais si la surproduction générale est impossible, si, d'un autre côté, l'accumulation et la production ne sont pas nécessairement basées sur la consommation finale, alors la production de moyens de production pourrait être à elle-même son propre but. L'augmentation des forces productives indépendamment du développement de la consommation, ou même

(1) *Principles*, I. I, ch. V, § 3.

(2) *Traité d'Economie politique pratique*, 1803, VI^e édit. 1841, pp. 138-148.

(3) *Commerce defended*, 1808. — *Elements of political Economy*, 1821.

(4) *Principles of political economy and taxation*, 1817, ch. XXI.

(5) *Principles*, I. III, ch. XIV.

avec une diminution de cette dernière, pourrait être la base de l'activité économique nationale.

Une telle hypothèse est à la base de la théorie classique du capital et elle est admise par ceux de ses représentants qui sont conséquents avec eux-mêmes. La seule condition qu'ils mettent à son acceptation, c'est une répartition des forces productives conforme au but poursuivi répondant au besoin d'une capitalisation intensive (1). Mais examinons dans quelle mesure cette hypothèse est fondée. Si bizarre qu'elle soit de première vue, sa réfutation détaillée est indispensable pour éclairer exactement et complètement les fondements de la théorie classique du capital.

Les biens servant à la production comme moyens d'épargner le pouvoir d'achat. — Le rôle des biens constituant le capital est d'aider l'homme à produire ceux nécessaires à la satisfaction de ses besoins. La production des biens de consommation constitue ainsi le but des biens productifs et la multiplication de ces derniers a pour fin naturelle et pour objet la multiplication des premiers.

Mais les biens constituant le capital ont encore un autre but qu'ont surtout en vue les économies particulières s'occupant de les créer. Ces biens donnent en effet la possibilité de reporter l'action des forces productives dans l'avenir, d'assurer ainsi la consommation future et d'obtenir la puissance économique. Pour atteindre ce but, l'accumulation et la conservation d'objets peu durables de consommation conviennent peu : elles ne sont pas non plus économiques par suite de l'inaction à laquelle sont

(1) La théorie classique du capital a revêtu dans ces derniers temps une forme particulièrement typique dans les œuvres de deux économistes de tendances opposées : CARL VON MANTUEFFEL, *Das Sparen*, 1900 ; TOUGAN-BARANOWSKI, *Crises industrielles*, première édition, 1894, édition française 1913 ; du même : *Principes d'Economie politique* (en russe), 1911, pp. 464 et s.

ainsi réduites les forces productives incorporées dans ces objets. De plus, il est difficile de prévoir les besoins futurs quantitativement et qualitativement. D'un autre côté, le transfert dans le futur de forces productives ne peut être réalisé par une simple accumulation de biens productifs. Car ceux-ci sont aussi transitoires dans leur substance que les objets de consommation. Comme J. St. Mill le remarque justement (1), la majeure partie des valeurs existantes ont été produites au cours des douze derniers mois et la somme des richesses qui existaient il y a dix ans, est bien petite. Quoique dans une mesure moindre que pour les objets de consommation, il est également difficile de déterminer les besoins futurs en biens productifs. *La possession du capital ne peut être conservée pendant longtemps qu'en le reproduisant constamment.*

D'un autre côté, dans notre régime d'échange fondé sur la division du travail, les biens productifs ne s'accumulent pas pour la production d'objets de consommation personnelle. Au contraire, la reproduction du capital a lieu par l'intermédiaire du marché pour lequel la production s'effectue. Par la vente des produits conformément à leur valeur, les producteurs acquièrent le droit de disposer des marchandises arrivant sur le marché tant pour couvrir leurs besoins en biens de consommation que pour remplacer les biens productifs utilisés ou en accumuler davantage. Les biens capitaux apparaissent sur le marché dans l'ordre continu de la reproduction et comme termes intermédiaires du but final de celle-ci, c'est-à-dire de la production d'objets de consommation. C'est l'importance de ces derniers pour les fins économiques qui leur donne leur importance propre et leur valeur d'échange et détermine, par conséquence, le pouvoir d'achat de leurs possesseurs. Et comme ainsi la valeur des biens capi-

(1) *Principles*, l. 1, ch. 5, § 6.

taux dépend de celle des produits finaux de consommation, la surproduction de ces derniers doit donc déprécier les premiers.

Or, si le mouvement ascensionnel général des prix provient d'une extension de la demande de biens capitaux à des prix croissants et s'accompagne, comme nous l'avons vu, d'un déplacement de la demande aux dépens des objets de consommation, l'accroissement des forces productives (sous forme de biens capitaux) doit s'effectuer de telle sorte qu'il n'entraîne pas un accroissement correspondant des biens de consommation. L'accumulation du capital ne doit donc pas consister en une multiplication des biens productifs des types précédents, mais en un transfert de la force productive incluse dans la réserve existante de capital à des biens productifs plus perfectionnés, en observant, en même temps, l'économie nécessaire et en leur amenant la force productive à nouveau économisée. De plus, ces nouveaux biens capitaux plus perfectionnés, tout en conservant la force productive, ne doivent pas augmenter dans une mesure correspondante la production des biens de consommation. En d'autres termes, l'accumulation doit se présenter sous la forme d'un accroissement puissant de force productive changeant constamment de forme et s'accroissant par suite de l'augmentation de la force productive du travail additionnel. Mais cette force croissante ne féconde pas le présent et son emploi pour le développement du bien-être social est reporté à un avenir de plus en plus lointain.

Si étrange que paraisse une telle façon de faire pour une volonté particulière consciente de son but, elle est théoriquement possible pour une société dont l'activité économique n'est pas guidée par une volonté consciente unique, mais est déterminée par les considérations d'un grand nombre d'entreprises économiques particulières *concurrentes*. Nous verrons plus loin que la tendance géné-

rale de l'économie sociale, en tant que résultat de la somme des tendances économiques particulières, a bien en réalité le sens indiqué plus haut, c'est-à-dire qu'elle tend à une accumulation illimitée sans égards à la consommation ; mais cette tendance se heurte à des obstacles insurmontables résultant des conditions concrètes de la vie économique. En effet, l'accumulation de force productive indépendamment de la consommation sociale est limitée par la possibilité de la réaliser dans le cadre de la vie économique actuelle.

Moyens d'intensifier la capitalisation et rapport entre les biens de capital et de consommation. — Pratiquement, une telle accumulation peut être effectuée : 1° par un renforcement de la capitalisation dans les entreprises particulières ; 2° par l'augmentation de la production des biens productifs d'ordre supérieur ; 3° par un renforcement de la capitalisation dans le processus de production sociale pris dans son ensemble ; 4° par le renforcement de la capitalisation obtenu en créant des moyens de production plus durables. Examinons ces quatre moyens successivement.

1. — Les procédés actuels de production exigent l'emploi des produits d'un travail antérieur sous forme de biens productifs, ou capitaux, qui rendent moins coûteuse, plus facile ou simplement possible la production des biens de consommation. Le progrès de la technique conduit en général à une augmentation du capital employé dans le procès de production. Seulement, toutes les entreprises ne sont pas au niveau de la technique moderne. Au contraire, on peut rencontrer dans toutes les branches de la production des entreprises se trouvant à des degrés divers de perfection technique (1), à commencer par les plus primi-

(1) Cf. CASSEL, *Nature and necessity of interest*, 1903, pp. 119 et s. v. BOEHM-BAWERK, *Positive Theorie des Kapitals*, 1909, p. 154 et *Eckkurs*, I, pp. 20-22.

tives, les entreprises les plus rares étant celles qui sont organisées systématiquement d'après les dernières prescriptions de la technique. La transformation de toutes les entreprises individuelles et leur accommodation à ces prescriptions exigeraient des dépenses considérables de capital. D'ailleurs, une telle transformation rencontre des difficultés insurmontables dont les principales sont l'ignorance et la routine des entrepreneurs ainsi que l'inégale répartition du capital. L'organisation du crédit ne peut écarter qu'en partie ce dernier obstacle. Mais pour autant que l'intensification de la capitalisation peut se réaliser dans les entreprises particulières, elle doit entraîner un accroissement encore plus grand de leur productivité (car c'est en cela que consiste le progrès technique) et s'accompagner rapidement d'une augmentation corrélative de la production des biens de consommation. Si la consommation sociale ne se développe pas en proportion — et c'est le cas que nous supposons ici —, alors il doit y avoir baisse des prix des biens de consommation et, par suite, des biens productifs.

2. — Il semble qu'on pourrait éviter la baisse des prix en employant les forces productives exclusivement dans les branches de la production qui n'augmentent pas immédiatement la quantité des biens de consommation, c'est-à-dire pour produire des biens capitaux d'ordre supérieur, p. e., dans l'industrie métallurgique ou minière ou de la construction au lieu de les employer dans l'industrie textile où de nouvelles applications capitaux augmenteraient, l'année suivante, la production des tissus). Mais nous trouverons le même état de choses si loin que nous nous écartions des derniers stades de la production des biens de consommation. Quel que soit l'état de la technique, il y aura dans chaque branche de la production un rapport déterminé entre le capital investi et la quantité des biens qu'il produit. D'un autre côté, dans chacune de ces bran-

ches, la demande de biens d'ordre supérieur dépendra de la consommation des biens de l'ordre précédent pour la production desquels ils sont employés et, enfin, de la demande de biens de consommation définitive. Dans le cas d'une consommation constante ou se développant insuffisamment, toute augmentation de capital doit, par conséquent, conduire à une surproduction à un certain stade de la production et, s'il y a augmentation proportionnelle du capital à tous les stades, à une surproduction des biens de consommation. De plus, si haut que puisse être l'ordre de la catégorie considérée de biens capitaux, et si loin qu'elle soit de la consommation finale, la surproduction à un stade quelconque doit immédiatement provoquer sur le marché une baisse des prix de ces biens, et, en vertu de la péréquation des prix, une baisse consécutive générale plus ou moins considérable de tous les prix.

3. — L'accroissement de la capitalisation du processus social de production peut s'accomplir au moyen de la transformation de ce processus sur des bases permettant d'employer le capital dans une plus grande mesure. Le développement de l'économie capitaliste indique le sens dans lequel doit s'effectuer cette transformation. Elle consiste, d'une part, dans un développement plus grand de l'échange et, de l'autre, dans une spécialisation et une concentration plus grandes de la production permettant l'emploi de moyens plus perfectionnés de production.

Mais il est évident qu'une telle transformation de la production sociale ne peut s'accomplir que lentement et dans une mesure très restreinte du fait de la complexité de l'organisation économique et des difficultés extraordinaires qu'elle rencontre. Le transfert des forces productives des formes anciennes du capital à des formes nouvelles est, le plus souvent, impossible ou exige pour le moins de grands sacrifices. Le principe de l'intensification de la capitalisation ne peut être pleinement appliqué que pour les

placements nouveaux de capital. L'application générale de ce principe se complique, de plus, de ce que l'excédent de pouvoir d'achat prédestiné à la capitalisation ne se répartit pas toujours entre les divers entrepreneurs comme il serait nécessaire pour une intensification uniforme de la capitalisation du procès de production. D'autres difficultés proviennent de la complication des rapports juridiques et de la coutume ainsi que des intérêts des individus et des classes sociales intéressés.

Ainsi le renforcement de la capitalisation de la production sociale ne peut s'effectuer que lentement et ne peut donc absorber qu'une quantité limitée de la force productive épargnée. La difficulté du placement de l'épargne augmente d'autant plus que la capitalisation croissante et son précurseur, le progrès technique, entraînent une élévation de la productivité générale du capital, élévation qui est plus considérable pour le capital nouveau et moins grande pour le capital ancien. Si donc la consommation reste constante, une partie toujours plus grande des forces productives prenant part à la production des objets de consommation, devra se libérer pour s'appliquer à celle des biens capitaux (1). Mais nous avons déjà vu que la production des biens de capital dépend étroitement de la consommation définitive. Si donc cette dernière reste stationnaire, l'augmentation de ces biens doit rapidement et inéluctablement provoquer une dépréciation générale des prix.

4. — La création d'instruments très durables de production, s'usant lentement, constitue le moyen le plus direct d'intensifier la capitalisation sans augmenter immédiatement la productivité sociale. Le remplacement d'installa-

(1) Nous faisons ici abstraction de ce que l'augmentation des biens de capital doit se heurter bientôt à un obstacle insurmontable du fait de la quantité limitée de main-d'œuvre nécessaire à leur emploi.

tions en bois par d'autres en pierre ou en fer, de machines et d'autres instruments de production par d'autres plus résistants, de routes ordinaires par des chaussées, de voies ferrées de type simple par d'autres plus solides, etc. semble ouvrir un champ illimité à la capitalisation. Mais ce moyen de capitalisation rencontre de très sérieuses difficultés. Avant tout, les conditions de la consommation future ne se laissent pas prévoir et les dépenses faites pour créer des instruments plus durables de production peuvent devenir superflues par suite d'une modification de la demande des produits correspondants (qu'il suffise de rappeler les changements constants de la mode). Ensuite, le développement de la technique, en modifiant fréquemment les méthodes de production et en perfectionnant constamment les machines, rend une usure rapide du capital désirable et plus économique. Enfin, l'intensification de la capitalisation par le moyen indiqué dépend étroitement du taux de l'intérêt. L'intérêt du capital, qui est l'indice de la préférence accordée aux biens actuels sur les biens futurs, écarte d'avance toutes dépenses capitales qui n'augmentent pas la productivité technique du capital (par unité de force productive incorporée). De plus, le taux de l'intérêt joint au degré de productivité de dépenses données, déterminent les limites de la capitalisation admissible économiquement à une époque donnée (1). Plus le taux de l'intérêt est élevé, moins, en général, l'intensification de la capitalisation apparaît comme économique, en particulier par le moyen considéré, c'est-à-dire par la création d'instruments plus durables de production (2).

(1) Nous verrons dans la suite que l'intérêt comme tel n'est pas l'indice de l'insuffisance de capital, en général, à un moment donné et que son taux est seulement l'indice de la rentabilité des investissements qui peuvent être faits du capital libre en profitant de tous les avantages techniques et économiques du moment.

(2) Cf. v. BOEHM-BAWERK, *Positive Theorie des Kapitals*, 1909,

Cependant, dans la période d'élévation des prix qui fait l'objet de notre étude, le taux de l'intérêt du capital augmente progressivement et constitue ainsi un obstacle à la création d'instruments solides de production. Mais dans la mesure où cette création est économiquement possible, elle doit, comme condition préalable, s'accompagner d'une augmentation de la productivité du capital investi (1). Mais alors nous nous trouvons en face des mêmes difficultés que nous avons rencontrées lors de l'examen des autres formes de l'intensification de la capitalisation.

La capitalisation et les progrès de la technique. — Dans l'analyse précédente, nous avons admis que le capital social s'accroît avec les progrès de la technique et absorbe une masse toujours plus grande d'épargne. Cette supposition est, en général, conforme à la réalité (2). Mais les progrès de la technique provoquent souvent un phénomène inverse : ils augmentent tellement la productivité du capital que la quantité totale de celui-ci investie dans quelque branche de l'industrie diminue, quoique la production reste la même (3). Dans les cas de ce genre, les limites de la

pp. 162 et s. — KASSEL (*Nature and necessity of interest*, 1903, p. 111) fournit un exemple instructif de l'avantage qu'il y a à construire plus ou moins solidement suivant le taux de l'intérêt. D'après cet exemple, quand l'intérêt dépasse $4\frac{1}{8}\%$, il est économiquement plus avantageux de construire un pont léger capable de subsister 15 ans qu'un pont plus solide et pouvant durer 60 ans, mais coûtant deux fois davantage. Si l'intérêt est inférieur à $4\frac{1}{8}\%$, c'est le second de ces deux ponts qui sera le plus avantageux. Au point de vue technique et et à celui des forces productives employées, le plus avantageux est évidemment le second, quel que soit le taux de l'intérêt.

(1) Comme nous l'avons montré dans la note précédente, les moyens de production solides peuvent être aussi plus productifs au point de vue technique, même quand ils ne le sont pas au point de vue économique, ce qui arrive souvent. Voir également sur ce point : v. BOEHM-BAWERK, *op. cit.*, pp. 162 et s.

(2) Cf. v. BOEHM-BAWERK, *op. cit.*, *Exkurse*, I et II.

(3) Il suffira de rappeler les résultats obtenus par la technique en

capitalisation se rétrécissent, ne fût-ce que provisoirement, et rendent plus difficile un nouvel investissement de l'épargne.

Mais quelle que soit la tendance des progrès techniques par rapport à la masse du capital existant à un moment donné, la productivité de l'unité de force productive augmente certainement avec ces progrès, et conséquemment aussi quand ces derniers exigent l'emploi d'une plus grande masse de capital. Avec les progrès de la technique de la production, le rapport de la masse du capital à celle des biens qu'il produit diminue. Il s'ensuit que, si la consommation sociale reste constante, les limites de la capitalisation doivent se rétrécir. Par conséquent, non seulement elles ne peuvent donner lieu à une augmentation de l'investissement du capital, mais doivent encore provoquer une dépréciation d'une partie du capital existant (1). L'intensification de la capitalisation sans augmentation correspondante des produits finaux n'est possible qu'à titre provisoire. Elle peut avoir lieu : 1^o Quand à la suite d'une modification de la technique de la production, ou de l'apparition de nouveaux besoins, ou de la construction d'organismes de production excessivement importants (p. e. de canaux, de voies ferrées, etc.), on doit, provisoirement, faire des dépenses nouvelles ou considérables de capital.

tannerie ou dans le blanchissage des étoffes et qui, en ramenant la durée du tannage ou du blanchissage de quelques années à quelques semaines, ont ainsi diminué la quantité des produits employés pendant le procès de production. Des modifications analogues sont à des degrés divers caractéristiques des progrès de la technique dans beaucoup de branches de l'industrie, en particulier dans l'industrie chimique.

(1) L'idée de la nécessité d'un rapport déterminé entre la consommation et la capitalisation a été opposée avec une insistance particulière par Lauderdale à la théorie de Smith sur l'influence bienfaisante de l'épargne. Voir LORD LAUDERDALE, *Inquiry into the nature of public wealth and into the means and causes of its increase*, première édition 1804, deuxième édition 1819, chap. IV.

Mais à la fin de celles-ci qui, dans les conditions de l'économie sociale actuelle, ne peuvent se prolonger longtemps, la quantité des produits finaux doit inéluctablement augmenter proportionnellement. 2° Le renforcement de la capitalisation, en prolongeant la durée de la productivité du capital, peut s'accompagner d'un accroissement relativement moindre de la recette annuelle. Mais par suite de l'accumulation ininterrompue du capital, quelque temps après l'intensification de la capitalisation, il y aura une augmentation continue de la recette qui, grâce à l'accroissement de la productivité du capital, croîtra dans une progression plus rapide. L'absorption de la recette croissante, c'est-à-dire l'élévation de la consommation sociale, apparaît donc comme une condition économique de l'intensification du procès de production tant sociale que privée. Dans une entreprise isolée, l'augmentation du débit peut s'effectuer aux dépens du débit d'autres entreprises individuelles ; mais pour l'économie nationale ou mondiale prise dans son ensemble, la mesure de la consommation sociale constitue la base absolue de l'intensification du procès de production et de l'accumulation du capital en général (1).

(1) L'idée de l'indépendance de la production de la consommation et de la possibilité d'une extension illimitée de l'échelle de production, la consommation restant constante ou allant même en diminuant, a été développée dans ces derniers temps dans toutes ses conséquences par Tougan-Baranowski dans son ouvrage bien connu sur les crises économiques. Tougan-Baranowski reconnaît que l'accumulation du côté des capitalistes ne doit pas entraîner une augmentation proportionnelle de la consommation des ouvriers. Mais, en même temps, il voit dans la production des moyens de production une base indépendante pour l'extension de l'activité économique. Notre analyse a montré à quoi celle-ci doit conduire. Pour la critique de la théorie du marché et de celle des crises de Tougan-Baranowski à d'autres points de vue voir entre autres (sans mentionner les ouvrages russes) : SPIETHOFF, *Die Kriseentheorien von Tougan-Baranowski und Ludwig Pohle* dans *Jahrbuch f. Gesetzgeb. Verw. u. Volksw.*, 1903 ; W. FISCHER, *Das Problem der Wirtschaftskrisen im Lichte der neues-*

Limites de la capitalisation. — C'est ici que s'arrête le mouvement progressif des prix et de la production dont nous devons suivre le cours. L'élévation progressive des prix dont l'accumulation croissante du capital est la cause déterminante, doit s'arrêter aussitôt que sont atteintes les limites de la capitalisation possible pour une consommation inchangée ou augmentant insuffisamment. Une accumulation ultérieure du capital entraîne une augmentation pour le moins proportionnelle et, si la productivité du capital augmente, une augmentation croissant plus rapidement encore des biens de consommation.

Les conséquences sont évidentes. Pour que les prix des biens de consommation restent à leur niveau précédent, la consommation doit se développer aussi rapidement que la quantité des produits finaux. Dans ce cas, la répartition et l'emploi du pouvoir d'achat social devraient se déplacer dans le sens de l'extension de la consommation. Mais à ce changement s'opposent des circonstances issues des conditions économiques mêmes qui le rendent indispensable. En réalité, même la baisse menaçante des prix ne peut inciter les producteurs à limiter l'accumulation du capital et à augmenter la consommation. Au contraire, elle leur donne simplement le prétexte de diminuer leur consommation et d'augmenter leur capital afin de l'emporter sur leurs rivaux lorsque la concurrence deviendra plus aiguë. En employant tous les moyens et en recourant au crédit dans toute la mesure possible, ils s'efforceront de maintenir les hauts prix et de continuer la production. D'un autre côté, les consommateurs ne seront pas en état d'augmenter leur consommation ; au contraire, ils devront la réduire tant que subsistera le niveau élevé des prix ayant modifié

la répartition du pouvoir d'achat au profit des producteurs et aux dépens des consommateurs. Dans de telles circonstances, la baisse des prix des objets de consommation s'effectue d'elle-même, comme solution inéluctable de la contradiction qui est apparue entre l'accroissement exagéré de la quantité des biens et le peu d'augmentation de la demande, et comme suite naturelle de *l'abaissement de l'utilité sociale limite des biens*.

Marche de la baisse générale des prix. — La chute des prix des biens de consommation indique ici une révolution complète dans le mouvement général des prix et conduit à une baisse progressive générale. Celle-ci s'accomplit conformément au schéma expliqué plus haut de la différenciation des valeurs vers le bas. La baisse des prix des biens de consommation est suivie, en vertu de la péréquation, de celle des biens productifs. Cette dernière est encore augmentée par la réduction de la demande de biens de capital pour l'aménagement des entreprises. La réduction de la demande de biens productifs est une conséquence de la surcapitalisation et aussi de la décentralisation du pouvoir d'achat qui, à la suite de la baisse des prix, se déplace aux dépens de la classe des producteurs. En vertu de la diffusion de la demande qui en résulte, les prix des biens productifs deviennent à nouveau le pôle du mouvement général des prix. Mais, à l'inverse du cas de l'élévation, ils forment ici un centre de dépression donnant naissance à une baisse continue des prix des marchandises et à un abaissement du pouvoir nominal d'achat de la société. Le processus de baisse est soutenu et activé par la spéculation à la baisse qui remplace la spéculation précédente à la hausse. Dans le même sens agit encore l'affaiblissement de l'esprit d'entreprise.

Dans cette baisse successive de la valeur des marchandises, la valeur de la monnaie semble rester constante. Cette valeur de la monnaie en tant que moyen d'échange

et de paiement s'élève même pendant quelque temps au début du mouvement, lors de la période de crise et retombe ensuite lentement. Mais la valeur de la monnaie en tant que porte-valeur, en tant que moyen d'épargner le pouvoir d'achat s'élève, au contraire, dans la mesure où, en période de baisse des prix, les autres marchandises présentent une garantie moindre de conservation du pouvoir d'achat qui leur est inhérent. La valeur de la monnaie, en comparaison avec celle des autres marchandises (« valeur d'échange externe de la monnaie »), et son pouvoir d'achat s'élèvent d'autant plus que les valeurs des biens tombent plus bas dans l'échelle des rapports de valeurs. Enfin il se forme un nouveau système de prix basé sur un étalon plus haut. Il faut alors un certain temps pour que le procès de péréquation des valeurs s'étende à celle de la monnaie, dont la situation est toute spéciale, et que s'établisse un système normal de valeurs relatives correspondant dans son ensemble à celui existant avant l'élévation des prix.

Influence de la baisse des prix sur la répartition et l'activité économique. — Si la hausse des prix anime la vie économique et provoque une période d'essor, leur baisse doit exercer sur elle une action encore plus forte en sens inverse. Non seulement elle paralyse l'activité économique, mais en produisant un changement complet dans la répartition, elle désorganise aussi le processus de production.

La modification de la répartition par suite de la baisse des prix résulte : 1° de l'abaissement de la valeur sociale absolue des biens en général ; 2° des changements de leurs valeurs relatives. La première circonstance porte préjudice aux personnes ayant conclu des engagements de paiement fixes avant la baisse des prix. Comme le crédit est la base de l'activité économique moderne, on comprend l'importance considérable des changements qui en

découlent pour la répartition (1). L'abaissement de la valeur absolue des biens peut se produire, comme nous l'avons expliqué plus haut, même lorsque leur quantité s'accroît tout à fait conformément à la demande. Mais une telle augmentation de la production dans les conditions données est en réalité impossible. Et cela du seul fait que le changement de la valeur sociale absolue des biens entraîne un changement de la demande, changement que la production ne peut suivre qu'à une certaine distance. Comme conséquence, l'abaissement de la valeur absolue des biens est accompagné de changements de leurs valeurs relatives qui, à leur tour, provoquent de nouveaux déplacements dans la répartition sociale.

Les pertes de fortune subies par un grand nombre de personnes économiques constituent déjà par elles-mêmes un mal social. Mais elles affectent aussi le processus de production qui repose sur une répartition déterminée du capital et de la demande et vont à la ruine un grand nombre d'entreprises. D'un autre côté, les prix, en s'abaissant, en diminuant le profit et en minant le terrain sur lequel se basent les supputations des entrepreneurs, affaiblissent l'esprit d'entreprise. C'est pourquoi la période de baisse des prix est accompagnée d'un affaiblissement de l'activité économique et d'une utilisation moindre des forces productives. C'est par là que se caractérise la période de dépression.

Surproduction et baisse de la valeur sociale des biens. — Ainsi nous voyons que la consommation finale, non seulement constitue le but de la production, mais qu'en déterminant la valeur des biens elle est en même temps la base du procès de production. Sans développement cor-

(1) Pour cette raison certains voient même dans l'endettement des producteurs, quoique à tort, la cause principale des crises. Voir W. NEURATH, *Die wahren Ursachen der Ueberproduktionskrisen*, 1892.

respondant de la consommation, l'augmentation de la production, fût-elle même rigoureusement proportionnelle dans toutes ses parties, doit inéluctablement conduire à la surproduction et à la désorganisation du procès de production. La possibilité d'une surproduction générale ne peut être rejetée sous prétexte que les biens s'échangeant en somme contre des biens, l'offre des uns implique le désir et la possibilité d'en acquérir d'autres. Que les biens s'échangent contre des biens, c'est indubitable et le rôle intermédiaire de la monnaie ne modifie pas cette assertion. Admettons même que, si l'augmentation de la production est proportionnelle, la *valeur relative* des biens ne change pas et que les biens s'échangeront les uns contre les autres dans les mêmes rapports de quantité qu'auparavant. Mais si la consommation sociale n'augmente pas conformément à l'accroissement de la production, alors la *valeur sociale absolue* des biens doit nécessairement s'abaisser. Or, nous avons déjà remarqué que l'augmentation de la production ne présuppose pas chez les producteurs le désir d'augmenter leur consommation proportionnellement, mais qu'elle résulte d'autres raisons. Cet abaissement se traduit à son tour par une baisse générale des prix, c'est-à-dire des rapports des valeurs absolues des marchandises à la valeur absolue de la monnaie. Les théoriciens qui nient la possibilité d'une surproduction générale, perdent de vue que les prix expriment non seulement la valeur relative des biens, mais aussi les modifications de leur valeur absolue, notion qui leur est d'ailleurs étrangère. Comme il a été expliqué plus haut, les rapports de valeur des biens trouvent leur expression dans le système des prix, tandis que la modification des valeurs absolues se reflète dans le niveau général des prix. Lors d'un abaissement général des prix, la valeur relative des biens peut ne pas varier. Mais la baisse de la valeur absolue qui se manifeste à cette occasion, n'en est pas moins un facteur important par son action sur la

vie économique, puisqu'elle provoque un fort déplacement dans la répartition sociale et arrête l'activité d'entreprise. Si l'augmentation de la production qui conduit à une baisse générale de la valeur des biens et des prix est dénommée surproduction, cela ne signifie pas que la production surpasse la quantité qu'il est physiquement possible de consommer pour tel ou tel besoin (1). A de rares exceptions, tous les produits trouvent acquéreur à des prix choisis convenablement et les besoins de quantité de gens restent cependant encore inassouvis. « La surproduction » signifie simplement que, pour une quantité donnée de biens et des conditions déterminées de répartition des fortunes et des revenus, la valeur sociale absolue des biens ne correspond plus à l'estimation sur la base de laquelle ils ont été produits. C'est pourquoi ils ne peuvent trouver acquéreur sur la base de cette estimation, mais seulement sur une autre plus basse et entraînant des pertes pour les producteurs. Ces pertes ne sont pas seulement nominales, mais réelles parce que la baisse des prix n'est pas proportionnelle pour tous les biens et parce que les obligations de paiement contractées par les entrepreneurs restent inchangées. La correspondance des prix avec la valeur sociale absolue des biens (valeur plus basse quand il y a surproduction) est indispensable parce que les prix, en tant que facteurs de la répartition, créent alors des conditions de la demande telles que la quantité totale des biens peut être consommée en conservant la plus haute utilité limite absolue possible dans ces circonstances. Ainsi

(1) C'est en ceci que consiste ordinairement l'argument principal contre la possibilité d'une surproduction générale, argument qui a été naïvement invoqué par toute une série d'économistes ne désirant pas pénétrer l'essence du phénomène de surproduction. Il est évident que cet argument n'a pas été oublié par la critique lors de l'apparition de la première édition du présent travail (Voir l'analyse de A. LANDRY dans la *Revue d'Economie politique*, 1909, t. XXVII, pp. 643-645).

la surproduction est un phénomène *social* et nullement un phénomène relatif aux rapports quantitatifs des biens entre eux (1).

(1) Malthus, qui défendit contre Say, Mill et Ricardo la possibilité d'une surproduction générale, remarque avec raison que ses adversaires « considéraient les biens économiques comme autant de figures mathématiques ou de signes arithmétiques dont il fallait déterminer les rapports, et non comme des objets de consommation devant être considérés par rapport au nombre des consommateurs et à leurs besoins » (*Principles*, 1820, p. 355).

Les adversaires de la théorie de la surproduction générale expliquent la baisse des prix par la non-proportionnalité de la production sociale qui rompt l'équilibre entre l'offre et la demande. Par suite de la répartition non adéquate du travail social, il se produit, d'après eux, dans des branches diverses de la production, des cas de surproduction partielle auxquels correspond une insuffisance de production dans d'autres branches. Les produits s'échangent en réalité contre des produits et la monnaie ne jouant dans la circulation des valeurs qu'un rôle intermédiaire, le débit des produits superflus est compliqué, dans les cas considérés, par l'insuffisance des autres biens contre lesquels ils auraient pu s'échanger. Un des principaux représentants à l'époque actuelle de la théorie de la non-proportionnalité, Tongan-Baranowski, explique de la façon suivante comment on peut passer de cette hypothèse à la baisse générale des prix : une surproduction partielle, en abaissant les prix en monnaie des produits considérés, diminue le pouvoir d'achat de leurs possesseurs : il en résulte que la demande effective et les prix d'autres produits s'abaissent aussi (*Op. cit.*, pp. 8-9. Du même : *Principes d'Economie politique* (en russe), 1914, p. 502). Mais ainsi n'est pas expliqué pourquoi, quand augmente la quantité de quelque produit, la valeur en monnaie de la quantité totale existante doit diminuer et réduire le pouvoir d'achat des possesseurs de ce produit (abstraction faite de l'exemple fortuit du blé auquel l'auteur applique la loi de King). — Mais alors quelque chose est incompréhensible : Si à chaque surproduction partielle correspond une insuffisance de production dans d'autres branches, alors on peut s'attendre avec tout autant de raison à ce que les prix des biens produits en quantité insuffisante s'élèvent et que, par suite des liens existant entre les prix en monnaie des marchandises, ils conduisent à une élévation générale des prix ou, au moins, neutralisent la cherté des prix dans les autres branches de la production. Ainsi, la théorie en question laisse l'abaissement général des prix inexplicable (Cf. également AFTALION, *La réalité des surproductions générales*, 1909, pp. 16-19). L'adversaire le plus connu de la théorie de la surproduction générale et le propagateur de la théorie de la non-proportionnalité,

La valeur des biens est déterminée par leur utilité sociale limite. La dépréciation des biens de consommation signifie qu'on en a produit plus qu'on ne pouvait en consommer dans les conditions précédentes du débit qui reflètent celles de la répartition. La baisse des prix des biens productifs montre, d'un autre côté, que leur emploi en vue de la capitalisation est impossible aux conditions précédentes après la dépréciation des biens de consommation. Le nouveau système des prix, en modifiant la répar-

J.-B. Say, admettait même comme règle qu'à côté de branches de l'industrie en mauvaise posture, il en existe d'autres dont l'état est florissant (Voir *Traité d'Econ. pol.*, sixième édition 1841, p. 142).

Si une surproduction partielle dans quelque branche de l'économie nationale avait lieu sur le fond d'une production générale proportionnelle dans les autres branches, alors et conformément à notre théorie de la conjoncture exposée dans le texte, elle constituerait réellement un facteur d'abaissement du niveau général des prix. Mais dans ce cas le principe d'un abaissement général *progressif* des prix ferait défaut, et la baisse générale ne pourrait être assez importante pour provoquer une crise économique générale. Dans la première partie du présent ouvrage, nous avons déjà remarqué, en nous basant sur des observations réelles, que les cas de surproduction partielle peuvent causer des perturbations dans des branches distinctes de l'industrie, mais ne sont pas en état de provoquer d'elles-mêmes des crises générales.

Mais en admettant l'action d'une surproduction partielle sur le niveau général des prix conformément à notre théorie de la conjoncture, il faut absolument reconnaître aussi que la valeur n'est pas une notion exclusivement relative. Et alors la théorie de la non-proportionnalité perd son importance, comme excluant toute possibilité d'une surproduction générale et ramenant la baisse générale des prix au simple mécanisme de l'évaluation *monétaire* (comme le fait Tougan-Baranowski à l'endroit cité). Comme on le sait, J.-B. Say, auteur et principal défenseur de la théorie de la non-proportionnalité, fut contraint, après sa polémique avec Malthus, de modifier notablement ses vues. Dans la dernière édition posthume du *Traité d'Economie politique*, il reconnaît que, lors d'une augmentation générale des biens, l'intensité des besoins peut tellement s'affaiblir que les consommateurs ne consentent plus qu'à des sacrifices de plus en plus petits pour les satisfaire et que, par suite, les prix des biens peuvent tomber au-dessous du coût de production (VI^e édit. 1841, p. 148).

tition sociale, crée des conditions favorables à l'échange des biens. A l'inverse du processus de centralisation du pouvoir d'achat qui se produit en période d'essor, la baisse des prix conduit à la décentralisation de ce pouvoir et élargit ainsi la demande de biens de consommation. Il en résulte une correspondance entre la production et la consommation et la valeur des biens acquiert la stabilité indispensable à l'établissement de conditions normales pour le processus de production.

Conclusions. — L'analyse précédente explique comment naissent et se développent les mouvements généraux des prix. Nous arrivons alors aux conclusions suivantes :

1° *L'élévation générale des prix peut être expliquée comme suit : Dans des circonstances favorables, les prix, ne fût ce que d'un nombre limité de marchandises importantes, s'élèvent pour quelque raison et cette élévation se propage ensuite, d'une part, à cause de la péréquation naturelle des valeurs, de l'autre, à cause de l'immixtion de la spéculation.* 2° *Toute élévation des prix provoque une centralisation du pouvoir social d'achat entre les mains de la classe des producteurs et contribue à l'accumulation du capital. Cette tendance à l'accumulation devient à son tour un facteur d'élévation progressive des prix en concentrant la demande sur les biens productifs.* 3° *L'élévation progressive des prix provoquée par le renforcement de la capitalisation ne peut se prolonger qu'autant que celle-ci se poursuit. Mais en l'absence d'une augmentation correspondante de la consommation, la capitalisation atteint rapidement ses limites pour des raisons soit techniques, soit économiques.* 4° *La baisse générale des prix est une conséquence inéluctable de l'exagération de la capitalisation par rapport à la consommation, dégénérant en surproduction des marchandises, d'où l'impossible du maintien des prix élevés. La dépréciation des biens de consommation*

décrit un facteur d'abaissement progressif des prix, auquel contribuent le processus de péréquation des prix, la décentralisation du pouvoir d'achat et la diffusion de la demande.

III

ANALYSE DES CYCLES ÉCONOMIQUES ET DE LEURS CAUSES

1. Mouvement ascendant.

Début du mouvement. — L'évolution des prix décrite dans le chapitre précédent, avec ses causes et ses conséquences, constitue le schéma des cycles économiques. Si nous considérons en effet la réalité, nous verrons que les divers cycles économiques présentent des alternances analogues d'élévation et d'abaissement des prix et qu'ils proviennent des mêmes causes.

La période d'essor commence lorsque la période précédente de dépression ayant atteint son point le plus bas, il s'établit un état d'équilibre provisoire entre les prix. Dans cet état, diverses circonstances peuvent donner naissance à un relèvement des prix. Ce peut être la réduction exagérée de la production ou de l'importation de certaines marchandises importantes provoquée par la baisse des prix. Ce peut être l'accroissement de la demande à la suite du développement de la culture sociale ou d'inventions susceptibles de faire naître de nouveaux besoins ou de satisfaire plus pleinement ceux existant déjà. (Tels ont été, dans ces derniers temps, les automobiles, l'éclairage électrique, le téléphone, etc.). Ou bien encore une récolte modérée qui, dans les pays à politique protectionniste, élève les prix des produits agricoles et provoque une demande plus grande de produits industriels de la

part de la population rurale. Ou bien, au contraire, dans un pays très exportateur de produits agricoles, une récolte abondante qui augmente le pouvoir d'achat et la consommation de cette même population. Ce peut être également une augmentation de la demande de produits industriels à la suite de la découverte de nouveaux procédés de production exigeant de nouvelles dépenses de capital, ou encore une augmentation de la demande étrangère en objets d'exportation destinés à des fins productives ou de consommation, demande souvent basée sur le crédit accordé par le pays exportateur. Enfin, l'accroissement naturel de la population provoque une augmentation ininterrompue de la consommation incitant au développement économique. Quelle que puisse être la cause du mouvement ascensionnel, elle trouve un terrain favorable en période de dépression. Car à ce moment l'économie nationale cherche à développer ses forces productives comprimées par la dépression, et toute amélioration de la conjoncture signifie une extension de l'échelle du processus de reproduction. L'élévation des prix s'étend par la péréquation des valeurs et elle est maintenue par le réveil de l'esprit d'entreprise et de spéculation.

Capitalisation croissante. — La période suivante d'essor se distingue par une *capitalisation intensifiée*, circonstance considérée avec raison par la majorité des théoriciens des crises comme caractéristique de la période d'essor. Cela se manifeste en ce que la production des biens de capital prend à ce moment une importance prédominante. « Les oscillations cycliques — comme le disait avec raison, dans une commission parlementaire, un connaisseur de l'industrie anglaise, L. Smith, chef de la section de statistique du travail au Ministère du commerce et de l'industrie (1) —

(1) *Third report from the select committee on distress from want of employment, 1895.* Déposition de Llewelyn Smith. Stanley Jevons

sont particulièrement fortes dans les branches de la production comme les constructions navales, celle des machines et les branches industrielles connexes nommées par Bagehot « industries instrumentaires ». Le volume général de la production oscille peu d'une année à l'autre ». La demande de matériaux de construction et particulièrement de métaux, qui constituent les éléments les plus importants des installations et des instruments de production, s'élève aussi régulièrement dans la période d'essor qu'elle s'abaisse beaucoup dans celle de dépression. Le prix du fer est celui qui reflète habituellement le mieux le cycle industriel ; aussi est-il considéré par certains auteurs (1) comme une mesure du progrès de la capitalisation. Comme les prix, la production du fer et de l'acier est soumise à des oscillations périodiques et, dans les périodes d'essor, s'élève fortement. De nouvelles entreprises du genre indiqué plus haut se créent avec une activité fébrile : entreprises minières, métallurgiques, de construction de machines, puis des

s'est exprimé dans le même sens sur l'importance pour la période d'essor de la consommation reproductive (*Investigations in currency and finance*, deuxième édition 1909, p. 25).

(1) JEYONS, *loc. cit.*, pp. 26-27. TOUGAN-BARANOWSKI, *Les crises économiques* (en russe), 1900, p. 158. AFTALION dans la deuxième édition de son ouvrage : *Les crises périodiques de surproduction*, 1913, t. I, p. 43, donne le tableau intéressant suivant des oscillations moyennes des prix de divers groupes de marchandises d'après les Index-numbers de Sauerbeck :

	Élévation moyenne en période d'essor	Abaissement moyen en période de crise
Fer.	53 0/0	33 0 0
Métaux en général	36 0/0	24 0 0
Matières premières	27 0/0	21 0/0
Denrées alimentaires	11 0/0	14.5 0/0
Toutes les marchandises ensemble	17 0/0	16 0/0

Sur les oscillations des prix des divers biens aux époques d'essor et de crises, voir aussi notre ouvrage : *Geschichte der Handelskrisen in England*, 1907.

fabriques de divers genres, des chemins de fer, etc. Ces entreprises donnent naissance à une demande de biens productifs et favorisent la production tant de ces derniers que de tous les matériaux accessoires : charbon, produits chimiques, etc. et aussi celle des matériaux destinés à être mis en œuvre dans les nouvelles fabriques et ateliers. Grâce à ce lien mutuel étroit entre les diverses branches de l'industrie, il se crée une demande intense et, pour la satisfaire, toutes les forces productives se tendent jusqu'aux limites extrêmes.

Ce trait caractéristique de la période d'essor — la capitalisation intensive — se manifeste avec une évidence particulière dans les pays pauvres en capitaux en comparaison de leurs richesses naturelles. Ces pays sont contraints d'attirer des capitaux étrangers pour outiller leur économie nationale. Ils recourent, surtout en période d'essor, à l'aide du crédit étranger sous forme d'achats à crédit de produits, surtout de biens productifs comme le fer, le matériel de chemins de fer, les machines, etc. Ainsi les États-Unis d'Amérique indiquent un gros excédent de l'importation sur l'exportation avant les crises de 1837, 1857 et 1873. Et plus tard, pendant les périodes d'essor, quoique d'une façon moins nette, l'importation du capital tend à l'emporter. La même chose s'est présentée en Argentine, au Brésil et aussi en Autriche en 1870-73, avant la grande crise de l'année 1873. Par contre, après chaque crise survenue dans ces pays s'est manifestée une tendance inverse à intensifier l'exportation pour éteindre les dettes, par suite de l'impossibilité de consommer dans le pays même les produits de la production intensifiée (1).

Taux de l'intérêt en période d'essor. — L'intensification de la capitalisation se répercute sur le marché monétaire. Sous l'action de la demande croissante de moyens dispo-

(1) Comp. BURTON, *Financial crises*, pp. 154-162, 89 et s.

nibles, celui-ci s'affermirait. L'escompte des effets de commerce et les prêts des établissements de crédit, en particulier des banques centrales, se développent tandis que leurs réserves métalliques diminuent peu à peu (1). Le *taux de l'intérêt de prêt* s'élève par suite de l'augmentation de la demande de capital libre, c'est-à-dire de pouvoir d'achat en vue de la capitalisation et en rapport avec les profits plus grands que le capital donne ou fait espérer.

Sans doute, le taux élevé de l'intérêt est onéreux en général pour les entrepreneurs, mais il n'arrête pas la demande de capital tant que les dépenses de capital donnent des gros profits (2) qui couvrent les intérêts à payer (3)

(1) Cf. JUGLAR, *Des crises commerciales*, pp. 13 et 241-255. Le premier, il a apporté une attention détaillée aux mouvements périodiques du portefeuille d'escompte et des disponibilités des banques centrales comme symptôme du mouvement cyclique de la vie économique. La commission gouvernementale française pour l'étude des symptômes des crises économiques considère l'augmentation progressive du portefeuille et la diminution de la réserve métallique des banques centrales comme un des signes certains d'une crise prochaine (*Rapport de la Commission*, etc., p. 9).

(2) Les chiffres suivants donnent une image approximative du mouvement moyen du profit au cours d'un cycle économique. Le dividende moyen des sociétés par actions en Allemagne pendant la période 1895-1907 a été respectivement en 0/0 de : 7,34 (année de plus grande dépression), 8,89, 9,32, 9,82, 9,94, 10,96 (année de plus grand essor suivi de crise), 7,98, 6,64, 7,20, 8,61, 9,51, 10,58, 11,00 (année de plus grand essor et de crise) (J. ESSEX, *Konjunktur und Geldmarkt 1902-1908*, p. 85). Etant donné la tendance des sociétés à diminuer les oscillations de leurs dividendes par des mesures appropriées, il faut admettre que les oscillations effectives du profit moyen ont été plus importantes.

(3) Irving Fisher (*The rate of interest*, 1907, pp. 270-288) donne des comparaisons intéressantes des variations du taux du prêt et de celles des prix. Elles montrent que l'essor des prix est régulièrement accompagné d'une élévation du taux du prêt, mais que cette dernière reste régulièrement en retard sur celle des prix. Il s'ensuit que l'élévation du taux est loin de compenser la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie et qu'avec l'élévation du taux de l'intérêt, l'intérêt réel (en marchandises) diminue. D'ailleurs, il n'est pas rare que le

en laissant un excédent, et tant qu'on reste persuadé de la continuation du mouvement ascensionnel de la conjoncture (1). Le besoin croissant de moyens de circulation, dû à l'augmentation de l'échange des valeurs, facilite aussi l'élévation de l'intérêt de prêt. Mais, dans la pratique, son action n'acquiert d'importance qu'au moment où la rapidité de la circulation a atteint sa limite extrême et où une nouvelle intensification de la circulation entraîne un accroissement de dépenses, ou bien lorsque les moyens de circulation acquièrent la valeur des objets rares. Dans ce cas, à la rémunération pour le pouvoir d'achat prêté s'ajoute, pour ainsi dire, une rémunération supplémentaire pour les moyens de circulation qui le représentent. Il se manifeste alors une insuffisance de métaux précieux qui

créditeur, malgré les intérêts accrus, reçoive à la fin de l'année, en marchandises, un pouvoir d'achat moindre qu'il n'a prêté au début. En d'autres termes, pendant la période d'essor, il se produit un déplacement de la répartition au profit des débiteurs, qui sont surtout des entrepreneurs, et, dans une certaine mesure, aux dépens des capitalistes qui ont fixé leurs prétentions au produit social en unités monétaires, c'est-à-dire des créditeurs et possesseurs de monnaie. Mais Fisher a tort d'attribuer cet état de choses à une imprévoyance des prêteurs et de la considérer comme la cause des périodes de spéculation et de dépression (pp. 285-287). Le capital emprunté n'est, dans les entreprises, qu'un adjuvant du capital propre ; donc des périodes d'activité économique intense ou faible en connexion avec des variations de prix sont également possibles en l'absence du crédit. Du reste, l'explication des cycles économiques de Fisher est basée sur l'hypothèse de la possibilité de l'accumulation du capital libre indépendamment de son investissement, ce qui ne répond pas à la réalité comme nous le verrons plus loin.

Comparer également WILLIAMS, *The rate of discount and the rate of consols*, dans *Journal of R. Stat. Soc.*, 1912, pp. 380 et s.

(1) Un taux élevé de l'intérêt n'a d'influence fatale que sur certaines branches spéciales de la production qui emploient le crédit dans une mesure exceptionnelle pour créer des objets coûteux dont l'utilisation est de longue durée, par exemple, des habitations en pierres. Un intérêt élevé augmente immédiatement le coût de construction de ces habitations, tandis que les loyers croissent lentement. Voir à ce sujet ce qui a été dit plus haut, p. 238 et remarque.

ralentit l'activité des banques d'émission. Étant donné le lent développement de la technique de la circulation monétaire, le manque de moyens de circulation peut notablement contribuer à l'élévation de l'intérêt de prêt. Cela peut arriver, en particulier, quand l'essor économique affecte un caractère international et quand le besoin général de moyens de circulation augmente. Il en résulte, en effet, que l'afflux de l'or provenant de l'extérieur devient plus difficile ou même que la réserve métallique du pays diminue parce que le métal se dirige vers des pays plus embarrassés sous le rapport de la circulation monétaire (1).

Mais l'insuffisance de monnaie, en tant que moyen de circulation, n'est pas une manifestation habituelle de la période d'essor. L'élévation du taux du prêt pendant cette période est l'indice d'une demande intense de pouvoir d'achat libre en vue de la capitalisation, par conséquent, de la demande de *capital*. L'élévation de l'intérêt, quelle que soit sa cause, ne peut arrêter les progrès de la capitalisation tant que — abstraction faite de difficultés temporaires du système créditare — le procès de reproduction se poursuit sans obstacles.

Surproduction. — L'essor des branches de la production donnant naissance aux biens de capital ainsi que de toutes les industries qui en dépendent, ne correspond pas à la consommation effective de produits finaux; il est basé sur l'attente d'une augmentation ultérieure de la consommation, par conséquent, sur la spéculation dont la cause déterminante est ici la *tendance à capitaliser*. La concentration du pouvoir d'achat entre les mains des capitalistes et des entrepreneurs qui accompagne l'élévation des prix,

(1) On a observé une gêne de ce genre et d'un caractère international du marché monétaire en 1906 et 1907 avant la crise de l'automne de 1907.

a une influence nuisible sur le développement de la consommation. Entraînés par la conjoncture, les entrepreneurs capitalisent une partie importante de l'accroissement de leurs revenus et il s'ensuit que leur consommation n'augmente pas en proportion de ces derniers. Cependant le pouvoir d'achat et, par suite, la consommation de catégories importantes de consommateurs tels que : propriétaires d'obligations à revenus fixes, pensionnés, employés des établissements publics et privés, personnes appartenant aux professions libérales, propriétaires fonciers, diminue du fait de l'élévation des prix. Aussi la période de l'essor ne peut-elle se prolonger qu'autant que l'accumulation du capital peut s'effectuer indépendamment de son but et de sa base, c'est-à-dire de l'élévation correspondante de la consommation.

Mais nous avons vu que cette indépendance est très limitée et conditionnelle. Elle est limitée par le temps indispensable pour effectuer les dépenses de capital et pour achever les installations destinées à la production. D'un autre côté, elle est conditionnée par la possibilité d'intensifier la capitalisation du procès de reproduction nationale. Comme nous l'avons déjà remarqué, la production moderne exige des installations coûteuses pourvues de machines et d'autres dispositifs compliqués. Si ces installations facilitent la production et la rendent moins coûteuse, elles exigent, par contre, des dépenses préliminaires considérables. Les moyens actuels de transports et de communications : les canaux, les chemins de fer, les bateaux à vapeur, le télégraphe, exigent également des dépenses extraordinairement fortes de capital et du temps. Mais, malgré tout cela, les limites de l'accumulation du capital sans élévation correspondante de la consommation sont, en général, très étroites. Même les installations les plus importantes destinées à la production sont, après quelques années, ordinairement achevées

ou commencent tout au moins à fonctionner partiellement. Sous le régime de l'échange, le capital fait appel à la consommation comme but définitif de son existence et comme condition de sa reproduction. Aussitôt que la consommation n'absorbe plus les produits de la production sociale accrue et tant que la répartition du pouvoir d'achat est défavorable pour les classes consommanes et favorable à la capitalisation intensive, un arrêt de tout le processus de reproduction devient inévitable.

A la fin de la période d'essor, qui dure d'ordinaire quatre ou cinq ans, nous assistons régulièrement à une surproduction générale qui donne son empreinte à une phase déterminée du cycle économique. Dans un grand nombre de branches de l'industrie et du commerce, se manifeste une non-correspondance entre l'offre et la demande, entre la productivité et les réserves de marchandises, d'un côté, et leur écoulement de l'autre, entre le coût des marchandises pour le producteur et leur valeur réelle. Les produits ne s'écoulent pas à des prix donnant aux producteurs un profit moyen ou, au moins, leur permettant de couvrir leurs frais de production cependant très accrus grâce à l'élévation toute spéciale des prix des moyens de production. Les marchandises s'accumulent dans les magasins des producteurs. La surproduction se manifeste tant dans les biens destinés à la consommation ou à l'utilisation immédiate que dans ceux servant à la production ultérieure. Si la surproduction surgit tout d'abord dans la production des biens du premier genre, cela ne signifie pas encore qu'elle sera plus forte précisément dans cette branche. Car la plus petite difficulté dans l'écoulement des biens de consommation se répercute plus fortement dans la production des biens d'ordre supérieur et provoque dans les branches correspondantes de l'industrie une surproduction d'autant plus grande que ces branches sont plus éloignées de la production des

produits finaux et que leur essor avait été important.

L'accumulation des stocks continue par suite de la tendance des producteurs et des marchands à maintenir, malgré la difficulté de l'écoulement, les prix élevés qui se sont établis dans leur branche par suite du coût élevé de la production. Dans ce but, ils recourent au crédit dans une large mesure aussitôt que leurs moyens personnels deviennent insuffisants. Ainsi les épargnes de pouvoir d'achat, jadis employées à renforcer la production, servent maintenant à l'accumulation des stocks. Si dans la période précédente il y a eu demande intense de capital de prêt malgré son taux toujours croissant, cela se faisait dans un but de capitalisation et en considération des prix élevés des marchandises et des gros profits des entrepreneurs. Maintenant que ces profits ont disparu et que les entrepreneurs ne peuvent plus réaliser leurs stocks, le taux de l'intérêt s'élève davantage encore. Car les producteurs ont besoin de capital libre pour conserver ces stocks, faire face à leurs obligations de paiement et maintenir la production en marche. Or, il arrive sur le marché monétaire relativement peu de capital et surtout peu d'économies des classes consommanes. Le « capital libre » dont on a maintenant besoin, n'est plus destiné à une nouvelle capitalisation, mais à soutenir le procès de reproduction — tant de production que de consommation — et la répartition existante du capital.

2. « L'insuffisance de capital ».

Signification de l'« insuffisance de capital ». — La forte demande de capital libre et la difficulté d'obtenir du crédit pendant cette période donnent matière à des plaintes générales parmi les entrepreneurs sur « l'insuffisance de capital » ou sur le « manque d'argent », comme certains

disent moins exactement. Beaucoup de théoriciens (1) attribuent à ce « manque de capital » une importance décisive dans l'apparition des crises. D'après eux, la période d'essor prend brusquement fin parce que le capital libre existant et accumulé pendant la période précédente de dépression a été complètement utilisé et que l'épargne courante est insuffisante pour maintenir le cours de la production. Mais voyons ce qu'il en est de « l'insuffisance de capital » et en quoi elle consisterait exactement.

« Le manque de capital » dont on se plaint tant dans cette période, ne peut être une insuffisance du *capital social*, c'est-à-dire d'installations de production et de forces productives de toutes espèces, puisqu'il en existe plus que n'en exige la consommation sociale (2). Après la capitalisation intensive de la période d'essor il ne peut être, en tous cas, question d'un manque de capital de ce genre. Il ne peut s'agir ici non plus d'une insuffisance de *capital-marchandises*, c'est-à-dire de réserves de biens productifs et de con-

(1) S. JONES LLOYD (Lord Overstone), *Tracts on metallic and paper currency*, 1853, pp. 489 et s. 590 et s. J. WILSON, *Capital, currency and banking*, 1859, pp. 86 et s. V. BONNET, *Questions économiques et financières à propos de crises*, 1859, pp. 1-11, 22 et s. Du même, *Le crédit et les banques d'émission*, 1875, pp. 170-205. COURCELLE-SENEUIL, *Traité théorique et pratique d'Economie politique*, 1858, t. I, pp. 361-368. JOSEPH GARNIER, *Crises commerciales*, dans le « Dictionnaire universel du commerce et de la navigation », 1859. BONAMY PRICE, *One per cent*, dans la « Contemporary Review », 1877. STANLEY JEVONS, *A serious fall in the value of gold*, 1863. M. TOUGAN-BARANOWSKI, *op. cit.*, pp. 156-179. SPIETHOFF, *Vorbemerkungen zu einer Theorie der Ueberproduktion*, dans Schmollers Jahrb., 1902. Du même, *Der Kapitalmangel in seinem Verhältniss zur Güterwelt*, même publication, 1909. POHLE, *Bevölkerungsbewegung, Kapitalbildung und periodische Wirtschaftskrisen*, 1902. G. SCHMOLLER, *Grundriss der allgemeinen Volkswirtschaftslehre*, t. II, p. 473. SUPINO, *Le crisi economica*, 1907, pp. 28-29. STEINBERG, *Industrie und Ueberspekulation*, 1899. A. HASENKAMP, *Die wirtschaftliche Krisis des J. 1907 in den Ver. St. v. America*, 1908, pp. 51 et s., etc.

(2) Ceci est également reconnu par SPIETHOFF, *Schriften des Vereins für Socialpolitik*, t. 113, 1904, p. 220.

somation, puisque ceux-ci encombrement tous les canaux de la circulation. Il ne peut donc pas être, non plus, question d'une insuffisance de *capital roulant* provenant d'une forte immobilisation de capital dans des installations de production. Ce qui manque, en réalité, c'est le capital « libre », non matérialisé ou le *pouvoir d'achat libre*.

Il n'est pas difficile d'en trouver la raison. Dans le régime économique basé sur l'échange, la demande, représentée par le pouvoir d'achat, est l'aiguillon de la production. Le pouvoir d'achat signifie le droit de participer au produit social courant, à la suite de certains actes accomplis ou de l'apport de biens au profit de la société et de l'économie sociale. Ce pouvoir d'achat se réduit quand l'échange se ralentit ou quand la valeur des biens diminue. Dans le dernier cas, les possesseurs de marchandises se gardent d'utiliser le pouvoir d'achat qu'elles incarnent. Car ils ne pourraient les réaliser sans diminuer leur avoir et sans perdre une partie des valeurs dépensées pour les produire ou les acquérir. Ces produits n'apparaissent plus comme valeurs à l'aide desquelles les producteurs pourraient s'acquitter de leurs obligations, continuer leur production et étendre leur consommation. Le « manque de capital » ne pourrait non plus être atténué par une économie plus grande de pouvoir d'achat réalisée aux dépens de la consommation et arrivant sur le marché en qualité de capital de prêt. Car la réduction de la consommation provoquerait seulement une aggravation de la surproduction et un plus grand besoin de « capital libre ».

Le capital libre apparaît sur le marché pour être prêté, dans la règle, sous forme d'argent. C'est pourquoi le monde des affaires identifie la demande de capital libre avec celle de la monnaie et parle également d'« insuffisance d'argent » ou de monnaie. On réclame, par conséquent, l'élargissement de la circulation monétaire comme remède à l'embarras des affaires. Mais il est évident qu'il ne peut

être ici question d'insuffisance de monnaie. Car les transactions étant plutôt moins nombreuses, il n'y a pas de raisons pour que le besoin de moyens de circulation augmente. A ce moment on a besoin de monnaie en tant que personnification de la valeur, en tant que représentant du pouvoir d'achat libre, pour permettre aux producteurs de maintenir le procès de production sans les forcer à réaliser leurs stocks.

On ne peut donc non plus remédier longtemps à « l'insuffisance de capital » ou « de monnaie » par l'augmentation du numéraire au moyen d'emprunts à l'étranger, ce à quoi on pourrait être incité par le taux élevé de l'escompte et généralement du taux de prêt dans le pays ; ni par des émissions de banque, qui ne peuvent d'ailleurs être effectuées que dans des limites restreintes ; ni moins encore par l'accélération de la circulation monétaire au moyen d'un emploi plus large des chèques, comme on l'a recommandé avec insistance lors des dernières crises ; ni, enfin, par de nouvelles émissions de papier-monnaie dans les pays où celui-ci remplace la monnaie métallique. Il est évident, d'ailleurs, qu'aucun de ces moyens n'ajoute rien au capital productif du pays. Ce sont là des moyens artificiels ou tout au plus provisoires qui ne font que renforcer la surproduction en donnant aux producteurs la possibilité de maintenir quelque temps encore les prix à un niveau élevé. Par eux la crise ne peut être qu'un peu retardée ou même aggravée par la suite, si les producteurs n'utilisent pas ces moyens pour mettre fin à la surproduction, adoucir le déplacement brusque des fortunes qui lui succède et éviter ainsi des ébranlements plus grands du procès de reproduction (1).

(1) Sur l'importance du facteur monétaire dans les crises, voir plus haut, pp. 174-184. Déjà DUDLEY NORTH (*Discourses upon trade*, 1691) critique d'une façon concluante les plaintes du monde des affaires sur

L'« insuffisance de capital » pendant cette période économique ne signifie donc pas une insuffisance de capital réel sous une forme quelconque. Les sens multiples du mot « capital » et une conception inexacte du procès de production social, ont fait que certains économistes (1) attribuent l'apparition des crises à une consommation exagérée en période d'essor (spécialement de la part des ouvriers qui touchent à ce moment des salaires plus élevés) (2), et à une accumulation insuffisante de capital. Une telle assertion revient évidemment à dénaturer complètement la question et à nier les traits les plus caractéristiques de la période d'essor, c'est-à-dire la capitalisation accélérée et une production intensifiée qui, à la fin de cette même

l'insuffisance de monnaie en période de stagnation. « Le pays, dit-il, ne peut avoir ni trop ni trop peu de monnaie pour ses échanges habituels. Les gens ont coutume, quand survient une période de stagnation dans les affaires, de crier à l'insuffisance de monnaie comme si elle en était la cause. Comme cela est bête ! Personne évidemment ne demande de l'argent pour lui-même. Au contraire, le pauvre en demande pour s'acheter du pain, le fermier pour écouler son blé, son bétail, etc. Là où cet écoulement est impossible, c'est toujours pour une des raisons suivantes : ou bien l'encombrement du marché intérieur, ou bien des difficultés dans les relations extérieures, par exemple, à la suite d'une guerre, ou bien, enfin, la réduction de la consommation par suite de la misère. Ainsi donc, on ne peut supprimer la stagnation en augmentant la quantité de la monnaie, mais seulement en écartant les causes indiquées » (Préface et pp. 44 et s.).

Cette réprimande judicieuse adressée par un homme d'affaires remarquable du xvi^e siècle à ses confrères n'a pas empêché ces derniers de répéter jusqu'à nos jours les mêmes doléances à chaque stagnation des affaires, à chaque crise.

(1) Par exemple, BONAMY PRICE. *op. cit.* YVES GUYOT, *La science économique*, 1881, p. 364 et s., et d'autres.

(2) Les assertions de POULE (*Bevölkerungsbewegung, Kapitalbildung und periodische Wirtschaftskrisen*, 1902, pp. 16-17) et celles de LEXIS (dans son article *Ueberproduktion* dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*) sur l'influence de l'augmentation des salaires sur l'accumulation du capital sont surtout caractéristiques. Il faut en conclure que l'augmentation des salaires en période d'essor est, tout au moins, l'une des causes de « l'épuisement du capital » et de l'apparition de la crise.

période, l'empêche de beaucoup sur la demande. Par suite des profits élevés fournis par le capital en période d'essor, l'épargne est très importante et, naturellement, beaucoup plus forte qu'en période de baisse. C'est elle qui soutient l'essor. Si elle commence à disparaître à la fin de la période d'essor, cette disparition est une *conséquence* de l'état de la vie économique à ce moment et nullement sa *cause*. Le mal consiste en effet dans l'excès de biens économiques : installations de production et biens productifs et de consommation de tous genres. Il en résulte que ces biens ne peuvent se transformer en valeurs sans troubler la répartition existante du capital et des fortunes et sans provoquer une révolution dans la production basée sur cette répartition. L'insuffisance de « capital libre » ou « d'épargne » est simplement la suite de la stagnation dans l'échange des valeurs grâce auquel le pouvoir d'achat se forme et peut accéder sur le marché comme capital de prêt. Cette stagnation résulte de ce que la consommation, sur laquelle est basée, en fin de compte, la demande de moyens de production, et qui détermine surtout la valeur des marchandises, n'a pas été de pair avec la production. Chaque producteur désire convertir ses produits en valeurs sans augmenter sa consommation proportionnellement à l'élévation de sa production et de celle des autres. Ce faisant, il oublie que la valeur de ses produits est étroitement liée à celle des produits d'autrui et que son abstention entraîne finalement, grâce à la péréquation des valeurs et à la diminution du pouvoir d'achat des autres producteurs, la dépréciation de ses propres produits. Dans un tel état de choses il est clair que l'augmentation de la consommation de la part des ouvriers mieux rémunérés ou des consommateurs en général, ne peut que prévenir le rapide encombrement du marché et, en modérant l'accumulation, prolonger en même temps l'essor général de l'industrie.

Immobilisation du capital. — Il semble que les plaintes au sujet de l'insuffisance de capital seraient plus fondées dans le cas où l'économie nationale aurait immobilisé ses ressources dans des entreprises incapables d'augmenter la production avant leur achèvement et qui exigent en attendant de grandes dépenses préliminaires de capital nouvellement formé. Dans ce cas, semble-t-il, les entrepreneurs, par suite du taux élevé de l'intérêt de prêt et de l'insuffisance absolue de capital libre, pourraient être mis dans l'impossibilité de satisfaire à leurs engagements et cela pourrait entraîner un ébranlement sérieux de la vie économique.

On peut imaginer des cas de ce genre dans lesquels l'économie nationale placerait ses épargnes dans des entreprises ne donnant pas de produits pendant une durée supérieure à celle de la période d'essor, c'est-à-dire pendant plus de quatre à cinq ans. Mais nous ne nous demanderons pas si de tels cas se rencontrent dans la réalité (1). L'hypothèse qu'un tel investissement du capital peut ou doit même conduire à des crises économiques, indique qu'on conçoit l'économie nationale au point de vue de l'économie privée et qu'on identifie l'une avec

(1) Remarquons seulement que la crise anglaise de 1848, qui fut presque unanimement attribuée par ses contemporains à l'immobilisation exagérée de capital dans les entreprises de chemins de fer, n'a pas été, en fait, provoquée par elle. Cette opinion a été exprimée jadis par John Mill (*Principles*, p. 317) et, à notre époque, défendue avec insistance même par Tougan-Baranowski (*Handelskrisen in England*, pp. 117 et s.). D'ailleurs, la construction des chemins de fer n'immobilise pas tant de capital qu'on l'admet d'ordinaire. Les chemins de fer reproduisent le capital investi dans leur construction après peu de temps et aussitôt qu'ils commencent à fonctionner, ne fût-ce que partiellement. La reproduction sociale du capital ne s'effectue pas du tout ici avec moins d'intensité que dans la plupart des installations de production. Comme les chemins de fer augmentent considérablement la productivité de l'économie sociale, on pourrait plutôt prétendre le contraire.

l'autre. Il est bien clair que les particuliers disposant de moyens limités et d'un faible crédit qui ont commencé des entreprises considérables ou douteuses exigeant de grandes dépenses et destinées à une production éloignée, peuvent se trouver dans une situation difficile par suite du manque de moyens pour leur achèvement. Mais il est absolument impossible que l'économie nationale toute entière tombe dans cette situation par suite de l'insuffisance de capital. Il faut en effet considérer que de telles entreprises se constituent à l'aide de l'épargne courante de l'économie nationale. La grande demande de capital libre, jointe à une grande demande de moyens de production pour les nouvelles entreprises, élèverait en même temps l'intérêt de prêt et le profit du capital existant et produisant déjà. L'épargne augmenterait, par conséquent, proportionnellement. La naissance simultanée d'un nombre important d'entreprises de ce genre pourrait retarder leur achèvement, mais n'aurait pas d'autres conséquences fâcheuses. Au contraire, la demande provenant de ces nouvelles entreprises, pendant qu'elles ne fournissent pas encore elles-mêmes de produits, aurait sur l'ensemble de la production la même action qu'une élévation de la consommation finale. Elle stimulerait et élargirait la production et la reproduction du capital social. Les difficultés ne commenceraient qu'au moment de l'achèvement et de la mise en activité des nouvelles entreprises, par suite du manque de proportionnalité entre la capitalisation, la production et la consommation qui se manifesterait alors encore plus fortement. C'est à ce moment qu'on ressentirait l'insuffisance de capital libre, tout d'abord parce que la circulation des biens, dont il provient, se ralentirait ; ensuite, à cause du besoin plus grand qu'on en aurait pour conserver les stocks et poursuivre la production. Si à la suite de la surproduction certaines entreprises restaient inachevées par suite du

manque de ressources, il ne faudrait pas attribuer à cette circonstance une importance spéciale au point de vue de l'économie nationale. Car, par suite de la stagnation, beaucoup d'entreprises déjà existantes sont elles-mêmes contraintes à ce moment là de suspendre leur production.

Les théories sur l'insuffisance du capital et sur son immobilisation exagérée qui s'appuient sur la doctrine d'une « proportionnalité nécessaire » entre le capital fixe et le capital roulant dans l'économie nationale », sont issues des conceptions de l'économie privée (1), conceptions inapplicables à l'économie sociale.

3. Mouvement descendant.

Baisse des prix. — Aussitôt que la stagnation de la circulation des marchandises a atteint un degré tel qu'elle menace d'arrêt le procès de reproduction et le crédit, la *baisse des prix* devient inévitable. Elle est la conséquence naturelle de la situation anormale qui s'est créée. Etant donné l'impossibilité de garder plus longtemps leurs marchandises, les possesseurs sont contraints de les écouler à bas prix conformément aux conditions de l'offre et de la demande, et les prix de toutes les marchandises diminuent. Dans ces conditions, que la baisse des prix commence par les biens de consommation ou par les biens productifs, cela importe peu pour l'explication des crises. Cela dépend de conditions concrètes données de l'offre et

(1) On peut le voir par la comparaison que fait l'un des partisans de cette doctrine et qui, évidemment, se présente à l'esprit de tous les autres. Il admet que, tout comme un propriétaire foncier peut s'endetter et se ruiner grâce à de trop grandes dépenses d'amélioration, la nation toute entière peut aussi se ruiner, si elle ne sait pas déterminer exactement le rapport à établir entre son capital fixe et son capital roulant (VICTOR BOXXET, *Questions économiques et financières à propos des crises*, 1899, pp. 22 et s.).

de la demande, de l'état du crédit et du capital et d'autres conditions spéciales aux diverses branches de l'industrie et du commerce. Si la chute des prix commence d'ordinaire par les produits de consommation, elle se manifeste le plus nettement dans la production des biens de capital, laquelle constitue le foyer de la surcapitalisation.

La chute des prix provient ici de ce que la vie économique exige une adaptation des conditions de la réalisation à celles de la production et de la consommation. Elle apparaît comme un moyen d'écarter ou, tout au moins, d'atténuer les contradictions existant entre la capitalisation, la production et la consommation.

Les causes immédiates de la baisse des prix sont la non-correspondance entre la production et la consommation ainsi que la surproduction qui en résulte. Mais cette dernière ne suffit pas à caractériser la situation économique de cette période. Elle est seulement un symptôme, d'ailleurs pas toujours adéquat, d'un état déterminé de *surcapitalisation* constituant dans une mesure notable la caractéristique fondamentale de l'économie nationale à la fin de la période d'essor. *La surcapitalisation consiste en ce que l'économie nationale dispose de moyens de production en quantité exagérément grande par rapport à la possibilité de les employer complètement ou avec profit dans les conditions de la consommation qui résultent de la structure économique, du mode de production et de réalisation des biens, de la répartition des richesses et de l'accumulation du capital existants à un moment donné.* Dans cet état de l'économie nationale, les entreprises ne peuvent créer de valeurs en rapport avec la valeur ancienne du capital investi lors de leur fondation ; elles ne donnent donc pas le profit qu'en attendaient leurs fondateurs (1).

(1) Le terme « surcapitalisation » ne signifie donc pas que le capi-

La surecapitalisation se manifeste par la surproduction des produits, mais encore plus par la tendance à la surproduction qui est la conséquence de la plus grande aptitude à produire des forces productives sociales par rapport à la consommation sociale. Cette non-concordance entre la masse de forces productives et le besoin qu'on en a se révèle avec une netteté particulière du fait qu'une partie du capital social n'est absolument pas utilisé ou ne l'est qu'à un degré insuffisant par suite de l'abaissement des prix.

Élimination du capital. — L'élimination du capital superflu commence avant l'apparition de la crise, aussitôt que la surproduction et la difficulté de l'écoulement se font sentir. Mais elle ne se produit sur une vaste échelle qu'après que la crise a éclaté. Dans les branches de l'industrie disposant d'organisations telles que cartels, syndicats, etc., ou ne comprenant qu'un petit nombre d'entreprises importantes, la limitation de la production et l'élimination des forces productives ont souvent lieu méthodiquement et par l'accord des intéressés. Mais d'ordinaire cette élimination de capital superflu s'effectue de façon désordonnée. Elle se fait sous la poussée de circonstances dont l'ensemble est différent à un moment donné dans les diverses branches de la production. La difficulté de l'écoulement et les bas prix contraignent les diverses entreprises à réduire leur activité conformément à leur

tal doit dépasser *quantitativement* la mesure au-dessus de laquelle il ne peut absolument pas trouver d'emploi, quoique dans la pratique telle ou telle forme du capital se révèle d'ordinaire comme absolument superflue (par suite de la non-proportionnalité de la répartition de la force productive). Mais ce qui est essentiel c'est que la *valeur* absolue du capital ne répond plus, dans des conditions données de la consommation, aux normes sur la base desquelles il a été constitué. Nous avons à faire ici avec un phénomène de caractère *social*, absolument analogue à celui de la « surproduction » tel qu'il a été caractérisé plus haut pp. 245-247.

débit. On cesse d'employer d'abord les éléments les moins productifs du capital existant, puis ceux qui le sont davantage. Les entreprises techniquement peu perfectionnées ou faibles économiquement le cèdent dans la lutte à celles qui sont mieux organisées ou plus fortes et suspendent provisoirement ou pour toujours leur production. Pendant que les forces productives qui restent en activité sont exploitées aussi intensément que possible, une partie importante du capital passe à la réserve, prête à servir de nouveau à la production à la première occasion favorable. Au capital de réserve s'ajoute le capital nouveau, qui se constitue aussi en période de dépression, mais à un degré moindre qu'en période d'essor. Pouvant mieux se conformer aux exigences techniques et économiques du moment, le capital nouveau fait avec succès concurrence aux entreprises déjà existantes et, finalement, les évince.

L'inaction d'une partie du capital social ne change rien au fait de la surcapitalisation; elle lui donne seulement une forme nouvelle. La surcapitalisation *relative*, c'est-à-dire par rapport à la possibilité d'employer le capital conformément aux antécédents économiques sur la base desquels il a été créé, devient *positive*, c'est-à-dire se transforme en surcapitalisation par rapport à l'emploi réel du capital. Comme conséquence, la *surproduction effective* est évitée, mais la masse de capital mise en réserve représente une surproduction *potentielle* ne pouvant être empêchée de devenir effective que par les conditions du débit ou l'organisation de la production (par des cartels, des syndicats, etc). Mais même sous cette forme potentielle elle exerce sur les conditions du marché et les prix une influence, sans doute indirecte, mais cependant importante. Cette action a lieu par l'intermédiaire de la dépréciation du capital qui, grâce à la peréquation des valeurs, se répercute sur les prix des produits.

En réalité, les formes effective et potentielle de la surproduction vont de pair et la chute des prix est le résultat de leur action commune et, en fin de compte, la conséquence de la surcapitalisation. La surproduction effective n'exerce pas toujours ou, du moins, pas dans tous les domaines de la production, une action suffisante pour éliminer une masse importante de capital. Au point de vue de l'économie privée, auquel se placent les producteurs, cela serait un moindre mal. Car, sans doute, la partie du capital condamnée à l'inaction ne fonctionnerait pas pour fournir des revenus et les intérêts à lui servir seraient une charge pour l'autre partie. Mais une meilleure fixation des prix des produits améliorerait la rentabilité de la masse totale du capital. Seulement, dans la réalité, une limitation méthodique de la production est rendue impossible ou, tout ou moins, très difficile par la vaste décentralisation de cette production et la concurrence entre les producteurs. La baisse des prix agit ici souvent sur la production, non pas pour la réduire, mais pour la stimuler davantage. Alors les diverses entreprises élargissent leur production, la perfectionnent techniquement, diminuent son coût et s'efforcent d'évincer leurs concurrents. Cela se produit particulièrement dans les industries travaillant avec un capital fixe considérable et ayant de grands frais généraux. D'un autre côté, en augmentant leur production et leurs transactions, les entrepreneurs tentent de compenser la baisse du profit, mais par là même ils le réduisent davantage encore. Dans beaucoup d'industries, la limitation de la production est liée à la perte complète d'une partie du capital fixe ou à un renchérissement de la production; c'est pourquoi on s'efforce autant que possible de l'éviter. Dans toutes ces branches de l'industrie, la surcapitalisation a une tendance à se transformer en surproduction effective. Elle mène alors habituellement après la crise à une nouvelle augmentation de la production, à l'aggrava-

tion de la concurrence et, en particulier, à une forte baisse des prix.

Affaiblissement de l'intensité de la vie économique. — Cependant l'intensité de la vie économique diminue visiblement après l'apparition de la crise et déjà quelque temps avant. Cela se manifeste tout d'abord dans la demande de main-d'œuvre. Celle-ci atteint son maximum quelque temps avant la crise et tombe brusquement quand celle-ci éclate (1). Les ouvriers sont congédiés en masse ou bien leur travail est réduit par l'introduction du travail aux pièces ou de courtes journées. Il n'est alors pas rare que le travail soit diminué de 25-30 0/0 et plus dans de nombreuses branches de l'industrie.

La statistique ouvrière anglaise montre par les moyennes établies pour la période 1860-1899 une augmentation progressive du chômage de 6 à 12 0/0 entre l'année précédant la crise et celle de plus forte dépression (2). Ainsi que nous l'avons remarqué plus haut, le point le plus bas de la dépression est habituellement atteint 4 à 6 ans après l'apparition de la crise (3). La diminution de l'utilisation de la main-d'œuvre ouvrière est un phénomène du même ordre que l'inutilisation du capital.

La production ne tombe ni aussi vite ni aussi fortement que l'intensité de l'utilisation de la main-d'œuvre. La

(1) Dans la statistique ouvrière, l'année qui précède la crise indique habituellement un maximum d'occupation des ouvriers, mais il faut avoir en vue que c'est un chiffre moyen se rapportant à l'année entière, tandis que les crises éclatent habituellement au printemps ou à l'automne.

(2) Le chômage atteint son degré le plus haut dans les branches de l'industrie qui créent des moyens de production, par exemple, dans la métallurgie où, dans les années de plus grande dépression, il dépasse souvent 25 0/0 du nombre total des ouvriers. Voir la table donnée par BOWLEY, *Elements of Statistics*, 1907, p. 179. Au sujet du chômage aux États-Unis en 1907, voir plus haut, p. 46.

(3) Voir plus haut, p. 47.

diminution de la production est indiquée tout d'abord par la statistique des grandes industries comme la métallurgie, l'exploitation minière, la brasserie. Dans ces branches, nous remarquons après la crise une diminution notable de la production. Un autre critérium important pour déterminer le volume de la production est fourni par la statistique de la circulation des marchandises, qui indique régulièrement une diminution dans les années de crise (1). La diminution de l'importation des matières premières nécessaires à l'industrie appartient également aux phénomènes caractéristiques de la période d'après la crise et montre la diminution de la productivité des industries correspondantes.

Plus importante encore que cette diminution absolue est la diminution *relative* du volume de la production par rapport à la masse des forces productives qui s'accroît même pendant la période de dépression. D'après les critères indiqués ci-dessus, on peut admettre que la production atteint de nouveau son volume primitif un à trois

(1) La statistique de la circulation des marchandises sur les chemins de fer anglais pendant la période 1870-1900 montre une diminution du trafic par comparaison avec l'année précédente en : 1874 (crise en 1873), 1878 (époque de la plus grande dépression depuis 1873), 1884 (crise en 1883), 1885, 1886 et 1893 (crise en 1890). Aux États-Unis d'Amérique, depuis 1882, on remarque une diminution de la circulation des marchandises en 1884 (crise en 1883) et en 1894 (crise en 1893). Voir BURTON, *Financial crises*, pp. 174-175, 343. La statistique de la circulation des marchandises en France montre la même tendance (Voir *Rapport sur les indices des crises économiques*, table de la page 40). En Allemagne, en 1901, après la crise de 1900, la circulation des marchandises sur les chemins de fer a également diminué (Voir *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*). Après la crise américaine d'avril 1908, sur 162 lignes ferrées, il y avait en réserve 413.605 wagons, alors qu'avant le début de la crise le manque de wagons se faisait fortement sentir. La recette brute de ces mêmes lignes tomba ce même mois de 18 0/0 par rapport à l'année précédente (SCHIPPEL, *Hochkonjunktur und Wirtschaftskrisis*, 1908, p. 15).

ans après la crise et va en se développant malgré la dépression persistante et la réserve croissante de capital et d'ouvriers. Cela s'explique, d'un côté, par l'augmentation pendant ce temps des forces productives (main-d'œuvre et capital) et par une meilleure utilisation de celles qui sont occupées ; de l'autre, par l'amélioration de la technique à laquelle on est contraint de recourir par la faiblesse du profit et la concurrence aiguë en période de dépression.

Augmentation relative de la consommation. — Une caractéristique de la production pendant cette période, que son volume soit d'ailleurs inférieur ou supérieur à ce qu'il était pendant la période d'essor, c'est son changement de sens au profit des objets de consommation. Nous avons déjà rappelé que les oscillations cycliques de la production apparaissent surtout dans celle des biens de capital, tandis que la fabrication des objets destinés à la consommation subit une augmentation progressive beaucoup plus régulière.

La modification de sens de la production correspond à un changement de la répartition et de l'emploi du pouvoir d'achat qui suit la baisse des prix. En réalité, la baisse des prix des produits signifie une diminution du pouvoir d'achat des producteurs et des capitalistes au profit de la classe étendue des consommateurs. Cette diffusion du pouvoir d'achat encourage la consommation exactement comme sa centralisation en période d'essor avait excité à la capitalisation. Car il n'est pas douteux que ceux, dont le pouvoir d'achat augmente à la suite de la chute des prix, n'emploient au moins une partie de son accroissement à étendre leur consommation. L'épargne n'est pas, en général, une habitude des individus, formant la grande masse de la population, qui jouissent d'un revenu déterminé (traitement ou rente) et le considèrent comme un fonds de consommation indépendamment de

son pouvoir d'achat. A ce sujet, il y a lieu de remarquer que le pouvoir d'achat des ouvriers, qui s'exprime par le salaire, ne suit pas, même approximativement, les oscillations du salaire nominal déterminé par les variations de la conjoncture. Malgré la diminution du salaire nominal après la crise et au cours de la période de dépression, son pouvoir d'achat se révèle assez souvent plus élevé que pendant la période d'essor. Et cela du fait de la baisse des prix de détail des produits les plus importants pour la consommation ouvrière (1). Il est vrai que si l'on a en vue la consommation de toute la classe ouvrière, il faut également considérer la consommation réduite des sans-travail (2). D'un autre côté, la consommation des producteurs ne diminue pas aussi fortement que leurs revenus et leur capital. Pour la classe des entrepreneurs riches les mauvais temps signifient à peine plus qu'une interruption temporaire dans l'amélioration progressive de leur genre de vie. Le conservatisme dans la façon de vivre se manifeste particulièrement par une opposition à la réduction des dépenses tant que celle-ci n'est pas rendue inéluctable par un changement brusque de fortune.

Une circonstance entrave notablement l'action de la baisse des prix dans le sens de l'élargissement de la consommation. C'est la résistance opposée à la réduction des prix par le commerce de détail. C'est un fait bien connu que les variations des prix sont plus faibles dans le commerce de détail que dans le commerce en gros. Quand les prix de gros s'élèvent, ceux du détail suivent, d'ordinaire,

(1) Voir les comparaisons intéressantes sur le pouvoir d'achat des salaires en Angleterre établies par G.-H. Wood dans le « *Journal of Royal Statistical Society* », 1899, pp. 639-666 (*Some statistics relating to working class progress since 1860*)

(2) Suivant les recherches de Wood et Bowley (*Jour. of. R. Stat. Soc.*, 1909), le salaire réel de la classe ouvrière diminue de 7 0/0 en moyenne pendant la période de dépression. Mais sa productivité s'abaisse en même temps.

immédiatement; mais quand, par contre, les premiers baissent, les seconds diminuent beaucoup plus lentement. Aussi la chute des prix dans l'industrie et le commerce en gros ne se reflète-t-elle que peu à peu et incomplètement dans le commerce de détail au profit de la grande masse des consommateurs (1). Dans l'entretemps les petits marchands font des bénéfices plus élevés et leur nombre s'accroît par un afflux d'individus appartenant à d'autres branches atteintes par la dépression. Mais, ici encore, il y a lieu d'observer que l'enrichissement de la classe étendue des petits commerçants indique une certaine diffusion du pouvoir d'achat favorable à l'extension de la consommation. D'un autre côté, la multiplication du nombre des marchands facilite les achats des consommateurs, offre à ceux-ci un choix plus grand, les satisfait mieux et contribue ainsi, quoique pas toujours rationnellement, à augmenter la consommation sociale.

De ce qui précède il résulte que, eu égard au volume et au sens de la production, la consommation augmente en période de dépression par comparaison avec celle de l'essor et que, conformément à la nouvelle répartition du pouvoir d'achat, cette augmentation intéresse surtout les classes moyennes.

~ *Consommation du capital.* — L'augmentation de la consommation à la suite de la baisse des prix entraîne l'usure d'une partie du capital social. Le prix normal d'une marchandise comprend une indemnité pour les forces productives qui ont été dépensées pour la produire et permet ainsi aux producteurs de renouveler les parties usées du capital. Ce prix comprend, de plus, un bénéfice au moyen duquel le producteur assure sa consommation et dont il

(1) Comp. J. ST. MILL, *Principles*, t. II, chap. IV, § 3. LEXIS dans le *Handbuch der Polit. Oek.* de Schönberg, quatrième édition, t. II, 1, pp. 283 et s. MUMMERY and HOBSON, *The physiology of industry*, pp. 145-156. J. HOBSON, *The problem of unemployment*, 1904, pp. 66-70.

épargne une partie pour augmenter son capital. Si les prix tombent assez bas pour ne plus couvrir les frais de production, le producteur ne peut plus remplacer la partie du capital usé et passant à la consommation avec le produit lui-même. La dépréciation du capital, qui suit la baisse des prix des produits, signifie que dans les conditions données de la vie économique, le capital ne se reconstitue plus par l'excédent de la production sociale, mais que, dans la mesure de sa dépréciation et sous la forme de biens de consommation à bas prix, il passe dans la consommation sociale et s'anéantit (1).

Destruction du capital. — En d'autres termes, la chute des prix après la crise agit dans le sens du passage d'une partie du capital social dans la consommation et, par là, combat la surecapitalisation (2). En ce sens la baisse des

(1) C'est précisément par cette diminution du capital et non par une simple réduction du capital en comptabilité, comme Marx le pense évidemment (*Das Kapital*, III, I, pp. 230 et s.), que la dépréciation du capital sert de base à l'élévation ultérieure du profit. Mais précisément à cause de cela, la dépréciation du capital ne peut servir à augmenter la masse de celui-ci.

(2) La baisse des prix n'agit évidemment dans ce sens que si ces derniers deviennent inférieurs au coût de production et causent des pertes aux producteurs.

Lescure, un des plus récents théoriciens des crises, voit leur cause dans une élévation exagérée des prix des biens productifs, qui fait disparaître le profit dans la production des biens de consommation ; il croit que la réduction continue et rapide des frais de production et, par conséquent, des prix des biens productifs est un moyen sûr d'éviter les crises périodiques (J. LESCURE, *Crises générales et périodiques de surproduction*, 1908, p. 522). — Une telle diminution progressive des frais de production peut évidemment, en élargissant la base de la consommation et l'échelle de la reproduction, diminuer l'essor périodique des prix, mais nullement neutraliser la tendance à la surecapitalisation. La diminution des prix des biens productifs facilite, en effet, cette dernière tout comme la consommation. La surproduction sera tout aussi inévitable et la baisse des prix tout aussi forte qu'avant ; la diminution rapide des frais de production ne fait maintenant que renforcer la chute générale et progressive des prix. Il faut avoir en vue que la baisse des prix à la suite

prix agit encore d'une autre façon : une partie de la force sociale productive représentée par le capital est anéantie par suite de la réduction de la production et de l'inaction du capital. Pour beaucoup d'installations de production cette inaction temporaire signifie leur destruction partielle ou complète. D'autres, après quelque temps et alors que,

de perfectionnements de la technique, est un phénomène de production, mais quand elle a lieu indépendamment des frais de production c'est un phénomène de répartition. Leur influence sur la vie économique est donc absolument différente.

Dans la seconde édition de son ouvrage (*Crises générales et périodiques de surproduction*, 1910, p. 411, 505, 511) Lescure fait évidemment dépendre les variations du coût de production de celles des prix des biens productifs indépendamment de l'influence des perfectionnements techniques, et il explique le mouvement des prix en se basant sur la doctrine de la concentration et de la diffusion de la demande exposée dans le présent ouvrage (première édition, p. 98-106). Mais ceci ne rend pas son explication des crises économiques plus acceptable. Abstraction faite de ce qu'elle laisse de côté les causes originaires de la concentration de la demande de biens productifs, elle ne nous explique pas la chute générale des prix en temps de crise. La diminution du profit dans la fabrication des produits de consommation à laquelle, d'ailleurs, correspondrait l'augmentation du profit dans les industries fournissant des biens productifs, est l'indice que la consommation des produits finis ne peut pas suivre l'essor dans ces industries. L'élévation exagérée des prix des biens productifs ne peut manquer d'intensifier leur production ; non seulement elle amène leurs prix au niveau de ceux des produits de consommation mais, en provoquant finalement la surproduction de ces derniers, elle abaisse aussi leurs prix bien au dessous du niveau habituel. D'un autre côté, il est également impossible d'expliquer l'origine de l'essor par un abaissement relativement plus considérable des prix des biens productifs et par une augmentation corrélatrice du bénéfice sur les produits de consommation, comme Lescure le fait. Malgré la forte diminution des prix des moyens de production aussitôt après la crise, l'activité économique ne se ranime pas pendant la longue période de dépression. L'essor ne commence qu'après l'absorption de l'excès de la surproduction et l'élévation des prix des objets de consommation. D'une façon générale, toute théorie des crises basée sur les variations du profit s'attache, dans le cas le plus favorable, à la surface des phénomènes économiques et n'explique, en somme, rien, les prix et non le profit étant le fait économique fondamental.

par suite de l'amélioration de la conjoncture, elles pourraient être de nouveau utilisées pour la production, sont vieilles et ne répondent plus aux exigences techniques et économiques du moment. Quant aux entreprises qui, plus tard, reprennent le travail, le temps passé dans l'inaction signifie aussi une perte de force productive. Une perte analogue résulte également de la destruction de vieilles organisations par suite de modifications dans les conditions économiques et les changements de propriétaires du capital, qui se produisent habituellement dans une forte mesure à la suite d'une crise.

Capitalisation en période de dépression. — Les effets rappelés plus haut de la chute des prix sur la grandeur du capital social considéré dans son ensemble, n'exclut pas la possibilité d'une accumulation de capital de la part des particuliers. Celle-ci a effectivement lieu malgré l'évidence de la surcapitalisation. Mais cette accumulation ne va pas à l'encontre des conséquences indiquées ci-dessus de la chute des prix, car elle est elle-même soumise à leur action.

La possibilité de l'accumulation du capital à ce moment s'explique tout d'abord parce que la vie fait apparaître de nouveaux besoins qui ne peuvent être satisfaits par les moyens de production existants et donnent naissance à de nouvelles entreprises. Ensuite, parce que des entreprises nouvelles pourvues des derniers dispositifs techniques et mieux appropriées aux conditions économiques modifiées font une concurrence victorieuse aux entreprises plus anciennes. Elles les évincent et les condamnent à disparaître ou à passer partiellement dans la consommation par l'abaissement du prix de leurs produits. Ainsi, par l'élargissement de la consommation se créent des conditions favorables à l'augmentation de la masse du capital actif. En d'autres termes, ces nouveaux investissements augmentent la masse du capital actif, s'ils satisfont à de nouveaux

besoins ; dans le cas contraire, ils mènent seulement à *un changement de propriétaires* du capital actif existant, en augmentant en même temps le capital inactif de réserve (1).

Le niveau moyen du profit de ces nouveaux investissements détermine le prix du capital libre en période de dépression et c'est d'après lui que s'effectue la nouvelle estimation de l'ancienne réserve de capital investi. Le rendement différent des entreprises suivant qu'elles sont techniquement ou économiquement plus ou moins adéquates à leur but, et la situation spéciale du capital nouvellement constitué expliquent une anomalie apparente : à savoir que malgré la surcapitalisation évidente l'intérêt du capital ne tombe pas à zéro, fait qui pour certains économistes est l'unique critérium de la surcapitalisation (2).

Les placements de capitaux pendant la période de dépression sont réalisés à l'aide de l'épargne qui, en dépit des circonstances défavorables, se pratique encore quoique dans une mesure moindre. Même dans le cas d'une crise économique générale, il y a des catégories d'entrepreneurs et de producteurs qui n'en souffrent pas. Ainsi la rente foncière n'est pas atteinte par les crises périodiques. Les revenus des porteurs d'obligations d'états et de villes, d'hypothèques et d'autres valeurs mobilières analogues à intérêts fixes, ne sont pas non plus diminués, tout comme les revenus des pensionnés, des fonctionnaires et des employés à traitements fixes. Grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat de l'argent, toutes ces catégories d'individus se trouvent même en mesure

(1) Ici nous voyons combien est inexacte la théorie de l'épargne de l'école classique qui se reflète dans la thèse de James Mill d'après laquelle l'augmentation annuelle du capital social est égale à l'épargne totale des entreprises privées (*Elements of Political Economy*, troisième édition, p. 20).

(2) Sont caractéristiques sous ce rapport : C. v. MANTUFFEL, *Das Sparen*, p. 70. JEAN LESCURE, *Crises industrielles générales et périodiques*, 1908, p. 487.

d'économiser une partie plus considérable de leurs revenus qu'en période d'essor.

L'accumulation du capital et la capitalisation réelle ont lieu dans une mesure encore plus grande dans le cours ultérieur de la période de dépression quand la tendance à la baisse des prix s'arrête. Cependant le volume de l'accumulation est limitée par la faiblesse du profit et de l'intérêt du capital ainsi que par l'existence persistante de la surcapitalisation.

4. Accumulation et placement du capital.

L'accumulation et les cycles économiques. — C'est une opinion largement répandue parmi les théoriciens des crises (1) que l'acquisition du pouvoir d'achat et sa réalisation dans le procès de production sont deux actes économiques indépendants l'un de l'autre et dont la disjonction causerait les oscillations périodiques de la vie économique. D'après cette doctrine, au cours de la période de dépression, il se produit une accumulation de pouvoir d'achat, d'épargnes ou, comme certains s'expriment, de « capital

(1) JUGLAR, *Des crises commerciales*, deuxième édition, pp. 21 et s., 31 et s. JEVONS, *A serious fall in the value of gold, 1863 (Investigations in currency and finance)*, deuxième édition, 1909, pp. 13 et s.). TOUGAN-BARANOWSKI, *op. cit.*, pp. 162-176. Du même : *Principes d'Economie politique* (en russe), 1911, pp. 501 et s. POHLE, *op. cit.* SPIETHOFF, *Vorbemerkungen zu einer Theorie der Ueberproduktion (Jahrbücher de Schmoller, 1902, t. XXVI, 2, pp. 276 et s.)*; *Schriften des Vereins für Socialpolitik*, t. 113, 1904, pp. 209-222 ; voir également son article dans les *Jahrbücher de Schmoller*, 1909. HOBSON, *The problem of enemployment*, 1904, pp. 96-97. IRVING FISHER, *The rate of interest*, 1907. JEAN LESCURE, *Les crises générales et périodiques*, 1908, pp. 412, 421 et s., 521 (dans la seconde édition de son ouvrage, Lescure renonce d'ailleurs à cette théorie). De même SCHMOLLER, *Grundriss der allgemeinen Volkswirtschaftslehre*, t. II, p. 473. SCHÄFFLE, *Bau und Leben des socialen Körpers*, 1906, t. II, p. 292, etc.

libre ». Mais à cause de circonstances défavorables ce « capital » ne « se place pas », ne se concrétise pas. En d'autres termes, le pouvoir d'achat épargné ne se réalise pas en biens et se conserve inutilisé pour des emplois futurs. Par suite, la production est privée de la demande qui pourrait provenir de ce pouvoir d'achat. Mais aussitôt que la conjoncture s'améliore, le « capital libre » accumulé trouve à se placer, c'est-à-dire se concrétise en moyens de production et, en alimentant cette dernière, il provoque l'essor de la vie économique.

Ainsi, suivant cette théorie, la période d'essor est basée sur l'investissement du « capital libre non investi » qui alimente la production et agrandit ses limites. Cette période prend fin par suite de l'épuisement du capital libre après que celui-ci a trouvé à se placer. La dépression qui suit, provient de la diminution des dépenses productives consécutive à l'épuisement du capital accumulé précédemment et aussi de ce que le capital libre nouvellement accumulé est conservé pour un placement futur au lieu d'alimenter la production actuelle. En résumé, d'après cette doctrine, le cours cyclique de la vie économique est basé sur ce que le « capital libre » s'accumule sans interruption, mais pénètre seulement par à coups dans le procès de production (1).

Cette théorie est évidemment apparentée à celles, que nous avons déjà réfutées, de l'insuffisance du capital comme cause des crises économiques générales, et de l'indépendance où est l'accumulation sociale de l'augmentation de la consommation. L'explication de la périodicité des crises par l'alternance des périodes « d'accumulation » et « de placement » du capital n'est pas moins erronée. Abstraction faite d'autres inconséquences de cette théo-

(1) TOUGAN-BARANOWSKI, *op. cit.*, p. 162.

rie (1), son idée fondamentale de la possibilité de l'accumulation du capital sans son investissement immédiat, repose sur une compréhension inexacte du procès de reproduction et de la nature de l'accumulation. En réalité, au point de vue de l'économie sociale, la dissociation de l'acquisition du pouvoir d'achat et de sa réalisation dans le procès de production est impossible, tout comme il est impossible de séparer l'achat de la vente en régime d'échange. L'intermédiaire de la monnaie et du crédit dans la circulation économique facilite l'échange des biens et rend leur utilisation plus complète pour les fins écono-

(1) Cette théorie de la périodicité des crises n'indique pas la cause des conditions défavorables qui s'opposent, en période de dépression, à l'emploi dans l'industrie du capital en voie d'accumulation, ni ce qui fait disparaître cette cause à la fin de la période de dépression. Un des principaux représentants de cette théorie à notre époque, Tougan-Baranowski, voit la cause de l'accumulation du capital libre dans la difficulté de le répartir proportionnellement entre les divers domaines du travail par suite du manque d'organisation de la production sociale. Cette difficulté est surmontée parce que le capital qui s'accumule, après avoir atteint certaines limites, pénètre dans l'industrie sous l'influence de sa propre pression et provoque l'essor. Il y aurait là quelque chose d'analogue à ce qui se passe dans une machine à vapeur où la vapeur, après avoir atteint une certaine pression, surmonte la résistance du piston et met la machine en mouvement (*op. cit.*, p. 166 et 172). Quoique cette explication de la périodicité des crises fasse image, il est douteux qu'elle satisfasse personne. Car on ne comprend pas pourquoi une certaine tension de l'accumulation doit surmonter la difficulté de la répartition proportionnelle du capital, ni pourquoi cette difficulté, après avoir empêché le placement du capital en période de dépression, ne l'empêche plus dans celle de l'essor, alors que, comme Tougan-Baranowski le reconnaît, la non-proportionnalité de la production s'accroît progressivement (*Studien zur Theorie und Geschichte der Handelskrisen in England, 1901*, p. 25¹). D'un autre côté, si la cause primordiale de la chute générale des prix et de la crise est, comme l'affirme Tougan-Baranowski, une surproduction partielle (Voir plus haut, p. 248, Remarque), alors on ne comprend pas pourquoi la non-proportionnalité toujours croissante de la production en période d'essor, ne conduit pas à une crise avant l'épuisement du capital précédemment accumulé.

miques des producteurs, mais ne permet nullement au pouvoir d'achat social de sortir du procès de reproduction. Le pouvoir d'achat issu de l'échange des biens et des services, et le pouvoir d'achat dépensé dans la circulation économique constituent une seule et même grandeur considérée par le producteur à un double point de vue : tantôt comme le produit de son travail et tantôt comme l'équivalent qu'il reçoit en échange. Aussi, l'accumulation du capital, quand il s'agit de la société prise dans son ensemble, ne peut se produire que par l'augmentation des moyens de production, obtenue par une répartition appropriée des forces productives dans le procès de production pour l'obtention de plus de biens productifs et aux dépens de biens de consommation. La raison faisant supposer que le pouvoir d'achat peut sortir du procès de production et, si l'on considère la société dans son ensemble, être conservé pour un emploi futur, c'est que cette conservation du pouvoir d'achat est effectivement possible pour les membres de la société pris individuellement et que l'accumulation sociale se fait par le moyen de celle des particuliers.

Pour éclaircir ce grave malentendu, examinons, en effet, tous les moyens d'accumulation privée et leurs rapports avec le processus de production.

L'épargne est le surplus de la production sur la consommation des particuliers. Sous le régime monétaire, cet excédent prend la forme de la monnaie. Les particuliers peuvent conserver le pouvoir d'achat représenté par cet excédent : 1° en le cédant aux autres pour la consommation et en acquérant des droits de propriété pour l'avenir vis-à-vis des débiteurs ; 2° en le transformant en moyens de production, soit directement, soit au moyen d'autres personnes (accord de crédits pour la production) ; 3° en l'échangeant contre des biens matériels de toutes espèces

destinés à l'utilisation future, et qu'on accumule ; 4^e en le transformant en argent.

Placement de l'épargne en prêts de consommation. —

1. Dans le premier cas, il s'agit de la création d'un capital exclusivement privé. Le pouvoir d'achat est passé à d'autres personnes qui l'ont employé pour obtenir des biens de consommation. Ainsi le pouvoir d'achat a été utilisé et pour le volume de la production sociale ce transfert de droit à la valeur d'un individu à un autre est indifférent. A la place des valeurs cédées apparaissent des créances d'un montant égal sur des débiteurs. Ces créances sont pour les créiteurs un capital privé donnant droit à une partie des revenus des débiteurs sous forme d'intérêts, mais ne pouvant être directement employés dans le procès de production. Si, dans la suite, on exige le remboursement du prêt pour l'employer à acquérir des biens productifs, le pouvoir d'achat se déplace en sens inverse du débiteur au créiteur. Ce déplacement peut être accompagné d'une diminution de la consommation du débiteur si celui-ci a employé le pouvoir d'achat considéré pour la satisfaction de ses besoins vitaux. Et, ici encore, le nouveau passage du pouvoir d'achat d'un propriétaire à un autre n'affecte en rien le volume de la production sociale. Il ne peut influencer que sur la direction de la production sociale au sens d'une augmentation relative de la production de biens capitaux aux dépens des biens de consommation. Mais le pouvoir d'achat épargné se « place » alors immédiatement comme dans le second cas, dont nous parlerons plus loin.

Le crédit de consommation à court terme, comme moyen de capitalisation privée, joue d'ailleurs un rôle infime et son influence sur le sens de la production est insignifiante. Le crédit à long terme, soit d'état, soit communal, possède une importance beaucoup plus grande pour la capitalisation privée. Les emprunts contractés

par l'état et les communes en période de dépression signifient une augmentation de la consommation, par conséquent aussi de la production. Ils peuvent donc agir sur la vie économique à la façon d'un stimulant. Mais le capital représenté par ces obligations n'est pas un « capital de réserve » pouvant être réalisé en période de prospérité et investi dans le procès de production. Car la réalisation n'est ici possible que dans des cas individuels, lorsque le détenteur de fonds échange ses titres contre du capital libre avec un autre capitaliste, c'est-à-dire quand il les vend. Naturellement, il ne se produit alors qu'une répartition nouvelle de capital libre et de capital-titres entre capitalistes, mais aucun capital libre nouveau n'est créé. Le capital privé investi en obligations de paiement peut également croître à la suite de l'élévation des cours de ces fonds, et cela a lieu habituellement en période de dépression pour les obligations d'état et des communes. Mais cela est la conséquence de la baisse de l'intérêt du capital et de l'élévation relative du rendement des placements de ce genre. La hausse du cours de ces fonds ne signifie évidemment pas que la société s'est enrichie, mais indique seulement un déplacement dans la répartition du capital privé de la société au profit des détenteurs de ces fonds et aux dépens des propriétaires de toutes les autres espèces de capital social ou purement privé. Pour acheter ces titres à un cours élevé le capitaliste est bien contraint d'employer un capital plus important, mais le vendeur reçoit exactement le même excédent de capital et doit l'investir quelque part. Si, dans la suite, l'acheteur cède ces titres en période d'essor, alors il les échange contre du capital libre créé quelque part à ce moment et, naturellement, pour une somme inférieure à celle qu'il a lui-même payée lors des cours élevés de la période de dépression. Ainsi il ne peut être question d'une « accumulation de capital » sous forme de valeurs mobilières en période

de dépression dans le but de les réaliser en période d'essor si l'on considère, bien entendu, la société dans son ensemble et non des capitalistes isolés (1).

Placement de l'épargne en capital social. — 2. La transformation du pouvoir d'achat en moyens de production par les épargnants eux-mêmes ou par l'intermédiaire des emprunteurs en constitue le « placement productif » ou son accumulation dans le sens économique social. Pour le volume de la production, il importe peu d'ailleurs que ce placement ait lieu en biens productifs d'une sorte ou de l'autre. Peut-être faut-il faire à ce sujet une différence entre les placements en période de dépression et ceux en période de prospérité. Dans le premier cas, étant donné l'indétermination de la conjoncture et des perspectives du développement économique, une certaine crainte se manifeste au sujet du placement du capital dans des entreprises à reproduction lente, c'est-à-dire prévues pour une production prolongée. On préfère, au contraire, les placements dans lesquels le capital dans le cas où se présenterait une possibilité de le mieux employer peut être facilement réalisé, c'est-à-dire transformé en produits finis et vendus de façon à employer autrement le pouvoir d'achat acquis ainsi (2).

(1) Si évident que soient tous ces faits, il n'est pas superflu de les expliquer, les opinions que nous critiquons étant largement répandues. J. Lescaur, dans la première édition de son ouvrage cité (p. 430), les résumait de façon caractéristique, en comparant les fonds d'états à un accumulateur électrique : ils accumuleraient la force économique en période de dépression afin de la restituer en période d'essor en vue de son emploi dans le procès de production. Fougan-Baranowski se représente évidemment quelque chose d'analogue quand il parle d'accumulation de capital-monnaie en fonds d'états (*op. cit.*, p. 163). De même, Sombart semble attribuer aux conversions des emprunts publics une conséquence qu'elles n'ont évidemment pas, à savoir : l'augmentation du capital cherchant à s'employer, alors qu'il s'agit seulement d'un changement de propriétaires des obligations (*Schrift. d. Ver. f. Soc.*, t. 113, 1904, p. 124).

(2) Jevons fait une distinction analogue entre les placements des

La distinction entre les placements de capitaux en période de dépression et de prospérité pourrait être caractérisée en disant qu'il y a, dans le premier cas, *capitalisation techniquement plus faible* du procès de reproduction, alors qu'elle est *plus intensive* dans le second. Pour le *volume* du placement du capital, cette différence de forme est absolument sans importance. Le premier mode de placement ne stimule pas moins les branches de la production fournissant les biens de capital, que le second, bien au contraire. Etant donné la reproduction plus rapide du capital en période de dépression, l'épargne doit chercher à se placer plus souvent qu'en période d'essor, alors qu'elle trouve à s'investir d'une façon plus prolongée. De plus, dans la première période, la capitalisation, par suite de son imperfection technique, est moins productive, mais plus disposée à se transformer en produits et à provoquer la surproduction. Dans la période de prospérité, au contraire, malgré la productivité plus élevée du procès de reproduction mieux organisé, il y a moins de danger de surproduction dans un court laps de temps par suite de la lenteur de la reproduction du capital.

Placement de l'épargne en marchandises. — 3. Un troisième mode de conserver le pouvoir d'achat consiste à le placer dans des biens matériels, soit de consommation, soit de capital, de façon qu'ils ne soient pas employés immédiatement pour la production ou la consommation, mais soient tenus en réserve pour une utilisation ultérieure. En fait, et surtout pendant les premiers temps de la période de dépression, nous trouvons de grandes réserves de biens matériels, surtout chez les producteurs, mais

périodes d'essor et de dépression. Sans aucune justification, il voit dans cette différence, ainsi que dans l'accumulation du capital absolument libre en période de dépression, la cause des oscillations périodiques de la vie économique (*A serious fall in the value of gold, 1863. Investigations in currency and finance*, deuxième édition, p. 24).

aussi chez les marchands en gros. Ces réserves sont la conséquence de la capitalisation exagérée. Mais on ne peut en aucune façon les considérer comme du capital accumulé en période de dépression pour être employé en période d'essor et même « alimenter » cette dernière (1). Il faut plutôt voir en elles des restes de la surproduction aiguë ayant précédé la crise. En réalité, non seulement elles ne sont pas destinées à alimenter la période suivante d'essor, mais leur disparition et celle d'une partie des entreprises qui les ont produites est la condition indispensable pour le commencement de la période prospère. Si dans des branches particulières de la production certaines réserves de biens passent de la période de dépression à celle de l'essor, elles ne peuvent que modérer ce dernier en entravant la production de ces sortes de biens.

Quant au placement du pouvoir d'achat dans des biens immobiliers ou autres déjà existants et ne provenant pas de la production courante, il ne peut avoir évidemment qu'un caractère individuel. Le pouvoir d'achat libre passe alors de l'acheteur au vendeur qui devra l'investir par quelque'un des moyens indiqués.

Retrait de la monnaie de la circulation. — 4. Les produits entrant dans la circulation économique s'échangent avant tout contre de l'argent ou « se vendent ». Cela a fait croire que l'excédent de la production sur la consommation, c'est-à-dire l'épargne, peut être conservé sous forme de monnaie. La majorité des théoriciens des crises (2) attribuent une grande importance à ce mode de conservation du pouvoir d'achat, à ce « retrait de la monnaie de la circulation ». C'est pour eux une des causes

(1) Comme le pense Spiethoff, *Schriften d. Ver. f. Sozialpol.*, t. 113, 1904, pp. 213-215, 221.

(2) Entre autres, MARX, *Das Kapital*, t. I, pp. 77-78.

principales de la dépression, car ils le considèrent comme signifiant une diminution de la demande effective.

Mais cette hypothèse est basée sur un malentendu. Dans l'économie nationale, la quantité de monnaie est déterminée par les besoins de la circulation économique. Admettons que certaines personnes puissent transformer leur pouvoir d'achat en monnaie et retirer celle-ci de la circulation. Mais par là même les métaux précieux accumulés perdraient leur signification en tant que capital social et instruments du procès de reproduction ; ils deviendraient provisoirement pour leurs possesseurs privés un moyen de conservation du pouvoir d'achat à l'égal des autres objets d'usage personnel. La demande de métaux précieux, qui augmenterait de ce fait, stimulerait leur production ou leur importation et provoquerait dans ce dernier cas une exportation intensive des produits du pays ainsi qu'une augmentation de leur production afin de pouvoir payer les métaux précieux importés. Le volume de la production et l'intensité du procès de reproduction ne pâtiraient nullement de l'apparition de ce nouveau besoin ; la seule conséquence en pourrait être une modification dans la composition de la production.

Les métaux précieux mis en réserve constituent bien pour leurs possesseurs *individuels* du pouvoir d'achat accumulé, mais lors de la réalisation de cette réserve métallique il n'apparaît aucun pouvoir d'achat supplémentaire, parce que la valeur ou le pouvoir d'achat de la monnaie dans l'économie nationale (ou mondiale) diminue alors en proportion. La même chose se produit dans le cas de l'accumulation du papier-monnaie.

En réalité, et exception faite pour une courte période de panique lors de l'apparition de la crise, il n'y a pas accumulation vraiment importante de monnaie en période de dépression. Le temps où l'on cachait son épargne dans un bas de laine est passé depuis longtemps pour les pays

qui servent d'arènes aux crises économiques. La monnaie qu'on épargne est mise en dépôt dans les banques qui s'efforcent de la faire rentrer dans la circulation en offrant du crédit à des conditions modérées. La partie de ces dépôts qui ne trouve pas de placement est, au delà d'une limite habituelle déterminée, conservée par les banques dans l'établissement central de crédit lorsque celui-ci existe, ou dans d'autres banques.

En effet, les banques centrales, qui sont les grands réservoirs de disponibilités monétaires, accusent alors des réserves métalliques dépassant de quelques centaines de millions le niveau qu'elles atteignaient en période de prospérité. Ces excès de réserves par rapport au niveau normal représentent précisément la quantité de monnaie sortant de la circulation en période de dépression. Mais on ne peut pas les considérer comme du pouvoir d'achat retiré volontairement de la vie économique en vue d'une utilisation ultérieure. Leur signification est complètement différente de celle qu'on leur donne habituellement.

L'économie nationale a besoin d'une quantité variable de moyens d'échange et par conséquent aussi de monnaie suivant l'importance des valeurs qui s'échangent. En période de dépression, ce besoin est beaucoup moindre qu'en période d'essor. Par conséquent, quand les prix baissent, quand l'échange des valeurs se restreint, quand l'intensité du procès de reproduction s'affaiblit, la quantité existante de moyens de circulation se révèle trop grande pour les besoins de la vie économique et il en résulte qu'une fraction de ces moyens sort de la circulation. Cela se produit tout d'abord pour une partie des succédanés monétaires et des autres moyens de circulation dont le concours avait été indispensable en période d'essor pour soutenir le procès de reproduction et qui sont maintenant partiellement remplacés par la monnaie métallique. Nous constatons que, grâce à cette circonstance, il se pro-

duit à ce moment une réduction de la circulation des billets de banque et des traites, et une diminution du chiffre des compensations de créances réalisées par l'intermédiaire des banques et des chambres de compensation. La réduction de la circulation des valeurs se reflète aussi sur la quantité de monnaie métallique en circulation. Malgré le remplacement partiel des succédanés monétaires par de la monnaie métallique, une partie de cette dernière sort de la circulation et s'accumule dans les banques d'émission où elle constitue un supplément de couverture des billets de banque. Au point de vue de l'économie nationale cela signifie une extension de la circulation monétaire aux dépens de la circulation fiduciaire. Ainsi, l'accumulation exceptionnelle de monnaie dans les banques centrales est une conséquence de la réduction de la circulation des valeurs. L'opinion suivant laquelle la sortie de la monnaie n'est pas une *conséquence* mais la *cause* du changement des conditions de la vie économique, constitue un retour à l'opinion déjà réfutée des théoriciens de la « *currency* », qui voyaient la cause de l'essor et de la décadence de la vie économique dans l'augmentation ou la diminution de la quantité de moyens de circulations et, entre autres, de la partie particulièrement variable de ces moyens, c'est-à-dire des billets de banque.

La quantité de monnaie sortie du procès de reproduction ne représente nullement une diminution du pouvoir d'achat y prenant part sous forme de monnaie. Elle représente seulement une partie du pouvoir d'achat supplémentaire qui, lors de la baisse des prix des biens, a passé aux possesseurs de la monnaie. Mais ce pouvoir d'achat est investi dans la monnaie et on peut dire que celle-ci, en tant qu'élément du capital social, partage en période de dépression le sort des autres formes du capital : elle n'est plus utilisée dans la même mesure qu'avant comme moyen de circulation des valeurs et passe partiellement à

la réserve ou, plus exactement, remplace la circulation fiduciaire. Car tandis que les moyens de la circulation fiduciaire se réduisent proportionnellement à la diminution de la grandeur nominale du pouvoir d'achat — qui en est la base — la monnaie métallique reste en quantité invariable par suite de sa forme matérielle. Cela résulte de ce que le rôle de monnaie est rempli par des biens comme l'or et l'argent qui, à part leur utilisation monétaire, ont dans l'économie nationale encore leur valeur propre en tant que métal. Cela résulte encore de ce que le métal légal a le droit absolu d'être pris en qualité de monnaie.

La quantité de monnaie sortie de la circulation ne constitue absolument pas non plus un capital accumulé dans le sens de pouvoir d'achat épargné, conservé sous forme de monnaie et pouvant être à tout moment investi dans une autre forme de capital. Elle n'est, pour ainsi dire, qu'un excédent de métal sorti du procès de reproduction à la suite de la surcapitalisation ; elle représente bien du pouvoir d'achat dans des cas individuels, mais seulement à la condition qu'une quantité égale de monnaie appartenant à d'autres personnes soit exclue de la circulation. Au point de vue de l'économie nationale, et jusqu'à un certain point, cette réserve monétaire n'est pas plus du pouvoir d'achat que toute autre espèce de capital superflu n'ayant pas trouvé d'emploi dans le procès de reproduction.

La monnaie est un objet de consommation sociale, consommation qui consiste en une absorption de la monnaie dans le procès de reproduction où elle sert de moyen de circulation des valeurs. L'emploi du pouvoir d'achat dans la mesure de la réserve monétaire sortie de la circulation, soit dans un but de production, soit dans un but de consommation, ne pourrait entraîner dans la circulation ininterrompue qu'une faible partie de la quantité de cette réserve en tant qu'élément du procès de reproduction

agrandi. Pour l'absorption complète de toute la réserve monétaire, il faudrait une élévation du procès de reproduction dans une mesure inversement proportionnelle au rapport quantitatif du capital-monnaie de réserve à l'importance de la circulation des marchandises pour le service de laquelle ce capital-monnaie est nécessaire. Cela signifie que si après la baisse des prix il ne doit pas sortir de monnaie de la circulation, l'échange des valeurs doit augmenter dans le rapport de la quantité de monnaie sortie de la circulation à la quantité de celle qui y reste. Cela correspondrait à une augmentation de tout le procès de reproduction en concordance avec la productivité accrue d'une certaine partie du capital social. Il est inutile de dire que cette extension subite du procès de reproduction rencontrerait de trop grandes difficultés, étant donné sa complexité et la dépendance où il est d'autres parties du capital social et des conditions de réalisation et de consommation.

Dépôts en banque. — Certains voient une accumulation de capitaux libres inemployés dans l'accroissement des dépôts en banques (1). Il est exact qu'en période de dépression ceux-ci (dépôts à terme et comptes courants) s'élèvent fortement au-dessus de leur niveau de la période d'essor. Nous verrons plus loin les causes de ce phénomène. Mais quiconque est un peu familiarisé avec les affaires de banque sait que les dépôts inscrits dans les livres des banques ne restent pas dans leurs caisses, mais sont réintroduits dans la circulation économique par le moyen du crédit que les banques offrent à des conditions modérées. De cette façon une grande partie des dépôts en banque sont mis à la disposition des industriels et des

(1) C'est ce que remarquent en particulier : JEVONS, *Investigations in currency and finance*, deuxième édition, p. 24. TOUGAN-BARANSKI, *Crises industrielles* (en russe), 1900, pp. 164-165. Du même, *Principes* (en russe), 1911, p. 505.

commerçants qui les placent de façon productive. Une autre fraction prêtée contre nantissement d'obligations d'état et communales représente en partie du crédit de consommation. Mais, dans les deux cas, le pouvoir d'achat représenté par les dépôts en banque se réalise immédiatement dans le procès de production. La portion des dépôts n'ayant pas trouvé à se placer constitue précisément les disponibilités monétaires des banques dont la signification a été expliquée plus haut.

Conclusion. — Si nous revenons maintenant au point de départ de notre analyse, nous constatons que « *l'accumulation du capital* » dans l'économie nationale n'a pas et ne peut avoir lieu sans investissement simultané, en période de dépression ou tout autre temps (1). Au contraire, l'accumulation de capital signifie en même temps placement de capital. Ce placement a lieu aussi bien en période de dépression qu'en période d'essor, mais dans une mesure moindre. L'abondance de « capital libre » dans la première de ces deux périodes et dont nous avons souvent parlé, signifie simplement qu'on peut se procurer facilement de *capital de prêt à bon marché*, et il en faut chercher la cause dans le faible rendement du capital et dans les conditions dans lesquelles il s'accumule à ce moment. La hausse des valeurs mobilières de tous genres n'a donc rien de commun avec l'accumulation du capital libre. Ne diminuant pas la demande des biens économiques, elle apparaît comme un simple facteur de répartition que nous examinerons dans la suite plus attentivement. Ce qui pro-

(1) Se sont rangés à notre avis après la première édition du présent ouvrage : Prof. HERKNER dans son article « *Krise* » dans le *Handwörterbuch des Staatswissenschaften*, troisième édition, 1910 ; Prof. ESSLER, *Konjunktur und Geldmarkt 1902-1908*, 1909, pp. 243 et s. ; J. LESCURE, dans la seconde édition de son ouvrage : *Crises générales et périodiques de surproduction*, 1910, Préface, p. 17 et pp. 500 et s. ; AFTALION (voir plus loin).

voque particulièrement l'illusion d'une accumulation de capital sans investissement simultané, c'est-à-dire l'augmentation de la réserve monétaire, provient simplement, d'une part, de la modification de l'ordre de circulation des valeurs et, de l'autre, d'une surcapitalisation évidente et qui se manifeste d'un autre côté par une réserve de capital industriel. Comme ce dernier, la réserve monétaire représente du pouvoir d'achat investi qui ne peut se faire valoir qu'en entrant dans le procès de reproduction (1).

Action de la réserve monétaire sur la vie économique. — Il est vrai que parmi toutes les formes du capital le capital-monnaie occupe une place spéciale, et cette circonstance a fait naître l'opinion erronée indiquée ci-dessus au sujet du transfert du pouvoir d'achat de la période de dépression à celle de prospérité. Le capital-monnaie représente du pouvoir d'achat sous une forme reconnue par tous; il apparaît comme du pouvoir d'achat potentiel et pouvant comme tel prendre plus facilement part au procès de reproduction. Analogue à toute autre forme du capi-

(1) Approuvant la réfutation, faite pour la première fois dans cet ouvrage (première édition, 1907, pp. 121-124, 133-141), de la doctrine présentant l'insuffisance du capital et l'irrégularité de son investissement comme les raisons de l'apparition et de la périodicité des crises économiques, A. Aftalion, dans son article : *La théorie de l'épargne en matière de crises périodiques de surproduction générale et sa critique* (*Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales*, 1909, pp. 229-263), se livre à une critique des doctrines en question concordant complètement dans le fond avec celle exposée dans le texte. Aftalion caractérise avec raison ces doctrines de la façon suivante : « Lacunes, contradictions, erreurs et impossibilités logiques, voilà ce qu'il me faudra reprocher à la théorie en examinant successivement ses allégations aux divers moments des cycles périodiques, durant la dépression d'abord, au début de la prospérité ensuite, et enfin à l'instant de la crise » (*op. cit.*, p. 241).

Evidemment, ce n'est pas la seule doctrine relative aux crises à laquelle on pourrait faire des reproches analogues avec non moins de droit.

tal privé, il a en outre une très forte tendance à s'employer dans le procès de reproduction et à rapporter un profit quelconque à celui qui le possède. Mais la réserve monétaire représentant l'excédent de capital-monnaie ne peut être utilisée dans la vie économique du pays que si la circulation des valeurs augmente sur la base d'un accroissement de l'échange des marchandises ou d'une hausse des prix. En tant que pouvoir d'achat potentiel, la réserve monétaire marque avec le temps une tendance à agir dans les deux sens. Elle constitue une force qui, concurremment avec d'autres facteurs, active les pulsations de la vie économique et s'oppose automatiquement à la chute des prix et à l'affaiblissement de l'activité. Ainsi, elle aide à surmonter le point mort de la dépression. Mais il ne faut pas exagérer son importance (1).

L'excédent de capital-monnaie peut chercher à se placer à l'étranger et émigrer provisoirement. Le bas taux de l'intérêt pendant la dépression constitue pour les autres pays une circonstance favorable à la conclusion d'emprunts gouvernementaux ou privés. Il est vrai que dans ce cas le capital-monnaie sert souvent d'intermédiaire pour l'exportation d'autres biens de capital ou de consommation : matériel de chemins de fer, machines, produits textiles, objets de luxe, etc. La vie économique reçoit alors une nouvelle impulsion grâce à cette demande extérieure qui doit son origine à l'excès de capital-monnaie dans le pays lui-même et qui a été prêté. L'histoire anglaise montre beaucoup de cas où la vie économique a été ranimée et a passé d'une période de dépression à une période d'essor grâce à une pareille émigration de capitaux. Mais même quand le capital émigre sous forme de métaux précieux, il contribue cependant à ranimer la vie économique. Car il influence alors le cours du change, encourage

(1) Voir plus loin, pp. 300-301.

l'exportation, excite l'activité économique d'autres pays et développe l'échange international des marchandises. Mais cette action de l'exportation de la monnaie sur la vie économique intérieure ne se manifeste qu'indirectement (1).

(1) Certains économistes attribuent à l'exportation du capital en période de dépression une signification qu'elle ne possède absolument pas, à savoir celle d'une réserve de capital libre à l'étranger, destinée ou susceptible d'alimenter la période d'essor suivante (Prof. OLDENBERG, *Zur Theorie der volkswirtschaftlichen Krisen*, *Schmollers Jahrb.*, 1903, t. III, p. 72. Spiethoff dans *Schriften des Vereins für Socialpolitik*, t. 113, 1904, p. 215). Cette sortie de capitaux constituerait même, d'après eux, une « perte provisoire de pouvoir d'achat » affaiblissant le procès de production à l'intérieur du pays et par là-même entraînant la dépression (Oldenberg dans *Schriften des Vereins für Socialpolitik*, t. 113, 258-259).

Ces opinions témoignent une fois de plus des conceptions peu claires qui règnent même parmi les économistes au sujet des phénomènes fondamentaux faisant l'objet de notre science. Un pays (dans son ensemble et non les particuliers) ne peut importer et exporter du capital qu'en important ou exportant de la monnaie ou d'autres biens. L'exportation de la monnaie peut se faire aussi longtemps seulement qu'il existe un excédent de monnaie métallique sorti de la circulation. Sinon l'exportation du capital doit être réalisée par celle d'autres biens. Le procès de reproduction intérieur ne peut nullement pâtir de cette exportation de capital et d'une telle « perte de pouvoir d'achat ». Car dans l'exportation de l'excédent de monnaie il s'agit, comme nous l'avons vu, d'une exportation de pouvoir d'achat nominal, ne pouvant trouver d'emploi dans le pays lui-même. Par contre, les biens exportés représentent du pouvoir d'achat déjà investi et ne pouvant plus se réaliser à l'intérieur du pays. Ainsi l'exportation du capital est une *conséquence* de la dépression et ne peut que contribuer à l'amélioration de la situation et au développement de la production intérieure.

D'un autre côté, le capital importé ne représente pas une réserve de capital libre susceptible de provoquer ou même seulement de soutenir l'essor à l'intérieur du pays. Que cette importation ait lieu sous forme de monnaie ou de marchandises, dans les deux cas elle ne se réalise que quand le procès de reproduction s'agrandit assez pour le permettre. Elle apparaît donc comme une *conséquence* de la prospérité déjà existante. L'importation de la monnaie est limitée par les besoins de l'échange des valeurs et elle se réalise dans cette mesure même en l'absence d'un capital de réserve à l'étranger (à savoir en

Taux du prêt en période de dépression. — L'existence d'un excédent de capital-monnaie en période de dépression est une des causes du faible taux du prêt caractéristique de cette période, taux qui descend souvent alors notablement au-dessous de 2 0 '0 (1). La monnaie est la forme que le capital libre prend de préférence pour être prêté. Elle représente ainsi par elle-même du capital libre de prêt et son abondance indique celle de ce dernier. Les réserves métalliques des banques centrales jouent un rôle prédominant dans la détermination du taux officiel de l'escompte et de celui du marché (par l'intermédiaire du premier). Mais le taux du prêt n'est pas déterminé seulement par le capital-monnaie et n'est pas en rapport direct avec l'importance des réserves monétaires. En période de dépression, il y a abondance, non seulement de monnaie, mais encore d'autres formes de capital qui, par l'intermédiaire du capital-monnaie et avec plus de facilité quand il est abondant, s'offrent sur le marché du prêt. Car si pendant la dépression, l'accumulation de capital est moindre, elle se réalise cependant dans des conditions telles que le marché est abondamment pourvu de capital de prêt. Nous avons déjà indiqué ces conditions plus haut. En période d'essor le capital s'accumule surtout chez les producteurs qui l'investissent eux-mêmes et, en majeure partie, dans leurs propres entreprises. En période de dépression, au contraire, l'accumulation du capital a lieu

échange de l'exportation de marchandises et de valeurs mobilières).

Quant aux biens productifs importés, ils ne peuvent que renforcer la capitalisation en fournissant à l'économie nationale des moyens de production supplémentaires et raccourcir ainsi la période d'essor. Ils ne peuvent évidemment pas donner une nouvelle impulsion à la production intérieure. Ainsi l'exportation en période de dépression et son importation en période d'essor jouent plutôt un rôle passif et sont plus susceptibles d'atténuer que d'aggraver les oscillations de la vie économique.

(1) Voir plus haut p. 94, rem.

dans une mesure importante parmi les classes consomman-tes, qui apportent sur le marché le pouvoir d'achat qu'elles ont épargné en le déposant généralement dans des banques et en laissant à d'autres le soin de l'investir. A ce même moment les producteurs rencontrent de grandes difficultés à placer leurs épargnes dans leurs propres entreprises et sont contraints de les prêter plus que dans la période précédente. La fixité moindre du capital, sa reproduction plus rapide par suite d'une capitalisation moins intense en période de dépression provoquent, d'un autre côté, un afflux plus abondant de capital sur le marché du prêt.

Tandis que l'offre de capital de prêt est excessivement grande en période de dépression, la demande en est moins forte par suite des conditions défavorables de la production et de la capitalisation. Car la faiblesse du profit dans l'industrie et le commerce restreint la demande et maintient le taux de l'intérêt de prêt à un niveau modéré. C'est principalement ce faible taux de l'intérêt qui éveille l'impression d'une surabondance de capital libre. Pendant cette période, le profit détermine le taux du prêt, tandis qu'immédiatement avant la crise et au cours de cette dernière, le profit est déterminé ou même complètement absorbé par l'intérêt.

Les milieux économiques attribuent à l'abondance de la monnaie et à la faiblesse du taux de l'intérêt une importance exagérée pour la renaissance de la vie économique après la crise. L'aisance du marché monétaire facilite naturellement l'élargissement du crédit et anime le marché des fonds publics en élevant le cours des valeurs mobilières. Mais ce sont là des phénomènes de répartition n'ayant aucun lien direct avec le processus de production. Ni le crédit à bon marché, ni la situation favorable du marché des fonds publics ne peuvent conduire à une augmentation durable des investissements de capital ou à une

extension de la production tant que, par suite d'une consommation insuffisante, une fraction importante des forces productives reste inactive. Dans ce cas, toute augmentation de la production ne peut que renforcer la surproduction. Le crédit à bon marché peut élargir le processus de reproduction en rendant celle-ci moins coûteuse, en dépréciant les anciens investissements de capital constant et en augmentant ainsi la consommation. Il ne peut donc avoir d'influence sur l'activité industrielle qu'indirectement, en agissant sur les conditions de la répartition, et cela d'ailleurs d'une façon ne favorisant nullement les intérêts immédiats des entrepreneurs.

Le faible taux de l'intérêt de prêt a pour la vie économique la même importance que les bas prix des marchandises. De même que ces derniers facilitent le passage des marchandises dans la consommation et diminuent le profit des producteurs et des marchands, de même, la diminution du prix de l'utilisation du capital facilite l'accès de ce dernier dans le procès de reproduction et diminue les revenus des capitalistes. L'une et l'autre circonstances encouragent la consommation en rendant plus difficile l'accumulation du capital et contribuent à l'établissement de rapports plus sains entre la production et la consommation ainsi qu'entre la capitalisation et la capacité de consommation.

5. Fin de la période de dépression.

Rapport entre le capital social et la possibilité de son exploitation. — Nous avons vu que la cause de la crise est la surcapitalisation relative qui se transforme en surproduction et conduit à la baisse générale des prix. Cette baisse condamne une partie des forces productives à l'inaction et provoque un état de surcapitalisation positive. D'autre part, en annihilant le capital, en encourageant la

consommation et en rendant la capitalisation difficile, elle tend à faciliter la liquidation de la surcapitalisation ainsi que l'établissement de l'équilibre entre les aptitudes productives des forces de production et la consommation sociale. Ce but est-il réellement atteint : la surcapitalisation est-elle écartée à la fin de la période de dépression ? Le passage à la période d'essor signifie-t-il qu'un rapport normal est rétabli entre la productivité et le besoin social de biens économiques ?

Il ressort de l'action de la baisse des prix que le rapport des forces sociales productives au besoin social doit être, à la fin de la période de dépression, plus sain qu'au début de la crise. Seulement l'examen de la vie économique à ce moment nous montre, d'un autre côté, que si la surcapitalisation est affaiblie, elle est loin d'être cependant écartée. Un excédent de capital-monnaie existe encore au début de la période d'essor. La faiblesse du taux de l'intérêt de prêt témoigne de la difficulté d'investir avantageusement le pouvoir d'achat. Que l'industrie dispose d'une grande réserve de forces productives, cela ressort du puissant accroissement de la production ayant lieu aussitôt que s'ouvrent des perspectives de débit (1). Plus forte que la surcapitalisation effective est la ten-

(1) Indiquons seulement quelques exemples relevés dans la statistique relative à la fabrication du fer et qui montrent les oscillations considérables de la production dans cette branche de l'industrie. La fabrication du fer exprimée en milliers de tonnes a été, en Angleterre : en 1877 — 6.608, en 1879 (année de plus forte dépression) — 5.995, en 1880 (début de l'essor) — 7.749. Aux États Unis, cette même fabrication a été : en 1892 — 9.157, en 1894 (année de plus forte dépression) — 6.657, en 1895 (début de l'essor) — 9.446, en 1904 — 46.762, en 1905 — 23.361, en 1907 — 25.781 et en 1908 — 15.936. Les oscillations fréquentes et considérables de l'exportation des produits industriels suivies d'élévations subites quand la conjoncture est favorable, spécialement en Angleterre, témoignent des forces productives latentes pouvant être utilisées pour la production à la première occasion favorable.

dance à surcapitaliser. Cette tendance à accumuler du capital subsiste sans affaiblissement en période de dépression comme auparavant, mais se heurte à des difficultés, comme la faiblesse du profit et la médiocrité du taux de l'intérêt. La cause profonde de ces difficultés, c'est la limitation de la consommation sociale. Mais cette circonstance ne peut avoir d'influence sur la façon d'agir des particuliers. La diminution du revenu, la baisse de la rente du capital ne peuvent que les exciter à réagir contre ces réductions en augmentant leurs capitaux. Aussi quand les prix s'élèvent et quand s'ouvrent des perspectives de gros profits, les forces productives sont-elles immédiatement mises en œuvre pour augmenter la production et la capitalisation.

A la fin de la dépression, les conditions ne s'améliorent au point de vue des entrepreneurs qu'en ce qui concerne le rapport de la production et de l'importation courantes des biens à la demande. Grâce, d'une part, à l'annihilation ou à l'absorption du capital et, de l'autre, à l'élimination de forces productives, l'activité productive se resserre tellement qu'un équilibre approximatif s'établit entre la production courante et les besoins courants de la société. L'adaptation aux circonstances permet aux producteurs de réaliser un profit minime mais sûr. La production des marchandises est alors ramenée au principe de la production des valeurs qui seul garantit une répartition stable des revenus et des fortunes et concilie entre eux les intérêts de toutes les entreprises privées dont l'ensemble constitue l'économie nationale. La baisse des prix en s'arrêtant cesse de nuire à l'esprit d'entreprise ; la confiance en soi et en un avenir meilleur renaît. Ainsi se crée une base pour un développement plus harmonique et plus complet des forces productives dans le cadre de notre organisation économique, mais en même temps aussi un terrain plus favorable à la formation du capital

et au renforcement de la surcapitalisation. Dans ces conditions, l'esprit d'entreprise renaît et, grâce à l'abondance des forces productives, il est incité à rechercher de nouveaux moyens de les employer. L'économie nationale est alors prête à un nouvel essor.

Début de la période de prospérité. — Quelles que soient les circonstances servant de fondements à la période de prospérité et à la conjoncture ascensionnelle, elles sont seulement des causes externes libérant les forces productives de l'économie nationale qui tendent à s'extérioriser, et les dirigeant sur la voie du développement conditionnée par l'organisation économique. Dans notre analyse de la période d'essor, nous avons cité quelques-unes de ces causes. Si elles présentent souvent un caractère occasionnel comme, par exemple, une bonne récolte dans le pays ou une demande inattendue de l'étranger, elles n'en doivent pas moins leur importance pour cette période à la situation interne de l'économie nationale. Si le facteur est constitué par des perfectionnements techniques, ceux-ci, ou tout au moins leur utilisation, est provoquée en notable partie par la situation économique du pays. Les conditions économiques de la période de dépression donnent souvent naissance aux facteurs de la prospérité ultérieure. Ainsi le grand affaiblissement de l'esprit d'entreprise consécutif à la chute des prix conduit souvent à une diminution exagérée de la production ou de l'importation de produits importants et forme la base d'une élévation ultérieure des prix. Mais indépendamment de tout ceci, l'esprit d'entreprise une fois réveillé trouve dans le mouvement continu des phénomènes économiques, dans la modification des conditions de production et d'échange des motifs suffisants pour développer une activité profitable. Quant à l'influence vivifiante de la réserve monétaire et des emprunts extérieurs qui souvent la favorisent, nous en avons déjà parlé.

Une fois l'impulsion donnée au relèvement des prix, l'esprit d'entreprise ranimé et la spéculation mise en éveil, la période de prospérité suit son cours. L'essor est soutenu par l'augmentation de la consommation consécutive au développement du procès de reproduction. Quoiqu'en période de dépression le rapport de la consommation à l'accumulation du capital soit plus favorable à la consommation, le volume de cette dernière augmente en période d'essor et élargit la base de la capitalisation, par suite de la production plus grande et de la participation plus intense qu'y prennent toutes les classes de la population. La demande de biens de consommation et de capital s'élève et met en œuvre toutes les forces productives. Il semble que l'harmonie s'est établie entre la productivité et les besoins réels de la société. Mais ce n'est qu'une apparence. Car la tendance à créer de nouvelles entreprises comme sources de nouveaux revenus, continue à s'affirmer et, à côté des besoins réels et croissants, celui de biens productifs destinés à la capitalisation prend une place relativement de plus en plus importante dans la demande sociale. La tendance à la surcapitalisation prend la place de la surcapitalisation effective. Le rapport de la quantité de capital au besoin social, et de la capitalisation courante à l'augmentation de la consommation est anormal et le devient de plus en plus. Cette circonstance est provisoirement masquée par la marche de la capitalisation. Mais les bases fictives de cette dernière se révèlent nettement à la fin de la période d'essor.

Les périodes de prospérité et de dépression sont des manifestations de la surcapitalisation. — La période d'essor avec ses prix élevés et sa surproduction finales de même que celle de dépression avec ses prix bas et son activité économique affaiblie, sont deux aspects d'un seul et même phénomène : la surcapitalisation permanente.

La surcapitalisation constitue un caractère essentiel de

la structure économique contemporaine à tous les stades des cycles périodiques dont elle est elle-même la cause. L'existence d'un superflu de forces productives par rapport au volume de la consommation ne se révèle pas seulement par les oscillations brusques auxquelles est assujettie la production. Elle se manifeste encore par l'inaction continue d'une fraction souvent importante des forces productives sociales, même en période de développement intense, lorsqu'une partie des forces productives est appliquée à la satisfaction de besoins fictifs et mène directement à la surproduction (1). Elle se manifeste dans le contingentement de la production dans les branches principales de l'industrie au moyen des cartels, des syndicats et d'autres associations analogues. Nous rencontrons le même superflu de forces productives à la base de la formation des trusts qui ferment souvent un nombre important d'entreprises afin de fabriquer dans celles qui restent ouvertes une quantité égale et parfois même supérieure de produits (2). De même, les forces ouvrières existantes ne

(1) Indiquons quelques exemples de non-utilisation des forces productives : Dans l'industrie du fer, la productivité des entreprises était, en Angleterre, de 1874 à 1878, utilisée seulement aux $\frac{3}{4}$. En 1874, année d'essor, sur 935 haut-fourneaux, 286 étaient inactifs, en 1878, sur 977, 532 ne fonctionnaient pas (v. NEUMANN-SPALLART, *Uebersichten der Weltwirtschaft*, 1879-1880). Dans l'industrie colonnière, en 1873, année à conjoncture élevée, 5 0/0 au moins des broches étaient, suivant Ellison, inutilisées. En 1878, d'après Brassey, 20-30 0/0 des machines de la même industrie ne fonctionnaient pas (Cité d'après M. SCHIPPEL, *Das moderne Elend*, édition Wirth, pp. 289-290). Voir également plus haut, pp. 302-303, note.

(2) On peut se faire une idée de la surcapitalisation qui se dévoile par la formation des trusts, au moyen des quelques exemples suivants empruntés au « *Report of industrial commission on trusts and industrial combinations* » (Washington, 1900). Le trust du whisky ne laissa en activité que 17 distilleries sur les 80 qu'il comptait ; les autres furent fermées. D'ailleurs, des 86 distilleries finalement groupées en trust, il n'en fonctionnait avant que 33, les autres chômant par suite de la concurrence (t. I, pp. 170, 196-197). Le trust du sucre produit plus dans ses 5 raffineries que n'en produisaient les 25 usines entrées dans

sont jamais complètement utilisées dans la production, même à l'apogée de la période de prospérité. Un contingent plus ou moins considérable de sans-travail est un caractère constant de la vie économique (1).

La surcapitalisation cachée ou évidente constitue le fondement de la vie économique et de son développement. C'est à la suite d'une surcapitalisation cachée que les forces productives latentes entrent immédiatement en œuvre et conduisent à la surproduction aussitôt que s'ouvrent des perspectives de grand débit. Cette surproduction exerce alors son action et oblige les forces productives à limiter leur activité. Mais la tendance à la surproduction continue d'exister et de comprimer les prix ainsi que toute l'activité économique tant que le mécanisme du mouvement des prix et de la spéculation ne donnent pas à cette activité la possibilité de se développer. De là

le trust (p. 110). L'American Bicycle Company, sur les 48 entreprises qui le constituent, en a fermé 8 et transformé 2 autres pour la construction des automobiles (t. II, p. CXXVII). L'American Fisheries C-y ferma 6 de ses 17 pêcheries (p. CXXV). L'International Paper C-y avait 32 fabriques capables de produire journellement 1.500 tonnes de papier, mais la production n'atteignait réellement que 800 tonnes (p. LXXXVIII). Des réductions analogues des moyens de production ont été effectuées lors de la formation d'autres trusts et unions industrielles tant aux Etats-Unis qu'en Angleterre. Des données analogues relatives à l'aptitude productive, qui dépasse souvent de beaucoup la production courante de diverses branches de l'industrie dans d'autres pays, sont fournies par G. DE LENEER, *Le rôle des trusts dans l'organisation actuelle*, 1904, pp. 36-37.

(1) La « Commission royale pour la détermination des causes de la dépression dans le commerce et l'industrie » en Angleterre arrive en 1886 également à conclure dans son rapport que : « Notre aptitude à produire dépasse notre demande intérieure et extérieure et pourrait être, si nécessaire, notablement augmentée par une utilisation plus complète des forces ouvrières et des dispositifs de production qui ne sont actuellement employés qu'en partie » (*Final report of R. Commission on the depression of trade and industry*, pp. 106 et 61-66). Voir également J. A. HOBSON, *The evolution of modern capitalism*, 1901, pp. 169 et s.

découle l'instabilité de la vie économique qui tend successivement vers la prospérité et la surproduction ou vers la dépression et l'inactivité des forces économiques.

En somme, la tendance au développement inhérente aux forces productives au service de la capitalisation illimitée, d'un côté, la nécessité de limiter la production proportionnellement à la consommation peu extensible, de l'autre, rendent difficile la conservation de l'équilibre de la vie économique et produisent ses essors et ses dépressions périodiques.

6. Les associations d'entrepreneurs et les crises économiques.

Le développement des associations d'entrepreneurs (syndicats, trusts, etc.), qui ont acquis dans ces derniers temps une importance croissante, introduit dans le développement de la vie économique, tel que nous l'avons décrit, quelques traits nouveaux sur lesquels nous devons nous arrêter à la fin de notre analyse. Ces associations ont pour but de sauvegarder les intérêts des producteurs par la régularisation des prix (cartels allemands) ou par celle de la production et de la vente (syndicats, trusts). En écartant ou en limitant la concurrence entre les producteurs d'une même branche de l'industrie, ces associations, en particulier les syndicats et les trusts, introduisent un certain plan dans la production. D'un autre côté, ils créent pour les producteurs un monopole par rapport aux consommateurs de leurs produits.

L'importance des associations d'entrepreneurs s'affirme surtout pendant la crise et la dépression qui la suit. Le contrôle de la production permet de réduire méthodiquement cette dernière à partir du moment où la surproduction devient évidente, et donne la possibilité d'éviter la

concurrence fatale aux entrepreneurs qui se manifeste avec une force particulière après la crise. Indépendamment de la réduction de la production, ces associations, en tant que monopolisatrices, peuvent maintenir des prix élevés sur les marchés intérieurs en écoulant souvent l'excédent de leur production à bas prix à l'étranger. Grâce à ces mesures, les entrepreneurs réunis sont en état d'échapper dans une mesure notable aux suites désastreuses de la crise auxquelles sont exposés les autres ; ils peuvent même continuer à retirer un profit élevé des branches intéressées de la production (1).

Mais les avantages des associations d'entrepreneurs sont chèrement payés par les ouvriers et les consommateurs. La réduction brusque du travail, effectuée par les syndicats au début de la crise, jette sur le pavé des centaines de milliers d'ouvriers. Indépendamment du mal qui en résulte au point de vue social, le chômage des masses ouvrières signifie une diminution des salaires en général ainsi que du pouvoir de consommation, au moment où l'absence de demande de produits est la cause initiale de la ruine du procès de production. D'un autre côté, le maintien artificiel de prix élevés réduit la consommation des produits et, en diminuant le pouvoir d'achat des consommateurs, agit défavorablement sur la demande dans les branches de la production non syndiquées (2). Ainsi les

(1) Le trust américain de l'acier, après avoir réduit sa production en 1908 d'environ 40 0/0 par comparaison avec l'année précédente, a cependant réalisé un bénéfice net de 12.06 dollars par tonne contre 12.61 en 1907 et 12 en 1906 (I. M. GOLDSTEIN, *Syndicats et trusts* (en russe), 1912, p. 49). Après la crise de 1900, le syndicat Rhinano-wesphalien du charbon a réalisé par tonne de charbon un bénéfice de : en 1901 — 11.01 mark, en 1902 — 10,30 contre 10,56 en 1900 et 9,14 en 1899 (*op. cit.*, p. 103). Le cartel de la fonte a retiré de la tonne de fonte un bénéfice de : en 1901 — 15,73 mk, en 1902 — 14,23 contre 8,42 en 1900 et 6,06 en 1899 (*Enquête allemande sur les cartels*, t. 3, p. 197).

(2) De même que les cartels allemands après la crise de 1900, les

associations en question, en défendant dans une certaine mesure une partie des entrepreneurs des suites des crises, aggravent d'autant plus la situation des autres et celle des classes consommandes en général. En augmentant les revenus de certains entrepreneurs et en réduisant, en général, la consommation par comparaison avec le régime de la libre concurrence, ces associations ralentissent le procès de consommation du capital décrit plus haut et indispensable pour le rétablissement de l'équilibre entre la capitalisation et la consommation. La consommation du capital a cependant lieu, mais en grande partie aux dépens des entrepreneurs non syndiqués. En même temps s'accroît la perte de forces productives du fait que des moyens de production sont mis en réserve par les syndicats. En définitive, les syndicats ralentissent l'augmentation de la consommation et, en même temps, le rétablissement de la vie économique au moyen d'un élargissement ultérieur du procès de reproduction.

L'extension des syndicats à toutes les branches de la production (dans les États-Unis de l'Amérique du Nord, près de la moitié de la production se trouve déjà sous le contrôle des trusts) n'améliorerait pas la situation dans le cas d'une crise. Une réduction systématique de la production dans toutes les branches de l'industrie avec maintien de prix élevés serait accompagnée d'une diminution de la consommation, et cette dernière déterminerait à son tour une nouvelle réduction progressive de la production. Un tel état de choses conduirait rapidement à une ruine complète de la vie économique. Dans la réalité, le capital nouvellement formé et cherchant à s'investir, ferait naître des entreprises indépendantes qui contraindraient finalement les syndicats à baisser leurs prix pour donner une

trusts américains, après la crise américaine de 1907, ont maintenu des prix élevés et ont ainsi aggravé la dépression qui a suivi.

issue aux forces productives accumulées. Dans le cas le plus favorable, une union complète des entrepreneurs des diverses branches de la production (1) pourrait atténuer les conséquences des crises pour ces entrepreneurs eux-mêmes aux frais des autres classes de la population et aux dépens de la rapidité du rétablissement et du développement de la vie économique.

Si l'action des unions d'entrepreneurs sur la marche des crises est, en général, peu rassurante, il y a encore moins de raisons d'attendre de ces associations une action bienfaisante tendant à prévenir la surproduction. Les syndicats ont la possibilité d'organiser la production plus rationnellement et de livrer à meilleur marché les produits des diverses branches de l'industrie qu'ils régissent. Mais ils sont, eux aussi, soumis à la conjoncture comme les petits producteurs isolés sous le régime de la libre concurrence. Ayant pour but leur avantage personnel, les syndicats profitent de toutes les augmentations de la demande pour élever leurs prix ou accroître leur productivité. Ils tombent ainsi sous l'influence du mécanisme de la conjoncture ascensionnelle que nous avons décrite plus haut. Le fait qu'ils bénéficient d'un monopole permet même aux syndicats de mieux utiliser la conjoncture pour leur enrichissement et de créer des conditions favorables à une accumulation et à une capitalisation plus intenses que sous le régime de la libre concurrence. D'ailleurs, même sous le régime des syndicats, la concurrence n'est pas complètement écartée. Elle continue d'exister, tant entre syndicats fabriquant des produits plus ou moins analogues, qu'entre les syndicats et les capitalistes qui

(1) Voir un article de Emil Lederer consacré à la première édition allemande de la présente étude (*Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, t. XXXII, pp. 148-154) dans lequel l'auteur expose des idées intéressantes quoique trop optimistes au sujet de l'action du développement progressif des syndicats sur le cours des crises.

cherchent un placement avantageux de leurs épargnes et toujours prêts à tirer profit de la résistance des syndicats aux exigences de la conjoncture. Le développement des syndicats d'entrepreneurs ne peut donc empêcher le procès de surcapitalisation et de surproduction ou, plus généralement, introduire une modification un peu importante dans le développement cyclique de la vie économique.

Par ce qui vient d'être dit, on voit combien étaient peu fondées les espérances placées par beaucoup d'économistes dans les associations d'entrepreneurs qui, d'après eux, devaient écarter les crises économiques en supprimant l'anarchie dans la production (1). Mais sous le régime économique actuel l'anarchie de la production n'est qu'apparente, la production étant régie par des lois auxquelles sont également assujetties les associations d'entrepreneurs. Elles ne peuvent donc introduire un changement radical dans l'évolution de la vie économique telle que nous l'avons décrite, mais seulement changer l'aspect de ses détails. Dans tous les cas, l'expérience ne montre pas que l'influence des associations d'entrepreneurs se soit exercée dans le sens d'une simplification de cette évolution. La crise de 1900 s'est manifestée le plus fortement en Allemagne, où les cartels s'étaient développés plus qu'ailleurs, et la crise américaine sans précédent de 1907 s'est déroulée dans le pays où les trusts dominant (2).

(1) KLEINWÄCHTER, *Die Kartelle*, 1883, pp. 81-84. 160 et s. BRENTANO, *Ueber die Ursachen der heutigen Noth*, 1889, p. 24. R. LIEFMANN, *Krisen und Kartelle*, *Schmollers Jahrb.*, 1902, pp. 664 et s. Du même, *Unternehmerverbände, ihr Wesen und ihre Bedeutung*, 1897. Un des plus récents théoriciens des crises, JEAN LESCURE (*Crises industrielles générales et périodiques*, première édition, 1907) était persuadé, immédiatement avant la dernière crise américaine, que les Etats-Unis d'Amérique s'étaient libérés de la répétition de crises aiguës grâce à la réglementation de la production par les trusts. La réalité n'a pas tardé à anéantir cette espérance.

(2) L'expérience de la crise allemande de 1900 n'a pas tardé à se refléter dans les opinions des théoriciens. Au congrès du *Verein für*

Sozialpolitik de 1903, qui étudiait la désorganisation de la vie économique en Allemagne en 1900 et pendant les années suivantes, on a remarqué une grande désillusion au sujet des cartels comme moyen de lutter contre les crises économiques (Voir dans *Schriften des Vereins für Sozialpolitik*, 1904, les opinions de SOMBART, p. 135 ; GOTHEIN, pp. 192 et s., 276 et s. ; MAY, pp. 254 et s. ; A. WEBER, pp. 272 et s. ; JASTROW, p. 292). Dans le même ordre d'idées : K. OLDENBERG, *Zur Theorie der wirtschaftlichen Krisen*, *Schmollers Jahrb.*, 1903, t. III, pp. 51, 52. R. HILFERDING, *Das Finanzkapital*, 1910, p. 374.

TROISIÈME PARTIE

Surcapitalisation, ses causes, ses conséquences.

I

ACCUMULATION PRIVÉE ET CAPITALISATION SOCIALE

Motifs excitant à l'accumulation. — L'analyse du cycle économique nous a montré que la surcapitalisation constitue le fondement de la vie économique et qu'elle provient de la tendance à l'accumulation des particuliers. Demandons-nous maintenant quelles sont les raisons de cette tendance ?

La tendance à l'accumulation privée du capital, c'est-à-dire à l'obtention du droit de participer au produit social futur, constitue l'un des mobiles les plus importants de l'activité humaine. Elle repose avant tout sur le souci de satisfaire aux besoins futurs des individus et de leurs familles, et sur le désir de s'assurer dans l'avenir un certain niveau d'existence. La préoccupation de l'avenir, qui existait à peine chez les primitifs, prend une place importante dans la psychologie des peuples plus développés et s'exprime chez eux par la tendance à l'accumulation qui parfois se transforme en une passion vive. Mais, même dépourvue d'exagération pathologique, cette tendance constitue dans une mesure plus ou moins notable l'un des

mobiles les plus forts de l'activité économique d'un nombre considérable d'entrepreneurs et de capitalistes (1).

Chez la plupart des gens la tendance à l'accumulation est cependant provoquée par d'autres motifs. Par exemple, le désir d'acquérir, en augmentant son capital, plus de puissance et une situation plus haute dans la hiérarchie économique, car cela donne au capitaliste la possibilité de développer plus complètement son individualité et son penchant à l'activité économique. Pour d'autres ce sont les honneurs et la position sociale plus élevée, que la fortune apporte avec elle, qui les incitent à l'accumulation. Cela se remarque particulièrement dans les pays démocratiques comme, par exemple, les Etats-Unis où les différences de classes sont établies surtout par l'état de fortune (2).

Mais l'augmentation du capital n'est pas seulement un moyen d'améliorer sa façon de vivre et sa situation économique et sociale. Avec l'organisation capitaliste de l'économie nationale, elle est également le moyen indispensable de conserver la place acquise dans la lutte provoquée par la concurrence. Car dans la concurrence excessive des capitalistes entre eux, et dont nous étudierons plus loin les raisons déterminantes, le fait de l'emporter dans la possession du capital apparaît comme la meilleure arme et comme le plus sûr moyen de maintenir la situation

(1) A. SMITH disait déjà que « chez la majorité des individus, le principe de l'épargne non seulement domine, mais domine très fortement » (*Wealth of nations*, l. II, ch. 3). — D'un autre côté, le célèbre psychologue WUNDT, à l'occasion de l'explication des crises par le manque de prévoyance et l'imprudence des entrepreneurs, fait la remarque suivante : « Sans la soif du gain dégénéralant en passion et se transformant ensuite, lors des premiers indices d'insuccès, subitement en peur, cette insuffisance intellectuelle de prudence n'apparaîtrait nullement » (W. WUNDT, *Logik*, 1908, t. III, p. 658).

(2) Pour ce qui est de l'Angleterre, le pays de son temps le plus démocratique de l'Europe, cela a été déjà indiqué par J. Stuart Mill (*Principles*, l. I., ch. XI, § 4).

acquise. Et ainsi notre organisation économique constitue un mobile puissant incitant à l'accumulation (1).

Procédés de capitalisation privée. — Quels que soient les motifs de l'accumulation du capital, c'est-à-dire de l'acquisition du droit de participer au partage du produit social futur, elle ne peut être réalisée par les particuliers que par deux moyens : 1^o par la création de biens productifs ; 2^o par l'acquisition de droits de priorité à la participation au produit social résultant de la possession d'éléments réels de production, ou d'un capital déjà existant, ou de droits sur la propriété et les revenus d'autres personnes. Dans le premier cas, il y a formation d'un capital social, c'est-à-dire enrichissement de la société par des installations productives et des réserves de biens augmentant le produit social. Dans le second, il y a accumulation d'un capital purement privé, c'est-à-dire acquisition de droits sur les sources existantes de revenus au profit d'individualités particulières. Dans le premier cas, les droits sur le produit social futur sont acquis par la création de nouveaux moyens de production, et dans le second, par simple attribution d'un droit à la répartition. Le second moyen de capitalisation n'est accessible aux uns qu'aux dépens des autres ; pour l'ensemble des individus économiques la capitalisation sociale constitue l'unique moyen d'assurer la satisfaction des besoins futurs.

Capitalisation sociale et consommation. — La participation à la capitalisation sociale est accessible à toutes les unités économiques particulières. Elles y prennent part en employant une fraction de leur pouvoir d'achat effectif pour acquérir des biens productifs au lieu de l'uti-

(1) « Le capitaliste est condamné à périr dans sa lutte cruelle pour l'existence avec des rivaux plus forts s'il n'augmente pas constamment son capital ». SCHÄFFLE, *Bau und Leben des sozialen Körpers*, deuxième édition, t. II, p. 281.

liser à des fins de consommation. La tendance à épargner n'est limitée chez les diverses unités économiques que par leurs revenus et leur consommation. Rien n'empêche de réduire cette dernière à l'indispensable et d'employer l'excédant de pouvoir d'achat à des fins productives. Ainsi un particulier, en se bornant à un minimum de consommation personnelle, peut, quand les circonstances sont favorables, acquérir un capital considérable.

Il semble que toutes les unités économiques constituant l'économie nationale pourraient procéder ainsi simultanément et, en n'augmentant pas la consommation, agrandir indéfiniment leur capital ainsi que le capital social. Elles ne feraient ainsi, semble-t-il, que modifier la composition de la production en augmentant la production des biens capitaux et en accroissant par là même sans limite le volume du capital social tout entier.

C'est ce que beaucoup ont pensé, depuis A. Smith jusqu'aux théoriciens les plus récents, en raisonnant à la façon de l'école orthodoxe qui étudiait l'économie nationale en se plaçant au point de vue de l'économie privée et formulait les principes de la première par analogie avec ceux de la seconde, conformément à l'axiome de A. Smith : « What is prudent in the conduct of a private family can scarce be folly in that of a great nation » (« Ce qui est recommandable dans la conduite d'une famille particulière ne peut être une folie dans celle d'une grande nation »). En cela ils ont, comme le dit Lauderdale, « obéi au préjugé répandu d'après lequel tout moyen d'enrichissement privé peut également augmenter la richesse nationale » (1). Ainsi ils ont déclaré que « l'épargne (moyen ordinaire d'augmentation du patrimoine privé) est le procédé le plus rationnel pour accroître la richesse nationale ».

(1) *Inquiry into the nature and origin of public wealth*, deuxième édition 1849, p. 499.

Ceci explique pourquoi les économistes ont vanté l'épargne et l'ont considérée comme une vertu sociale absolue.

Mais une première différence entre l'économie privée et l'économie nationale consiste en ce que chaque unité économique privée est entourée d'une masse d'autres unités semblables avec des intérêts antagonistes, tandis que l'économie nationale est un tout dans lequel les tendances adverses des unités économiques particulières se compensent. Une unité économique privée peut augmenter son capital indépendamment de sa consommation propre. Par contre, nous avons vu dans une partie précédente de cette étude (1), que le volume du capital social, c'est-à-dire des forces productives représentées par le capital privé et agissant dans la production sociale, est, à un moment donné, étroitement lié au volume de la consommation sociale, et qu'il existe entre eux un certain rapport. Ce rapport, qu'on peut appeler le degré de capitalisation sociale, est déterminé dans l'économie nationale tant par la technique de la production que par les conditions de la consommation, dans la mesure où ces dernières peuvent influencer sur le choix des méthodes de production. Le degré de capitalisation restant invariable, le capital social ne peut s'accroître qu'en rapport avec l'augmentation de la consommation sociale. Le passage à des méthodes plus intensives de production peut provisoirement rendre possible une capitalisation plus intense indépendamment de l'augmentation de la consommation et, par conséquent, une accumulation plus forte. Mais après que pour l'application des nouvelles méthodes de production un capital plus important est accumulé, la productivité plus grande de ces méthodes exige une consommation proportionnellement plus développée.

Le degré de capitalisation sociale détermine la limite

- (1) Voir p. 227-242

de la capitalisation moyenne possible de toute unité économique appartenant à l'économie nationale. Il s'ensuit que quand une telle unité augmente son capital non proportionnellement à sa propre consommation, cela n'est possible que si d'autres unités augmentent leur consommation, ou, dans le cas d'une consommation invariable, que si le capital d'autres unités économiques est exclu de la production dans une mesure correspondante. Mais quand cette tendance à l'accumulation du capital sans augmentation correspondante de la consommation existe chez toutes les unités économiques ou chez un nombre important d'entre elles, il doit inéluctablement en résulter une surcapitalisation générale.

Accumulation du capital et augmentation de la consommation des unités économiques privées. — Or il se trouve que les motifs d'accumulation du capital, non seulement ne donnent pas de garantie d'augmentation proportionnée de la consommation, mais, au contraire, l'excluent souvent. Tandis que la consommation des particuliers est, d'ordinaire, limitée par leurs revenus ou leur fortune et ne peut les dépasser, la préoccupation de l'avenir est plutôt disposée à s'exagérer les besoins futurs et à provoquer une accumulation plus importante qu'il ne faut pour y satisfaire. La passion aveugle de l'accumulation n'est d'ailleurs pas guidée par des buts utilitaires. Quant aux personnes qui voient dans la capitalisation le moyen d'acquérir la puissance et d'atteindre une situation sociale plus élevée, le but même de l'accumulation du capital fait passer au second plan toute préoccupation de consommation future.

Que l'accumulation du capital et l'augmentation de la consommation ne soient pas corrélatives, cela ressort des considérations suivantes : Les besoins de l'homme constituent un ensemble qui, indépendamment d'autres conditions, est étroitement lié aux moyens dont il dispose et augmente lentement avec ces derniers. L'homme, en tant

que consommateur, est généralement très conservateur dans ses habitudes. Ses besoins sont loin de croître parallèlement et proportionnellement à l'augmentation de ses moyens, mais en restent plus ou moins distants suivant son degré de culture, sa fortune et ses tendances individuelles (1). Sous ce rapport, la situation de fortune de l'homme joue un rôle important. Aux degrés les plus bas de la répartition sociale, les moyens sont habituellement insuffisants pour la satisfaction complète des besoins effectifs et assurent souvent à peine les plus urgents d'entre eux. L'augmentation des moyens sert ici, avant tout, à les mieux satisfaire. Mais plus élevée est la situation de fortune d'un individu, plus ses besoins sont satisfaits pleinement et plus grande est la place que les objets de luxe prennent pour lui. En même temps, l'utilité limite de sa consommation s'abaisse. Par conséquent, l'augmentation de cette dernière se ralentit au delà d'une certaine norme déterminée par l'individualité du sujet, les tendances des capitalistes et le niveau de l'existence de la société cultivée; elle devient de plus en plus difficile et atteint vite, dans le cas d'une grande fortune, une limite rarement dépassée.

Mais dans la mesure où, par suite de l'augmentation de la fortune et du revenu, la satisfaction des besoins devient plus complète et où l'utilité limite de la consommation s'abaisse, la tendance à l'accumulation s'accroît. En réalité, les raisons incitant à l'accumulation s'affaiblissent peu avec l'accroissement de la fortune. La soif des richesses et de domination sur autrui s'accroît même souvent à mesure qu'on les acquiert et, comme l'observa-

(1) « That an efficient taste for luxuries and conveniences, that is, such a taste as will properly stimulate industry, instead of being ready to appear at the moment it is required, is a plant of slow growth, the history of human society sufficiently shows » (MALTHUS, *Principles*, deuxième édition, p. 321).

tion le montre, ne connaît pas de limite (1). Se priver de satisfaire ses besoins actuels — condition préliminaire de l'accumulation — devient de plus en plus facile avec l'augmentation de la consommation ; au delà d'une certaine limite, il n'est même plus nécessaire de surmonter le désir de consommer pour pouvoir accumuler. Alors l'accumulation commence à s'effectuer de plus en plus rapidement (2).

Cette tendance de la majorité des individus à accumuler au delà de leurs besoins futurs, produit dans l'économie nationale un besoin de capitaliser dépassant la limite de la capitalisation sociale. Mais cette dernière apparaît aux particuliers, non seulement comme le domaine le plus important de la capitalisation, mais encore comme accessible à l'épargne de quiconque veut entrer en concurrence avec les entrepreneurs et les capitalistes.

La surcapitalisation qui apparaît sous une forme plus ou moins accusée comme étant l'état normal de l'économie nationale, est le résultat de contradictions qui sont à sa base, à savoir : limitation de la capitalisation sociale par la consommation sociale et indépendance de la capitalisation de la consommation des unités économiques ou des régulateurs externes qui pourraient, dès le début, la mettre d'accord avec la capitalisation sociale possible ; dépendance de l'accumulation sociale de l'augmentation de la

(1) Déjà Solon disait : « La richesse n'a pas de limites déterminées et vraiment connues de l'homme », et Aristote se rallie à cette opinion (*Politique*, livre I, chap. 3).

(2) Stephan Bauer dans l'article : « *Konsumtionsbudget* » du *Handwörterbuch der Staatswissenschaften* note, comme résultat de l'étude de budgets familiaux par Leplay, Engel, Schwabe, Bücher, Landolt et autres, que : « Pour un revenu relativement croissant on voit augmenter constamment le poste des dépenses pour l'épargne » et, de plus, sa quote-part est la seule à augmenter parmi toutes les autres. Déjà Lorentz von Stein avait remarqué cette tendance croissante à l'agglomération avec l'augmentation de la fortune et l'appelaient « *das Grössengesetz der Kapitalien* » (*Lehrbuch der Finanzwissenschaft*, quatrième édition, t. I, p. 421).

consommation sociale et des modifications de la technique, et tendance irrésistible des unités économiques à l'accumulation. Tel est le résultat de l'effort de l'épargne privée pour prendre part à la capitalisation sociale. Si l'accès à cette dernière est impossible pour tous, ceux qui se trouvent dans des conditions plus favorables au point de vue de l'agencement technique et économique de leurs entreprises, ont la possibilité d'éliminer les plus faibles ou de paralyser partiellement leur activité et de prendre leur place (1). La même lutte pour la capitalisation sociale accompagne chaque extension du domaine d'emploi du capital consécutive à l'augmentation de la consommation (2).

(1) Comparer avec ce qui a été dit plus haut, pp. 279-280. L'idée de l'indispensabilité d'une certaine proportionnalité entre la capitalisation et la consommation et celle d'après laquelle l'accumulation superflue agit simplement dans le sens d'une mutation des droits de propriété sur le capital existant, ont été développées d'abord par LAUDERDALE (*Inquiry into the nature and origin of public wealth*, première édition 1804 ; deuxième édition 1819, p. 200). Dans ces derniers temps, ces idées ont été développées par URIEL CROCKER, *The cause of hard times*, première édition 1884 ; deuxième édition 1896, pp. 66, 71-73. MUMMERY AND HOBSON, *The physiology of industry*, 1889, pp. 411-414 ; HOBSON, *The problem of unemployment*, 1896, pp. 85-88, ainsi que dans d'autres publications du même auteur.

(2) On peut partiellement juger de l'accumulation annuelle de capital dans les pays à crédit développé par le montant des émissions annuelles d'actions et d'obligations de divers genres. Conformément à la statistique d'émissions du *Moniteur des intérêts matériels*, on a émis, dans tous les pays du monde et déduction faite des conversions, des valeurs mobilières :

En 1903 pour 9,5 milliards de francs.

1904	»	12,5	»
1905	»	17,4	»
1906	»	16,2	»
1907	»	15,1	»
1908	»	20,9	»
1909	»	22,2	»
1910	»	23,0	»

D'après les calculs du prof. Esslen (*Konjunktur und Geldmarkt 1902-1908*, pp. 91 et 99), le total des investissements en capital social pendant la période 1902-1908 a été plus de deux fois supérieur au total des émissions d'actions et d'obligations.

II

ACTIONS RÉCIPROQUES DE LA RÉPARTITION ET DE LA SURCAPITALISATION. — ÉLARGISSEMENT DE LA SPHÈRE ET CONCENTRATION DE LA CAPITALISATION PRIVÉE ET LA RÉACTION DE LA DERNIÈRE SUR LA RÉPARTITION.

Répartition et consommation. — A la base de la tendance à la surcapitalisation, inhérente à notre système économique, il y a la passion de l'accumulation dans la mesure où elle dépasse la capitalisation possible. Ainsi toutes les circonstances favorisant et renforçant la tendance à l'accumulation augmentent-elles également la tendance à la surcapitalisation. De toutes ces circonstances, l'inégalité de la répartition est de beaucoup la plus importante.

Si, comme Malthus (1) l'expose si bien, les besoins constituent le mobile incitant à la production, d'un autre côté, la mesure dans laquelle les besoins déjà existants se reflètent dans la consommation et servent de base à la production et à la capitalisation, dépendent essentiellement de la répartition du pouvoir social d'achat et de son évolution. Avec une répartition uniforme et se développant régulièrement, une plus grande partie des besoins peut se traduire dans la consommation. Par contre, toute modification du pouvoir d'achat au profit d'une partie de la population et au détriment d'une autre entraîne une diminution de la consommation de cette dernière sans augmenter en même temps dans la même mesure la consommation de la première. Car l'aptitude à consommer de ceux chez lesquels se concentre le pouvoir d'achat ne correspond pas à l'augmentation de ce dernier. Le lien existant entre l'agglomération des fortunes et des revenus et l'accroissement de la tendance à accumuler a été exa-

(1) *Principles*, 1820, ch. VII, sect. 4.

miné plus haut. Nous avons également observé ce phénomène en analysant le mouvement des prix et nous avons constaté que la concentration du pouvoir d'achat constitue le mobile déterminant de l'élévation de ceux-ci parce qu'elle favorise l'accumulation et la capitalisation. D'une façon générale, la répartition inégale crée un terrain favorable aux tendances accumulatives. De même que la proportionnalité de la consommation et de la production est la condition de la marche régulière du procès de reproduction ; de même que l'augmentation proportionnée de la consommation constitue le fondement indispensable d'un accroissement ininterrompu de la productivité sociale ; de même la grande inégalité de la répartition est l'une des causes fondamentales de la non-correspondance de la capitalisation, de la production et de la consommation ainsi que des troubles de la vie économique en dérivant. Et cela nous amène à nous demander quels sont les facteurs de la vie économique faisant naître ou favorisant l'inégalité de la répartition ?

Importance du capital privé dans la répartition des revenus. — Dans notre organisation économique, la répartition du produit social, pour autant qu'il entre dans la circulation marchande, a lieu par l'intermédiaire de la répartition des revenus. Quatre formes de répartition : le salaire, le profit, la rente du capital privé et la rente foncière, influent de façon fort différente sur l'inégalité de la répartition et sur l'accumulation du capital. Le rôle de beaucoup le plus important à ce point de vue est joué par les deux dernières espèces de revenus.

Dans la mesure où le revenu apparaît comme *un dédommagement du travail personnel* et des services, et malgré la grande différence existant entre le salaire d'un ouvrier non qualifié et les appointements du directeur d'une entreprise financière importante, il correspond plus que d'autres revenus à la consommation des intéressés et ne prend

qu'une part relativement faible à la capitalisation sociale. Le *profit de l'entrepreneur* joue un rôle beaucoup plus important dans l'accumulation, particulièrement en période d'essor lorsque l'élévation des prix provoque une modification des valeurs à l'avantage des producteurs et des marchands et incite en même temps à une accumulation intense. Mais le gain de l'entrepreneur est basé sur l'importance de son capital et constitue, en général, un supplément à la rente de celui-ci. En fait, là même où le développement du crédit permet de retirer un bénéfice d'entreprise d'un capital emprunté, ceux qui profitent de cette possibilité, sont ceux qui peuvent s'assurer du crédit au moyen de leur capital propre.

La *rente du capital privé* et la *rente foncière* se distinguent des formes de revenu indiquées ci-dessus sur un point important : tandis que le salaire et le profit de l'entrepreneur sont liés à une collaboration personnelle à la vie économique, la rente du capital et la rente foncière sont uniquement basées sur un droit de propriété pouvant être librement transmis à d'autres, indépendamment de leur participation à la production. Ainsi une concentration et une agglomération de titres de rente sont rendues possibles et c'est en cela que réside la cause principale de l'inégalité de la répartition.

Capitalisation sociale. — Dans les pays développés économiquement, le *capital social* constitue le domaine le plus important de la capitalisation privée. Son importance pour cette dernière s'est accrue peu à peu en même temps que s'accroissait la richesse nationale et elle a atteint son importance actuelle grâce au développement de la production capitaliste (1). Il suffit de rappeler que

(1) GIFFEN (*Progress of the working classes in the last half century, Journ. of R. Statist. Soc.*, 1883), évalue l'augmentation du revenu de la propriété de 1843 à 1881, en Angleterre et en Irlande, à 188 1/2 millions de livres sterling. Il évalue, d'autre part, l'accumu-

les moyens perfectionnés de communication : chemins de fer, bateaux à vapeur et canaux représentent à eux seuls un capital de quelques centaines de milliards.

L'inégalité initiale de la répartition du capital social s'explique simplement par l'inégalité de l'accumulation résultant de la plus ou moins grande aptitude au travail et à l'épargne des individus, par la productivité diverse des placements, ou par l'inégale répartition de la propriété foncière et les rapports sociaux. Cette répartition initiale inégale s'aggrave ultérieurement par les conditions de l'accumulation et de la capitalisation. La dépendance où est la capitalisation sociale de la consommation, d'un côté, et de l'accumulation ininterrompue de la part des unités économiques particulières, de l'autre, rendent plus aigüe la concurrence entre les capitalistes et conduisent à l'anéantissement ou à l'élimination des uns par les autres, en un mot, au changement de propriétaires des capitaux sociaux actifs. Dans cette lutte pour l'existence, la situation des petites entreprises est particulièrement difficile et, comme on le sait, dans beaucoup de branches de la production, elles doivent céder la place aux grosses. La lutte pour la participation à la capitalisation sociale

l'augmentation annuelle de capital pour 1883, en Angleterre et en Irlande, à plus de 200 millions de livres sterling provenant « généralement, mais pas exclusivement, des épargnes des capitalistes ». Becker estimait en 1886 l'augmentation annuelle des capitaux en Allemagne par suite de l'épargne à 2 1/2 milliards de marks. Il estimait à une somme égale l'augmentation de valeur de la propriété existante, ce qui donnait en tout 3 0/0 de toute la fortune nationale. D'après l'évaluation de SCHMOLLER (*Grundriss*, p. 888), dans le total des revenus allemands, ceux provenant de la propriété figuraient pour 32 0/0 en 1895. D'après les calculs de ESSLER *Konjunktur und Geldmarkt, 1902-1908*, p. 99), de 1901 à 1908, il a été capitalisé annuellement en Allemagne, en capital social, une moyenne de 4 3/4 — 5 milliards de marks. Voir également plus haut, p. 321, rem. 2. Helfferich évaluait avant la guerre l'excédant de la production annuelle de l'Allemagne (43 milliards) sur la consommation (33 mm.) à 10 milliards de marks.

mène ainsi à la ruine des petits capitalistes et à la concentration du capital entre les mains des gros.

La cause de cette agglomération est avant tout la supériorité *technique* du grand capital quand sa possession coïncide avec celle d'une *seule* entreprise. De plus d'ailleurs, le gros capitaliste conserve sur les petits un avantage *économique* qui s'affirme particulièrement en période de crise ou de dépression, le fort capitaliste résistant alors plus facilement aux circonstances défavorables, tandis que d'autres plus faibles y succombent. La suppression de ces derniers agrandit le champ d'action des premiers et favorise leur développement. Ainsi, dans l'état de surcapitalisation, l'accumulation, même quand elle s'applique à la création de moyens de production, n'augmente pas immédiatement le volume du capital social et prend le caractère d'une simple accumulation privée qui détermine uniquement la *répartition* du produit social en favorisant surtout son inégalité.

Ici nous apercevons déjà l'action réciproque qui existe entre la tendance à la surcapitalisation et la répartition inégale. Cette dernière, en encourageant l'accumulation, favorise la tendance à la surcapitalisation tandis qu'à son tour cette tendance aggrave à nouveau l'inégalité de la répartition. Cette action réciproque se manifeste encore avec plus de vigueur lorsque la capitalisation passe dans le domaine de la capitalisation purement privée.

Capitalisation en prêts. — La capitalisation sociale est, le domaine principal de la capitalisation privée. A côté d'elle s'accroît continuellement l'importance de la *capitalisation* purement privée *en obligations*. En mettant son épargne à la disposition d'autrui, il est possible de conserver ses droits au produit social et d'en retirer une rente sous forme d'intérêts. Ces droits de propriété peuvent être représentés par des obligations de diverse nature. Si elles proviennent d'un crédit productif, elles représentent un

capital social dont la répartition nous a occupés plus haut. Nous examinerons plus loin, à propos de la capitalisation foncière, le cas où elles représentent une propriété foncière. Ici, nous nous occuperons exclusivement des obligations contractées par des particuliers à des fins de consommation et particulièrement des obligations d'état et communales.

L'état et les communes ont souvent recours à des emprunts, dans un but productif, principalement pour la construction de moyens de communication perfectionnés, tels que chemins de fer, canaux, ports, télégraphes et téléphones, routes et pavages dans les communes. Mais, d'habitude, l'exploitation des dépenses ainsi effectuées n'a pas lieu conformément au principe économique privé tendant uniquement à l'obtention d'un revenu. Aussi peut-on les considérer, en général, comme des dépenses de consommation et admettre que les intérêts reçus par les détenteurs des obligations sont obtenus au moyen des impôts et des contributions prélevés sur la population. Mais les dettes publiques proviennent surtout des emprunts contractés à des fins non-productives, pour les dépenses de guerre et les armements, ainsi que pour combler les déficits ordinaires.

Ces obligations représentent donc des forces productives épargnées transmises par une partie de la population à une autre partie à des fins de consommation. Que ces prêts augmentent la productivité des emprunteurs ou contribuent de toute autre façon à leur bien-être, ils ne sont pas, en tous cas, représentés par du capital social. Par contre, ils ont donné aux créiteurs des droits au produit social futur sous forme d'intérêts annuels prélevés à leur profit. L'apparition de ces droits signifie par elle-même une modification de la répartition du produit social futur au profit d'épargnants et des capitalistes, c'est-à-dire dans le sens d'une répartition plus inégale. D'autre

part, l'aptitude de ces obligations à la circulation fournit la possibilité d'une action ultérieure sur la répartition future. En effet, la concentration du capital se produit ici d'une façon analogue à celle que nous avons observée dans le domaine de la capitalisation sociale, et elle se fait sous l'action des mêmes facteurs : la tendance plus forte à l'accumulation du côté du gros capitaliste et sa supériorité économique sur les petits. Les conditions spéciales de la circulation des valeurs mobilières facilitent fortement l'agglomération.

Il y a une liaison intime entre la capitalisation sociale et l'accroissement de la capitalisation privée au moyen des obligations. Que la surecapitalisation, non seulement élimine les capitaux plus faibles et rende l'accumulation plus difficile pour les individus économiquement moins forts, mais qu'elle puisse encore, dans des circonstances déterminées, provoquer l'endettement de quelques-uns d'entre eux, c'est un point que nous rappellerons seulement pour être complets. Mais une chose fort importante, c'est que la surecapitalisation, en rendant difficile le placement des économies en moyens de production et en abaissant le taux du prêt, facilite aux états et aux communes la conclusion d'emprunts et amène, d'autre part, les épargnants à recourir à des placements de ce genre. La dette publique devient ainsi quelque chose comme une institution sociale pour l'absorption de l'épargne, pour le placement du capital privé (1). C'est pourquoi l'amortissement des dettes d'état ou leur conversion se heurte d'ordinaire à une résistante opiniâtre ou au mécontentement des détenteurs d'obligations. Ainsi la tendance à la surca-

(1) Comparez M. I. BOGOLIEPOFF, *Dette d'état* (en russe), 1910, pp. 565 et s. — Marx indique avec raison la dette d'état comme « un des leviers les plus puissants de l'accumulation primitive » (*Kapital*, I, p. 720).

pitalisation dans le domaine de la capitalisation sociale conduit à une extension de la capitalisation privée au moyen des obligations et place la répartition sous l'influence de cette dernière (1).

Capitalisation foncière. — La *propriété foncière* constitue un domaine encore plus étendu et plus important de la capitalisation privée. La répartition inégale de la propriété foncière est une des causes les plus importantes de l'inégale répartition du produit social.

Tandis que la rente du capital a pour fondement l'augmentation du produit social, la rente foncière donne aux propriétaires de la terre un droit de participation à ce produit uniquement basé sur leur droit exclusif de possession. L'accroissement de la rente foncière urbaine est bien, en partie, la conséquence de l'augmentation de la productivité du travail consécutive à la concentration de la population dans les villes : mais cette augmentation de la productivité a lieu indépendamment de toute participation des propriétaires fonciers et leur est tout spécialement profitable en vertu du monopole qu'ils détiennent. Ainsi la rente foncière apparaît comme un objet de capitalisation purement privée. Avec l'accroissement de la population et l'augmentation de la production, la rente foncière s'élève et, malgré des reculs temporaires, prend une part absolue de plus en plus grande à la répartition

(1) La portion de la fortune totale représentée par des titres obligataires résultant de crédits de consommation est très importante, mais il est difficile de l'évaluer dans les différents pays. Il faut y faire entrer une notable partie du capital investi en valeurs mobilières et évalué, avant la guerre mondiale : pour l'Allemagne à 17 0/0, pour la France et l'Angleterre à 35-40 0/0 de toute la richesse privée (SCHMOLLER, *Grundriss*, p. 642). Les dettes d'état du monde entier représentaient à elles seules en 1906 plus de 166,9 milliards de marks ou environ 200 milliards de francs-or (O. SCHWARZ, article *Finanzen* dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, 3^e éd.). La guerre mondiale y a ajouté plus de 1.000 milliards de francs-or.

du produit social aux dépens de la rente du capital et des revenus du travail (1).

La répartition de la propriété foncière rurale était jadis déterminée surtout par l'occupation et en particulier par des facteurs politiques. Des restes de ces rapports agraires ont survécu jusqu'à nos jours et, dans beaucoup de pays, donnent leur empreinte à la répartition de toute la propriété foncière. Mais avec le développement de l'économie monétaire, la tendance à la capitalisation devient, à côté des facteurs politiques, un facteur puissant de répartition de la propriété foncière. Sous le régime de la monnaie, la rente devient un objet de capitalisation. Par l'acquisition de la terre l'épargnant peut capitaliser son pécule et, grâce à la rente, se garantir le droit de participer au produit social, tout en fournissant en même temps au propriétaire précédent la possibilité de réaliser le pouvoir d'achat représenté par sa propriété.

La possibilité d'une telle mutation de propriété a des conséquences très importantes. D'abord, elle élargit le champ de la capitalisation privée et stimule l'accumulation qui, sans elle, ne pourrait trouver un emploi dans le domaine de la capitalisation sociale ou ne le trouverait qu'au prix d'une nouvelle aggravation de la concurrence et de l'annihilation d'une partie du capital actif existant déjà. D'un autre côté, elle permet au propriétaire foncier d'exercer sa faculté de consommation, augmente ainsi la consommation sociale et élargit la base de la capitalisation. Mais la circonstance la plus importante c'est que la capitalisation de la terre place la propriété foncière sous l'action de la tendance à la concentration de la fortune

(1) La terre et les constructions représentent en Allemagne et en France, d'après SCHMOLLER (*Grundriss*, p. 642) environ la moitié et, en Angleterre, à peu près 36 0/0 de la fortune privée totale. Comp. aussi MACDONALD, *The rate of interest since 1844* (*Journ. of R. Stat. Soc.*, 1912, p. 375).

privée. La mobilisation de la propriété foncière rend cette concentration possible pour ceux qui, plus économes ou plus riches, peuvent offrir leurs épargnes aux propriétaires fonciers qui préfèrent les biens présents aux biens futurs, soit à cause de leurs besoins, soit par suite de leur désir d'élargir leur consommation.

La tendance à la concentration est particulièrement forte dans ce domaine quand l'économie et la technique de l'utilisation de la terre la favorisent. Tel a été, par exemple, le cas en Angleterre et en Ecosse à la fin du xv^e siècle et dans la première décade du xvi^e ou encore à la fin du xviii^e et au début du xix^e, lorsque l'élevage très rémunérateur des bêtes à laine encouragea l'exploitation extensive. Mais ici encore il faut prendre en considération que le profit est une catégorie d'économie privée ; il naît et s'accroît souvent dans des conditions qui ne s'accordent pas et sont même opposées à la productivité de l'économie nationale (1). Ainsi l'exploitation extensive, qui procure à l'économie nationale une quantité beaucoup plus faible de produits que l'exploitation intensive, peut, dans certaines circonstances, être plus profitable que cette dernière et donner un intérêt plus grand aux gros capitaux employés à l'acquisition de domaines importants. La principale raison en est qu'elle demande moins de main-d'œuvre. C'est pourquoi la capitalisation de la terre doit encourager la formation des latifundia et la concentration de la rente (2). Mais cette tendance existe aussi quand la concentration de la propriété foncière ne permet pas une exploitation plus avantageuse et elle est assez forte pour provoquer encore cette concentration aux dépens de la rentabilité (3). Car, en fait, les gros propriétaires fonciers

(1) Comp. SISMONDE DE SISMONDI, *Nouveaux principes d'Economie politique*, 1819, t. I, pp. 453-463.

(2) Comp. SCHAEFFLE, *Bau und Leben des Sozialen Körpers*, 1896, t. II, p. 290.

(3) Citons, comme exemple, qu'en Hongrie, avant la guerre, on

se contentent ordinairement d'une rente moindre que les moyens et les petits. De la formation des latifundia résultent non seulement une concentration de la rente, mais encore un abaissement de la productivité et une diminution de la population rurale.

La répartition de la propriété foncière, pour autant qu'elle n'a pas été entravée par des limitations juridiques, s'est accomplie sous l'influence d'une forte tendance de la capitalisation privée à s'étendre. Même la répartition qui provient des siècles passés, où elle s'est effectuée sous d'autres influences, s'est conservée en s'appuyant sur les tendances de la capitalisation.

Dans le passé aussi, là où le régime monétaire était développé et où la propriété du sol n'était pas limitée par des prescriptions juridiques, la tendance de la capitalisation privée à s'étendre donnait son empreinte à la répartition de la propriété foncière et même à un plus fort degré qu'aujourd'hui. Car en l'absence d'une grosse industrie, étant donné le volume nécessairement restreint de la capitalisation sociale et la limitation des autres moyens de capitalisation privée, la terre jouait alors dans la capitalisation un rôle incomparablement plus important qu'aujourd'hui. La tendance à l'accumulation se manifestait par la concentration de la propriété foncière et conduisait à des résultats qu'on ne rencontre plus maintenant nulle part. Déjà le prophète Isaïe se plaignait de la concentration entre les mains des riches de la propriété foncière en Palestine. Dans l'ancienne Grèce, elle constituait un point épineux de la structure sociale. On sait les dimensions colossales auxquelles atteignirent les latifundia en Italie et dans les

remarquait une forte concentration de la propriété foncière malgré le rendement moindre des grands domaines. Mais, en général, le grand rendement de la petite exploitation rurale a visiblement lutté dans ces derniers temps et dans la plupart des pays contre la tendance à l'agglomération de la propriété du sol.

provinces romaines aux dépens de la petite et de la moyenne propriété foncière, par suite de la concentration de la terre entre les mains des riches patriciens et des marchands dans les derniers siècles de la république romaine et à l'époque des empereurs (1). Un état de choses analogue existait en Egypte, en Perse, à Babylone. Au moyen-âge, la concentration de la propriété foncière s'effectuait dans les républiques urbaines italiennes, en Espagne, en France et dans le voisinage des villes en Allemagne (2, (3).

En Angleterre et en Ecosse, la grosse propriété foncière s'est formée en partie sous le régime féodal et en partie à la suite de la saisie par la noblesse des terres de la couronne, des clans et des communes. Mais la concentration par capitalisation a également joué un grand rôle. C'est par elle que les paysans indépendants, la *Jeomanry*, ont complètement perdu leurs terres avant le milieu du XVIII^e siècle.

La rente foncière urbaine acquiert actuellement une importance de plus en plus grande par comparaison avec

(1) Sur la concentration de la terre dans l'ancienne Grèce et à Rome, voir un article intéressant de BRUNO HILDEBRAND, *Verteilung des Grundeigentums im Altertum (Jahrb. f. Nat. u. Stat., t. XII, 1869)*. Déjà Hildebrand voit la raison de la concentration particulièrement intense de la propriété foncière dans l'antiquité dans l'absence à cette époque d'un mode de placement du capital analogue à celui constitué de nos jours par les valeurs mobilières (p. 154).

(2-3) Etant donné l'impossibilité de capitaliser leurs épargnes, les riches, surtout les gros propriétaires fonciers, étaient jadis obligés d'employer leurs revenus à l'entretien d'une grande suite de personnes et de domestiques qui augmentaient leur puissance et leur prestige dans la société. Comp. ROSCHER, *Ansichten der Volkswirtschaft*, pp. 446 et s.

Dans la mobilisation et la concentration de la propriété foncière, à côté de la capitalisation, l'usure a joué un rôle important surtout dans l'antiquité et au moyen-âge. Quoique de provenance économique, l'usure est un facteur de force et doit être distinguée en tant que facteur économique de la concentration de la propriété foncière.

la rente foncière rurale. Dans un pays aussi industriel que l'Angleterre, la valeur des terrains urbains a vraisemblablement atteint ou même dépassé celle des terres exploitées pour l'agriculture (1). Cela indique déjà une concentration de la rente entre les mains d'un nombre limité de propriétaires urbains. La propriété foncière urbaine est entrée dans le procès de capitalisation et a subi l'influence de la tendance à la concentration plus tôt que la propriété rurale (2).

Le statut juridique de la propriété foncière, en particulier dans beaucoup de pays européens, a mis jusqu'ici certaines limites à la capitalisation foncière. Depuis l'époque du développement industriel, de l'augmentation du capital social et de celle de la dette publique, l'importance de la propriété foncière comme objet de capitalisation a diminué par comparaison avec ce qu'elle était antérieurement. Mais, quand on examine la répartition de la rente foncière à l'époque actuelle, il faut tenir compte de ce qu'avec le développement du crédit foncier sous forme d'hypothèques, la valeur de la terre a été complètement mobilisée et est devenue un objet de capitalisation indépendant des parcelles individuelles correspondantes, considérées en tant qu'unités légales ou économiques. Par l'hypothèque, la propriété de la terre et des maisons, considérée en tant qu'objet de capitalisation, devient pour ainsi dire immatérielle et indépendante des conditions individuelles

(1) En Angleterre et en Ecosse les rentes ont l'importance que voici :

Années	Rente de la terre		Rente des maisons
1798	6,5 millions de liv. st.	—	—
1860	49 »	53	millions de liv. st.
1885	65 »	128	»
1905	42,5 »	196,7	»
1909	51,8 »	216,6	»

(2) SOMBART (*Der moderne Kapitalismus*, 1902, t. I, pp. 282-299) considère la rente urbaine des patriciens du moyen-âge comme ayant servi de base à la fortune de la bourgeoisie des villes.

d'exploitation ou de propriété légale du sol et des bâtiments. L'hypothèque est donc un objet de capitalisation et de concentration plus parfait que la propriété immobilière elle-même. Le grand endettement des immeubles, tant urbains que ruraux dans tous les pays modifie essentiellement à l'époque actuelle les conditions réelles de la capitalisation de la propriété foncière et les soumet, dans le sens de la concentration, aux tendances de la capitalisation privée.

Capitalisation en fonds de consommation sociale. — Un quatrième domaine de la capitalisation privée, c'est le *fonds de consommation sociale*. Ce dernier se compose de biens économiques de tous genres destinés à la consommation sociale. Le développement de la vie économique exige qu'il n'y ait pas une réserve superflue de biens de consommation, dont la production est rejetée le plus près possible de l'époque où ils doivent être consommés. Ainsi, on évite en effet une dépense prématurée de forces productives pour la fabrication des biens de consommation et on réserve l'énergie créatrice pour les biens de production.

Mais l'accumulation d'une réserve importante de biens de consommation est inévitable pour diverses raisons. Ainsi beaucoup d'objets destinés à la consommation sociale ne sont pas employés en une fois mais peu à peu, pendant un laps de temps plus ou moins long ; ils se détériorent et sortent du fonds social par l'usure naturelle ou sous l'action d'influences nuisibles. A cette catégorie de biens de consommation appartiennent, par exemple, les constructions non destinées à des fins productives comme : habitations, théâtres, bains et autres ou encore les voitures, les installations intérieures, etc., en un mot des objets servant à la satisfaction de besoins analogues pendant un temps prolongé. Ensuite, la production de beaucoup de biens de consommation, par exemple des produits de l'économie rurale et, en partie, ceux de la pêche, dépend des

saisons et de conditions extérieures. Ces biens doivent donc nécessairement être préparés à l'avance et mis en réserve. Mais en outre, l'organisation de la production et, en particulier, de la circulation des marchandises, ainsi que le souci du développement libre et complet de la consommation rendent inévitable une certaine accumulation de biens de consommation.

Le fonds de consommation social n'appartient pas au capital social qui sert de moyen auxiliaire pour la production ultérieure ; mais il peut servir de base à la capitalisation privée. Cela a lieu en ce que le capitaliste transforme ses épargnes en biens de consommation, pour les fournir ultérieurement aux consommateurs en échange du montant du capital dépensé par lui et d'une rémunération pour le travail fourni et le risque couru, avec, en plus, une rétribution spéciale pour le capital investi (intérêts). De cette façon le capital privé trouve à se placer en partie dans des objets durables de longue utilisation comme des maisons de rapport, des équipages en location etc. et, en partie, dans des marchandises destinées à la consommation et constituant un capital-marchandises.

Dans les sociétés à échange non développé, la formation et la conservation des réserves incombe en grande partie au consommateur lui-même et, partiellement aussi, au producteur. L'échange des marchandises a lieu ici directement entre le producteur et le consommateur sur des marchés annuels ou hebdomadaires et satisfait, en général, pour longtemps aux besoins du consommateur. Le commerce professionnel se limite à quelques marchandises étrangères vendues dans les foires ou par colportage. Ainsi le marchand apparaît plutôt comme un intermédiaire et un expéditeur que comme le propriétaire de grandes réserves de marchandises (1).

(1) C'est dans ces limites que s'effectuait le commerce jusqu'à la fin

Avec le développement de la vie économique, le commerce acquiert un tout autre caractère. Les divisions géographiques et professionnelles du travail creusent un abîme entre le producteur et le consommateur et donnent au commerce une place importante et indépendante dans la vie économique. Il devient le centre de l'échange et constitue un chaînon intermédiaire entre la production et la consommation. Mais le commerce ne se borne plus à servir d'intermédiaire et accepte dans une mesure beaucoup plus forte qu'avant le rôle de gardien des marchandises pendant qu'elles s'acheminent du producteur au consommateur ou même d'un producteur à l'autre. De là l'extension immense du domaine du capital commercial et son importance considérable.

Le capital commercial finance maintenant la production et pénètre ainsi dans le domaine du capital industriel. D'un autre côté, il s'insinue dans celui de la consommation et s'y conquiert une place. Maintenant, les réserves dont disposait l'économie de consommation deviennent la propriété du commerce, et c'est de lui que la première reçoit les marchandises indispensables dans la mesure nécessaire à la consommation immédiate. Le commerce est ainsi devenu le conservateur général des réserves destinées à la consommation.

Si le fonds de consommation ainsi capitalisé se trouve maintenant entre les mains des capitalistes, l'affirmation classique (et à laquelle beaucoup se rangent encore), d'après laquelle ce fonds serait nécessairement le produit de l'épargne et de la prévoyance des capitalistes, apparaît en tous cas comme erronée. La seule cause de l'exis-

du moyen âge. Le petit commerce local, là où il existait, servait aux classes les plus pauvres de la population vivant au jour le jour et n'ayant pas la possibilité de s'approvisionner pour longtemps du nécessaire au marché. Comp. K. BÜCHER, *Die Entstehung der Volkswirtschaft*, deuxième édition, pp. 98-99.

tence d'un fonds de consommation ce sont les besoins humains. S'il prenait envie aux capitalistes de dépenser leurs épargnes ou de les employer à d'autres fins au lieu de l'investir dans le fonds de consommation, ce dernier existerait cependant encore. Car les entreprises rurales continueraient comme avant à produire le blé et les autres produits agricoles pour toute l'année, et les industriels fabriqueraient leurs produits comme auparavant. Seule l'organisation sociale se modifierait en ce sens que les consommateurs (soit par groupes, soit individuellement) et les producteurs devraient conserver eux-mêmes leurs réserves. L'affirmation en question est la conséquence d'une confusion entre les manifestations de la capitalisation privée et le capital social, confusion qui donna alors également naissance à la théorie du fonds de consommation.

La capitalisation du fonds de consommation social est une conséquence de l'extension de la capitalisation privée à tous les domaines de la vie économique qui lui étaient accessibles, extension due au désir de se créer des sources de revenus. La pénétration de la capitalisation privée dans ce domaine présente une grande importance pour la vie économique. Elle provoque tout d'abord une augmentation de la consommation en facilitant aux classes non possédantes ou peu fortunées et vivant du revenu de leur travail la jouissance d'installations coûteuses, par exemple, de belles habitations. Elle leur permet également d'acquérir diverses marchandises qui se trouvent en abondance dans la circulation commerciale. D'un autre côté, elle augmente la productivité sociale en facilitant l'échange et la conservation des marchandises et en les rendant moins coûteux, en donnant la possibilité d'utiliser économiquement les biens de consommation, et en réduisant l'importance des réserves de marchandises grâce à leur concentration et à la rapidité de leur échange.

Mais à côté de ces avantages, le développement de la

capitalisation privée entraîne dans ce domaine comme dans les autres certaines conséquences. Il augmente la part du capital dans la répartition du produit social et donne en même temps aux capitalistes une grande puissance sur les consommateurs. L'accroissement de la productivité sociale, par suite de la capitalisation du fonds de consommation, présente beaucoup d'analogie avec l'élévation de la productivité provenant de la capitalisation du procès de production. Si la capitalisation du procès de production sépare les ouvriers des moyens de production et les place sous la dépendance sociale du capital, la capitalisation du fonds de consommation agit exactement de même vis-à-vis des consommateurs. Non seulement elle dispense ces derniers de la nécessité d'avoir des réserves propres de biens de consommation, mais, par son action sur toute la structure de la vie économique, elle les oblige à abandonner complètement ce domaine à la capitalisation privée pour appliquer toutes leurs forces à la production. La capitalisation du fonds de consommation va de pair avec le développement du régime de l'échange et s'étend de plus en plus, car elle est soutenue par la supériorité technique et économique de la concentration des réserves de marchandises ainsi que par la puissance du capital (1).

Il faut considérer la capitalisation du fonds de consommation social comme une sorte d'endettement des consommateurs vis-à-vis des capitalistes qui prennent sur eux de conserver ce fonds. Quels que soient les avantages retirés par les consommateurs d'un tel crédit, il en résulte, au point de vue de la répartition sociale, qu'une partie du produit social va, sous forme de revenu et de profit, au

(1) Dans ces derniers temps la coopération a fait naître un mouvement d'opposition à la capitalisation croissante du fonds de consommation. Les coopératives de consommation ont pour but de remplacer le commerce capitaliste par le commerce coopératif. Mais leur importance relative n'est pas encore bien grande.

capital privé qui s'est ainsi formé. La tendance à la concentration du capital modifie ensuite la répartition de cette part dans le sens d'une plus grande inégalité. Et cette tendance n'est pas moins forte ici que dans le domaine de la capitalisation sociale (1).

Conclusions. — Nous voyons donc que l'étroitesse du champ de capitalisation sociale n'est pas un obstacle à l'épargne illimitée des unités économiques ; elle modifie simplement les façons de la capitaliser. Sous le régime de la surecapitalisation, l'accumulation et la capitalisation continues conduisent, d'un côté, à la *concentration* de la propriété du capital social et, de l'autre, à l'*extension* de la capitalisation privée à une partie du fonds de consommation social, à la propriété foncière et à des prêts de tous genres, surtout au crédit public. Dans ces différents domaines se manifeste, de plus, la même tendance à la concentration basée sur des principes identiques qui sont : la limitation de la possibilité de la capitalisation et la tendance à l'accumulation illimitée.

Les résultats de ces tendances de la capitalisation privée doivent être les suivants : 1^o accroissement progressif de la participation des détenteurs des capitaux de tous genres au produit social à côté de celle des classes laborieuses ; 2^o inégalité toujours croissante de la répartition.

III

TENDANCES CONTRE L'INÉGALITÉ DE LA RÉPARTITION. — PROCÈS DE DÉCAPITALISATION. — DÉVELOPPEMENT EFFECTIF DE LA RÉPARTITION.

Pour apprécier à leur juste valeur l'importance que présentent les tendances indiquées pour la répartition et,

(1) Sous ce rapport, le rapide développement et l'extension des grands magasins est symptomatique.

par conséquent, pour toute la vie économique, il faut tenir également compte des facteurs qui augmentent la part du produit social échéant aux non-capitalistes ou qui s'opposent à l'agglomération du capital. Tels sont, d'une part, les facteurs de force agissant de l'extérieur et consciemment dans le sens d'une égalisation de la répartition et, de l'autre, les phénomènes économiques qui se produisent comme réaction naturelle contre les tendances à l'accumulation et à la surecapitalisation.

Facteurs de force. — Les facteurs de force les plus importants sont, avant tout, le gouvernement et les communes qui par leur politique financière et leur consommation collective peuvent agir très notablement sur la répartition du produit social. Dans l'état civilisé moderne s'affirme une forte tendance à élever la consommation collective et à augmenter les dépenses destinées au développement social et à la bienfaisance. Ces dépenses sont faites en général au profit de toutes les classes de la population, tandis que les ressources nécessaires pour les couvrir sont fournies, d'ordinaire, surtout par les classes riches. La proportionnalité des charges à la capacité de paiement des individus et l'imposition plus forte des riches constituent la caractéristique de la politique financière des états modernes. La participation à la répartition du produit social des individus économiquement plus faibles est augmentée par suite de la sollicitude spéciale de l'état et des communes qui se manifeste sous forme d'assistance aux pauvres et aux malades, de participation à l'assurance ouvrière sous toutes ses formes, etc. Toutes ces mesures indiquent dans l'état civilisé moderne une tendance croissante à garantir des moyens suffisants aux individus plus faibles économiquement et à relever le niveau de leur existence par une action gouvernementale sur l'économie sociale (1).

(1) On peut juger de l'importance de ce facteur en constatant

Un autre facteur de force relevant la situation économique des faibles est constitué par leur groupement en organisations ayant pour but de défendre les intérêts des travailleurs et des consommateurs. Les unions professionnelles et ouvrières ainsi que les sociétés de consommateurs défendent jusqu'à un certain point les ouvriers et les consommateurs contre l'exploitation des capitalistes et des entrepreneurs économiquement plus forts et obligent ces derniers à tenir compte de leurs intérêts dans une mesure plus large qu'auparavant.

Procès de décapitalisation. — Un facteur beaucoup plus important tendant à augmenter la participation des non-capitalistes au produit social et la consommation sociale, c'est la diffusion du pouvoir d'achat qui accompagne le procès d'accumulation aussitôt que ce dernier a atteint certaines limites. A ce phénomène on peut donner l'appellation de *décapitalisation*. Celle-ci consiste en une dépréciation continue du capital privé qui diminue la part des capitalistes dans la répartition et augmente en proportion celle des consommateurs. Ce phénomène se traduit par un abaissement progressif du prix des produits, une élévation des salaires et une diminution du profit d'entreprise et de l'intérêt. Il se produit aussitôt que l'accumulation exagérée et la répartition inégale provoquent la surcapitalisation, et il permet à l'accumulation superflue de passer dans la consommation. Dans le régime de la surcapitalisation, qui est l'état économique normal, la décapitalisation accompagne la capitalisation dans la mesure où cette dernière élève la productivité sociale au delà de la consommation effective, et la concentration pour autant que

qu'avant la guerre les budgets d'état seuls absorbaient près d'un dixième du produit social, ou près d'un tiers du revenu net de la population. Après la guerre, dans les principaux pays, la part des budgets au produit social a au moins doublé.

celle-ci aggrave l'inégalité de la répartition et augmente par là-même l'accumulation aux dépens de la consommation. La tendance à la décapitalisation se manifeste donc comme un correctif des tendances à l'accumulation et à la concentration, comme un moyen d'amener la production à correspondre à la consommation et comme une voie facilitant l'élargissement du procès de reproduction. Mais la décapitalisation ne s'effectue pas de façon continue et proportionnellement à l'accumulation ni sans troubler parfois sérieusement le cours normal de la vie économique.

Procès de décapitalisation sans modifications de la technique. — Le procès de décapitalisation apparaît surtout dans le domaine de la capitalisation sociale. C'est quand la technique de la production reste constante qu'elle s'accomplit le plus facilement, l'accumulation du capital s'exprimant dans ce cas par une augmentation lente des moyens de production des types existants. Dans cet état de la technique, l'accumulation renforce uniformément la concurrence entre capitalistes et élève la consommation, tant par la diminution du prix des produits aux dépens de la rente du capital que par l'élévation des salaires. Ces derniers croissent particulièrement vite et prennent une part toujours plus grande à la répartition lorsque l'accumulation sociale, après avoir utilisé tous les avantages offerts par la technique actuelle, ne peut plus augmenter le capital social faute de main-d'œuvre.

Décapitalisation lorsque la technique se développe. — L'invariabilité de la technique pendant que l'accumulation se poursuit ne peut être de longue durée. La technique était presque invariable au temps du régime corporatif à cause de prescriptions qui limitaient la production et les changements de méthode, et aussi par suite du peu de tendance à l'accumulation des artisans du moyen âge (1). A

(1) Voir SCHÖNBERG, *Zur wirtschaftlichen Bedeutung des deut-*

notre époque de liberté économique, avec notre circulation développée des marchandises, la concurrence entre capitalistes conduit, même quand il n'y a pas insuffisance de main-d'œuvre et comme nous l'avons observé en période de dépression, au perfectionnement de la technique. Mais quand la technique se développe, la diffusion du pouvoir d'achat devient plus difficile tout comme une augmentation de la consommation correspondante à l'accroissement de la productivité.

Les progrès de la technique et la découverte de nouvelles richesses naturelles augmentent l'importance du capital et de la nature en tant qu'éléments de la production sociale. En ceci ils agissent sur la production comme le ferait une augmentation du capital. Le résultat serait complet si les perfectionnements de la technique trouvaient immédiatement à s'appliquer à tout le capital existant et dans toutes les industries extractives. Alors ils conduiraient inéluctablement, d'une part, à la surproduction, et, de l'autre, au chômage, à moins que la consommation ne s'élevât immédiatement dans une mesure correspondante. Mais dans des conditions données de réalisation et de consommation, il ne faut pas s'y attendre.

Tel est en fait le résultat auquel conduit en fin de compte le progrès technique. Mais il ne se réalise pas immédiatement. Au contraire, les circonstances qui accompagnent la réalisation des progrès de la technique commencent par faciliter l'accumulation.

Les progrès de la technique, ou bien rendent la production plus économique, ou bien, en perfectionnant les produits et en en créant de nouveaux, rendent possible une satisfaction plus complète des besoins. Dans un cas comme dans l'autre, ils augmentent la consommation et élargissent

les bases de la capitalisation. Il est vrai que, dans le premier cas, la diminution du prix des produits entraîne une décapitalisation des vieilles entreprises, mais la capitalisation n'en est que plus forte chez ceux qui emploient les nouvelles méthodes. Car les perfectionnements techniques, quelle que soit leur nature : qu'ils consistent en amélioration des méthodes de production ou dans l'emploi de machines plus perfectionnées, exigent toujours pour leur réalisation beaucoup de capital nouveau et une capitalisation plus intense. Avant de provoquer une surproduction de marchandises, ils engendrent d'abord une forte demande de biens de reproduction. Et ces nouvelles dépenses, tant qu'elles n'ont pas encore commencé à augmenter la productivité sociale, agissent à la façon d'une augmentation de la consommation et facilitent l'accumulation et la capitalisation. Elles créent ainsi un terrain favorable à l'essor. L'élargissement, par la consommation productive, de la base de la capitalisation arrête la tendance à la décapitalisation qui cède la place à une tendance accrue à l'accumulation et à la concentration. Naturellement, la décapitalisation n'est ainsi que remise. Car la consommation productive ne constitue qu'une base fictive pour la capitalisation qui n'en a que plus besoin de consommation finale. La non-concordance qui apparaît entre la capitalisation et la production, d'un côté, la consommation, de l'autre, rendent ensuite une forte décapitalisation encore plus nécessaire. *Les crises économiques périodiques ne sont, en somme, rien autre que des périodes de décapitalisation forcée d'une importance inaccoutumée se produisant subitement et inéluctablement après une période de capitalisation exagérée basée sur la consommation productive.* Une telle capitalisation exagérée est très souvent provoquée par les progrès techniques de la production.

Les progrès de la technique et les crises économiques.
 — Les crises économiques sont, en effet, étroitement liées

à l'élévation de la productivité sociale et aux perfectionnements du procès de reproduction. En tant que phénomènes périodiques de la vie économique, elles sont apparues d'abord en Angleterre, au milieu du XVIII^e siècle, c'est-à-dire au moment où la vie économique est entrée dans la voie des grands perfectionnements techniques. Les circonstances qui, depuis lors, ont fortement facilité la production sociale, sont avant tout : le développement du commerce intérieur et extérieur et l'extension du marché, qui a donné la possibilité d'une division plus complète du travail et d'une meilleure utilisation des forces productives locales ; le perfectionnement de la technique de la production par suite de l'utilisation de la vapeur et de l'électricité et de l'introduction de machines perfectionnées ; le développement et le perfectionnement des moyens de communication et de transport par l'introduction des chemins de fer, des bateaux à vapeur, du télégraphe et du téléphone et la construction des canaux ; la découverte de richesses naturelles et l'utilisation pour l'agriculture d'immenses étendues de terres fertiles en Amérique et en Australie. Tout cela a tellement élevé la productivité de l'économie sociale que la consommation n'a pu suivre aussi vite, en partie à cause de l'inégalité de la répartition, qui réagit défavorablement sur le développement de la consommation, en partie à cause du conservatisme dans la façon de vivre (1). On peut facilement relier chaque crise économique à tel ou tel progrès de la technique (2).

(1) Concernant l'augmentation colossale de la productivité du travail et de la production en général à la suite des progrès de la technique, voir en particulier : D. A. WELLS, *The great depression of trade* (*Contemporary Review*, 1887, août et septembre). Du même : *The fall of prices*, *loc. cit.*, 1887 octobre et novembre. SIR LYON PLAYFAIR, *The progress of applied science in its effect upon trade*, *loc. cit.*, mars 1888.

(2) Les pertes causées par les progrès de la technique aux capitalistes a provoqué depuis longtemps l'hostilité de ces derniers. Celle-ci

Ainsi la tendance à la capitalisation, dans le régime de la concurrence, engendre les progrès de la technique, progrès qui grâce aux crises et à l'augmentation consécutive de la consommation élargissent son champ d'application.

Transformation du procès de production et exportation.
— La transformation du procès de reproduction par suite du progrès de la technique et l'accumulation renforcée corrélatrice du capital ont lieu dans des conditions plus favorables quand l'économie nationale rencontre, à côté d'une demande intérieure insuffisante, un débouché extérieur lui permettant de justifier l'augmentation du capital social. Le marché extérieur, en absorbant l'excédent de la production accrue, permet alors d'établir sans inconvénients le procès de reproduction sur de nouvelles bases. Mais le débouché extérieur n'est que d'un secours relatif s'il ne contribue pas au développement de la consommation intérieure et à l'intensification de l'importation des produits étrangers. Il ne peut remplacer la demande intérieure manquante que provisoirement, quand d'autres pays ont besoin d'un apport de capital étranger pour organiser leur économie nationale, ou de l'importation de produits étrangers dans un but de consommation pour satisfaire à des besoins urgents.

Si l'Angleterre a pu utiliser si rapidement les perfectionnements techniques de la période 1770-1790 et, au moyen de ces découvertes et d'une accumulation intense de capital, effectuer sans grandes perturbations jusqu'en

s'est manifestée dans ces derniers temps par la tendance des grandes entreprises à acquérir les brevets de perfectionnements pour retarder leur emploi jusqu'au moment qu'elles jugent favorable, lorsque ces perfectionnements ne peuvent plus déprécier les dépenses antérieures (Comp. E. MAYER, *Kapitalbedarf und Kapitalbeschaffung der Industrie in Mannheim, Ludwigshafen a. Rh. und Frankenthal*, 1910, p. 5). Ici nous trouvons la contre-partie de l'hostilité que les ouvriers ont toujours manifestée envers les progrès de la technique, qui, d'ordinaire, commencent par créer un excédent de main-d'œuvre.

1815 une révolution économique immense, elle le doit dans une mesure notable au monopole du commerce maritime, à sa domination sur les marchés extérieurs à l'époque de la guerre avec la France et aussi aux énormes dépenses militaires de ce temps-là (1). Certes, quand après la conclusion de la paix, le continent ruiné s'entoura d'une muraille douanière et quand les dépenses militaires cessèrent, il se produisit une forte crise qui dura jusque vers 1820 et fit naître un mouvement en faveur de la liberté du commerce (2).

Décapitalisation dans le fonds de consommation social et le capital de prêt. — Le capital privé investi dans le fonds de consommation social est soumis au procès de décapitalisation au même degré et de la même façon que celui investi dans le capital social. La diminution du prix des produits, quelles qu'en puissent être les causes, a pour conséquence une dépréciation du fonds de consommation. Cette dernière circonstance facilite son absorption et diminue d'autre part le capital privé qu'il représente. En même temps qu'une décapitalisation constante et normale, il se produit aussi par moments dans ce domaine, soit par suite d'une crise de production, ou du développement de la technique et des moyens de communication, ou par suite des excès de la spéculation, une décapitalisation violente de dimensions extraordinaires et constituant l'essence des crises commerciales.

Le capital de prêt est également sujet à la décapitalisation. La baisse du taux de l'intérêt, non seulement restreint le revenu des propriétaires de capital libre, mais diminue aussi constamment celui des détenteurs d'obligations d'états, de communes et de sociétés privées. Car ces derniers profitent de l'abondance de capitaux libres pour

(1) Comp. MAC CULLOCH, *On taxation and the funding system*, p. 4.

(2) Voir mon ouvrage : *Geschichte der Handelskrisen in England*, pp. 225 et s.

convertir leurs emprunts à des taux inférieurs. La conversion des dettes d'état produit un allègement de la charge fiscale pour la grande masse de la population : quant à celle des emprunts des sociétés privées, comme celles des chemins de fer par exemple, elle conduit à l'abaissement des dépenses de production et à la diminution du prix des produits et des services. Dans les deux cas, la consommation sociale gagne aux dépens de la capitalisation et de l'accumulation.

Réaction de la décapitalisation sur la répartition. — Que la décapitalisation s'effectue peu à peu ou subitement lors des crises, elle joue dans les deux cas un rôle important pour la répartition. Grâce à ce qu'elle accompagne inéluctablement la capitalisation et la concentration des fortunes et leur sert de correctif, celles-ci, dans leur cours normal, ne provoquent pas l'appauvrissement des masses et entraînent, au contraire, une certaine élévation de leur consommation. Quant aux classes possédantes, étant donné la différenciation de la répartition du capital privé qui accompagne le procès de concentration, la décapitalisation se fait pour la plus grande part au profit des classes possédantes inférieures et augmente leur consommation minimum.

Profitent, en effet, de la décapitalisation ceux qui jouent le rôle de consommateurs, c'est-à-dire, avant tout ceux qui reçoivent une rémunération pour leur travail personnel. Les ouvriers en profitent parce que le pouvoir d'achat de leurs salaires s'accroît par la diminution des prix des produits. C'est à cela qu'il faut attribuer surtout l'amélioration progressive de la situation des ouvriers. Les propriétaires fonciers et les détenteurs d'obligations à revenus fixes gagnent aussi à la décapitalisation (Mais pour autant qu'ils épargnent leur pouvoir d'achat accru, ils augmentent seulement la tendance à la décapitalisation). C'est pourquoi cette dernière signifie finalement une élé-

vation proportionnée de la consommation ayant lieu de préférence au profit de ceux qui ne sont point propriétaires de capital ou de fonds de consommation social.

Les choses se passent un peu autrement lors d'une décapitalisation subite entraînant après elle une perturbation complète du procès de reproduction. Quand la décapitalisation est normale, les ouvriers, comme nous l'avons vu, en profitent. Mais quand elle est accompagnée d'une perturbation de la vie économique, une partie des ouvriers est privée de travail et les autres reçoivent un salaire réduit. Ainsi la période de plus forte décapitalisation coïncide avec une période de misère pour les travailleurs. Si même la désorganisation de la vie économique dure peu — d'ordinaire quelques mois —, elle a cependant une influence prolongée sur la situation de la classe ouvrière dans son ensemble ; elle la rend brusquement et pour longtemps plus mauvaise. Etant donné ces circonstances, la décapitalisation s'effectue ici surtout au profit des classes ayant un revenu constant, comme les fonctionnaires, les employés et les rentiers, ainsi qu'au bénéfice de ceux des entrepreneurs et des capitalistes qui ne souffrent pas du changement de la conjoncture ou même y gagnent (comme les commerçants en détail). Nous avons remarqué plus haut que, par la chute des prix en période de dépression, la capacité de consommation des ouvriers qualifiés (abstraction faite des sans-travail) ne diminue que peu et augmente même souvent par rapport à celle de la période d'essor. D'un autre côté, le capital et les revenus des capitalistes sont fortement réduits. Grâce à l'action de la décapitalisation, les crises économiques conduisent à une forte différenciation dans les couches extrêmes supérieures et inférieures de la répartition, mais renforcent les couches intermédiaires et augmentent ainsi la participation au produit social d'une grande masse de la population (1).

(1) Cette conclusion est brillamment confirmée par les intéressan-

Malgré la grande influence de la tendance à la décapitalisation sur la répartition, elle est cependant aussi pen en mesure que les facteurs de force indiqués plus haut de supprimer la tendance à l'inégalité de la répartition ou même de l'atténuer notablement. Cela résulte déjà de ce que la tendance à la décapitalisation est engendrée par cette dernière et en est le correctif. Elle augmente la participation au produit social des classes peu fortunées et élargit la base d'où procède la différenciation de la répartition des revenus et des fortunes. Mais elle ne peut l'empêcher. Au contraire, la tendance à la décapitalisation la favorise en écartant les obstacles de son chemin et en rendant possible, par l'élargissement de la base de la consommation, un accroissement harmonique de la capitalisation, de la production et de la consommation malgré l'inégalité croissante de la répartition.

Développement effectif de la répartition. — L'observation de la réalité peut seule montrer dans quelle mesure les tendances indiquées peuvent effectivement agir sur la

les recherches statistiques de ERNST HUNCKE, *Die Entwicklung von Einkommenssteuer und Einkommen in England in den letzten 20 Jahren* (Finanz-Archiv., t. XXII, 1, 1905). La statistique des revenus de la cédule D montre, pour la période 1881-1900, une augmentation constante des revenus du commerce et de l'industrie (environ $3\frac{1}{2}$ 0/0 de la somme totale annuelle). Mais pendant les périodes de dépression de 1885-1888 et 1893-1896, non seulement cette augmentation s'arrêta, mais elle fit place à un abaissement notable qui, pour la période 1892-1895, alla jusqu'à 25 mill. de livres sterling ou 8 0/0. Cependant, les revenus provenant des appointements et pensions (cédule E) indiquent une augmentation lente mais continue avec quelques regrès accidentels et peu importants. « Les crises, remarque Huncke, atteignent surtout les gros capitalistes; quand la conjoncture est défavorable, leurs revenus et les successions qu'ils laissent s'abaissent notablement, tandis que la diminution des revenus ouvriers est à peine notable » (p. 207). A. WAGNER (*Zur Methodik der Statistik des Volkseinkommens und Volksvermögens. Zeitschrift des Kgl. preuss. Statist. Bureaus*, 1904, p. 86) remarque la même influence des crises sur le développement de la répartition en Prusse.

répartition. Mais par suite de la grande insuffisance de statistiques relatives à la répartition des revenus et des fortunes, nous ne pouvons qu'entrevoir les tendances générales et, encore, pas toujours. Aussi laisserons-nous de côté la question de savoir si la participation au produit social des propriétaires du capital privé augmente relativement par rapport à celle des classes laborieuses. Cet accroissement relatif n'est guère vraisemblable malgré le rapide accroissement absolu. L'augmentation du *capital social* ne signifie pas encore celle de la participation de ses détenteurs au produit social. Au contraire, étant donné la forte tendance à l'accumulation et à la concentration, la décapitalisation doit accroître la part des travailleurs. Cela ressort du fait de l'augmentation des salaires malgré la rapide augmentation de la population ouvrière (1) et du fait de la baisse progressive du profit d'entreprise et du taux du prêt qui se produisent incontestablement avec le temps. Ce qui précède s'applique aussi à la *capitalisation dans le fonds de consommation social*. Son extension à de nouvelles branches de ce fonds lui donne d'ailleurs la possibilité de s'accroître même indépendamment de l'augmentation de la consommation sociale.

Mais les choses sont différentes pour la capitalisation en *obligations* émises sur la base d'un crédit de consommation et pour la capitalisation *foncière*. La première n'est

(1) D'après les calculs de AFTALION (*Le salaire réel et sa nouvelle orientation*, dans *Revue d'Economie politique*, 1912, n° 5, p. 548) le salaire réel des ouvriers s'est élevé progressivement de 1850 à 1907 de 79 0/0 en Angleterre et, en France, jusqu'à 1910, de 78 0/0. G. H. WOOD (*Journal of R. Statist. Soc.*, 1899 : *Some statistics relating to working class progress since 1860*) et BOWLEY (*The change in the distribution of national income 1880 1913*, 1920) arrivent à des conclusions analogues. Dans ces calculs ne sont pas compris les grands avantages que donnent aux travailleurs les consommations collectives dans l'état et la commune et dont l'importance va toujours en croissant.

pas directement soumise à l'action de la décapitalisation, car ce genre de crédit ne réduit pas la consommation et modifie seulement la répartition future. Et ici on remarque depuis plus d'un siècle une augmentation considérable et progressive des dettes d'états et communales, en grande partie à la suite de dépenses non-productives. D'un autre côté, avec l'accroissement de la population, l'élévation de la productivité sociale et l'agglomération de la population dans les villes, la rente foncière tend naturellement à monter en même temps que le capital privé représenté par la propriété du sol augmente de valeur. L'élévation de la rente foncière indique d'elle-même un accroissement relatif correspondant de la participation de ce capital privé au produit social. C'est en cela que consiste la signification particulière de la rente foncière dans la répartition. Seulement, à cause d'une autre tendance de la capitalisation en moyens de production et en fonds de consommation sociale, il ne faut pas attacher à cette circonstance une importance exagérée.

Il faut d'ailleurs prendre en considération deux facteurs qui augmentent la participation des classes laborieuses à la consommation sociale, c'est-à-dire leur revenu général : ce sont l'accroissement déjà indiqué plus haut de la consommation collective de l'état et des communes, et l'augmentation du nombre des employés dans les institutions publiques et privées, ainsi que des personnes exerçant une profession libérale et retirant de leur travail un revenu relativement important ou parfois même considérable.

Augmentation absolue du revenu de la propriété. — D'une façon générale, on peut admettre que la part relative du produit social des détenteurs des capitaux de tous genres, si elle n'augmente pas, ne diminue pas non plus notablement (1). Etant donné le rapide accroissement du

(1) On est obligé de juger de la répartition sociale surtout par des

produit de la production sociale, cela indique une *augmentation absolue* continue et notable des revenus de la propriété. Mais tandis que l'augmentation des revenus ouvriers provient surtout de l'accroissement de la population ouvrière, l'élévation des revenus de la propriété ne présente pas la même garantie de diffusion de la répartition. Au contraire, du fait de la tendance de la propriété à la concentration, l'augmentation des revenus qui en proviennent doit contribuer à une inégalité plus grande de la répartition.

Augmentation de l'inégalité de la répartition. — Quand on étudie le problème de la répartition, il faut considérer que la variation de la répartition des revenus ne traduit pas complètement la variation correspondante de la répartition du produit social. La statistique des revenus exprime la proportion dans laquelle le produit social

données concernant les impôts sur la propriété et le revenu. Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande, R. GIFFEN (*Progress of the working classes in the last half century, Journal of R. Statistical Society*, 1883, pp. 593 et s.) donne une comparaison excessivement intéressante des revenus des classes ouvrière et non ouvrière pour 1843 et 1881. Cet auteur base son estimation en partie sur la statistique des revenus et en partie sur diverses données relatives au mouvement des salaires. De ces différentes sources il déduit que, de l'ensemble des revenus, 36,8 0/0 provenaient de la propriété en 1843 et 33,8 0/0 en 1881. Si l'on considère que Giffen détermine avec beaucoup d'optimisme l'augmentation des revenus des ouvriers à ces époques et que précisément alors le mouvement de la rente foncière rurale était absolument anormal (suppression des droits d'entrée sur le blé en 1849, concurrence intense des produits agricoles étrangers qui commença juste avant 1880), il n'y a pas lieu d'attribuer une grande importance à la faible diminution qu'il indique des revenus de la propriété.

Dans un ouvrage récent, *The change in the distribution of the national income 1880-1913*, 1920, BOWLEY, dont la compétence en ces matières est bien connue, arrive en effet à cette conclusion que « le rapport de la part de la propriété à celle du travail, dans le revenu national, était de 37 1/2 0/0 à 62 1/2 0/0 en 1880 et exactement le même en 1913 ». SCHMÖLLER (*Grundriss*, p. 888) évaluait pour l'Allemagne la part de la propriété dans le revenu total de l'année 1895 à 32 0/0.

d'une année déterminée est réparti entre les divers individus ou classes contribuables. Mais les mêmes chiffres relatifs aux revenus d'années différentes ne représentent pas des valeurs égales, parce qu'étant donné les variations des prix et des conditions de la production et de la consommation pendant le laps de temps qui les sépare, ces chiffres représentent des pouvoirs d'achat différents. En outre, la part des bénéficiaires de divers revenus dans la consommation collective peut subir aussi des modifications. Cela est particulièrement important quand on étudie les variations de la part des classes à revenus inférieurs, part sur laquelle s'édifie ensuite l'échelle des revenus des autres classes. Sous cette réserve, il faut tout de même constater que, dans divers pays où existe l'impôt sur le revenu, la statistique indique un mouvement de la répartition répondant aux tendances indiquées plus haut, à savoir que : 1^o *Il y a augmentation progressive de la participation au produit social et du revenu moyen de la grande masse de la population appartenant aux catégories à revenus inférieurs.* 2^o *Il se produit une différenciation croissante dans les classes fortement imposées et une augmentation de la participation relative des gros revenus par suite de la concentration des richesses.*

L'amélioration de la situation matérielle des classes inférieures de la population est un fait reconnu par tous. Elle provient tant de l'augmentation de la rémunération du travail que de la diminution de prix des biens de consommation. D'autre part, l'inégalité croissante de la répartition et l'accroissement de la participation relative au produit social des classes à revenus élevés ne peuvent être niées même par les investigateurs les plus optimistes (1).

(1) Pour montrer par des statistiques les conditions effectives de la répartition et les tendances de son évolution, nous devons renvoyer ici à des recherches spéciales et en outre de celles déjà indiquées

Le rapide accroissement des très grosses fortunes et des très gros revenus et la rapide augmentation du nom-

de Giffen, Hanke, Steph. Bauer, A. Wagner et Bowley, en particulier aux suivantes : ENGEL, *Die Klassen-und klassifizierte Einkommenssteuer und die Einkommensverteilung im preuss. Staate in den Jahren 1852 bis 1875* (Zeitschrift des preuss. Statist. Bureaus, 1875). SOETBEER, *Umfang und Verteilung des Volkseinkommens im preuss. Staat*, 1879. Du même : *Das Volkseinkommen im preuss. Staate* (Jahrb. f. Nat. u. Stat., 1889). BÖHMERT, *Die Verteilung des Einkommens in Preussen und Sachsen*, 1898. R. MAYER, *Einkommen* dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*. A. WAGNER, *Zur Methodik der Statistik des Volkseinkommens und Volksvermögens* (Zeitschrift des preuss. Stat. Bureaus, 1904). Du même : *Weitere Statist. Untersuchungen über die Verteilung des Volkseinkommens in Preussen.*, loc. cit., 1904. L. LEVI, *Wages and earnings of the working classes*, 1885. A. BOWLEY, *Changes in average wages in the Unit. Kingd. between 1860 and 1892* (Journal of R. Stat. Soc. 1895). CMOZZA MONEY, *Riches and poverty*, 1911. S. I. SOLNTZEW, *Le salaire en tant que problème de la répartition* (en russe), 1911.

L'évolution de la répartition, en particulier dans ses rapports avec la théorie primitive de la misère croissante de Marx, a fait l'objet, entre les économistes, de vives controverses qui se reflètent parfois dans les recherches indiquées ci-dessus. Mais si la théorie de la misère doit être rejetée par suite de l'amélioration réelle et progressive de la situation matérielle de la classe ouvrière dans les pays industriels, l'accroissement continu de l'inégalité parmi les classes possédantes est incontestablement confirmé par les évaluations les plus scrupuleuses de la répartition et du mouvement des revenus dans les pays où ils sont imposés. Pour caractériser ce mouvement, nous citerons les résultats de quelques recherches : D'après les évaluations relativement plus récentes de A. WAGNER (*op. cit.*, p. 79), en Prusse, dans la période 1878-1902, pour une augmentation du nombre des contribuables à l'impôt sur le revenu de 146 0/0, le nombre des personnes dont le revenu varie entre 900 et 2 100 marks a augmenté de 148 0/0 ; pour les revenus entre 2 100 et 3.000 marks, l'augmentation a été de 109 0/0 ; pour ceux entre 3.000 et 6.000 marks, 140 0/0 ; pour ceux entre 6.000 et 9.600 marks, 206 0/0 ; pour ceux entre 9.600 et 28.800, marks 270 0/0 ; pour ceux entre 28.800 et 96 000 marks, 332 0/0 ; pour les revenus supérieurs à 96.000 marks, 636 0/0. Wagner constate en même temps que la participation au revenu total des catégories fortement imposées s'accroît dans une proportion notablement plus forte (*op. cit.*, pp. 252 et s.). Voir aussi la déposition de Wagner devant la commission allemande d'enquête bancaire

bre des personnes à revenus élevés et qui n'est nullement en rapport avec celle des revenus des grandes masses de la population et des classes moyennes, constituent le trait caractéristique de l'évolution de la répartition à l'époque du progrès industriel. La centralisation de la richesse s'accélère ; comme symptôme de cette évolution, nous observons d'année en année une rapide augmentation du nombre des fortunes colossales (1). La courbe du déve-

(*Bankenquete*, 1908-1909, t. II, pp. 88-89). Les mêmes tendances ont été constatées pour les périodes précédentes. D'après Engel, pour une augmentation du nombre des contribuables de 225,7 0/0 en Prusse de 1852 à 1873, le nombre des personnes ayant un revenu inférieur à 3.000 marks n'a augmenté que de 124 0/0 ; pour les revenus de 3.000 à 18.000 marks, ce nombre a augmenté de 210,2-233,9 0/0 ; pour les revenus de 18.000 à 72.000 marks, de 324,8-470,6 0/0 ; pour les revenus supérieurs à 72.000 marks, de 576,3-2.200 0/0. Les recherches détaillées de Soetbeer conduisent aux mêmes résultats. Neumann a trouvé des chiffres analogues pour 1852-1890.

La statistique relative à la répartition et à l'évolution des revenus en Angleterre indique des résultats semblables (Voir les travaux de Bowley et de Chiozza Money).

Solntzew donne des courbes intéressantes du mouvement des revenus tracées d'après la méthode, plus rationnelle que les anciennes de Lorenz et Bowley (*op. cit.*, pp. 544 à 551), pour la Prusse, la Saxe et la Grande-Bretagne. Ces courbes indiquent la même tendance à l'accroissement de l'inégalité de la répartition. Schmoller, qui fait une large place à la question de la répartition dans ses *Principes* (t. II, pp. 418-463), arrive sur cette question et malgré l'optimisme dont il fait généralement montre, à la conclusion que « l'évolution actuelle a fortement aggravé l'inégalité de la répartition des fortunes et des revenus » (*op. cit.*, p. 463).

(1) Les données suivantes caractérisent l'inégalité des fortunes dans divers pays avant la guerre : Selon Schmoller (*Grundriss*, p. 911), la moitié de la fortune privée appartenait en Prusse à 100.000 familles, en Allemagne, à 170.000 ; en Hollande 23.000 familles étaient propriétaires de la moitié de la fortune privée appartenant aux contribuables ayant un revenu supérieur à 13.000 florins. D'après les déclarations du ministre des finances Caillaux à la Chambre des députés, sur les 200 milliards de francs représentant la fortune nationale de la France avant la guerre, 55 milliards ou 27 0/0 appartenaient à 18.000 personnes, 75 milliards ou 37 0/0 à 45.000 personnes, 6-10 de la fortune nationale à 260.000 personnes. D'après Sir Leo Chiozza Money, la moi-

loppement de la répartition fournie par les statistiques et qui montre la tendance à l'inégalité croissante et à la concentration des revenus, concorde avec les conclusions auxquelles nous sommes parvenus par notre analyse des lois de l'accumulation et de la capitalisation.

Conclusion. — Notre étude a montré que le développement de la répartition sociale dans le sens de l'accroissement de l'inégalité est une conséquence de la tendance exagérée à la capitalisation. Celle-ci mène à la surproduction et par la suite à l'extension et à la concentration de la capitalisation privée régissant la répartition. Mais nous avons vu que, de son côté, l'inégalité de la répartition empêche le développement harmonique de la production et de la consommation et facilite la tendance à la surproduction. Il se produit ainsi un cercle vicieux qui donne son empreinte à la vie économique. Le développement ondulé de la vie économique, les cycles économiques interrompus par des crises périodiques, avec leurs périodes de dépression, de développement normal et de prospérité, sont les conséquences de ces contradictions fondamentales.

IV

TENDANCE A LA SURCAPITALISATION ET STRUCTURE ÉCONOMIQUE CAPITALISTE

Causes fondamentales des crises économiques périodiques. — Nous arrivons à la fin de notre recherche des causes fondamentales des crises économiques périodiques.

tié du revenu du Royaume-Uni allait à 12 0/0 de la population. D'après Holms, en 1890, 4 047 millionnaires possédaient 20 0/0 de la fortune des Etats Unis. La guerre mondiale, à ce qu'il semble, a fortement accentué l'inégalité de la répartition.

Nous ne les avons rencontrées ni dans les imperfections des détails techniques de l'organisation économique, ni dans la conduite défectueuse des entreprises particulières. Quoique de tels défauts en se rencontrant avec d'autres facteurs plus importants puissent conduire à des perturbations sérieuses de la vie économique, ils ne sont pas capables de provoquer à eux seuls les crises périodiques du capital. Comme nous l'avons vu, ces dernières sont conditionnées par la tendance de l'économie nationale à la surcapitalisation, tendance provenant de phénomènes qui impriment leur caractère à toute la vie économique, à savoir : *tendance illimitée à l'accumulation des unités économiques et limitation effective de la capitalisation sociale par la consommation sociale, laquelle ne manifeste pas la même propension à s'étendre que l'accumulation des unités économiques particulières.*

Cette divergence entre la capitalisation des unités économiques et l'extension de la consommation sociale est la conséquence de la division du travail dans l'économie sociale, qui a séparé la production de la consommation des économies particulières. Cette séparation donne aux diverses unités économiques la possibilité d'augmenter leur production et leur capital indépendamment de leur consommation propre. Mais pour l'ensemble de toutes les unités économiques, la consommation sociale constitue une limite absolue de la capitalisation. Elle constitue le fondement de la capitalisation, exactement comme la production, la consommation et la capitalisation sont des termes distincts partiels de la reproduction sociale et dont les rapports mutuels ne peuvent être modifiés arbitrairement, mais sont déterminés par l'organisation et la technique du processus de reproduction. La surcapitalisation qui en résulte ne met pas une borne à l'accumulation des économies particulières mais, sous la poussée d'une accumulation ininterrompue, elle conduit à l'extension et à la concentra-

tion de la capitalisation privée et à l'aggravation de l'inégalité de la répartition. A son tour, cette dernière favorise encore plus la tendance de l'économie nationale à surcapitaliser.

La crise périodique est le produit et le corollaire de ces contradictions dont elle arrête provisoirement l'action sur la vie économique en ouvrant la voie à une extension de l'échelle de reproduction. Mais l'état de surcapitalisation et la tendance à l'accumulation et à la capitalisation restent cependant le fondement de la vie économique et y provoquent les anomalies et les troubles qui extérieurement paraissent être la conséquence de l'imperfection de tel ou tel organe économique ou le produit des abus ou de l'imprévoyance. Si ces derniers facteurs jouent aussi un rôle dans les troubles économiques, ils sont en tous cas pour une grande part eux-mêmes la conséquence des phénomènes indiqués plus haut. En d'autres termes : c'est la passion de l'accumulation qui incite les gens à la spéculation dès que se présente une possibilité de renforcer l'accumulation et d'étendre la capitalisation. Cette passion est à la base de l'optimisme qui anime la spéculation. C'est aussi la possibilité limitée de la capitalisation qui conduit aux excès de la concurrence. D'autre part, c'est la surcapitalisation continue qui, en condamnant à l'inaction une partie des forces productives, provoque la dépression et, avec l'amélioration de la conjoncture, la surproduction et la décapitalisation forcée. Ces phénomènes régissent dans une mesure importante l'évolution économique et son développement cyclique.

Etant donné la grande importance pour la vie économique des facteurs mentionnés et des tendances secondaires qui en découlent, il est clair que leur action ne se limite pas aux phénomènes indiqués, mais influence la vie économique sous beaucoup d'autres rapports. La tendance à l'accumulation et à la capitalisation et la lutte

pour cette dernière sont des facteurs puissants du développement de la technique. Celle-ci se trouve également sous l'influence de la tendance à la concentration du capital et obéit souvent à ses exigences aux dépens du développement de la productivité sociale. La tendance à la concentration conditionne dans une mesure importante l'organisation de la production et favorise souvent l'apparition et l'extension de grandes entreprises tant dans l'économie rurale que dans l'industrie et le commerce, même quand elles sont économiquement moins avantageuses que les entreprises petites et moyennes déjà existantes. D'un autre côté, par son influence sur le sens de la consommation et sur le goût des grandes masses de la population, elle crée des conditions favorables pour la grande production. Ainsi nous voyons souvent des marchandises peu coûteuses et faites à la machine évincer des produits supérieurs mais plus chers confectionnés à la main, même quand ces derniers, par leur qualité meilleure et leur solidité, justifient largement le supplément de dépense qu'ils exigent et sont, par conséquent, plus avantageux pour le consommateur. *Ainsi les tendances à l'accumulation, à la concentration et à la capitalisation dérangent des facteurs de la structure sociale.* Mais l'examen plus approfondi de cette question dépasse le cadre de notre étude.

Surcapitalisation et richesse en capital. — L'état de surcapitalisation ne dépend pas d'un degré déterminé de prospérité du pays. La surcapitalisation est la conséquence inéluctable du mode capitaliste de production et se fait jour là où cette dernière atteint un certain degré de développement. L'état de surcapitalisation peut donc exister aussi bien dans des pays riches que dans des pays pauvres en capital par rapport au chiffre de leur population et à l'étendue de leur territoire, mais dans lesquels le capital existant ne peut trouver à se placer avantageu-

sement, étant donné les conditions de la répartition et de la consommation sociales. La tendance à la surcapitalisation se fait jour dès le moyen âge, là où le système économique capitaliste ayant disparu lors de la chute de l'Empire romain, réussit à se rétablir. Il s'y était déjà produit une accumulation, à vrai dire modérée de pouvoir d'achat provenant soit du commerce, soit des métiers, soit de la rente foncière urbaine ou rurale. L'utilisation de cette accumulation n'était pas facile dans les conditions existantes de la production et de la consommation, et le placement de l'épargne était surtout possible dans le domaine de la capitalisation privée. La concentration de la propriété foncière (1), qui, étant donné les restrictions légales, n'était possible que dans une mesure limitée, et les prêts de consommation, en particulier aux souverains, constituaient les formes les plus importantes de la capitalisation. Du fait que les prêts aux souverains étaient si recherchés par les gros financiers de tous les pays, malgré les risques qu'ils présentaient en ce temps-là et leur faible rendement relatif, on voit combien le placement de l'épargne était alors difficile (2). Les souverains profitaient de cet état de choses : l'empereur et les rois ne se gênaient pas de répudier leurs dettes aux financiers de l'Italie du Nord, de l'Allemagne du Sud ou de France, déponillant ainsi ces derniers et leurs nombreux clients. Mais ces répudiations ne nuisaient pas beaucoup à leur crédit et ils trouvaient facilement à emprunter chez des concurrents de leurs premiers créiteurs. Les crises de

(1) A partir du milieu du x^ve siècle s'est produit une concentration des mines de métaux précieux dans le Tyrol, la Hongrie, la Silésie, la Saxe, la Bohême et la Forêt Noire entre les mains de la noblesse ou des grosses maisons de commerce (W. SOMBART, *Der moderne Kapitalismus*, 1902, I, pp. 279-280).

(2) R. EHRENBERG, *Das Zeitalter der Fugger. Geld-Kapital und Kreditverkehr im 16. Jahrh.*, 1896. Comp. également mon ouvrage : *Geschichte der Handelskrisen in England*, chap. I.

répartition au moyen âge et, dans les temps modernes, jusqu'au milieu du xviii^e siècle ont eu surtout pour cause des répudiations de ce genre.

La possibilité d'une surcapitalisation de quelque importance dans le domaine de la capitalisation sociale était alors exclue, parce que l'industrie était encore peu développée et la surcapitalisation dans ce domaine limitée d'avance par les prescriptions limitatives des corporations relatives à l'importance et le nombre des entreprises.

Au xvii^e siècle, le capital disponible était si abondant en Hollande que le taux habituel de l'intérêt de prêt ne dépassait pas 3 0 0. Nous observons la même chose en Italie. A la fin du xvii^e siècle, les obligations pontificales 3 0 0 étaient cotées à 112 0 0 (1). Au milieu du xviii^e siècle, les obligations 3 0 0 de la dette anglaise consolidée étaient également cotées au-dessus de leur valeur nominale. Nous avons déjà remarqué plus haut (2) qu'il faut attribuer à cette difficulté de trouver un emploi avantageux du capital naissant la manie sans exemple de la spéculation en Hollande au xvii^e siècle et en France ainsi qu'en Angleterre dans le premier quart du xviii^e.

C'est par là aussi qu'il faut expliquer la politique mercantile des états européens du xvi^e au xviii^e siècle. La création de marchés intérieurs et extérieurs comme bases du développement de l'industrie constituait le principe fondamental de cette politique. L'industrie était en effet un champ plus large et plus extensible pour l'esprit d'entreprise et l'emploi du capital libre naissant. C'est de là que sont nées la doctrine de l'utilité de l'extension de la consommation des objets de luxe et celle de la balance commerciale. Une balance solvant par un actif était considéré non pas comme un indice de l'augmentation de la

(1) MALTHUS, *Principles*, 1820, p. 476.

(2) Voir plus haut, pp. 127-128. Comp. mon ouvrage : *Geschichte der Handelskrisen in England*, chap. II.

quantité de monnaie existant dans le pays, mais comme un signe indubitable de la conquête de marchés par l'industrie nationale. Le marché intérieur était défendu jalousement contre l'intrusion de l'industrie étrangère et en même temps on encourageait par tous les moyens l'exportation des produits de l'industrie nationale. Les mêmes conceptions déterminaient aussi la politique coloniale des empires européens pour lesquels les colonies étaient des marchés réservés à l'industrie et au commerce de la métropole (1).

La disparition du régime corporatif et le développement de l'industrie créèrent une arène plus large pour la capitalisation : l'épargne put désormais se placer dans les installations et l'outillage industriels, dans les moyens perfectionnés de communications et autres dépenses productives semblables. Mais en même temps le volume de l'accumulation augmenta et la tendance à la surcapitalisation, contre laquelle il n'existait plus de limitations artificielles, s'accrut. Avec l'accroissement du capital social, la surcapitalisation put s'affirmer dans une large mesure. Mais cela ne signifie pas que jadis, comparativement à la masse existante de capital social, la tendance à la capitalisation et, à certains moments, le degré de la surcapitalisation étaient moindres que maintenant, par exemple, en Angleterre à la fin du XVIII^e siècle ou vers 1815, lorsque la fortune par tête d'habitant était deux fois moindre qu'aujourd'hui.

A un moment donné, la tendance à la surcapitalisation se révèle fort différente dans des pays ayant atteint des degrés divers de développement économique. Ceux qui sont le plus avancés se trouvent sous ce rapport dans la situation la moins favorable. C'est là que la tendance à la surcapitalisation est la plus forte et que la capitalisation a

(1) Voir aussi plus loin, pp. 370 et s.

besoin de ressources toujours nouvelles telles que : élévation du niveau de la vie de la population, apparition de nouveaux besoins, découvertes de moyens d'accroître l'intensité de la capitalisation du procès de production. Les pays dont le développement économique est en retard ont l'avantage de pouvoir utiliser pour leur capitalisation les besoins qui se sont faits jour dans les nations d'avant-garde. De tels pays présentent un large champ pour le placement du capital, en particulier parce que l'économie nationale peut y être pourvue d'installations comme, par exemple, des moyens perfectionnés de communications, qui augmentent la productivité du pays sans pourtant favoriser une accumulation excessive de capital. Il se peut même que l'accumulation locale se montre insuffisante pour mettre en valeur les forces productives du pays et laisse une large place à l'activité du capital étranger. Dans ces pays, la surcapitalisation peut avoir lieu à la suite d'un afflux trop rapide de capital étranger auquel les conditions de la production et de la consommation ne peuvent s'adapter assez vite. Elle y revêt donc un caractère occasionnel et passager. D'ailleurs, la prédisposition de tels pays à la surcapitalisation dépend essentiellement des conditions de la répartition des richesses. Si cette dernière, en particulier celle de la propriété foncière est favorable, l'accroissement de la productivité sociale amenée par les chemins de fer et autres moyens de communication et, en général, par toutes sortes de dépenses productives, profite dans une mesure plus égale à tous les habitants. La consommation peut alors s'accroître plus rapidement et s'opposer à la tendance à la surcapitalisation. Quand, au contraire, la richesse nationale et particulièrement la propriété foncière (d'une importance prédominante dans de tels pays), sont fortement concentrées, la plus faible augmentation de la productivité peut faire naître la surcapitalisation.

V

LA SURCAPITALISATION ET LA LUTTE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

La théorie de la surcapitalisation ne serait pas complète si nous n'indiquions, ne fût-ce que dans leurs traits les plus généraux, quelques phénomènes provenant, comme les crises, de la surcapitalisation et qui éclairent à la fois les crises et cette dernière. Il s'agit de la lutte pour la capitalisation, d'une part, entre les diverses économies nationales et, de l'autre, entre les divers groupes sociaux, à l'intérieur de chacune d'elles.

Extension de la capitalisation à l'extérieur du pays. — Les conséquences de la surcapitalisation ne se limitent pas aux rapports mutuels des entreprises économiques particulières constituant l'économie nationale, mais atteignent également les rapports mutuels entre les économies nationales.

Lorsque la surcapitalisation règne dans le pays, la tendance à la capitalisation la fait s'étendre au delà des frontières. Car cette tendance cherche alors dans la consommation étrangère la base de capitalisation qu'elle ne trouve plus dans la consommation intérieure. C'est par cette nécessité d'une nouvelle base pour entretenir la capitalisation que s'explique la tendance de l'économie nationale à conquérir des marchés exotiques et à placer le capital à l'étranger. Dans le premier cas, la capitalisation a lieu à l'intérieur du pays en s'appuyant sur la consommation extérieure, dans le second, le capital sort du pays mais les revenus y reviennent ou sont placés à l'étranger au compte du pays.

L'extension de la capitalisation s'effectue surtout par la première voie, c'est-à-dire par la conquête des marchés étrangers au profit de l'industrie nationale. On s'efforce

en même temps d'acquérir des colonies dont les marchés sont réservés exclusivement ou de préférence à l'industrie et au commerce du pays. Avec le temps (et c'est un phénomène nouveau), l'exportation des marchandises est suivie de celle des capitaux. Car, en partie pour surmonter les obstacles de la politique protectionniste des autres pays et en partie pour placer la production dans des conditions plus avantageuses, le capital lui-même émigre et va créer des entreprises de production dans les pays exploités. La participation à des entreprises étrangères telles que chemins de fer, ports, exploitations minières, stations électriques, etc., donnent également la possibilité d'investir le capital à l'étranger.

Lutte entre les capitalisations étrangère et indigène. — L'extension de la capitalisation est encore possible aux dépens des pays développés économiquement et où la surcapitalisation existe également. Car chaque pays peut se créer un marché à l'étranger et y concurrencer les produits indigènes dans les branches de la production où il occupe une situation privilégiée et peut produire mieux ou à meilleur compte. Dans ce cas, l'extension de la capitalisation à l'étranger s'effectue aux dépens de la capitalisation intérieure par l'évincement des capitalistes indigènes. Ainsi s'accomplit une concentration de capital hors des limites de l'économie nationale de chaque pays.

En même temps il se produit un élargissement du champ de capitalisation en général. En effet, le commerce extérieur, en favorisant la division internationale du travail, augmente le rendement des forces productives dans l'économie mondiale, diminue les prix des produits et étend la consommation, base de toute capitalisation. Il agit encore dans le même sens en enrichissant le marché de produits nouveaux et divers qui éveillent de nouveaux besoins. Mais pour le pays servant de champ de capitalisation, l'importation des fabricats et même des pro-

duits étrangers peut avoir certains inconvénients. A part les inconvénients politiques et sociaux qu'entraîne nécessairement avec elle une semblable dépendance économique, elle peut, dans certains cas, et ne serait-ce que provisoirement, rétrécir le champ d'application du travail indigène et provoquer l'émigration.

L'afflux de capitaux étrangers ne présente pas pour la population ouvrière indigène ces suites nuisibles. Au contraire, dans les pays possédant de grandes richesses naturelles et un capital indigène infime, cet afflux rend possible une nouvelle utilisation des forces ouvrières et peut donner un puissant essor au développement économique du pays. Mais dans les contrées où les capitaux nouveaux ne font que remplacer les capitaux locaux, ils évincent simplement les capitalistes indigènes ; par contre, ils favorisent généralement les consommateurs (1). Comme nous l'avons déjà remarqué, le degré de développement économique dépend essentiellement ici de la mesure dans laquelle les conditions de la répartition permettent d'élever la consommation à la suite de l'accroissement de la productivité.

Surcapitalisation et politique protectionniste. — Le libre échange international du capital et des marchandises est favorable au développement absolu des forces productives de l'économie mondiale. Mais pour chaque économie nationale, il est important de développer autant que possible ses forces productives propres. Une condition indispensable pour cela, c'est le débit des produits, soit pour la consommation propre, soit pour celle d'autres pays. Ce débit est d'autant plus nécessaire qu'avec la tendance

(1) Il est caractéristique que l'Angleterre ait introduit aux Indes une politique protectionniste nuisible à son exportation commerciale propre. En favorisant l'exportation du *capital*, elle voit évidemment la meilleure façon d'accorder les intérêts de l'état capitaliste et ceux de l'état consommateur.

dominante à la surcapitalisation, il n'y a pas pénurie de forces productives. D'où la tendance de chaque pays à mettre à la disposition de sa production propre des marchés intérieurs et coloniaux, et d'éliminer autant que possible, la concurrence étrangère tout en conquérant des débouchés extérieurs. L'exclusion de la concurrence étrangère ou l'acquisition de nouveaux marchés permet d'éviter la suppression d'une partie du capital superflu, d'utiliser celui qui chôme et d'empêcher la décapitalisation trop brusque. Cela n'aide évidemment que pendant un certain temps après lequel on revient à l'état antérieur de surcapitalisation, mais le champ de la capitalisation s'élargit aux dépens de la capitalisation étrangère. D'ailleurs, si la politique de protection de la capitalisation propre est appliquée partout, cela rend difficile l'extension de la capitalisation au delà des frontières et peut, dans certaines circonstances, devenir nuisible à tous les pays. Mais l'antagonisme des intérêts des différents pays, la difficulté de les accorder et l'action de la classe influente des capitalistes de chacun d'eux empêchent une politique extérieure rationnelle conciliant les intérêts des diverses économies nationales avec ceux de l'économie mondiale. Cependant la raison principale qui empêche l'existence d'une politique économique harmonique de ce genre et qui incite chaque contrée à défendre le capital local, c'est la surcapitalisation chronique et périodiquement beaucoup plus intense dans presque tous les pays.

Les diverses économies nationales se trouvent, au point de vue de la lutte pour la capitalisation, dans la même situation que les entreprises économiques privées de chacune d'elles considérée isolément. Comme cela a lieu dans le domaine de l'économie nationale, le champ de capitalisation de l'économie mondiale est limité par les conditions de la consommation. Tout comme cela se passe dans l'économie nationale, les plus forts s'efforcent d'éli-

miner les plus faibles de la participation à la capitalisation possible dans l'économie mondiale. Ils y arrivent par l'exclusion de la concurrence étrangère dans le pays et par son éviction dans les pays étrangers au moyen de primes d'exportation ou même par l'emploi de la force physique. Cette lutte des domaines économiques nationaux pour la capitalisation et les moyens qu'on y emploie : mesures défensives contre la concurrence extérieure et conquête des marchés étrangers, sont la conséquence naturelle de la surcapitalisation et de la tendance des forces productives à se développer sur la base de la consommation existante et relativement limitée (1).

Mais l'exclusion de la concurrence étrangère ne diminue pas en général la surcapitalisation. Au contraire, elle l'augmente tant dans l'économie mondiale que dans les économies nationales ; elle conduit donc à la réduction de l'action des forces productives et à une diminution relative de la consommation générale qui est la base de la capitalisation. Par suite de la division de l'économie mondiale en domaines économiques séparés et le plus souvent nationaux, le terrain de la lutte pour la capitalisation privée se décompose en petits domaines avec une surcapitalisation artificiellement élevée. Il s'en suit que chacun de ces domaines constitue un terrain indépendant propice à l'apparition et au développement des crises. Jadis, lorsque l'Angleterre était le siège principal de la capitalisation mondiale, elle était

(1) Cet état de choses est pour une part importante la raison de la tendance à l'extension et de la politique coloniale des empires économiquement développés, tant actuellement que dans le passé. Cette tendance s'est reflétée particulièrement dans la politique mercantile de l'Angleterre au XVIII^e siècle, lorsqu'elle empêcha par la force le développement de l'industrie dans ses colonies américaines afin de conserver ces marchés à l'industrie anglaise. Plus tard, le progrès technique ouvrit à cette industrie un large accès sur les marchés étrangers où elle put régner sans recourir à la violence, et détermina le revirement de la politique coloniale et commerciale de l'Angleterre.

aussi le pays de prédilection des crises de capital. Maintenant chacun des grands domaines économiques nationaux constitue une arène analogue pour les crises périodiques.

La surcapitalisation et les luttes de races et confessionnelles. — La surcapitalisation donne également naissance à une autre lutte ressemblant beaucoup à celle des domaines économiques nationaux pour la capitalisation. Il s'agit de la lutte de race et de religion ou de confession dans les frontières d'un état déterminé et qui a pour causes fondamentales des contradictions économiques. Dans un pays à population hétérogène, il est fort possible que les représentants d'une race ou d'une confession possèdent dans la lutte pour la capitalisation certains avantages qui leur assurent la domination économique sur les autres fractions de la population. Si les représentants de cette race ou de cette confession se distinguent des autres groupes de la population par une plus grande aptitude à l'épargne ou une plus grande aptitude au gain, en même temps que par des exigences moindres au point de vue de la consommation ; s'ils sont doués de facultés organisatrices plus fortes comme entrepreneurs et font preuve de plus de solidarité entre eux, s'ils possèdent enfin certaines qualités qui font d'eux des concurrents dangereux, alors ils l'emportent dans la lutte pour la capitalisation et concentrent entre leurs mains une partie relativement plus considérable du capital social. Cette circonstance crée une situation spéciale à cette fraction de la population. La possession du capital entraîne celle d'une puissance économique et sociale. La prédominance économique et sociale d'une partie de la population, jointe aux contradictions nationales et religieuses, fait facilement naître la jalousie et l'inimitié des autres parties. Mais ce qui donne à ces jalousies, nationales ou religieuses, une importance spéciale, une force combative, c'est surtout la rivalité

entre les capitalistes, leur lutte pour la part à la capitalisation sociale restreinte en elle-même. Aussi trouvons-nous le foyer de ces antagonismes surtout dans la petite et moyenne bourgeoisie où la concurrence et la lutte pour la capitalisation sont particulièrement âpres.

CONCLUSION

Il n'entre pas dans le cadre de la présente étude de proposer des mesures contre les crises ; cela est du ressort de la politique économique. Des thèses exposées ici au sujet de la nature et des causes des crises, découlent naturellement les grandes lignes de la politique à suivre pour les éviter ou, plutôt, pour les atténuer. Mais leur examen nous conduirait trop loin. Notre but était simplement de donner au lecteur, en premier lieu, une notion concrète des crises économiques sous les diverses formes qu'elles affectent et de lui expliquer leurs raisons immédiates et leurs causes lointaines et fondamentales. Nous voulions, ensuite, expliquer ce mécanisme central de tout l'organisme économique social qui est celui de la formation et des mouvements des prix. Il s'agissait, enfin, de montrer le caractère social de la capitalisation et de présenter la tendance à l'accumulation et les tendances corrélatives à l'extension de la capitalisation privée et à la surcapitalisation sociale comme des facteurs puissants de la vie économique sociale, comme des facteurs qui en dernier lieu déterminent son développement cyclique et ses crises périodiques, et qui jouent un rôle prédominant dans le développement économique et politique de la société et dans la structure de l'édifice social. Les facteurs fondamentaux de la vie économique sociale sont habituellement cachés à l'observateur par les phénomènes journaliers de la vie économique privée ou sont considérés et expliqués du point de vue de l'économie privée. C'est précisément cette considération des phéno-

mènes de la vie économique sociale et la conception des lois qui les régissent par analogie avec les lois reconnues de l'économie privée, qui ont rendu si difficile jusqu'ici la compréhension de la nature et des causes des crises économiques. La conséquence de cette façon de voir c'est l'opinion régnante d'après laquelle les crises seraient le produit de dispositions occasionnelles erronées de la part des entrepreneurs. Ce faisant, on part de l'hypothèse que les fins de l'économie nationale et celles de l'économie privée et les moyens d'y atteindre concordent toujours. Mais on oublie que leurs tendances sont souvent divergentes et que de leurs contradictions résultent des perturbations de la vie économique qui doivent être considérées comme le produit organique de la structure économique. La méconnaissance de cette provenance organique des crises économiques fait que dans la recherche de leurs causes et des moyens de les écarter ou de les prévenir, on prend d'habitude des phénomènes connexes pour des phénomènes fondamentaux et une conséquence pour une cause, comme c'est, par exemple, le cas pour les phénomènes qui se produisent sur les marchés monétaires et du crédit. Pour que les mesures et les moyens proposés pour éviter, atténuer ou aplanir les crises économiques soient efficaces, ils doivent avant tout résulter d'une compréhension plus profonde de la nature de celles-ci et doivent être adéquates aux circonstances dont ces crises sont la résultante.

INDEX ALPHABÉTIQUE

Accumulation, — privée, 317 ; — sociale, 317-320 ; — et consommation, 229-330, 234-242, 320-323 ; théorie de Tougan-Baranowski sur l'indépendance de — de la consommation, 244 note ; motifs déterminants, 315-317 ; — et centralisation du pouvoir d'achat, 225-227, 321-322 ; apologie de — chez les classiques, 227-330 ; — et biens productifs, 231-232 ; — et progrès de technique, 234-241 ; — en période de dépression, 280-282 ; — et placements du capital, 282-290 ; importance de — et de l'émission annuelle de valeurs mobilières, 323 ; tendance à — comme cause de la surcapitalisation et des crises, 322-323, 360-362 ; rôle de — dans la formation de la structure sociale, 363 ; — au moyen âge et dans les temps modernes, 362-366.

Actions, 87 ; cours des —, 87-88 ; spéculation sur —, 92-95.

AFTALION, xv-xvi, 184 note, 197 n., 248 n., 253 n., 296 n., 297 n., 298 n., 354 n.

Agiotage, Voir Spéculation.

ASHLEY, 175 note.

Associations d'entrepreneurs, — et les crises, 309-314 ; apparition

de — en période de dépression, 113 ; leur importance, 113, 136, 309 ; — augmentent les bénéfices, 310 note ; suites nuisibles, 310-311 ; leur extension aux E.-U. d'Amérique, 311 ; mesure inefficace contre les crises, 113, 312-314.

ARISTOTE, 322 note.

AUSPITZ et LIEBEN, 208 note, 212 n.

BAGEHOT, 252.

Balance commerciale, — et crises monétaires, 55-56, 119, 155, 180 ; — et politique mercantile, 365, 372 note.

Banque d'Angleterre, faiblesse de sa réserve métallique, 55 ; loi de Peel, 59, 77.

Banques d'émission, voir Billets de banque.

BAUER, ST., 322 note.

BERNOUILLI, 205, 212 note ; formule de —, 205, 212 n., 213 n.

Biens productifs, leur importance pour la production, 193-194 ; — pour l'accumulation, 223-224, 231-232 ; rapport entre — et ceux de consommation, 232-233, 236, 240-242.

Billets de banque, émission de — et crises, 59-60 ; — et crises en Angleterre, 59, 69 ; loi de Peel,

- 59-60, 177 : émission en temps de crise, 70-71, 177 ; théorie de la « currency », 153, 175-178, 293.
- Bimétallisme et prix, 152.
- V. BÖHM-BAWERK, 27 note, 163, 166 n., 167 n., 170 n., 171 n., 187 n., 188 n., 194 n., 211 n., 231 n., 238 n., 239 n.
- BÖHMERT, 358 note.
- BOGOLIÉPOFF, 330 note.
- BONNET, V., 261 note, 268 n.
- BOUNATIAT, XIV, 42 note, 54 n., 79 n., 82 n., 95 n., 119 n., 152 n., 152 n., 176 n., 253 n., 365 n.
- Bourse, importance de la —, 87, 94 note.
- BOWLEY, 46 note, 226 n., 273 n., 276 n., 354 n., 356 n., 358 n.
- BRANDT, 412 note.
- BRENTANO, 313 note.
- BÜCHER, 339 note.
- BURTON, 254 note, 274 n.
- Capital, théorie du — de l'école classique, 2-4, 227-230 ; théorie du — de Lauderdale, 5-6 ; — social, 261, 288-289, 317-320, 326-328 ; condition fondamentale de la production capitaliste, 192-198 ; — privé, 286-289, 317-318, 328-342 ; l'importance du — privé pour la répartition, 325-342 ; capital-monnaie, 290-299 ; — libre, 109, 262-265, 266, 282-285 ; — de prêt en période d'essor, 254-257, en période de dépression, 300-303 ; capital-marchandises, 264, 289-290, 337-342 ; « insuffisance » de —, 109, 260-268 ; immobilisation du —, 266-268 ; élimination du —, 112-113, 270-273, 307 ; consommation du —, 277-278 ; annihilation du —, 278-280 ; exportation du — en période de dépression et sa signification, 298-299 ; émigration du —, 368-370. Voir également : Capitalisation et Décapitalisation.
- Capitalisation, procès de —, 232-234 ; moyens d'intensification de —, 234-241 : — et technique de production, 239-241 ; limites de — sociale, 242-243, 360-362 ; théorie de la périodicité de la —, 282-284 ; — en prêt de consommation, 286-288 ; — sociale, 288-289, 326-328, 363-367 ; — en marchandises, 289-290 ; — en monnaie, 290-295 ; — sociale en période de dépression, 280-283, 289-290 ; — comme fondement de l'essor économique, 252-254, 258, 282-283 ; — privée, 317-318, 328-342 ; — sociale et consommation, 317-323 ; tendance à l'accumulation et —, 320-323, 360-363 ; — en propriété foncière, 331-337, 364 ; — en fonds de consommation social, 337-342 ; placement en valeurs mobilières, 323 note, 328-331, 364-365 ; — à l'étranger, 368-370.
- CASSEL, 234 note, 239 n.
- CHALMERS, 4, 46 note, 26.
- CHIOZZA-MONEY, 358 note.
- Chômage. — en temps de dépression, 46, 134 ; en temps de crises, 46, 114, 273 ; — provoqué par les trusts, 310.
- Consommation, dépendance de la — de la répartition, 185-188, 214, 226, 320-322 ; importance de la — sociale, 185 ; — comme base de la production et de l'accumulation, 229, 245-247, 317-318 ; — en période d'essor, 258 ; augmentation relative de la — après les crises, 275-277 ; — et associations d'entrepreneurs,

- 310; augmentation de la richesse et —, 320-322; intensification de la — collective, 344; décapitalisation et augmentation de la —, 344-348.
- COURCELLE-SENEUIL, 261 note.
- Crédit, importance, 62-65, 153-154, 155-157; les bases du —, 65-68, 154, dangers, 153-155; — et crises, 155, 245; extension du — en période d'essor, 80-81, 108, 254-257; dette foncière, 125. Voir également : Crise de crédit.
- Crise, définition, 31-32, classification des —, 32-40; — de production, 32-33; — de répartition 32-33; — exogénétique, 33-34; — indogénétique, 33-34; — de débit, 34-35; — de surproduction, 34-36; — de spéculation, 35-36; — de capital, 36-37; — et dépression ou réaction, 40, 133-136; périodicité des —, 40-50, 157-159; années de — en Angleterre, 43, en France, 44, aux Etats-Unis, 44-45; — et prix, 49-50, 133, 159-161, 244-250, 268-269; — monétaire, 38-39, 51-62, 70, 131, 155, 181; — monétaires en Angleterre, 55; — de crédit, 38, 62-74, 82, 131, 155-156; — bancaire, 69, 131; — commerciale, ou de marchandises, 34, 74-86, 129, 131; — de marchandises en Angleterre, 78-79; causes de l'atténuation des —, 84-85; — de bourse et de spéculation, 35, 86-100, 128, 129; — financière, 32, 89, 98, 364; — industrielle, 38, 101-115, 131, 270-275; — de travail, 114, 131, 273; — agraire, 38, 115-126; lien entre les phénomènes de —, 126-133; développement historique des —, 127-129; — générale, 130-133; caractère organique des —, 157-159; schéma de la — de surproduction, 242-254; signification des — comme phénomènes économiques, 245-250; — et surproduction, 257-260, 268-270; — comme périodes de décapitalisation brusque, 347; lien entre les — et les progrès de la technique, 113, 347-349; — commerciale et décapitalisation, 350; — et répartition, 351-353; causes fondamentales des —, 360-362. Voir également : Théorie des crises.
- CRÖCKER, 26, 29, 323 note.
- Cycles économiques, — et périodicité des crises, 40-50; durée des —, 42, 47-49; analyse des —, 251-309; périodicité des placements de capitaux comme cause prétendue des —, 282-284; critique de cette théorie, 283-302; causes fondamentales des —, 360-362.
- DAVENANT, 201.
- Décapitalisation, définition, 344; importance, 344-345, 352-353; — avec la technique invariable, 345; — avec le développement de la technique, 345-347; — et crises économiques, 347; — du fonds de consommation social, 350-351, 353; action d'une — lente sur la répartition, 351; action d'une — brusque, 352.
- DELOUME, 41 note.
- Demande, diminution de la — et crises, 34, 75-76, 78, 243; oscillations de la — du côté de l'industrie rurale, 119, 121; importance du volume et de l'intensité de la —, 145, 185-187, 215, 262; les bases psychologiques

- de la —, 162-170 ; — de signes monétaires, 178-184 ; détermination de la —, 185-189, 324 ; modification de la — de divers biens d'après leurs prix, 214-218 ; concentration de — et son importance, 215-216 ; diffusion de — et son importance, 216-217 ; concentration de — et son importance, 216-217 ; concentration de — sur les biens productifs en période d'essor, 220, 252, 254, 321 ; — de capital libre, 109, 260, 262, 301 ; — de main d'œuvre, 273 ; diffusion de — après les crises, 275-276, 351-352.
- Dépôts en banque, en période de dépression, 295-296.
- Dépression, définition, différence de la crise, 40, 48-49 ; — industrielle, 110, 135-136 ; — et technique, 113 ; — agricole, 121, 125 ; capitalisation en période de —, 280-282 ; intérêt de prêt en période de —, 300-302 ; exportation de capital en période de —, 298-299 ; rapport entre production et consommation en période de —, 275-277.
- EHRENBERG, 42 note, 364 n.
- ENGEL, 48.
- ENGELS, 202 note, 358 n., 359 n.
- Escompte et crises, 56, 61, 91. Voir également : Intérêt du capital.
- ESSLEN, xvii. 255 note, 296 n., 323 n., 327 n.
- Faillites, — et crises de crédit, 72 ; signification des — pour les crises, 136-138.
- FECHNER, 203 note, 205 n., 206 n.
- FISCHER, W., xv note, xvii, 241 n.
- FISHER, IRVING, 165 note, 255 n., 256 n., 282 n.
- Fonds de consommation, définition, 337 ; origine, 337-338 ; capitalisation privée en —, 337-342.
- FOXWELL, 174 note.
- GARNIER, 261 note.
- GIDE et RIST, 7 note.
- V. GIERKE, 346 note.
- GIFFEN, 171 note, 326 n., 356 n.
- GOLDSTEIN, 310 note.
- GOSSEN, 205 note.
- HASENKAMP, 58 note, 60 n., 261 n.
- HELFFERICH, 327 note.
- HERKNER, 296 note.
- HERMANN, 212 note.
- HILDEBRAND, 335 note.
- HILFERDING, 314 note.
- HOBSON, 26, 27, 29, 277 note, 282 n., 308 n., 323 n.
- HUNKE, 353 note.
- IASTROW, 314 note.
- Impôts, comme moyens contre l'inégalité de la répartition, 343.
- Indices, 50 note, 199 n.
- Intérêt du capital, faiblesse de l'intérêt de prêt avant les crises de spéculation, 91 ; — et intensification de la capitalisation, 238-239 ; — en période d'essor, 254-257 ; — et prix, théorie de Irving Fisher, 255 note ; — avant et pendant les crises, 58, 96, 260 ; détermination de — en période de dépression, 281, 300-302 ; l'action du bas taux de —, 302.
- JEVONS, M., 116 note.
- JEVONS, STANLEY, 29, 42 note, 47 n., 61 n., 116 n., 162, 163, 164 n., 167 n., 170 n., 171 n., 174 n., 175 n., 253 n., 254 n., 261 n., 282 n., 288 n.

- JUGLAR, 29 note, 44 n., 155 n., 255 n., 282 n.
- KAUTZKY, 242 note.
- KING, loi de —, 120, 201-204, 206, 211 note, 212 n.
- V. KIRCHMANN, 4, théorie de crise, 16-17; 29.
- KLEINWÄCHTER, 313 note.
- LACROIX, 205.
- LANDRY, 247 note.
- LANGE, 212 note.
- LAPLACE, 205.
- LASPEYRES, 174 note.
- LAUDERDALE, lord, théorie de capital, 5-7; 202 note, 240 n.
- LAURENT et CAHEN, 44 note.
- DE LAVELEYE, 155 note.
- LAVERGNE, 167 note.
- LEDERER, 312 note.
- DE LENEER, 308 note.
- LESCURE, xvi, 278 note, 279 n., 281 n., 282 n., 288 n., 296 n., 313 n.
- LEVASSEUR, 42 note.
- LEVI, 358 note.
- LEXIS, 264 note, 277 n.
- LIEFMANN, 313 note.
- LLOYD (LORD OVERSTONE), 41, 175 note, 261 n.
- LUXEMBURG, 242 note.
- MAYER, E., 349 note.
- MAYER, R., 358 note.
- MAC CULLOCH, 78, 350 note.
- MACDONALD, 332 note.
- MALTHUS, 41, théorie des crises, 13-16; 17, 26, 218 note, 321 n., 324, 365 n.
- V. MASTEUFFEL, 231 note, 281 n.
- Marché, théorie du — de James Mill et Say, 2-3, 230-231; fermeture du — et crises, 34, 75, 117; ouverture de nouveaux, — 77-79; extension du —, 80, 123, 349-350; — monétaire, 91, 108, 254-257, 260, 262-266; production pour —, 232; encombrement du —, 78-79, 81, 258-259; importance des — étrangers, 349-350, 365-366, 368-369; protection du — intérieur, 365-372.
- MARX, 4, théorie des crises, 22-26; 30, 48 note, 278 n., 290 n., 330 n., 358 n.
- MAWE, 78 note.
- MENGER, 162, 163 note, 193 n.
- MILL, JAMES, 3, 227, 230, 281 note.
- MILL, JOHN STUART, 3, 27, 227, 228 note, 230, 232, 266 n., 277 n., 316 n.
- V. MISES, 173 note.
- MOFFAT, 26.
- DE MOLINARI, G., 203 note, 211 n.
- Monnaie, ses fonctions, 51-52; manque de —, 53-56, 255-257; exportation de —, 53, 54, 55; succédanés de — en temps de crises aux États-Unis, 60 note; quantité de — en circulation, 64 note, 292-295; — comme étalon des prix et moyen d'échange, 151-153; formation de la valeur de —, 173-174; valeur de — comme mesure de la valeur sociale des biens, 171-173; importance de la quantité de —, 174-175, 178; variations de la valeur de — et prix, 179-182, 243; valeur absolue et relative de —, 151, 153, 183 note; prétendu manque de —, 261-264, opinion de Dudley North, 263-264 note; « retrait de — de la circulation », 290-295; réaction de la réserve monétaire sur la vie économique, 297-299.
- MOORE, H., 116 note.
- MUMMERY, 26, 277 note, 323 n.
- V. NEUMANN-SPALLART, 307 note.
- NEUBATH, 245 note.

NEWMARCH, 79 note.

NORTH, DUDLEY, 263 note.

OLDENBURG, 299 note, 314 n.

Organisation économique, ses imperfections, 139-159; lien entre — et les crises, 31, 41, 127, 136, 139, 361, 362; — et périodicité des crises, 157-158, 360-361, 362; production en régime capitaliste, 192-198; — et capitalisation, 234-239; — capitaliste et accumulation, 241.

Panique, — lors d'une crise de crédit, 68; conséquences de —, 431; — aggrave les crises, 40, 132.

PETRAJITZKI, « loi de surenchère optimiste », 148 note.

PLAYFAIR, SIR LYON, 348 note.

POHLE, 241 note, 261 n., 264 n., 282 n.

POISSON, 205.

Pouvoir d'achat, détermination du — nominal par l'ensemble des valeurs des biens, 218-219; centralisation du — et son action sur la conjoncture, 219-220, 222, 223-224; décentralisation du —, 220, 243; moyens de conservation du —, 286-297.

PRICE, BONAMY, 261 note, 264 n.

PRICE, L., 175 note.

Prix, — et les crises, 49-50, 126, 243-244, 268-270; élévation des — des marchandises, 76-77, 80; chute des — des marchandises lors des crises commerciales, 78, 81-82, 83; lors des crises industrielles, 110; — des produits de l'économie rurale, 120-121; rôle des — dans la vie économique, 143-145; formation des —, 145-146, 165-171; hausse des — et spéculation, 146-150; — et la valeur de la monnaie, 151-153,

155, 172-184; causes fondamentales des oscillations des —, 192; relations réciproques entre les —, 198-200; loi de King, 201-204; loi fondamentale des variations des —, 204, 206-207; variations des — des trois groupes de biens, 207-208; variation du niveau général des —, 208-214; influence des modifications des besoins sur les —, 214-218; — et la répartition, 185-186, 191, 218-221, 222-225, 244-245, 249-250; mécanisme du mouvement ascensionnel des —, 221-225; ses limites, 225-226, 242-243; mécanisme de la chute progressive générale des —, 243-244; influence de la chute des — sur la répartition et la vie économique, 244-245, 268-280, 302-305, 344; le fondement de la chute générale des —, 245-250; origine et causes du mouvement ascensionnel des —, 251-254, 305-309; — du fer comme indice de la conjoncture économique, 253; — dans le commerce de détail, 276-277; — et associations d'entrepreneurs, 312; — et progrès technique de la production, 278 note, 348.

Production, — et la spéculation de bourse et les crises de bourse, 97-99; — et le commerce, 105-106; — en période d'essor, 106-107, 251-254, 306; liens entre — agricole et industrielle, 106, 116; influence des mauvaises récoltes, 117-118; influence des bonnes récoltes, 120-122; réduction de — après les crises, 110-113, 274; — agricole et crises agricoles, 125-126; — et dépression, 135; — et organisation économique, 102, 140-141; — réglée par la

- valeur des biens, 141-143, 161, 225-226, 244-245, 251-257; — et spéculation, 146-151; — et augmentation de la circulation monétaire, 153; — et l'extension du crédit, 157; oscillations de —, 189-192, 303; — en régime capitaliste, 225-234; — et consommation, 102, 227-228, 245-250; — et marché, 230-231; théorie de Tongan-Baranowski sur l'indépendance de — de la consommation, 241 note; rapport de — à la demande à la fin de la période de dépression, 304; — et technique, 102, 347-349.
- Profit d'entreprise, théorie de Marx, 23-26; — faible en temps de dépression, 104, 110, 133-134, 272-273, 281, 301; — en temps de crise, 259, 269; — à la fin de la période de dépression, 112-113, 304; — en période d'essor, 107, 255, 269; — but de l'activité économique, 143-144, 277-278; oscillations cycliques, 25 note; — et coût de production, 278-279 note; — et associations d'entrepreneurs, 309-310; — et accumulation, 277-278, 326.
- QUESNAY, 5 note.
- Réaction, 135.
- Rente foncière, — la concurrence étrangère, 117, 123-124; — et l'accumulation, 326, 331-336; — en Angleterre et en Ecosse, 336 note; — urbaine, 336-337; accroissement, 354-355.
- Répartition, théorie de Sismondi, 9-10; théorie du Rodbertus, 18-20; dépendance de volume et de la composition de la consommation de —, 185-189, 222, 225-226, 242-244, 324-325; — et prix, 190, 200-201, 218-220, 222-226, 244-245, 248-251, 257-258; agglomération de fortune et accumulation, 222, 324-325; — et capital privé, 325-326; concentration de la propriété en capital social, 327-328; concentration de la propriété en valeurs mobilières, 329-331; concentration de la propriété foncière, 332-337; facteurs agissant contre la concentration, 343-345; — et décapitalisation et crises, 351-353; hausse progressive des salaires, 352; développement effectif de —, 353-360; augmentation absolue des revenus de la propriété, 355-356; augmentation de l'inégalité de —, 356-360; — en Angleterre, 353 note, 355-356 n., 359 n.; — en Prusse, 358-359 note.
- RICARDO, 11, 13, 228 note, 248 n.
- ROBERTSON, 27 note.
- RODBERTUS, 4, théorie des crises, 17-22, 30.
- ROGERS, 202, 211 note.
- ROSCHER, 103, 335 note.
- Salairé, baisse après les crises, 114; — et la loi de King, 211 note; théorie du fonds des —, 229-230; hausse des — comme cause de l'épuisement du capital, opinions de Pothé et Lexis, 264; — en période de dépression, 276; élévation progressive, 354.
- SAUERBECK, 49 note, 174 n.
- SAY, J.-B., 3, théorie du marché, 230; 248 note, 249 n.

- SCHÄFFLE, 282 note, 317 n., 333 n.
- SCHIPPEL, 46 note, 274 n., 307 n.
- SCHMOLLER, 169 note, 202 n., 261 n., 282 n., 327 n., 331 n., 332 n., 356 n., 359 n.
- SCHÖNBERG, 345 note.
- SCHWARZ, 331 note.
- SELIGMAN, 168 n.
- DE SISMONDI, 4, théorie des crises, 7-12; 15, 16, 17, 22, 26, 333 note.
- SMITH, ADAM, 5, 228, 240 note, 346 n.
- SOETBEER, 174 note, 358 n.
- SOMBART, 36 note, 175 n., 288 n., 336 n., 364 n.
- SOLNTZEFF, 358 note, 359 n.
- Spéculation, — sur marchandises, 77-80, 129; — de bourse et agiotage, 80-87, 98-100, 128-129; sa fonction, 146-147; dangers, 147-148; surspéculation, 148-151; — en production capitaliste, 195; — lors de l'élévation des prix, 226.
- SPIETHOFF, 241 note, 261 n., 282 n., 290 n., 299 n.
- SPRAGUE, 60 note.
- V. STEIN, LORENZ, 322 note.
- STEINBERG, 261 note.
- STILLICH, 124 note.
- SUPINO, 261 note.
- Surcapitalisation, ses conséquences dans l'industrie, 110-111; définition, 247-248; — cause des crises et des dépressions, 248-249; — cause des oscillations de la conjoncture, 306-309; —, ses causes et ses conséquences, 315-374; fondement de —, 319-323; — et concentration des fortunes et des revenus, 324-326, 328, 330, 362; — et richesse d'un pays en capital, 363-367; — et impérialisme économique, 368-373; — et politique mercantile et coloniale, 365-366, 370 note, 373 n.; — et protectionisme, 370-373; — comme base des luttes sociales, 373-374.
- Surproduction, crises de —, 34-35, 36; — dans l'industrie, 102, 109; — dans l'économie rurale, 120-122; — et la longue durée du procès de production, 192-198; possibilité de —, théorie de James Mill et Say, 227-231; définition, 247-248; adversaires de la théorie de — générale, 248-249 note; — à la fin de la période d'essor, 257-260, 269-270; — et surcapitalisation, 271-272.
- Théorie des crises, importance, 4; les buts, 28-30; — de Sismondi, 7-12; — de Malthus, 13-16; — de v. Kirchmann, 16-17; — de Rodbertus, 17-22; — de Marx, 22-26; — de Crocker, Mummery et Hobson, 26-27; — de Aftalion, xv-xvi, 197 note; — et le problème de la valeur, 3-4, 30, 159-161; explication des crises par des phénomènes de la circulation monétaire et fiduciaire, 155-156, 181-184, 262-263, 376; explication des crises par l'insuffisance de capital, 360-368; — de Lescure, 278-279 note, 288 n.; explication de la périodicité des crises par celle des placements du capital, 282-283; — de Tougan-Baranowski, 241 note, 284 n.; critique de cette théorie, 283-297.
- TOOKE, 79 note, 176 n., 202.
- TORRENS, 176 note.
- TOUGAN-BARANOWSKI, xvi, 25 note, 85 n., 231 n., 241 n., 248

- n., 253 n., 261 n., 266 n., 282 n., 283 n., 284 n., 288 n., 295 n.
- Utilité limite sociale, définition, 167 ; — détermine la valeur sociale, 168-169 ; bases de ses oscillations, 170, 211.
- Utilité limite subjective, — détermine la valeur subjective des biens, 164 ; — est la base de la formation de la valeur-limite sociale et de la valeur objective d'échange des biens, 166-170 ; la loi d'oscillations de —, 204 ; sa baisse favorise l'accumulation, 321-322.
- Valeur, notion relative chez les classiques, 3, 29 ; — comme régulateur de la production, 141-143 ; problème de — et problème des crises, 3-4, 29, 159-161 ; — subjective absolue, 162-163 ; — subjective relative, 164-165 ; — objective d'échange, 166, 170-171 note ; — sociale absolue, 163-171 ; formation de — de la monnaie, 173-183 ; facteurs de formation de — sociale, 184-192 ; loi fondamentale de la variation de — subjective, 201-206 ; de — sociale, 206-207, 211 ; la baisse de — sociale et des prix lors de la surproduction, 192, 243-251. Voir également : Utilité limite et Prix.
- Valeurs mobilières, 87 ; formation des cours, 87, 90-91 ; conséquences des variations des cours, 87-89, 97-98 ; agiotage, 90-97 ; chute des cours, 96.
- WAGNER, 173 note, 175 n., 353 n., 358 n.
- WALRAS, 162, 171 note.
- WEBER, MAX, 213 note.
- WEBER-FECHNER, loi de —, 202, 206, 212 note, 213 n.
- WELLS, 348 note.
- v. WIESER, 170 note, 171 n., 186 n., 187 n.
- WILLIAMS, 256 note.
- WILSON, 261 note.
- WIRTH, 42 note.
- WOOD, 46 note, 226 n., 276 n., 354 n.
- WUNDT, 203 note, 316 n.
- YVES-GUYOT, 264 note.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	v
INTRODUCTION.	1
PREMIÈRE PARTIE. — Les crises économiques et les formes sous lesquelles elles apparaissent	31
I. — Définition et classification des crises économiques.	31
II. — Périodicité des crises et cycles économiques	40
III. — La crise monétaire.	51
IV. — La crise de crédit	62
V. — La crise de marchandises.	74
VI. — Les crises de bourse et de spéculation	86
VII. — La crise industrielle	101
VIII. — La crise agraire.	115
IX. — Crises économiques générales et dépressions	126
DEUXIÈME PARTIE. — Les crises économiques et leurs causes	139
I. — Les défauts techniques de l'organisation de la vie économique	139
II. — Mécanisme et causes déterminantes des mouvements généraux des prix (Théorie de la conjoncture générale)	159
1. Valeur, Prix. Rapport entre la variation des prix et celle de la valeur de la monnaie	161
2. Facteurs de la formation de la valeur sociale des biens	184
3. Variations générales des prix et leur action sur la répartition	198
4. Mécanisme et limites des mouvements généraux progressifs des prix	221
5. Limites de l'accumulation du capital social.	227
III. — Analyse des cycles économiques et de leurs causes.	251
1. Mouvement ascendant	251
2. « L'insuffisance de capital »	260

3. Mouvement descendant	268
4. Accumulation et placement du capital	282
5. Fin de la période de dépression	302
6. Les associations d'entrepreneurs et les crises économiques	309
 TROISIÈME PARTIE. — Surcapitalisation, ses causes et ses conséquences	315
I. — Accumulation privée et capitalisation sociale	315
II. — Actions réciproques de la répartition et de la surcapitalisation. — Elargissement de la sphère et concentration de la capitalisation privée et réaction de cette dernière sur la répartition	324
III. — Tendances contre l'inégalité de la répartition. — Procès de décapitalisation. — Développement effectif de la répartition.	342
IV. — Tendance à la surcapitalisation et organisation économique	360
V. — Surcapitalisation et la lutte économique et sociale.	368
 CONCLUSION	375
 INDEX ALPHABÉTIQUE.	377
 TABLE DES MATIÈRES	387

Author Bouniatian, Mentor

Title. Les crises économiques.

DATE.

NAME OF BORROWER.

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU

B7654c

Ec